



مِنْسَطَبَةُ الْعَالَمِ الْإِسْلَامِيِّ لِلتَّوْبِيغِ الْعِلْمِيِّ وَالْعَدْلِيَّةِ
ISLAMIC WORLD EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION
ORGANISATION DU MONDE ISLAMIQUE POUR L'ÉDUCATION, LES SCIENCES ET LA CULTURE

COLLOQUE INTERNATIONAL DE L'ICESCO SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

(28 au 30 septembre 2021)

Conservation, protection et valorisation du patrimoine culturel en contexte d'insécurité dans le bassin du lac Tchad

ICESCO INTERNATIONAL CONFERENCE ON CULTURAL HERITAGE

(September 28-30, 2021)



Preservation, Protection and Promotion of Cultural Heritage in the context of Insecurity in the Chad Basin region

Volume 3

INTRODUCTION

Le paysage culturel du Lac Tchad a connu plusieurs missions archéologiques depuis la période coloniale (4-ème et 5-ème mission Griaule entre 1936-1938 et la Mission Lebœuf 1948-1949). Plusieurs vestiges archéologiques ont été exhumés et la présence humaine dans cette partie de l'Afrique remonte au V-ème siècle avant J-C (Lebœuf A.M.D., 1969 : 92). Puis d'autres missions archéologiques de grandes envergures notamment celle de 1979 avec Augustin Holl d'autres recherches locales conduites sous l'encadrement scientifique de Tchago Bouimon (Université de Ndjamena/Tchad) et de Bienvenu Denis Nizésété (Université de Ngaoundéré/Cameroun) montrent à souhait que cette région mérite davantage une attention soutenue du point de vue de la recherche au regard du potentiel archéologique. A ce sujet, Nizésété Bienvenu Denis indiquait dans son ouvrage que « Le sol est donc comparable à une bibliothèque, à un réceptacle d'objets hétéroclites abandonnés de gré ou de force par les Hommes ou par les forces de la nature, un cahier de souvenirs multiformes enregistrés et stratifiés au fil du temps, que l'on consulte pour comprendre, pour argumenter, pour attester ou pour contester ». (Nizésété B.D. 2013 :38). C'est dans cette perspective que la première partie du troisième volume des actes du colloque sur « Conservation, protection et valorisation du patrimoine culturel en contexte d'insécurité dans le bassin du lac Tchad » traite de cette thématique.

Intitulée «gestion et promotion des sites archéologiques», cette partie est constituée de cinq (5) contributions scientifiques qui mettent en exergue les fouilles archéologiques, les difficultés liées à la gestion des sites et à la conservation des vestiges exhumés, l'impact néfaste des activités anthropiques (les grands travaux et exploitation de carrière) sur les lieux de mémoires et les difficultés liées à l'absence de crédit de recherche. Quelques solutions sont évoquées dans les textes.



La deuxième partie s'intéresse aux institutions muséales communautaires mises en place dans une perspective d'assurer la pérennité des vestiges archéologiques et de mettre en valeur les biens culturels. Acquises pour la plupart à travers des dons, et des prêts, et gérées par des volontaires, ces collections muséales suscitent de plus en plus une réelle attention des jeunes professionnels en muséologie/muséographie formés dans les universités africaines. On y retrouve des propositions concrètes de gestion et de conservation de ces biens ainsi les bonnes pratiques en matière d'intervention des associations culturelles.

La troisième partie est focalisée sur les savoir-faire architecturaux, la promotion du tourisme et les contraintes liées au décollage des industries culturelles dans cette partie de l'Afrique. Ainsi, la proposition d'inscription du « Paysage culturel du Lac Tchad sur la liste du patrimoine mondial soumis par les quatre pays (Cameroun, Niger, Nigeria et Tchad) est un motif réel pour accompagner les communautés locales dans l'économie culturelle et touristique, comme une alternative ou une plus-value aux activités de pêche, d'élevage et d'agriculture au regard des effets néfastes liés changement climatique.



Première partie : Gestion et promotion des sites archéologiques

Dr Mezop Temgoua-Noumissing Alice Lucie

Les Mégalithes de la région du Faro (Nord-Cameroun) : un patrimoine en danger

Ouang-Namou Ouangtoua, Mbaïro Jean et Tchago Bouimon

**Gestion et sauvegarde des vestiges archéologiques en contexte d'exploitation de ressources
pétrolifères de la zone méridionale et du centre-ouest du Tchad**

SAKAFOULSOU DANGA André le Roi

**Plaidoyer pour une archéologie des paysages en faveur de la protection du patrimoine
écoculturel de la vallée du Logone**

Emmanuel Baba Tinting

Les céramiques des sites Sao du Logone et Chari (Nord Cameroun) : acteurs, enjeux et méthodes

Olivier Hamana Soumai

**Les impacts de la dégradation des ensembles funéraires : cas des sites de Dolu Koptu et Dolu
Tibinta dans le village de Ngoutchoumi dans la région du Nord Cameroun**

Deuxième partie : Musées, gestion de collections et mise en valeur du patrimoine culturel

Pr Mahamat Abba Ousman

Les musées kotoko des abords sud lac Tchad : des institutions culturelles au service de la promotion du patrimoine culturel Sao-kotoko et du développement local

Bernard Sidoine BAYEGLE

Les musées de la région de l'extrême-nord du Cameroun : plaidoyer pour une gestion saine des collections

Troisième partie : Architecture, tourisme et industries culturel

Dzieusseuteu Gabin

Dynamique architecturale des communautés Mofu et Tupuri (nord- Cameroun)

Sileimana Ahmed

Identité architecturale contemporaine de la ville de ndjamena face aux mutations liées au développement durable

Jean BELLO

Promotion des activités touristiques post crise sécuritaire Boko Haram (Extrême-Nord- Cameroun) : stratégies et démarches

GADJI WADJIRI Emmanuel

Développement des industries culturelles dans les abords sud du Lac Tchad : contraintes et stratégies de relance





Première partie :
Gestion et promotion des sites
archéologiques



1 Les Mégalithes de la Région du Faro (Nord-Cameroun) : Un Patrimoine en danger

Dr Mezop Temgoua-Noumissing Alice Lucie¹ (Université de Yaoundé 1/Cameroun)

✉ sarkingaska@yahoo.com

Résumé

Le mégalithisme est une forme d'architecture qui utilise souvent des « grosses pierres » dans la construction de stèles funéraires, de monuments à la mémoire des défunts ou pour marquer un endroit particulier. Les mégalithes, comme tout ce qui est fabriqué par les humains, font partie des biens que nous considérons importants de préserver pour les générations futures. Le Faro dans le Nord du Cameroun peut être envisagé comme un éventuel « conservatoire » de traditions mégalithiques. En effet, les pierres dressées y ont été reconnues dans les restes d'occupations datant de ces derniers siècles et sont encore actuellement particulièrement vivantes dans les montagnes et leurs alentours. Malgré cette présence remarquable de témoignages patrimoniaux et l'existence d'un ensemble de mesures réglementaires reconnaissant la nécessité d'inventorier et de préserver le patrimoine, les pierres érigées du Faro sont encore peu connues et de plus en plus menacées de destruction par les actions directes ou indirectes des populations. L'objectif de ce travail est de faire des propositions concrètes sur la sauvegarde des pierres érigées dans cette partie du bassin de la Bénoué. En combinant l'archéologie, l'ethnographie et les sciences du patrimoine culturel, l'étude permet d'évaluer l'importance du mégalithisme pour les groupes du Faro, de déterminer les attaques qui pèsent sur ce patrimoine et de proposer des solutions concrètes pour sauvegarder, conserver et promouvoir cette richesse patrimoniale.

Mots clés : *Nord du Cameroun, région du Faro, mégalithe, patrimoine culturel, conservation.*

¹ Dr Mezop Temgoua-Noumissing Sao Alice, Archéologue spécialiste de la céramique, de l'analyse des sources orales, du mégalithisme, du raisonnement analogique : ethnoarchéologie et archéologie historique. Enseignant chercheur à l'Université de Yaoundé 1. Elle est Membre du comité de rédaction de revue *Afrique, Archéologie et Arts* de l'Unité Mixte de recherche 7041-Archéologie et sciences de la terre. Elle est auteure de Plusieurs articles et chapitre d'ouvrage publiés sur l'ethnoarchéologie et l'archéologie historique, l'ethnohistoire, le mégalithique, l'analyse de la céramique archéologique.

Abstract

Megalithism is an architectural format that often uses «big rocks» in the construction of funerary stelae, of monuments for the memory of the departed souls or to stamp a particular place. Megaliths, like any other thing has been made by humans, are one of the goods that we consider, as important and has to be preserve for future generations. The Faro region in the Northern Cameroon can be envisaged as “conservatory” of megalithic traditions. In fact, the standing stones had been recognized on the archaeological remains of the last Century and are presently living on the mountains and its surroundings. Despite this remarkable presence of this cultural heritage and the existence of regulatory measures acknowledging the necessity to inventory and to preserve the heritage. The standing stones of the Faro are still less known and more exposed to destruction by immediate or indirect actions of the population. The objective of this work will be to make concrete propositions on the preservation of the standing stones on this part of the Bénoué Bassin. By combining archaeology, ethnography and the sciences of cultural heritage, the study permits to assess the importance of megalithism for the Faro groups, to determine the threats that outweighs on this heritage and to propose concrete solutions for preservation, conservation and promotion.

Key words : *North Cameroon, Faro Region, Megalithics, cultural heritage, conservation.*



Introduction

Les mégalithes sont les monuments de pierres souvent de grandes dimensions dressées par les hommes. Leur importance peut tenir à leur valeur culturelle actuelle, aux possibilités de reconstituer le passé qu'ils offrent, ou encore au sentiment qu'ils nous donnent de notre appartenance à quelque chose – à une communauté, une tradition, un mode de vie. La région du Faro dans le Nord du Cameroun regorge d'un immense potentiel mégalithique dont la majeure partie reste malheureusement encore peu connue parce que généralement non identifiée. En outre, ce patrimoine est, à présent, en proie à la dégradation, à la destruction ou parfois à la disparition pure et simple. Le rythme de cette déperdition ne cesse de croître au fil des années. Par ailleurs, la protection de ces témoins patrimoniaux semble être une affaire unique des communautés locales, l'État ayant malheureusement d'autres priorités. Si l'on laisse ces monuments et sites disparaître, d'importants legs qui témoignent de la créativité de nos sociétés et des connaissances acquises sur lesquelles se façonne le futur seront perdues. Fort heureusement et bien que les dommages causés soient irréversibles, il est souvent possible de protéger le patrimoine culturel qui reste. Cette étude a pour objectif d'identifier les menaces qui pèsent sur les mégalithes du Faro et d'examiner la manière dont les professionnels du patrimoine, l'État et les populations locales peuvent y répondre. Quelques interrogations autour de ce problème méritent d'être posées : Que représentent ces éléments patrimoniaux pour les communautés du Faro ? Quelles sont les menaces humaines qui pèsent sur leur survie ? Comment peut-on gérer et conserver ce patrimoine de manière efficace ?

1- Stratégies gérer et conserver les pierres dressées du Faro

Les pierres dressées et les espaces qui les abritent constituent la majeure partie du patrimoine religieux et spirituel de la région du faro. Ce patrimoine est de plus en plus menacé de destruction par les actions directes ou indirectes des populations. Pourtant, on sait qu'il existe au Cameroun, un ensemble de mesures règlementaires qui oriente les actes de protection, gestion et valorisation du patrimoine naturel et culturel. Il s'agit de : la loi n°91/008 du 30 juillet 1991 portant protection du patrimoine culturel et naturel national², la loi n°96/12 du 5 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement³ et la loi n° 2013/003 du 18 avril 2013 régissant le patrimoine culturel au Cameroun⁴. Le Cameroun est également signataire de plusieurs conventions internationales (les conventions 1970 et 1972 de l'UNESCO⁵, la convention 1984 ACP-EEC, Lomé III ..)⁶. Notre objectif étant de proposer des solutions pour gérer et conserver ce patrimoine pour la génération actuelle et celle à venir, nous nous sommes inspirées de la stratégie de la Charte de Burra (révision de 1999)⁷ explicitée dans l'article 6. Elle souligne qu'une bonne politique de gestion et de conservation d'un bien ou d'un lieu patrimonial doit commencer par déterminer sa « valeur culturelle ». Cette charte définit la « valeur culturelle » comme la valeur esthétique, historique, scientifique, sociale ou spirituelle que l'on peut attribuer à un lieu ou un bien. S'inspirant de cette démarche et d'expériences africaines, T. Taruvinga et W. Ndoro (2003) ainsi que B. Smith (2016 :147) mettent l'accent sur l'importance de considérer toutes les valeurs qu'un bien ou un site représente pour la société. En effet, une gestion qui se focalise uniquement sur certains aspects, peut avoir des conséquences désastreuses pour la conservation du site. Se penchant aussi sur la compréhension des valeurs culturelles du patrimoine, J-M. Datouang Djossou (2014 : 202-221) attire l'attention sur le fait qu'un point majeur dans la patrimonialisation d'un site archéologique est la détermination de son importance via l'identification de toutes les valeurs que le site représente pour la société. Il se dégage, ici, l'importance de replacer et de comprendre les valeurs patrimoniales dans leur contexte régional. Un autre point essentiel dans le processus de gestion de la Charte de Burra est l'élaboration et la rédaction d'une politique de gestion. Pour le

2 <https://sherloc.unodc.org/cld/en/st/home.html>

3 <https://minepded.gov.cm/>

4 <https://www.legavox.fr/blog/dr-kamwe-mouaffo/evolution-portee-avril-2016-regissant-21389.htm>

5 UNESCO 1972, Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, consultable en ligne sur : <http://whc.unesco.org/fr/conventiontexte/>

6 Convention ACP-EEC Lomé III, 1984, consulté le 14-10-2021 et disponible sur <http://aei.pitt.edu/37200/1/A2039.pdf>

7 Australia ICOMOS 1999, The Burra Charter, [en ligne], consulté le 15-10-2021 et disponible sur <http://www.icomos.org/australia/burra.html>



faire, ce canevas propose d'identifier d'abord l'ensemble des menaces qui pèsent sur le site et de déterminer ensuite les solutions possibles face aux problèmes. Ainsi, une bonne planification de la gestion d'un site doit inclure une réflexion sur l'identification des problèmes, mais elle doit aller plus loin, pour élaborer un plan de gestion et de conservation. En abondant dans la même veine, F. Ngouoh (2011), fait une proposition pour valoriser des sites archéologiques de la région des Grassfields, qui peut être applicable à n'importe quel site archéologique du Cameroun.

Notre démarche de gestion et de conservation des pierres dressées dans le Faro a été amorcée par l'identification des villages à pierres érigées identifiés grâce aux prospections et aux informations de la population locale. Nous avons ensuite déterminé l'importance de ce patrimoine pour toutes populations intéressées. Elle s'est faite via l'analyse morphotypologique des caractères intrinsèques des monuments⁸ et l'étude des traits extrinsèques recueillis durant les enquêtes ethnographiques portant sur les fonctions et significations des mégalithes dans la région. Au total, c'est 140 pierres dressées provenant de 32 villages⁹ qui ont été étudiées ici. A partir de leurs variables, une typologie a été élaborée de façon intuitive. Elle est principalement d'ordre stylistique et fonctionnel à partir des formes d'associations mégalithiques reconnues. Il s'agit ici de voir comment les différentes propriétés des pierres érigées identifiées peuvent permettre de déterminer les valeurs patrimoniales à la fois intangibles et tangibles du mégalithisme dans le Faro et évaluer les menaces qui pèsent sur ce phénomène, ainsi que les solutions possibles face à ces dangers.

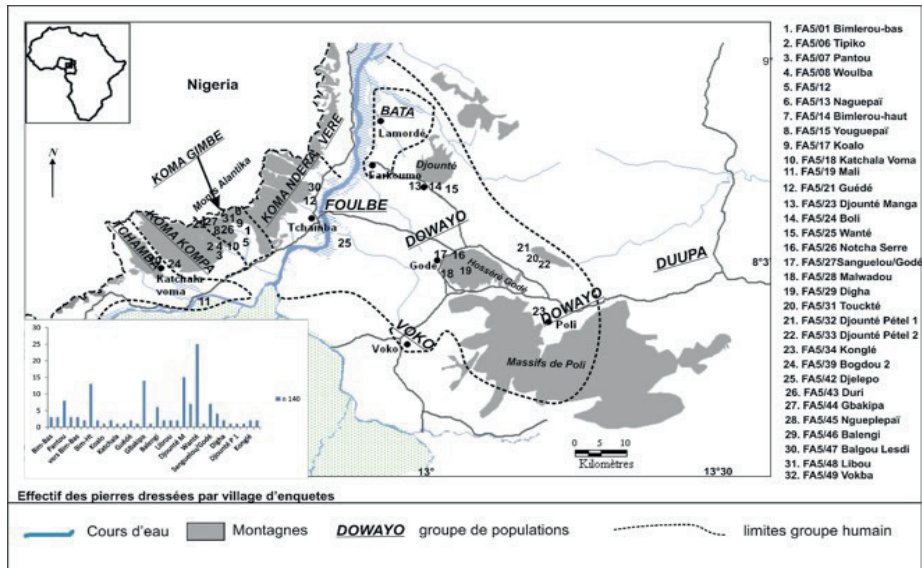
2- Cadre spatial et humain des mégalithes

Le Faro, appellation d'un département du Nord du Cameroun, est dominé sur le plan hydrologique par une rivière, le Faro, qui lui a donné son nom. Etendue sur une superficie approximative de 11785 km², cette partie du bassin de la Bénoué est limitée au nord par le 9° de latitude, à l'ouest par les monts Alantika qui marquent la frontière avec le Nigeria, au sud par la falaise de Ngaoundéré et à l'est par le 14° de longitude (figure 1). Terre d'importants contrastes topographiques, l'aire d'étude est dominée dans l'ouest et l'est par d'importantes montagnes (les monts Alantika et massifs de Poli), qui ont été des zones-refuges pour de nombreuses populations durant ces derniers siècles

8 Les caractères intrinsèques des pierres relevés sont l'état de conservation, les dimensions, les éléments associés, la morphologie et le style du poteau, les combinaisons récurrentes, l'organisation spatiale, l'état de surface et les marques d'utilisation.

9 Nos données ont principalement été recueillies au cours de deux campagnes de terrain en 2006 et 2007. Toutefois, nous exploiterons aussi de façon ponctuelle des informations récoltées en 2020 dans le cadre du mémoire de master 2 que madame Irène Athomi prépare et rédige sous notre supervision.

Figure 1 : Présentation des sites, des villages et des populations cibles



© A. Mezop Temgoua-Noumissing

Du point de vue humain, le pays se caractérise par une grande diversité : pas moins de 13 langues sont parlées actuellement dans cet espace et appartiennent à 3 grandes familles linguistiques représentées sur le continent africain : afro-asiatique, niger-congo et nilo-saharien. À cette diversité linguistique se combine une large palette d'identités régionales (par exemple : Foulbé, Bata, Tchamba, Kolbila, Koma, Vere, Voko, Dowayo, Duupa Dii et Pano... (figure 1) et de statuts sociaux, tel que celui du groupe socioprofessionnel des « forgerons » qui a un statut particulier dans la région. Cette réalité multiple conforte l'idée que la région du Faro est un terrain de rencontre de populations. Il faut noter que de profonds bouleversements identitaires affectent la région. Le plus connu est le processus de « foubéisation » (adoption de la langue, de l'identité et de certaines pratiques Foulbé) observé depuis plus de deux décennies (A. Mezop Temgoua-Noumissing, 2020). La phase foubé débutée au début du 19ème



siècle est précédé de deux périodes : la phase 1 (à partir du 11^{ème} siècle AD) signalée par la présence d'une poterie décorée aux impressions de roulettes de fibre plate pliée et de cordelette torsadée et de pavements en tessons et la phase 2 (à partir du 15^{ème} siècle AD). Cette dernière période est marquée par une poterie différente, ornée essentiellement à l'épi de *Blepharis* sp., accompagnée de l'avènement de pipes et de disques sur tessons (A. Mezop Temgoua, 2011, A. Mezop Temgoua-Noumising, 2017).

Une seconde caractéristique du peuplement humain actuel est l'extrême mobilité des populations (déplacements saisonniers ou définitifs vers les piémonts ou les rives de la rivière Faro). Ces différents groupes sociaux du passé et du présent ont produit des richesses culturelles matérielles et immatérielles dont certains éléments ont été érigés en patrimoine culturel. Au sein de ce dernier, on retrouve les pierres dressées qui font l'objet de notre attention.

3- Distribution des pierres dressées dans le Faro

Tableau : répartition des pierres érigées par village et groupe ethnolinguistique dans le Faro

Âge relatif des villages		1830-1930	1830- à l'actuel	1930- à l'actuel	Total
Localisation et effectif des pierres					
Rives ouest					
Gimbe	Bimlerou-Haut	-	13	-	13
	Balengi	-	06	-	06
	Gbakipa	-	14	-	14
	Nguelepaï	01	-	-	01
	Younguepaï	-	02	-	02
	Duri	01	-	-	01
	Naguepaï	-	02	-	02
	Librou	-	02	-	02
	FA/12	03	-	-	03
	Ex Bimlerou-bas	-	-	04	04
Koalo	01	-	-	01	
Kompan	Pantou	08	-	-	08
	Tipiko	03	-	-	03
	Ex-Woulba	-	-	03	03
Ndera	Guédé	-	-	02	02
	Balgou Lesdi	-	-	02	02
Vere	Vokba	-	-	02	02
Tchamba	Mali	-	-	01	01
	Bogdou	-	-	02	02
	Katchala Voma	-	-	01	01
Rive est					
Dowayo	Djounté Manga	-	-	15	15
	Boli	-	-	07	07
	Wanté	-	-	25	25
	Djounté Petel 1	01	-	-	01
	Djounté Petel 2	01	-	-	01
	Touckté	01	-	-	01
	Notcha-Serre	-	-	01	01
	Sanguelou/Godé	-	-	07	07
	Digha	01	-	-	01
	Malwadou	-	-	04	04
	Konglé	-	-	02	02
	Djelepo	-	-	02	02
	Total		21	39	80



Les cent quarante (140) pierres dressées étudiées proviennent de 32 villages répartis dans deux régions ; l'aire des monts Alantika, à l'ouest, et la zone des massifs de Poli-Djounté, à l'est (figure 1) (tableau). Sur la rive Ouest du Faro, dans la partie centrale des monts Alantika¹⁰, en territoire Koma Gimbe, onze anciens villages présentant des pierres dressées ont été reconnus dont Bimlerou-haut (13)¹¹ dit Lāguerepaï, Librou (02), Ngueplepaï (01), Naguepaï (02), Gbakipa (14)¹², Youguepaï (02), Koala (01), de Balengi (06)¹³, FA5/12 (03), Naguimalo, Duri (01), l'Ex- Bimlerou-bas (03) et l'actuel Bimlerou-bas (figure 1) (Tableau). Vers le Sud, chez les Koma Kompana, des pierres comparables ont été identifiées dans trois villages, Pantou (08), Tipiko (03) et de l'Ex-Woulba (03). Chez les Tchamba des piémonts méridionaux, on en a aussi trouvé dans trois villages (Katchala Voma, Mali et Bogdou). À Vokba (02), chez des forgerons vere¹⁴, une habitation a livré un autel de pierres dressées. Dans la partie septentrionale du massif, des monolithes ont aussi été observés dans deux villages koma ndéra (Guédé et Balgou) (figure 1). Sur la rive Est, en territoire dowayo, le mégalithisme a été mis en évidence dans 12 villages dont Djélepo (02), Djounté Petel 01(01), Djounté Petel 02 (01), Djounté Manga (15), Touckté (01), Wanté (25), Boli (07), Digha (01), Notcha-Serre (01), Sanguelou (07) et Malwadou (04), dans les piémonts occidentaux de cette même montagne (figure 1). Plus loin vers le sud – est, la présence de pierres dressées a aussi été notée à Konglé (02) dans le massif de Poli. De même, les sites à pierres s'organisent selon la topographie. La plupart d'entre eux proviennent des massifs (figure 1). Cette distribution peut en grande partie se justifier par la conquête foulbé du début du 19^{ème} siècle qui va entraîner la désertion de la plaine des groupes qui y étaient autrefois installés et les départs massifs vers les monts Alantika et les autres massifs voisins. Cette occupation des sommets durant ces derniers siècles s'y traduit par l'importance des restes archéologiques dès le début du 19^{ème} siècle. Le retour des montagnards dans les plaines redevenues plus sereines par la présence des Européens est un facteur important dans le choix du lieu d'implantation d'une bonne majorité de sites dans les basses terres.

10 Un bon nombre de villages koma gimbe occupe encore cette partie des massifs.

11 Le village Bimlerou-haut est considéré par la plupart des clans gimbe de la région comme étant l'habitat de leurs ancêtres. Il était jusque dans les années 1960 le siège d'une puissante chefferie dirigée par le chef Foxy.

12 Gbakipa est spécialisé dans les rituels liés à la pluie Gbégrî.

13 Balengi s'occupait de la fabrication des couteaux destinés à la circoncision.

14 Les ancêtres de ces artisans seraient originaires de Yola au Nigeria.

4- Valeurs patrimoniales des pierres dressées

Les valeurs des mégalithes y sont incarnées par leur style, leur histoire, leurs matières, leur contexte, leurs usages, leurs associations, leurs significations et les lieux et objets qui y sont associés. En effet, les pierres dressées dans cette région ont une forte valeur morphostylistique. Trois formes d'associations de pierres récurrentes distinctes ont été reconnues. Il s'agit des types 1, 2 et 3 (figures 2, 3 et 4). Le type 1 se distingue par l'existence de pierres dressées (une ou plusieurs). La présence de meule, de poterie ou de molette y est facultative (figure 2). Le type 2, lui, présente à la fois plusieurs pierres en désordre et un ensemble de poteaux en bois sculptés, dénommé *doyo* en *dowayo* (N.S. Tchandeu et A, Mezop Temgoua-Noumising, 2017). D'après la tradition orale, le type 2 se manifeste aussi par la présence d'un hangar de bois dit *wacklé* (figures 4), sur lequel dansaient des jeunes ou des orphelins pour rendre hommage à un guerrier ou à un vieillard décédé ou lors de la circoncision appelée *döse* dans la même langue. Ces hangars ont malheureusement disparu comme nous le verrons. Le type 3, quant à lui, est généralement signalé par un cercle de pierres et de meules creuses (figures 3). Cette enceinte circulaire est génériquement appelée *vome* en langue *koma*, du nom d'un culte qui occupe une place centrale dans la vie culturelle de la zone des monts Alantika.

En outre, les informations ethno-linguistiques confirment la forte valeur sociale et symbolique des pierres dressées. Ces monuments en pierre sont nommés en langue *dowayo* par les termes *betu walo* (littéralement pierre de l'homme), en langue *koma* *kompana* par l'expression *bele yemle diko* (littéralement pierre du mari), en langue *koma* *gimbe* par les termes *dək bele* (littéralement pierre des ancêtres) et en langue *samba* *leko* par l'expression *pal bila* (littéralement pierre de l'homme). Ces appellations justifient qu'elles soient considérées comme des monuments qui servent à commémorer un ancêtre ou honorer des hommes. Les cercles de pierres de la région des monts Alantika sont souvent dénommés par les termes génériques *voma* (*samba leko*) ou *vome* (*koma gimbe* et *kompana*), des dénominatifs qui expliquent que ces autels soient considérés comme des symboles d'un grand nombre de cultes dans cette aire. Cette culture matérielle ancienne livre d'importantes informations historique et sociale. Les recherches archéologiques conduites y ont abouti à l'identification de trois principales phases de peuplement depuis le début du second millénaire (A. Mezop Temgoua, 2011, A. Mezop Temgoua-Noumising, 2017). Parmi les témoignages de ces occupations figurent les pierres dressées. Il est donc très utile, lorsque l'on tente de comprendre la dynamique du peuplement dans le Faro, de les faire parler. Au niveau de la distribution des pierres de type 1, de nombreuses similitudes apparaissent dans la culture matérielle des villages de la rive Ouest et celle de la rive Est. Ainsi, que ce soit chez les *Koma* ou chez les *Dowayo*,



aucune variabilité n'a été observée. On peut de cette homogénéité conclure à l'existence d'un ancien continuum rituel, religieux et symbolique. L'idée d'une cohabitation ancienne entre les dresseurs de pierres des deux rives du Faro trouvait déjà un écho favorable en archéologie, linguistique et ethnohistoire. Les données fournies par la distribution des cercles de pierres (type 3) confirment l'idée d'une influence d'artisans vere dont les femmes sont potières dans la vie spirituelle et religieuse sur la rive ouest du Faro. En effet, un lien semble exister entre ces cercles de pierres utilisés comme autels pour le vome et la présence des Vere que l'on considère d'ailleurs dans la région comme les maîtres de la fabrication d'objets-symboles¹⁵ de l'institution Vome (A. Mezop Temgoua, 2011). Ainsi, les structures constituant l'ensemble des pierres dressées laissent voir un mode de vie sociale interne propre à chaque famille ou communauté. La configuration des pierres de type 2 montre ainsi des pierres élevées pour rendre hommage à l'ancêtre fondateur du clan¹⁶, d'autres dressées en l'honneur des personnages masculins les plus méritants du clan¹⁷ et aux alliances établies avec d'autres groupes¹⁸ (figure 4). Au niveau des cercles de pierres (type 3), la structuration permet de penser à une connexion sociale, religieuse et spirituelle entre les individus faisant partie d'un cercle d'initiés. En effet, ces cercles sont des espaces aménagés pour les cultes du vome. Les meules y sont utilisées comme sièges pour les officiants (anciens et chefs de cultes) (figure 3).

Par ailleurs, les pierres dressées sont aussi le centre de convergence des sentiments spirituels, politiques, symboliques pour les groupes d'individus. Leur emplacement révèle leurs fonctions. Ceux qui sont élevés pour délimiter les territoires sont régulièrement disposés aux frontières des villages, ainsi qu'aux embranchements menant dans les villages et dans les champs. Les pierres qui servent à la protection des lieux des sorciers et des mauvais esprits¹⁹ se retrouvent généralement à l'entrée des habitations, les abords de cases qui renferment des objets sacrés, à côté des bosquets sacrés, devant des salons de bières. Les pierres qui sont utilisées pour commémorer un ancêtre ou honorer les hommes en fonction de leur statut social, de leur charisme et de leur bravoure ont souvent été reconnues sur les propriétés des défunts, ainsi que dans les lieux dédiés comme des bordures de chemin et des places sacrées. Enfin, certaines de ces pierres


15 Parmi les objets-symboles du vome on peut citer le rhombe en fer, le couteau jets, le sceptre sculpté en bois, la faucille, les masques, les flûtes, les poteries ornées d'appliqués de boutons, le couteau de circoncision et le poinçon pour l'ablation des incisives.

16 Elles occupent une place centrale les grandes funérailles et sont dénommées en dwayo Zule Tokio (tête du mort ou fête de la tête du mort).

17 Les pierres d'honneur sont désignées par l'expression beto walo (pierre de l'homme).

18 Les pierres de relations à plaisanteries sont appelées Saksio, dans la même langue.

19 En 2020, une visite, en terre Koma Gimbe nous a permis de découvrir à Balengi, un gros monolithe sur lequel reposait une flûte en corne, dénommée vome fose. Elle appartiendrait au prêtre de cette communauté.



sont érigées pour servir comme les autels domestiques utilisés pour rendre des cultes aux ancêtres, circoncire et guérir des maladies physiques ou spirituelles. Ils reviennent souvent dans les bosquets sacrés, devant les habitations de chef de famille et de prêtre de la communauté. Au cours des cérémonies, les pierres reçoivent des traitements à base de bière, de bouillie de mil, de sang de volaille et de mixture à base d'ocre. La bouillie de farine de mil ou la libation de bière représentent la semence masculine, et pourtant l'ocre rouge ou le sang sacrificiel symbolisent le sang féminin, principe d'ovulation. Les populations mettent ainsi clairement en scène le principe de la procréation pour injecter la vie à de simples pierres et les doter de pouvoirs multiples (contre la maladie, la sorcellerie, la sécheresse ou la stérilité). Plantés au pied des monolithes, le quadrangulaire était destiné à protéger l'autel et à assurer sa fonction magique (figures 3 et 4). Ces pierres dressées ont évidemment des valeurs patrimoniales indéniables. Pour savoir comment les protéger de façon efficace, nous allons examiner les menaces qui pèsent sur elles.

5- État de conservation des mégalithes et menaces

Le patrimoine mégalithique du Faro est très menacé par les actions directes ou indirectes des populations locales. Au titre des menaces pesant sur lui, il faut citer la transformation des traditions religieuses. En fait, l'une des causes les plus communes de cette détérioration est la christianisation et particulièrement l'islamisation. On sait que les habitants des plaines sont soumis à l'autorité foubé et à l'influence de l'Islam depuis l'avènement du Califat de Sokoto, il y a deux siècles. Les Foubé ont provoqué la destruction du réseau religieux et rituel en place, l'insécurité généralisée et les plus importantes déportations de populations des plaines vers les montagnes refuges (A. Mezop Temgoua-Noumissing 2020). Les Bata et certains groupes tchamba²⁰ y ont d'ailleurs connu une assimilation religieuse presque totale. Ils affirment eux-mêmes avoir abandonné certaines de leurs croyances et rites propres, qu'actuellement ils qualifient de pratiques animistes. Ce sont ces changements d'habitudes religieuses qui justifient pourquoi les officiants vere et koma auraient ainsi jusqu'à nos jours une grande importance rituelle chez les Tchamba et Bata. En fait, ils seraient encore souvent invités chez ces derniers pour diriger des cérémonies liées au vome telles que la circoncision, les funérailles et les fêtes agraires. En effet, des forgerons tchamba, étant devenus musulmans, se refuseraient pour des raisons religieuses, à prendre en charge certains aspects des opérations relevant de leurs compétences, qu'ils qualifient de pratiques animistes quoiqu'ils croient fermement que la dimension mystique et les techniques

20 Il s'agit des Tchamba de Tchamba et de Tourwa, Demsa, Djongong, Tcheboa et Tchafay.



sont inextricablement liées si l'on veut aboutir à un résultat positif (A. Mezop Temgoua 2011). L'étude de la distribution territoriale des différents types de pierre dressée traduit bien ces changements d'habitudes religieuses. Il y apparaît que les pierres dressées sont quasi-absentes le long des deux rives du Faro, où l'on trouve majoritairement les villages de Foulbé, Bata et Tchamba islamisés. De même, on observe le désintéressement de la population à l'égard de ces sites spirituels qui constitue un facteur important de sa destruction. On peut aussi citer la surpopulation dans les villages des massifs qui va provoquer une crise du logement et conduire à utiliser des espaces religieux à d'autres fins. Ainsi, on note la destruction d'anciens autels et la réutilisation de certains de leurs éléments pour aménager d'autres espaces d'adoration, d'initiation ou de sacrifices. À Djounté Petel, la tradition orale rapporte que certains accessoires du Beto Walo représenté ci-dessous (figure 2) ont été emportés par les représentants du clan royal Namlouko Dowayo, les derniers occupants de cet ancien village.

Figure 2 : Exemples de mégalithes de type 1 en état de dégradation



Beto Walo, ancien village Djounté Petel, 2006

© A. Mezop Temgoua-Noumissing

À Bimlerou-Haut et Bakipa (figure 3, A), on a noté que certaines pierres de fondation de greniers ou de maisons proviennent d'espaces de cultes.

Figure 3 : Exemples de mégalithes de type 3 en état de dégradation



A Vome, Bakipa, 01-03-2006



B ancien village Woulba, 23-02-2005



C Voma, Woulba, 23-02-2005

A- Cercle de pierres ou *voma* de Bakipa. Cet espace de culte a perdu certains des meules et pots à boutons sacrificiels.
B- Localisation des *vomas* de Pantou dans la montagne et de Woulba dans la vallée. Ces autels sont unis dans l'histoire orale des Woulba. Le *voma* de Pantou est partiellement détruit. Les trois récipients représentés proviennent de la collection de pots sacrificiels de ce lieu de culte.
C- *Voma* de Woulba. Il est la miniaturisation du *voma* de Pantou. Cet autel a perdu certaines de ses meules creuses. Le pot recouvert de boutons, la rhombe en métal, le couteau de circoncision et le spectre en bois sculpté, représentés, font partie des accessoires de ce *voma*. Ces objets sont actuellement conservés dans l'actuel Woulba.



Les mégalithes sont aussi très menacés par les grands déplacements occasionnant des changements d'habitats importants. En fait, l'époque moderne au Faro se marque surtout par des délocalisations de l'habitat. Les montagnards abandonnent progressivement leurs sommets au profit des sites de plaines²¹. Il est courant de voir des montagnards qui montrent de plus en plus une désaffection pour les sites sacrés et les monuments commémoratifs : même par les personnes ayant connu et apprécié, par le passé, la valeur de ces monuments en pierre. Certains de leurs sites sacrés tombent ainsi progressivement dans l'oubli ou l'abandon. C'est le cas de Pantou, un ancien Haut-lieu de sacrifices pour les Woulba, perché sur les pentes des monts Alantika. Son autel de culte est aujourd'hui totalement abandonné et très endommagé par des effondrements (figure 3, B). Une réplique de cet espace religieux a été construite à Woulba dans la vallée, il y a une quarantaine d'années (cf. figure 3, C ci-dessus).

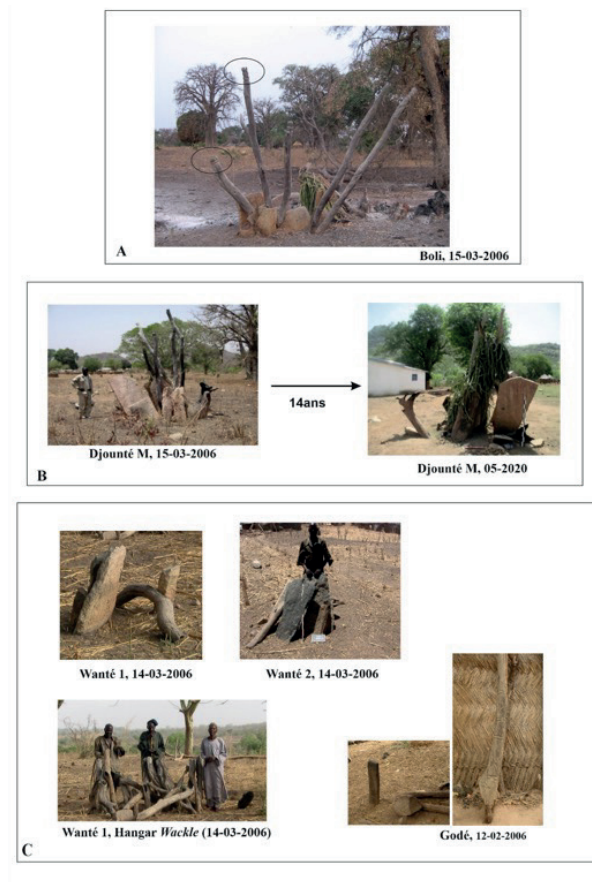
Par ailleurs, le feu de brousse lié aux activités agraires constitue aussi un problème particulièrement grave pour le mégalithisme. Il l'est d'autant plus pour la conservation du type 2 de pierre, un assemblage de pierres et de poteaux en bois aux extrémités sculptées de formes phalloïde et vulvoïde, dénommés *doyo* en langue dowayo. Le feu a des effets très nuisibles sur certaines de leurs caractéristiques essentielles. Dans la plupart de ces sites visités, nous avons noté que l'état de destruction des poteaux sculptés était très préoccupant. Ces derniers étaient partiellement ou presque entièrement brûlés (figure 4). À Djounté Manga, le monument du clan royal Namlouko Dowayo a perdu au cours des 14 dernières années une partie de ses pieux sculptés (figure 4, B). Sur le hangar de bois, *wacklé*, (en langue dowayo), un autre accessoire du type 2, les informations recueillies tendent à indiquer le feu comme étant la cause de leur disparition la plus rapide. Cet objet, sur lequel dansaient des jeunes ou des orphelins pour rendre hommage à un guerrier ou à un vieillard décédé ou lors de la circoncision, aurait été jusqu'à une époque récente l'un des éléments les plus spécifiques du type mégalithique 2. Ils ont aujourd'hui quasiment disparu dans la région. En effet, dans les villages dowayo étudiés, il n'y a plus qu'à Wanté qu'il subsiste encore les vestiges d'un ancien *waklé* (figure 4, C) en très mauvais état de conservation. Des accessoires entiers d'autels dédiés aux ancêtres et de monuments commémoratifs sont ainsi en train de disparaître progressivement sous les flammes.

Enfin, ces traditions sont également menacées par les phénomènes de modes et l'aliénation culturelle qui sont liés en parti à l'exode des jeunes générations qui met en péril ces pratiques traditionnelles. L'ignorance de la valeur de ces éléments par la population jeune à cause du manque d'éducation civique dans le sens du

²¹ Ces changements se justifient en partie par la forte régression de l'insécurité vers la moitié du 20^{ème} siècle.

patrimoine, dans les écoles et la société participe aussi à cette dégradation. Ainsi, les pierres érigées du Faro sont ainsi de plus en plus menacées de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation, mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables. La méconnaissance générale des avantages que peuvent offrir pour le pays la valorisation de ces sites fait également partie des menaces caractérisant le contexte du Faro.

Figure 4 : Exemples de mégalithes de type 2 menacés par le feu de brousse



A- *Beto Walo* de Boli dont l'environnement immédiat a été détruit par les feux de brousse.

B- Cette figure montre l'état de conservation du *Beto Walo* du clan Namlouko Dowayo de Djounté Mang entre 2006 et 2020. Ces pierres commémoratives connaissent une dégradation matérielle et fonctionnelle très avancée. En outre, le site est aussi envahi par l'urbanisation.

C- Figure montrant comment les picus des espaces de commémoration de Wanté 1, Wanté 2 et de Godé ont été ravagés par les feux. La figure montre aussi un des derniers hangars en bois (*wacké*) de la région. L.



6- Quelques solutions pour limiter les menaces

Dans la région du Faro, la patrimonialisation des sites sacrés et commémoratifs par les communautés locales remonte à la nuit des temps. Elle se traduit par plusieurs marqueurs qui explicitent les tactiques, cérémonies et rites mis en place par les populations locales. Malheureusement, les sites à pierres dressées du Faro n'ont pas pu attirer l'attention nationale et scientifique pendant plusieurs années. En effet, au moment où débutaient nos travaux, le Faro était presque terra incognita du point de vue mégalithique. On sait pourtant qu'il existe au Cameroun, un ensemble de mesures réglementaires orientant les actes de protection, gestion et valorisation du patrimoine naturel et culturel²². Notre proposition vise à montrer la possibilité pour l'Etat du Cameroun de développer à la fois des actions de préservation et de revalorisation du mégalithisme dans le Faro ainsi que des activités génératrices de revenus. Pour la gestion et la conservation des pierres érigées dans la Faro, nous avons identifié quatre objectifs prioritaires :

- L'inventaire des sites et monuments mégalithiques et stockage des données, avec l'appui des spécialistes formés en matière de gestion et de conservation du patrimoine culturel ;
- La formation des professionnels et techniciens en identification, étude, conservation et gestion des sites ;
- Les interventions de sauvegarde d'urgence sur certains sites en situation de dégradation avancée ou de menace ;
- Le renforcement des actions des populations environnantes dans la conservation de leur patrimoine en impliquant des approches patrimoniales nationale et internationale ;
- La création de circuits écotouristiques pour développer la région et promouvoir son potentiel naturel et culturel.


Dès lors, il est nécessaire de procéder à une reconnaissance systématique des sites et monuments mégalithiques par un inventaire archéologique et ethnographique, une cartographie des sites, avec positionnement GPS, description des structures et photographies. Le matériel récolté durant ces opérations devrait être conservé

²² Loi n°91/008 du 30 juillet 1991 portant protection du patrimoine naturel et culturel national. <https://sherloc.unodc.org/cld/en/st/home.html>

Loi N°96/12 du 5 aout 1996 portant loi- cadre relative à la gestion de l'environnement. <https://minepded.gov.cm/>

La loi n° 98/006 du 4 avril 1998 régissant l'activité touristique au Cameroun. <http://www.cdr-cvuc.cm/index.php/fr/>

Charte Internationale du Tourisme Culturel de 1999. <http://www.icomos.org/>



dans une banque de données, véritable laboratoire où des recherches peuvent être entreprises. Pour améliorer la situation du Faro, l'enthousiasme ou le tâtonnement ne peut suppléer à l'action de spécialistes du patrimoine culturel. Un certain niveau de formation spécialisée dans ce domaine sera donc important. Il faut ainsi former des spécialistes qui s'occuperont aux niveaux régional et local de l'identification, l'étude, la conservation et la gestion des sites. Ils pourront ainsi assurer un recensement continu de tout site ayant une valeur culturelle particulière et qui pourrait potentiellement être classé en patrimoine. Un bon plan de gestion doit intégrer la population locale afin qu'elle apporte sa vision de la valeur et du fonctionnement des sites dont elle est propriétaire ou utilisatrice. Les communautés du Faro ont leurs propres tactiques et méthodes de conservation, voire de perception, d'interprétation, de préservation, de valorisation et de transmission du patrimoine culturel. Jusqu'à ce jour, les sites à pierres dressées du Faro n'ont bénéficié que de ce type patrimonialité. Pour assurer une longue vie aux mégalithes, les sites font ainsi l'objet d'appropriation communautaire, lignagère ou familiale, sur fond religieux et/ou mythique avec devoir de protection et de transmission, qui leur confère des valeurs patrimoniales. L'implication des communautés locales dans la gestion est donc une condition nécessaire pour garantir le bon fonctionnement d'un plan de gestion de ce patrimoine. Cependant, les objectifs visés par la mise en valeur des sites à mégalithes dépassent la seule responsabilité des usagers locaux. Une patrimonialisation venant du sommet de l'État doit impérativement être mise en place. Le Ministère des arts et de la culture grâce à la Direction du patrimoine culturel et la Délégation régionale des arts et de la culture du Nord qui sont respectivement des administrations centrale et déconcentrée doivent mettre sur pied un conseil régional formé de professionnels et de spécialistes pour la supervision, le contrôle et le suivi de la sauvegarde du patrimoine mégalithique du Faro entrepris par les populations locales.

De même, il convient de réconcilier les jeunes de la région avec leur patrimoine à travers des enseignements qui mettent en valeur leur propre patrimoine et des expositions. La richesse culturelle du Faro peut devenir un moyen de lutte contre la pauvreté. Ce cadre semble propice pour l'établissement d'un circuit touristique. Reculée et peu touchée par la modernité, la région du Faro apparaît d'emblée comme un éventuel « conservatoire » de traditions culturelles. Contrairement à de nombreuses régions en Afrique, elle montre encore des continuités historiques et culturelles dans différents domaines (architecture, céramique, élevage du taurin, système de parenté, calendrier cérémoniel et croyances religieuses). La région se distingue ainsi par



l'existence d'objets de valeur historique, culturelle ou symbolique (pipes, poteries, couvre-chefs, masques, grelots, couteau de jet, flûtes, rhombes, greniers, matériel de broyage, etc...). Au niveau des pierres dressées, on note une présence remarquable de témoignages relevant des patrimoines archéologiques et des biens religieux et spirituels (espaces de cultes traditionnels, cases des objets sacrés, autels aux ancêtres de différentes communautés et lignages, lieux d'initiations). Bien que cette région soit riche en potentialités touristiques, ces dernières ne sont pas valorisées et aménagées. La région abrite aussi une aire protégée, la réserve du Faro, un grand parc avec 330.000 ha qui depuis sa création est mal entretenu. La création d'un circuit touristique dans le Faro peut permettre de mettre en valeur les patrimoines naturel et culturel²³ par une visite des pierres dressées, des paysages naturels, la participation aux cérémonies traditionnelles ou aux activités des communautés locales. Ce qui contribuera à une meilleure connaissance de la région et permettra aux populations rurales de mobiliser leurs ressources culturelles de façon durable et efficace pour répondre à leurs besoins de développement économique, social et culturel.

23 ICOMOS, 1999. Charte Internationale Du Tourisme Culturel. <http://www.icomos.org>.
ICOMOS, 1990. Charte internationale pour la gestion du patrimoine archéologique.

Conclusion

Le premier intérêt de ce travail était de montrer l'importance des valeurs des pierres dressées pour les populations du Faro. On peut dire que, dans les contextes subactuel et actuel, les mégalithes du Faro ont des valeurs sociale, ethno-linguistique, spirituelle, fonctionnelle et symboliques indéniables. Leur étude met en évidence la présence d'un patrimoine culturel remarquable et varié où l'on peut distinguer trois formes d'associations de pierres récurrentes distinctes dont les types 1, 2 et 3. Les sites à pierres dressées constituent la majeure partie du patrimoine spirituel, thérapeutique et religieux de la plupart de ces populations dans le Faro. En effet, ils abritent des lieux de cultes des officiants de sociétés, des maisons de conservation d'objets sacrés, des monuments commémoratifs ou des espaces aménagés pour des scènes d'initiation et de sacrifices. Cette forte valeur religieuse, spirituelle et symbolique se traduit aussi au niveau des données sur les dénominatifs de ce matériel (beto walo, bele yemle diko, dak bele, voma ou vome). L'étude des pierres dressées s'est aussi révélée comme un moyen efficace, pour reconstituer la dynamique du peuplement et certains processus d'interactions sociales dans la région. L'unité manifestée par la distribution territoriale des pierres de type 1 renforce la thèse de la présence d'un ancien continuum rituel, religieux et symbolique. Par ailleurs, l'étude a également permis de mettre en évidence des influences récentes d'artisans véré dans la vie spirituelle et religieuse de cette partie de la région. La structuration des pierres dressées laisse savoir un mode de vie sociale interne propre à chaque groupe d'officiant, chaque famille ou groupe de populations. C'est ainsi qu'une fois les valeurs patrimoniales des pierres érigées replacées et comprises dans leur contexte régional, il était important de considérer les facteurs humains qui contribuent à la détérioration ces biens patrimoniaux. La cause la plus commune de leur dégradation rapide est le feu de brousse. Les feux constituent, à la fois, une menace grave pour l'environnement et un réel danger pour le patrimoine mégalithique. Sur un bon nombre des sites mégalithiques de type 2, la disparition des poteaux en bois est causée par le feu. Les transformations de pratiques et croyances religieuses sont aussi très nuisibles à la conservation des pratiques mégalithiques. Beaucoup de gens islamisés se désintéressent de plus en plus de pratiques et croyance traditionnelles, mêmes les personnes ayant connu et apprécié par le passé les valeurs spirituelle et religieuse des pierres dressées. Le maintien de ces traditions est aussi fortement menacé par les phénomènes de dépeuplement continu des massifs, de modes, l'aliénation culturelle, la scolarisation, l'exode rural, l'ignorance et l'indifférence. Dans le même ordre d'idées, il est possible de restaurer les sites qui ont connu des dégradations et faire un plan de gestion et de conservation des pierres érigées suite à un inventaire systématique, une collecte d'informations sur les sites et monuments mégalithiques pour étoffer la base des données. Puis, avec la décentralisation, les autorités locales pourraient encourager l'éducation des jeunes au patrimoine, la formation de professionnels en conservation et gestion des sites, la sensibilisation des communautés environnantes et leur implication dans la gestion et la promotion de ces biens culturels.



Références bibliographiques

- ASOMBANG, R.N, 2004, «Interpreting standing stones in Africa: a case study in north-west Cameroon», *Antiquity*, 78, p. 294-305;
- ASOMBANG Raymond, 2004, « Interpreting standing stones in Africa: a case study in north-west Cameroon», *Antiquity*, 78, p. 294-305;
- CROS Jean- Paul, GUTHERZ Xavier, LESUR Joséphine et ABDI ALI Mohamed., 2017, « Les monuments mégalithiques du Somaliland », *Archéologie & Arts*, 13, p. 43-58 ;
- DATOUANG DJOUSSOU Jean-Marie, 2014, *Patrimoine et patrimonialisation au Cameroun. Les Diy-gid-biy des monts Mandara septentrionaux pour une étude de cas*, thèse de doctorat, Université Laval, Québec ;
- DAVID Nicolas, 1982, «Tazunu, Megalithic Monuments of Central Africa », *Azania*, 17, p. 43-77.DOI: 10.1080/00672708209511299;
- DUMAS-CHAMPION Françoise, 1987, « Pouvoir et amertume du fétiche. Deux études de cas : les Koma du Cameroun et les Massa du Tchad », *Systèmes de pensée en Afrique noire*, 8, p. 142-176 ;
- DUVAL Mélanie et SMITH Benjamin, 2014, « Seeking Sustainable Rock Art Tourism: The Example of the Maloti-Drakensberg Park World Heritage Site », *South African Archaeological Bulletin* 69 (199), p. 34-48 ;
- JOUGON Anne-Lise, 2018, « Des pierres phalloïdes par milliers en Éthiopie méridionale Nouvelles perspectives de recherche », *Archéologie & Arts*,
- JOUSSAUNE Roger, 2005, « Pierres dressées entre Djibouti et Loyada : le patrimoine en péril », *Sciences et Environnement*, 18, p. 25-36 ;
- LANGLOIS Olivier, ABDOUL SARDI Innocent et HASSIMI Sambo, 2017, « Quelles étaient les fonctions des plateformes de Djaba-Hosséré (Nord-Cameroun) ? », *Afrique: Archéologie & Arts*, 13, p. 59-73 ;
- LAPORTE, Luc, BOCOUM, Hamady et CROS, Jean- Paul, 2017, « Introduction au premier volet Plateformes funéraires et cercles de pierres dressées en Afrique de l'Ouest », *Afrique : Archéologie & Arts*, 13, p.41-42 ;
- MARLIAC Alain, 1976, « Le mégalithisme au Cameroun », *Archéologia*, 93, p. 58-60 ;
- MEZOP TEMGOUA Alice Lucie, 2011, *Archéologie, traditions orales et ethnographie au Nord du Cameroun : histoire du peuplement de la région du Faro durant le dernier millénaire*, thèse de doctorat, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles ;



- MEZOP TEMGOUA-NOUMISSING Alice Lucie, 2017, « Poterie et histoire orale dans le Faro (Nord-Cameroun) », in LIVINGSTONE SMITH Alexandre, CORNELISSEN Els, GOSELAIN Patrick Olivier et MACEACHERN Scott (Eds), Manuel de terrain en archéologie africaine, Musée royal de l'Afrique centrale. Tervuren, p.275-280. http://www.africamuseum.be/docs/publications/FMAA/fr/LR/FRA_FMA_Book_LR.pdf;
- MEZOP TEMGOUA-NOUMISSING Alice Lucie, 2020, « Sur les traces de l'histoire dans le Faro au Nord-Cameroun: sonder le passé à partir des traditions orales et des données archéologiques », in Nizésété Bienvenu Denis (dir.), Archéologie du Cameroun. Des strates du sol aux pages d'histoire, p. 399- 422;
- NGOUOH François, 2011, Protection et gestion du patrimoine culturel du Cameroun: proposition pour la mise en valeur des sites archéologiques, mémoire de Master, Université Senghor, Alexandrie ;
- NOTUE Jean.-Paul, 2007-09, « Le mégalithisme au Grassland (Cameroun occidental) : nouvelles découvertes et perspectives », in Afrique : Archéologie et Arts, 5, p. 27-64. DOI : 10.4000/aaa ;
- OSLISLY Richard, 2007, « Mégalithes et art rupestre. Patrimoine méconnu du Cameroun », in Sciences au Sud, Le Journal de l'IRD, 39, p. 10 ;
- SMITH Benjamin, 2017, « Gestion et conservation de l'art rupestre », in LIVINGSTONE SMITH Alexandre, CORNELISSEN Els, GOSELAIN Patrick Olivier et MACEACHERN Scott (Eds), Manuel de terrain en archéologie africaine, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, p. 146-147. http://www.africamuseum.be/docs/publications/FMAA/fr/LR/FRA_FMA_Book_LR.pdf ;
- TCHANDEU Narcisse Santores et MEZOP TEMGOUA-NOUMISSING Alice Lucie, 2017, « Extension territoriale des mégalithes au Cameroun : foyers éteints, cultures vivantes et arts environnementaux », Afrique : Arts et Archéologie, 13, p. 77-92. DOI : 10.4000/aaa.968 ;
- TCHANDEU Narcisse Santores et HASSIMI Sambo, 2021, « Monolithes sculptés akwanshi/atal de la Cross River (Nigéria-Cameroun) », Afrique : Arts et Archéologie, 17, p.55-76. DOI : 10.4000/aaa.3024 ;
- TARUVINGA Pascall et NDORO Webber, 2003, « The vandalism of the Domboshava rock painting site, Zimbabwe: some reflections on approaches to heritage management », Conservation and Management of Archaeological Sites 6, p. 3-10;



2 Gestion et sauvegarde des vestiges archéologiques en contexte d'exploitation de ressources pétrolifères de la zone méridionale et du centre-ouest du Tchad

Ouang-Namou Ouangtoua²⁴

Mbaïro Jean²⁵

Tchago Bouimon²⁶

(Université de N'Djaména)

✉ natouamou@yahoo.fr

Résumé

Le patrimoine est un concept vaste qui comprend le patrimoine culturel et naturel. Chaque territoire (urbain ou rural) est un vivier de cette identité culturelle et naturelle qui s'est constituée au fil du temps. Pourtant, le développement socio-économique induit d'impacts importants sur la myriade de vestiges archéologiques, des lieux de mémoire, des paysages culturels et des sites naturels, etc. Au Tchad, depuis le début des années 1970, plusieurs industries pétrolières (américaines, européennes, canadiennes et chinoises) ont obtenu de permis de recherches de gisements et de production du pétrole. Ces permis sont assortis des conditions, notamment la prise en compte des enjeux socio-économique, environnemental et culturel, afin d'améliorer les conditions de vie des populations des zones d'influence des projets, et renforcer la dimension culturelle par des études spécifiques axées sur le patrimoine. Mais, l'intérêt accordé à la gestion du patrimoine culturel varie selon les compagnies. Il s'agit donc dans cette communication de faire l'état des lieux de ladite gestion par les industries pétrolières, et l'implication du Ministère en charge de la culture en matière du suivi-évaluation des performances desdites industries.

Mots clés : *industries, patrimoine culturel, archéologie, préventive, gestion.*

24 M. OUANG-NAMOU Ouangtoua est membre du Laboratoire des Sciences Historiques, Archéologiques et du Patrimoine "LaSHAP" et enseignant au Département d'Histoire, Université de N'Djaména- Tchad. Ses travaux s'inscrivent dans le cadre de l'étude des éléments de la culture matérielle et des pratiques sociales des communautés anciennes de la vallée du Logone- Tchad. Il aborde également la question de la protection et valorisation des sites Sao urbains et périurbains de la ville de N'Djaména. Depuis 2000, il participe aux programmes d'archéologie préventive et de sauvetage dans les bassins pétrolifères du Tchad.

25 nelem2@yahoo.fr

26 tchagobouimon@yahoo.fr

Abstract

Cultural heritage is a broad concept that includes cultural, natural and archaeological heritage. Each territory (urban or rural) is a breeding ground for this cultural and natural identity that has been formed over time. However, socio-economic development has significant impacts on the myriad of archaeological remains, places of memory, cultural landscapes and natural sites, etc. In Chad, since the early 1970s, several oil industries (American, European, Canadian and Chinese) have obtained oil exploration and production permits. These permits are subject to conditions, in particular the consideration of socio-economic, environmental and cultural issues, in order to improve the living conditions of the populations in the areas of influence of the projects, and to strengthen the cultural dimension through specific studies focused on heritage. However, the interest given to the management of cultural heritage varies according to the companies. It is therefore a question in this communication of first presenting the work carried out within the framework of preventive archeology and/or rescue in the oil fields of some industries, then evaluating the conformity of the activities of each of the companies in accordance with the Environment Management Plan, finally to propose recommendations to the decision-makers and to the promoters of projects within the framework of the healthy management of the cultural heritage.

Key words : *industries, cultural heritage, archaeology, prevention, management.*



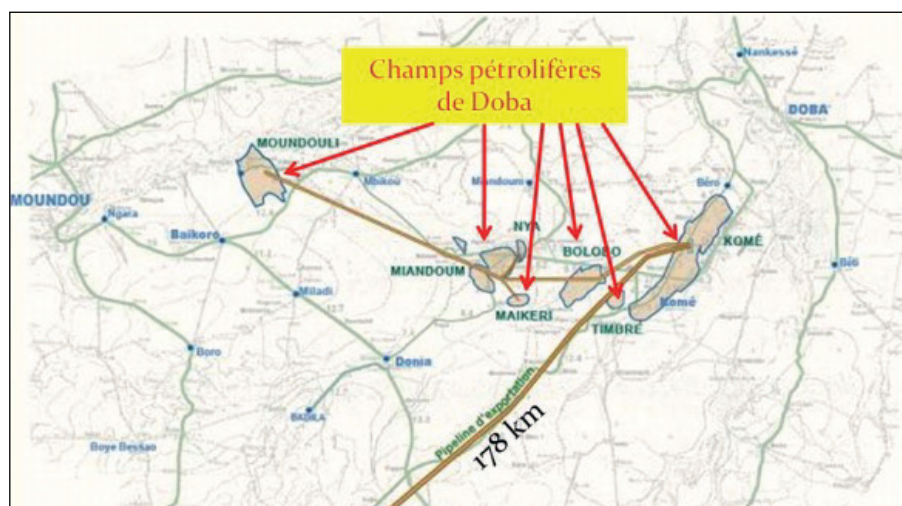
Introduction

Le Tchad s'étend du Nord au Sud sur environ 1700 km, recoupant les zones : Saharienne, Sahélienne et Soudanienne. Chaque entité biogéographique occupe une place privilégiée de par la richesse de son patrimoine culturel et naturel. Pourtant, ces ressources sont aujourd'hui confrontées à des défis liés aux besoins du développement socioéconomique. En effet, la politique du développement appuyée par les partenaires internationaux a constitué l'un des facteurs de dynamisation du secteur pétrolier, à travers les travaux d'exploration et d'exploitation des champs pétrolifères se trouvant dans les provinces du pays. Des archéologues ont été associés aux différents projets, surtout dans le cadre des programmes d'archéologie préventive et de sauvetage. Nous nous proposons de montrer ; le contexte du projet d'exploitation du pétrole tchadien, les différents modes de gestion de la diversité du patrimoine locale, par les compagnies pétrolières, et insister sur l'application des outils et principes de gestion du patrimoine culturel.

1. Contexte du projet d'exploitation du pétrole au Tchad

Le potentiel du pétrole du Tchad a été identifié aux débuts des années 1950. En 1973, le premier puits test a été foré dans le bassin de Doba. En 1988 le Consortium ESSO, SHELL, ELF et CHEVRON obtient de l'Etat tchadien, le permis d'exploration du bassin de Doba, le développement de 300 puits, la construction des ouvrages connexes et de l'oléoduc Tchad/Cameroun (fig. 1).

Figure1 : Localisation du bassin pétrolier de Doba

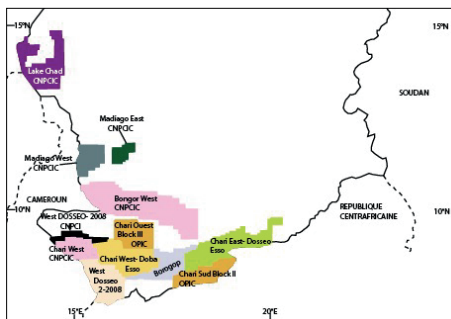


©Esso Exploration and Production Chad Inc, 2010 Adaptation: O. Ouang-namou

De 2009 à 2013, la China National Petroleum Corporation International Chad (CNPCIC) construit le projet Rônier, la raffinerie de Djarmaya (Nord de N'Djaména) et deux pipelines ; l'un connectant les puits de Rônier à la raffinerie (fig.3), et le second pour drainer la production excédentaire au Terminal de raccordement de Chad Oil Transportation Company (TOTCO) (fig.4). En plus de ces projets, la CNPCIC développe les champs au Salamat, au Lac, à Doba Ouest. Suivent les projets de Griffiths à Mangara et Badila (fig. 5) et à Dosseo, d'United Hydrocarbon, dans le Bassin de Doba (fig.6), d'Overseas Petroleum and Investments Corporation (OPIC), dans la Tandjilé-Est et les deux Logones ; Occidental et Oriental (fig. 7), de Global Petroleum (Bassin de Doba), etc.



Figure 2 : Distribution des blocs pétrolifères au Sud-ouest et à l'Ouest du Tchad



© Ministère du Pétrole et de l'Énergie, 2015
Adaptation : O. Ouang-namou

Figure 3 : Situation du pipeline de connexion des ouvrages d'exploitation du pétrole du bassin de Bongor à la raffinerie de Djarmaya (Nord de N'Djaména)



© : CNPCI, 2009 et 2012

Figure 4 : Situation du pipeline de connexion des ouvrages d'exploitation du pétrole du bassin de Bongor à l'oléoduc de TOTCO (Bassin de Doba)



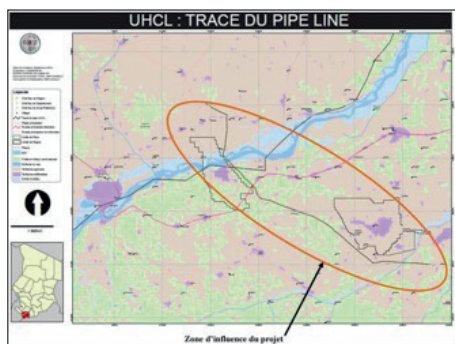
© : CNPIC, 2012

Figure 5 : Localisation du projet de développement des blocs de Mangara et Badila



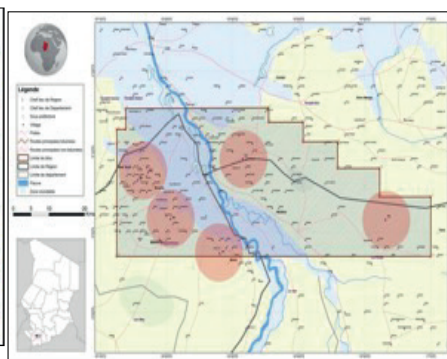
© : Griffiths, 2011

Figure 6 : Localisation de la zone d'influence du tracé du pipeline de connexion du champ pétrolifère d'United Hydrocarbon à l'oléoduc de TOTCO (Bassin de Doba)



© United Hydrocarbon, 2014

Figure 7 : Localisation de la zone d'influence du Projet d'OPIC



© OPIC, 2014

La multiplicité des projets en milieu rural n'est pas sans conséquence pour le patrimoine culturel, d'où la nécessité d'encadrer les activités des entreprises pétrolières.

2. Les outils juridiques de suivi et de contrôle

Le développement durable émerge dans un contexte historique taché par la contestation du modèle de développement dominant, qui ne donnait pas toujours les résultats attendus en termes sociaux et environnementaux (Essabri, 2017). Selon la Commission Brundtland, le développement durable « répond aux besoins des générations actuelles sans compromettre la capacité des futures générations de répondre aux leurs ». C'est dans cette optique que, un ensemble de documents, définissant des normes à respecter dans un lieu ou un pays donné sont indispensables à l'élaboration des stratégies de mise en œuvre des projets qui mettent en jeu des intérêts économiques et financiers résultant d'investissements des bailleurs.

Par ailleurs, L'Etat tchadien a signé avec des entreprises pétrolières des contrats régis par les principes de droit international privé relatifs aux investissements internationaux. Selon les critères de rattachement, les règles juridiques applicables sont :

- Les droits nationaux du Tchad et ceux des pays de rattachement juridique des entreprises ;



- Les conventions, traités, accords et protocoles internationaux et régionaux signés et ratifiés par l'Etat tchadien et les Etats concernés ;
- Les principes généraux de droit international ainsi que les bonnes pratiques en usage dans la profession par subsidiarité.

Dans le domaine du pétrole, des dispositions encadrent les activités des entreprises pétrolières à tous les échelons ; national, collectif, régional et citoyen. Le tableau ci-dessous (liste non exhaustive) récapitule quelques-unes de ces dispositions.

Tableau 1 : Récapitulatif de quelques outils juridiques et réglementaire

N°	Texte	Statut
01	Constitution de la IV ^{ème} République du Tchad suspendue par la Charte de Transition	Promulguée le 04 mai 2018 et révisée par la Loi Constitutionnelle n°017/PR/2020 du 14 décembre 2020
02	Loi n°14/PR/98 définissant les principes généraux de protection de l'environnement	Promulguée le 17 août 1998
03	Décret n° 630/PR/PM/MERH/2010 portant règlement des études d'impacts sur l'environnement	Du 04 août 2010
04	Arrêté n°039/PR/PM/MERH/SG/DGE/DEELCPN/2012 portant guide général de réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement	Du 29 novembre 2012
05	Loi n°14-60 du 11/02/1960 révisée par la Loi n°18/PR/2018 portant protection du patrimoine culturel	Du 10 janvier 2019

3. Les partenaires impliqués dans la gestion des projets

Plusieurs institutions sont impliquées dans le suivi et évaluation des projets. Il s'agit de :

- Le gouvernement à travers le Ministère du pétrole, le Ministère en charge de l'environnement ;
- Les organisations de la société civile ;
- La banque mondiale ;
- Exinbank.

4. Gestion du patrimoine par les entreprises pétrolières

Le patrimoine culturel et naturel fait partie des biens inestimables et irremplaçables non seulement de chaque nation mais de l'humanité tout entière. La perte, par suite de dégradations ou de disparition, de l'un de ces biens éminemment précieux constitue un appauvrissement du patrimoine de tous les peuples du monde. On peut reconnaître, en raison de leurs remarquables qualités, « une valeur universelle exceptionnelle » à certains des éléments de ce patrimoine qui, à ce titre, méritent d'être tout spécialement protégés contre les dangers croissants qui les menacent (UNESCO, 2005 : 2). Dans le cadre des travaux d'exploration et de développement des bassins pétrolifères, et conformément aux orientations de l'UNESCO qui consiste à protéger et conserver les biens du patrimoine, les activités des entreprises pétrolières doivent être en phase avec les outils juridiques, réglementaires, les conventions, les traités, les protocoles et accords internationaux et régionaux. Ce faisant, la reconnaissance du patrimoine culturel en prélude des travaux d'exploration, pendant les phases de construction et de développement devrait aboutir à :

- Une cartographie de répartition des sites archéologiques, historiques, à caractère anthropologique pour une meilleure orientation des travaux ;
- L'élaboration des plans de traitement des sites archéologiques dans le cadre de l'archéologie préventive et de sauvetage ;
- La mise en place d'un programme d'indemnisation des sites sacrés impactés ou qui doivent être déplacés.



4.1. Gestion du patrimoine culturel par Esso Tchad

L'archéologie préventive et de sauvetage permettent d'accéder aux données qu'il aurait été difficile à l'archéologie classique de fournir. Appliquant les politiques de sauvegarde de la Banque Mondiale, Esso Tchad a financé un programme d'archéologie préventive et de sauvetage.

Dans le bassin de Doba, les zones étudiées ont livré des vestiges d'établissements anciens, des structures métallurgiques, de la poterie dont la typologie et le décor sont divers et variés (fig. 8), et quelques pièces lithiques. En dépit du peu d'informations sur le lithique, les vestiges révèlent la présence d'une culture matérielle riche et variée. Plusieurs sites archéologiques et historiques (Tchago, 2000, 2001, 2002a, 2002b, 2003 ; Mbaïro 2003a, 2003b, Brown et al., 2005 ; Tchago, 2000, 2001, 2002a, 2002b, 2003 ; Mbaïro 2003a, 2003b, Brown et al., 2005), des lieux de cultes et de mémoire ont été répertoriés et protégés (Ouang-namou et al. 2006). Les analyses radiocarbones ont fourni vingt-neuf (29) datations aussi bien sur les sites métallurgiques que sur les sites d'habitat fouillés. La structure métallurgique de Mban I datée de 3160 +/- 70 BP soit 1540 avant Jésus-Christ (Lavachery et al. 2005, Lavachery et al, 2010) est la preuve d'une occupation humaine très ancienne, témoignant ainsi d'une longue perduration. La présence des sites archéologiques place le bassin de Doba comme une zone ayant joué un rôle majeur dans la construction historique du Tchad méridional.

Photo1 et 2 : Prospection et fouille d'un secteur de l'emprise de l'oléoduc Tchad/Cameroun



© J. Mbaïro 2002

Photo 3 : Mesure des traces anthropiques sur une section de la tranchée de l'oléoduc Tchad/Cameroun



Photo 4 : Mesure des traces anthropiques sur une section de la tranchée de l'oléoduc Tchad/Cameroun



© J. Mbairi 2002

Photo 5 : Vue partielle de la structure métallurgique de Begon (Bassin de Doba)



Photo 6 Poterie provenant de la fouille du site de Karmankass (Bassin de Doba)

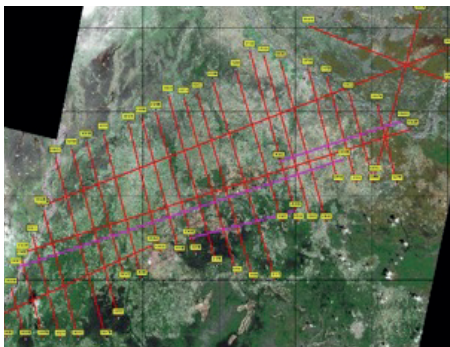


© J. Mbairi, 2003



Dans le bassin de Dosseo, le programme d'archéologie préventive a consisté à identifier le patrimoine dans les emprises et les environs des lignes (fig. 13 et 14) devant être ouvertes pour les explorations sismiques. Un nombre important des sites archéologique (structures métallurgiques (fig. 15) et établissements humains) répertoriés, présentent un intérêt certain. Les vestiges en place fournissent la preuve d'une civilisation ancienne, et permet de s'ingénier sur les différents aspects socioéconomique, culturelle, etc. des sociétés ayant habité cet espace.

Photo7 : Image satellitaire fournie pour la prospection en prélude de l'exploration sismique (West Doseo)



© Esso-Tchad, 2006

Photo 8 : Ligne sismique ouverte après la prospection archéologique (Djiarom- West Dosseo)



© Ouangtoua O, 2006

Photo9 : Structure métallurgique identifiée lors de la prospection archéologique (Béra- West Dosseo)



Photo 10 : Bois aux morts identifiés lors de la prospection archéologique (Djiarom- West Dosseo)



© : Ouangtoua O, 2006

Par ailleurs, les données de l'anthropologie culturelle lèvent un pan des traditions anciennes dont les survivances se perpétuent de nos jours (fig. 16).

En appliquant la politique de sauvegarde environnementale d'Esso-Tchad, l'entreprise canadienne Encana Ltd avait aussi financé quelques travaux similaires, notamment la surveillance de la construction de la plateforme, de l'aérodrome et de la vois d'accès. (cf.photo. 11).

Photo 11 Vue de la déviation de la de route d'accès, évitant le site n°5 (Bassin du Lac)



© Ouangtoua O., 2005

4.2. Gestion du patrimoine par les autres entreprises

Conformément aux accords et textes juridiques et réglementaires, les autres entreprises (CNPCIC, Griffiths, CARACAL, OPIC, United Hydrocarbome, etc.) ont réalisé aussi des Etudes d'Impact Environnemental et Social, en prélude des travaux d'exploration. Mais, pendant les phases de construction et de production, le volet d'archéologie préventive et de sauvetage n'a pas été pris en compte malgré des recommandations des archéologues. Par conséquent, plusieurs sites, notamment des structures métallurgiques (fig. 18), dont la chronologie est encore méconnue, des sites d'habitat dont on ne peut ranger les vestiges dans une séquence chrono-culturelle donnée (fig. 18), et des espaces sacrés (fig. 19) ont pu être impactés. Alors que, dans la plupart des zones d'influence des projets, les données sur l'archéologie et l'anthropologie culturelle sont fragmentaires.



Figure 8 : Distribution des sites archéologiques identifiés dans les blocs pétroliers de CARACAL (Dosseo)

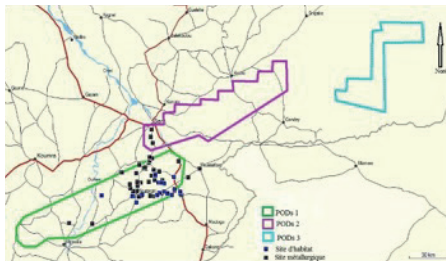
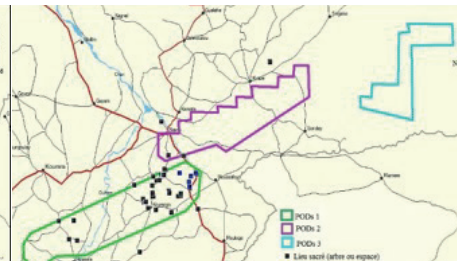


Figure 9 : Répartition des lieux sacrés identifiés dans les blocs pétroliers de CARACAL (Dosseo)



© Ouangtoua O, 2013

Si «la pertinence du projet renvoie à sa raison d'être et au lien qu'il a avec son environnement (biophysique, économique, social et politique, culturel, technologique) dans son intégralité» (IFDD, 2019 : 163), et si les permis d'exploration et d'exploitation résultent de la pertinence du projet, la raison impérieuse est d'intégrer les composantes de l'environnement dans le cycle du projet (la planification, la construction, l'exploitation et le démantèlement), conformément aux bonnes pratiques environnementales. Car, le patrimoine témoigne de l'identité des peuples, de leur mode de vie, de leurs mœurs et croyances. La préservation de celui-ci est un impératif de mémoire et d'identité.

Le patrimoine culturel identifié dans les emprises pendant les phases d'exploration et d'exploitation interpellent sur la nécessité de modifier soit les axes des lignes sismiques et des pipelines, soit les plateformes pétrolières ou d'ouvrages connexes afin de le protéger. Malheureusement, lorsqu'il est question de la sauvegarde du patrimoine, la plupart des entreprises n'appliquent pas les recommandations formulées à cet effet. Alors que la protection du patrimoine, inscrite dans la politique de sauvegarde des bailleurs de fonds doit être l'un des impératifs. Car, il est un outil de lecture, qui invite à observer le territoire aussi bien dans sa dimension matérielle, immatérielle et symbolique. De ce qui précède, on est en droit de s'interroger sur les enjeux de la sauvegarde du patrimoine culturel et l'applicabilité des textes réglementaires et institutionnels pendant les phases des projets.



5. L'application des textes réglementaires et institutionnelles : gage de préservation du patrimoine par les entreprises pétrolières

Le paysage est révélateur d'une société ; il porte les traces de ses actions. L'intérêt porté à la protection du patrimoine se reflète dans la législation tchadienne. En effet, la protection des sites et monuments archéologiques et historiques est assurée par le Ministère de la Culture et de la Promotion de la Diversité (loi n° 14-60 du 2 novembre 1960, modifiée par la Loi n° 18/PR/2018 du 10 janvier 2019). Malheureusement, ces textes ne sont pas appliqués, à cause de la non implication du Ministère de la Culture à la mise en place des projets d'une part, et par manque du personnel qualifié et des moyens de surveillance adaptés pour couvrir les périmètres des différents sites d'autre part. Or, le patrimoine culturel ne doit pas non seulement être théoriquement reconnu, mais qu'il occupe une place importante dans la réflexion politique. Il doit aussi être intégré dans les plans de développement, afin que la culture innerve les processus des projets de développement. L'implication du Ministère en charge de la culture est importante pour que les textes réglementaires et institutionnelles de gestion du patrimoine soient respectés et appliqués d'une part, et assurer le suivi-évaluation des performances des entreprises pétrolières en matière de la bonne gestion du patrimoine culturel d'autre part. Car, le sol est constitué de strates superposées selon un ordre chronologique. Chaque objet, se trouvant dans une strate est un maillon important pour la reconstitution chrono-culturelle de l'histoire du site, et éventuellement de la région. Par conséquent, les artefacts mis hors contexte initial, de manière intentionnelle ou non, faussent toute interprétation intrinsèques qu'extrinsèques (Djindjian, 1991, 2002, 2017).

Par ailleurs, en raison des valeurs spirituelles qui sont attachées aux sites naturels, des restrictions d'accès ou d'usage y sont souvent d'application. C'est pourquoi, ces sites dont certains sont dans un état naturel ou presque, préservés pendant des générations, abritent une biodiversité de grande valeur et protègent des écosystèmes clés. Ce sont des aires où la nature, la connexion au grand univers, la mémoire collective ou individuelle se réunissent de façon signifiante. Bonifier les investissements c'est aussi appliquer les politiques de sauvegarde environnementale des organismes de financement des projets et appliquer le Plan de Gestion de l'Environnement (PGE) afin de limiter la portée des impacts négatifs sur le patrimoine culturel, à chaque étape du cycle des projets.



Conclusion

Les projets sont indispensables pour le développement du pays, et constituent un outil de planification au niveau national. Intégrer la gestion saine du patrimoine culturel dans le processus d'exécutions d'un projet est une exigence pour les entreprises qui sont implantées sur le territoire national. Si l'effort d'Éso-Tchad est louable, la politique de sauvegarde environnementale des autres sociétés connaît des difficultés concernant sa mise en application. C'est à travers l'application intégrale du Plan de Gestion Environnementale et Sociale par les firmes et le suivi-évaluation des performances tant interne que par les structures externes que les objectifs des projets peuvent être atteints, et par conséquent, le patrimoine culturel peut être protégé.

Références bibliographiques

- BROWN P. E. et TCHAGO B., 2005, Etude d'Impact Environnemental et Social dans le bassin de Doba, Rapport destiné à Esso-Tchad.
- ESSABRI N., 2017, Représentations, agir et justifications du développement durable chez les dirigeants de PME «Le cas des dirigeants de riads maisons d'hôtes à Marrakech», Thèse de Doctorat, École Doctorale Abbé Grégoire, 320p, <https://www.theses.fr>.
- Commission Brundtland, 1987, Notre Avenir à Tous, Rapport, <https://www.geo.fr/environnement/le-rapport-brundtland-pour-ldeveloppement-durable-170566>
- 1991, Méthodes pour l'archéologie, Paris, Armand Colin ;
- DJINDJIAN F., 2002, Pour une théorie générale de la connaissance en Archéologie, « Archeologia e Calcolatori», n°13, 101-117.
- DJINDJIAN F., 2017, L'Archéologie : Théorie, méthodes et reconstitutions, Armand Colin
- Esso Exploration et Production Chad Inc., 2010, Projet d'Exportation Tchadien, Mise à jour du Projet No 28, Rapport semi-annuel, 83p.
- Institut de la Francophonie pour le Développement Durable et Université Senghor, 2019, Évaluations environnementales des politiques et projets de développement [Sous la direction de Yelkouni, M. et E.L. Ngo-Samnick]. IFDD, Québec, Canada.
- Lavachery, Ph., Maceacher, S., Tchago, B. and Mbida Mindzie CH., 2010, De Komé à Kribi, Archéologie préventive le long de l'oléoduc Tchad-Cameroun, 1999-2004, in Journal of African Archaeology Monograph Series, vol. 5, Germany, Africa Magna Verlag;
- LAVACHERY Ph., MACEACHER S., TCHAGO B., GOUEM GOUEM B., KINYOCK P., MBAIRO J., 2005 b, Komé to Ebomé: archaeological research for the Chad Export Project, 1999-2003, Journal of African Archaeology 3 (2), pp. 175-193;
- MBAIRO J., 2003 a, Fouilles du site de Begon2 (Logone oriental), Rapport destiné à EEPCI/TOTCO, Diffusion restreinte, 17p.
- MBAIRO J 2003 b, Sondages de sauvetage du site métallurgique de Maikery (Logone oriental), Rapport de mission destiné à EEPCI/ TOTCO, Diffusion restreinte, 15p
- MBAIRO J 2014, Etude d'impact environnement sur le patrimoine culturel dans le Bloc H du



- Kanem, Rapport destiné à CNPCIC, 16p ;
- OUANG- NAMOU O., 2003, Reconnaissance archéologique dans le bassin de
- Bongor, 23 janvier- 16 février 2003, Rapport destiné à ENCANA Ltd, Diffusion restreinte ;
- OUANG- NAMOU O., 2005, Surveillance des travaux de construction de la voie d'accès et la plateforme
- Acacia 1, Rapport destiné à EnCana Corporation, Diffusion restreinte ;
- OUANG- NAMOU O., DIONNADJI N. D., DJIMTOLOUM M., 2006, Reconnaissance
- Archéologique et anthropologique à West Dosseo, Rapport destiné à Esso Tchad, Diffusion restreinte
- TCHAGO B., 2000, Les sites archéologiques de Oulibangla, Mban et Kollé (Logone Oriental-Tchad) : Sondages et étude du matériel, Rapport destiné à Esso- Tchad, Diffusion restreinte ;
- TCHAGO B., 2001, Fouille archéologique d'un atelier de réduction du minerai de fer de Badila (Logone Oriental-Tchad), du 9 au 16 octobre 2001, Rapport destiné à Esso-Tchad ;
- TCHAGO B., 2002a, Mission de reconnaissance archéologique à Bégada (Logone Oriental chad), Rapport destiné à Esso-Tchad ;
- TCHAGO B., 2002b, Reconnaissance archéologique dans l'emprise de l'aérodrome et les voies d'accès à Gadjibian, Rapport destiné à Esso-Tchad ;
- TCHAGO B., 2002c, Rapport préliminaire de la surveillance des travaux de construction du pipeline Komé/Mbére, Rapport destiné à Esso-Tchad ; - TCHAGO B., 2003, Reconnaissance archéologique sur la voie d'accès et la plateforme à Moundouli (Logone Oriental-Tchad), Rapport destiné à Esso-Tchad ;
- UNECSO, 2005, Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, 162p., <http://whc.unesco.org/fr/orientations>



3 Plaidoyer pour une Archéologie des paysages en faveur de la protection du patrimoine écoculturel de la Vallée du Logone

SAKAFOULSOU DANGA André le Roi²⁷
(Université de Toulouse Jean-Jaurès/France)
✉ andreleroisakafoulsoudanga@gmail.com

Résumé

Le bassin du Lac Tchad est de toute évidence l'un des plus anciens foyers de peuplement en Afrique. La nature et la qualité des vestiges archéologiques témoignent d'une forte mutualité conjuguée entre l'Homme et son environnement. En archéologie, il est d'usage de considérer les atouts naturels comme fossiles directeurs, dans la mesure où ils déterminent l'anthropisation d'un milieu. L'imbrication du naturel au culturel depuis l'holocène, à travers l'analyse des dynamiques paysagères, livre de pertinentes informations sur les contextes anciens. Cependant, les modifications actuelles des paysages sous l'effet des aménagements infrastructurels d'envergures tendent à étriquer la lecture scientifique des palimpsestes archéologiques en les réduisant en ruines stériles. En considérant cette posture, l'archéologie préventive qui allie la protection de l'environnement et des tissus culturels s'impose à travers le décryptage systématique des paysages ; bras séculier de la sauvegarde du patrimoine culturel. Cette réflexion qui puise son ancrage dans la transdisciplinarité sera orientée vers une écologie du patrimoine culturel. Ainsi, Il sera question de présenter le contexte, puis à travers l'exploitation des images, des cartes, des données archéologiques, géomorphologiques, et de la mémoire vivante ; de reconstituer les paléoenvironnements et paysages. La finalité est de proposer des pistes et perspectives pour une sauvegarde adéquate du riche patrimoine archéologique fortement menacé par des crises multifformes.

Mots clés : *Paysage, culture, paléoenvironnement, vestiges archéologiques, Protection, valorisation.*

²⁷ Sakafoulsou Danga André Le Roi est doctorant en archéologie à l'Université de Toulouse Jean-Jaurès/France, et Ingénieur de Conception en Archéologie et Gestion du Patrimoine (Université de Maroua), Diplômé en Techniques, Patrimoine et Territoire (Université de Paris I Panthéon Sorbonne), affilié au Laboratoire Traces (Toulouse). Il est auteur de trois publications scientifiques et a participé à plusieurs communications scientifiques. Sous l'encadrement du PrNizésété Bienvénu Denis, il a pris part à des campagnes de prospections et fouilles archéologiques au Cameroun. En outre, il participe activement à des opérations de sauvegarde, de valorisation et de promotion du patrimoine culturel à travers l'ambitieux projet culturel du Musée de la Vallée du Logone à Yagoua. Il prépare une thèse de doctorat sur les paysages et structures techniques de la vallée du Logone.

Abstract

The Lake Chad basin is clearly one of the oldest settlements in Africa. The nature and quality of the archaeological remains bear witness to a strong mutual relationship between man and his environment. In archaeology, it is customary to consider natural assets as guiding fossils, insofar as they determine the anthropization of an environment. The interweaving of nature and culture since the Holocene, through the analysis of landscape dynamics, provides relevant information on ancient contexts. However, the current changes in landscapes as a result of large-scale infrastructural improvements tend to narrow the scientific interpretation of archaeological palimpsests by reducing them to sterile ruins. In considering this posture, preventive archaeology that combines the protection of the environment and cultural tissues is imposed through the systematic decryption of landscapes; secular arms of the safeguarding of cultural heritage. This reflection, which draws its roots in transdisciplinarity, will be directed towards an ecology of cultural heritage. Thus, it will be a question of presenting the context, then through the exploitation of images, maps, archaeological data, geomorphological, and living memory; to reconstruct palaeoenvironments and landscapes. The purpose is to propose ways and perspectives for an adequate safeguarding of the rich archaeological heritage strongly threatened by multiform crises.

Key words : *Landscape, culture, palaeoenvironment, archaeological remains, Protection, valorization.*



Introduction

L'aventure humaine est marquée d'expériences d'adaptation, d'adoption, d'interactions et de relations diverses avec son environnement. Elle s'affirme aussi bien comme un facteur d'hostilité qu'une opportunité. Depuis le néolithique, période où l'Homme passe de prédateur à producteur, rarement, l'installation sur un territoire ne s'est pas faite au hasard des circonstances (Hélène Roche, 1989 : 45). Les motivations sont le plus souvent guidées par diverses raisons. Elles peuvent être d'ordre économiques dans la mesure où un accès aux ressources assurait la survie du groupe. Allant dans ce sens, une terre fertile aurait indéniablement un fort potentiel agricole, un couvert végétal pouvant servir de pâturage aux animaux domestiques et un cours d'eau pour la pêche, seraient indéniables des motifs directeurs. D'autres par contre, non moins fonctionnalistes relèveraient des stratégies de sécurisation ou du contrôle politique d'un territoire. (Thierno Mouctar Bah, 2012 : 16). A cet effet, l'espace est de plus en plus technicisé par une anthropisation constante, expliquant quelques fois les empreintes fossilisées des humaines. Les grandes inventions humaines qui ont marqué les césures majeures de l'histoire sont liées à ces phénomènes. (Alain Testart, 2021a). Il s'agit des industries lithiques dès le paléolithique, de la poterie au néolithique comme marqueur des révolutions néolithique, et enfin la maîtrise de la métallurgie des sociétés pré-modernes. Ces changements majeurs expriment les transitions culturelles liées aux besoins d'une population ; mais aussi, par une maîtrise parfaite des ressources naturelles. De relations complexes se sont donc imposées entre les hommes et le milieu dans lequel ils vivent. Elles se déclinent parfois en des sensibilités cognitives, en perceptions du symbolisme macroscopique, en besoins économiques et/ou sécuritaires. S'il est démontré que ce schéma directeur est applicable à plusieurs niveaux, il est aussi convenable de pouvoir considérer les possibilités d'une telle posture dans un environnement holistique. Dans ce sillage, une telle lecture serait-elle applicable dans la vallée du Logone ? Quelles sont ses caractéristiques ? Quelles modalités pour l'occupation ancienne et actuelle ? Quelles perceptions et comment évaluer leurs dynamismes ? Pour quelles constructions historiques, mémorielles, et patrimoniale ?

1. Contexte

La vallée du Logone est située dans le bassin du Lac-Tchad, entre le 10 et la 11 latitude Nord et le 15 et 16 longitudes est (Yan Lhote, 2000). Elle est comprise entre le Tchad et le Cameroun et partagée par le fleuve Logone qui sert de frontière naturelle. De nombreux témoignages et récits allant dans le même sens, la considère comme un carrefour de peuplement anciens en raison de ses atouts.

De nos jours, l'on y retrouve les communautés linguistiques Massa, Musgum, Kotoko, Guiseye, Mussey, Ham, Tupuri, Kera, Peulh, Arabes choa. Leur mode de vie est partagé entre l'élevage, pêche, la chasse, l'agriculture et le commerce. Les croyances s'intègrent dans un syncrétisme parfait et certaines communautés sont fortement islamisé ou christianisé. Ceci n'altère pas fondamentalement l'attachement aux croyances du terroir. L'organisation sociale, quant à elle, est le fruit d'une mixité entre héritage islamo-peul, administration coloniale et système politique des garns empires africains. Cependant, quelques communautés ont gardé des reliques d'un modèle acéphale où la hiérarchisation sociale n'existe qu'aux frontières du cercle familiale et/ou clanique. C'est autour cette matrice sociale que s'illustre le corpus de notre analyse des paysages archéologiques. Qu'en est-il de sa définition ?

En effet le vocable « paysage » est apparu simultanément dans plusieurs langues depuis la renaissance. En France, c'est à partir du XVIe siècle le mot « paysage » intègre, le langage artistique. Selon Raimond Chevalier, « le paysage » désigne une étendue de « pays » qu'un spectateur peut embrasser du regard (notion de panorama, de perspective pittoresque), la transcription de ce spectacle agréable de la nature par un artiste (tableau, genre de peinture) » (R. Chevallier, 1979 : 503). Le paysage à cette époque est associé à l'image picturale reprenant une portion du territoire. Cette notion est subrepticement polysémique et s'exprime quelques siècles plus tard dans d'autre langue européenne ; notamment « landschaft » de l'allemand, « lanscape » de l'anglais, « paisaje », de l'espagnol, « paesaggio » de l'italien, « paisagem » du portugais. Une archéologie de l'origine de ce mot est révélatrice.

Or, « le paysage est un agencement matériel d'espace naturel et social en tant qu'il est appréhendé visuellement de manière horizontale ou oblique par un observateur ». Selon Alexandre Humboldt, le paysage est une « image de la nature. ». Pour Lévy Jacques et Lussault Michel, le paysage se définit comme une « étendue terrestre en tant qu'habitat de l'humanité. Il est marqué par des formes physiques qui sont ses empreintes ». C'est aussi le lieu de relever la dualité de la perception du paysage, dans la mesure où, dans un premier sens ; il relève d'une dimension sensorielle et affective forte. Dans un second



sens, il est un objet d'étude dont on cherche au-delà de la description de la matérialité des formes, à décrypter les forces politiques, économiques et sociales qui sous-tendent sa forme, mais aussi son évolution (Madore François, 2006 : 5).

Dans la vallée du Logone, précisément, c'est du côté de l'ethnolinguistique que nous nous tournons, pour convoquer ici les traditions orales. Dans ce sens, la tradition orale nous livre un registre très impressionnant des paysages. Il traduit conjointement l'univers du sensible, des émotions, de l'imaginaire. Elle est d'autant plus expressive qu'elle permet de représenter, restituer, définir et reconstruire les paysages passés et présents. C'est ce qu'Arjun Appadurai appelle l'« ethnoscape » pour exprimer le paysage imaginaire.

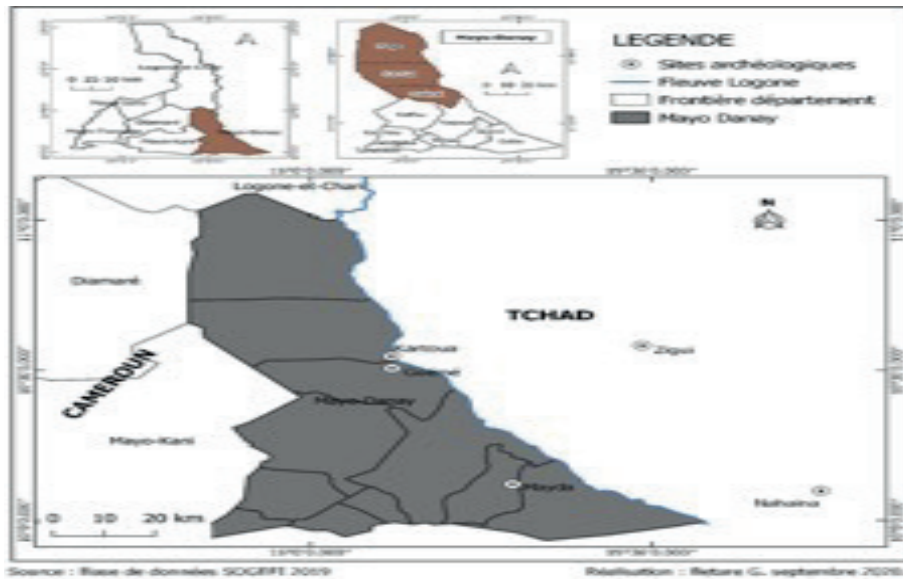
L'ethnoscape est donc l'ensemble des « paysages des mondes imagés » (Adama Coulibaly, 2016). Appadurai le définit comme le paysage constitué par l'immense variété démographique en mouvement. L'ethnoscape d'intègre l'analyse de la complexité des situations des populations en mouvement. Elle est une approche descriptive – des lieux, des objets – dont la complexe adaptation, adoption, apprivoisement, domestication ; s'intègrent à une intention ouvertement écologique. (Appadurai, 1996). Ceci implique des codes, des formes, des figures ; qui se réfère au macrocosme et exprime la matérialité cosmogonique.

2. Dynamique des paysages

En référence à ce qui précède, la vallée du Logone offre une variabilité de paysages dont la perception est liée aux sensibilités individuelles et communautaires. Les paysages tels que perçus de nos jours sont des constructions humaines anciennes. Ils traduisent les rapports étroits qu'entretiennent l'homme et son milieu. (Chevallier, 1989). Si parfois, le paysage se limite à sa partie visible, il n'est qu'un pan très limité de la globalité. Il est à la fois une réalité sensorielle, mémorielle, historique dont la valeur fondamentale reste très complexe. Qu'il s'agisse des ruines, de l'architecture, des formations écologiques, des gîtes, des monuments historiques, des sites archéologiques, des structures architecturales, des palimpsestes ou des lieux sanctuarisés, le paysage se conçoit sous une forme holistique. Le rapport entre le paysage et le patrimoine archéologique dans le cadre de cette analyse repose sur l'imbrication matérielle et cognitive liée à la transformation et les lentes dynamiques d'un territoire. Il ne s'agit pas dans l'absolu du paysage naturel stricto-sensu, mais d'un ensemble intégrant les séquelles de l'action anthropique depuis les premières occupations humaines. (Descola P. 2011)



Carte de localisation de la Vallée du Logone



La vallée du Logone est une zone d'observation idéale des paléoenvironnements et des peuplements humains qui se seraient disséminés à travers l'ouest et le centre africain à partir du néolithique. (Arkell, 1962 ; Connah, 1981). Dans cette région, d'importants travaux ont permis de mettre à jour d'anciennes cultures dont la plus connue est appelée « Sao ». Elle est caractérisée par un ensemble d'archives matérielles constituées autour des faciès morphologiques constitué des buttes.

2.1. Paysage anciens et lieux de mémoire sanctuarisée

Trois types d'installations Sao sont connus à l'état actuel des connaissances, avec une présence humaine antérieure attestée entre 2000 – 2500 BC. (Lebeuf, 1981 ; Cornevin, 1993 ; Holl, 1992).

La nomenclature de type Sao I se caractérise par une installation sur des buttes peu élevées et de petites dimensions. Ce type d'occupation ne comporte pas de muraille d'enceinte et les surfaces du sol sont lessivées et laissent apparaître des débris de céramiques de petites tailles. Dans ces recherches, Holl fait remarquer que ces sites sont utilisés par les occupants comme des lieux de pèlerinage et pour des cérémonies des rites initiatiques. On les retrouve à Kréné, Houlouf, Midigué, Makari, et sur les gulfunda des abords du Logone.




Le type Sao II se distingue par un paysage fait de buttes très élevé et vaste, avec des bourrelets pouvant atteindre 10 mètres de hauteur. Très anthropisées, ces buttes naturelles sont remaniées et présentent des ruines d'imposantes murailles d'enceintes. C'est le cas de Gawi au Tchad, de Midigué, Goulfeï, Makar. Elles sont recouvertes d'une abondante végétation et parsemées de tessons de céramique décorée en surface.

Le type Sao III quant à lui paraît plus récent, et moins important. Les buttes de cette classe sont désertées par les occupants et se caractérisent par une poterie abondante en surface. Elle aurait été occupée par les populations ayant précédé la fondation des principautés locales. On y découvre une Kyrielle d'objets en céramique parmi lesquels, une vaisselle de haute manufacture, des figurines finement décorées, des jarres funéraires et des pièces métalliques.

En outre, il est une forme d'archéologie qui s'intéresse, non pas aux seuls témoins matériels laissés par les civilisations passées, mais à un objet bien modeste en apparence, l'écosystème. L'archéologie, fondamentalement, fouille les archives du sol, pour restituer la mémoire et les contextes de vie des sociétés de la passée. Concevoir l'archéologie en faisant fi des lieux et des dynamiques constantes du territoire, des formes d'exploitation de ressources disponibles, des contraintes auxquels furent soumises les populations serait en exclure un an important de l'observation. Si les vestiges archéologiques nous renseignent des différentes manières de reconfiguration des paysages par les activités humaines, le paysage actuel est quant à lui fondamentalement lié à la mémoire vivante, à l'identité, aux croyances, aux mythes, au macrocosme. Une attention plus accrue au phénomène de perception locale montre non seulement le rapport entre l'homme de la vallée du Logone et son environnement ; mais aussi et surtout la capacité d'adaptation de ses activités, de son mode de vie et par-delà, de son identité au concept de sauvegarde de la biodiversité et de son patrimoine.

2.2.1. Le paysage fluvial et la divinité « Mounounda, Mounounna »

Les relations particulières établies entre l'homme et son milieu, son fondamentalement inscrit dans les processus culturels. L'homme et le fleuve dans la Vallée du Logone sont un univers visuel et insensible, qui mêle symbolisme, représentation cosmogonique, caractérisation de l'espace écologique et gestion rationnelle des ressources associés. Le fleuve Logone est un objet anthropique dont les éléments naturels représentés dans l'imaginaire collectif relèvent de l'identité de chaque communauté. En pays massa par exemple, les témoignages nous ont permis de comprendre le phénomène



en profondeur. Une différence taxonomique est très vite établie entre l'eau de pluie « nii Laona » et les eaux du fleuve ; « nii Mununda » Plusieurs récits de la tradition orale tendent à exprimer ce fait encré dans l'imaginaire. Le fleuve visible n'est que le paravent d'un monde insensible qui renferme plusieurs autres éléments, notamment la végétation ripicoles, les essences aquatiques, les animaux aquatiques, tout l'écosystème fluvial soumis aux forces cosmiques des divinités subaquatiques.

L'imaginaire magico-spirituel associé au paysage fluvial dans la vallée du Logone traduit une conception unique de l'élément naturel et du socle culturel anthropisé qui lui est associé. Sa fréquence saisonnière, détermine le calendrier annuel des activités liées à sa galaxie. La pêche, la navigation, les libations, les rites, et les usages endoréiques sont strictement régulés par des normes endogènes. La possession domaniale ou la propriété d'un espace fluvial est strictement réduite au clan riverain. A cet effet, il convient de signaler que tous les clans masana ne sont pas associés à la divinité des fleuves, ce qui tend à ouvrir le champ sur d'autres grilles de lecture et de perception. Cependant, les rites funéraires ont été par le passé associé au fleuve Logone. La plupart des sites archéologiques identifiés comme nécropoles anciennes, sont situés aux abords des fleuves Logone. Par contre, de nos jours, ce paysage et ses représentations constituent une « menace » au développement infrastructurel, car les peuples autochtones sont farouchement opposés à toutes, interventions exogènes, quoique justifié par l'amélioration de leur condition de vie. Les aménagements industriels agraires ont peu tenu compte des traditions et de la conception locale du paysage fluvial ; d'où l'urgence d'une archéologie préventive lors de l'exécutions de grands aménagements infrastructurels.

2.2.2. Le paysage agraire et la divinité « Nagata »

Le paysage agraire quant à lui ; en tant que marque humaine sur le territoire, exprime la complexité des techniques successive imprégnées par les civilisations passées. Il évolue en fonction des perceptions et se juxtapose aux représentations diverses sur l'agriculture locale. (Henry Nicolai, 1988 : 312). De manière générale, l'invention de l'agriculture à travers la domestication des plantes intervient au néolithique. (Holl, 2004). La sédentarisation ou semi-sédentarisation devenue effective, le contrôle et l'exploitation de l'espace agraire devient un enjeu incontournable. À cet effet, des processus culturels se construisent, se dynamisent et deviennent de plus en plus complexes, d'une culture à l'autre. (Nizésété, 2020).




Sous ce rapport, les activités agraires sont intimement liées au patrimoine culturel local. Au cycle agricole correspond les changements saisonniers. Aux origines, l'agriculture domestique fut exclusivement orientée vers la consommation locale. L'introduction de l'agriculture moderne à travers la SEMRY²⁸ va entraîner irréversiblement une nouvelle morphologie des paysages locaux. Le paysage agraire ainsi constitué sera opposé au schéma culturel calqué aux perceptions et représentations symboliques. Ce phénomène est autant marqué par la modalité qui voudrait que l'appropriation du paysage agraire soit déterminée en pays massa par un code culturel basée sur le principe de l'usage rationnel. L'homme n'est en fin de compte qu'un exploitant ponctuel ou saisonnier ; mais jamais propriétaire.

À cet effet, la divinité « Nagata », est l'unique propriétaire. (Dumas-Champion : 2015). Selon les traditions locales, « Nagata » le confie aux hommes pour son exploitation rationnelle. En-dehors de ce cadre, il est strictement interdit, au risque de s'exposer aux « graves malheurs ». Le récit étiologique et mémoriel se construit autour de la trilogie, « ciel », « sol », et « eau ». De la fusion de ces trois entités découle fécondation ; c'est-à-dire ; les végétaux. Et l'homme n'est qu'un gardien, un exploitant saisonnier des pour ses besoins, sa survie. Les plantes sont perçues comme le résultat de la fusion « sexuelle » entre le « dieu suprême » Laona, celui-là même qui produit la pluie et son épouse, la divinité de la terre Nagata. Les premières pluies de la saison sont ainsi qualifiées d'actes d'accouplement entre Laona, et Nagata. Le paysage qui en résulte - les végétaux et les aménagements agro-culturels - est des preuve de cette harmonie vitale. De nos jours, ces perceptions cosmogoniques résistent tant bien que mal, aux mutations culturelles « modernes ». Cependant, c'est au grand regret que ce paysage mémoriel ne porte plus ses fondamentaux symboliques. L'aménagement agraire lié aux cultures de rente introduite par l'État dans les années 1970 va complètement bouleverser cette configuration.

2.2.3. Le paysage de la Brousse et la divinité « Bagawna »

La brousse désigne une zone à la végétation dense, qui n'est pas une forêt mais un domaine où la végétation, constituée d'arbustes recouvrent le paysage. Il fait référence à toute zone inhabitée ou peu habitée avec ou sans végétation dense. Cela signifie également la campagne ou une zone qui est en dehors des villes métropolitaines. Dans notre contexte, l'emploi de cette expression se rapproche plutôt de son synonyme

28 SEMRY : Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture à Yagoua.



anglais bush. En langue massa, on le désigne par le vocable « Djouroutouta ». S'il est une unité écologique dont les principaux éléments compositeur sont la faune et la flore, sa perception et ses représentations vont au-delà du réel. C'est un paysage atypique à l'hybridation du sensible et de l'insensible. Le paysage de brousse est aussi soumis aux moult interdits. C'est le lieu où l'on chasse rationnellement du gibier. C'est aussi le sanctuaire où vivent les créatures des « dieux » ; végétaux et animaux, car chaque animal a une âme et l'homme ne peut l'ôter qu'en cas d'extrême nécessité. La chasse devrait exclusivement se faire en groupe et après des sacrifices. Pénétrer seul dans ce paysage exposerait aux risques d'être capturer par le génie qui y habite. Selon les récits étiologiques, Bagawna est assimilé à dieu en pays massa ; et considéré comme le génie de la brousse, maître des animaux terrestres et protecteur des chasseurs. Selon certains informateurs, Bagawna est un "monstre".

Le caractère sacré du paysage de la brousse ne pourrait être autre que la volonté sous-jacente de sanctuariser un paysage d'usage communautaire, par l'entremise des interdits, pour veiller à l'équilibre des écosystèmes. Les animaux qui y vivent sont parfois associés aux totems et leur consommation restreinte. A considéré le phénomène du totémisme, la raison cachée serait la volonté de préserver d'une extermination potentielle des espèces en voie de disparition. La même logique s'applique autour des essences rares ; à utilité médicale, curative ou rituelle. La marque du sacré se positionne ici comme l'élément de conservation durable ultime. Dans ce contexte particulier, l'homme peut jouir de la nature dans assurant sa préservation, sa pérennité et sa transmission.

2.2.4. Le paysage domestique et la divinité farana

L'habitation abritant l'essentiel de l'activité sociale, hommes et femmes ont un emplacement déterminé pouvant varier selon les traditions, les us et les coutumes. (Bourdieu, 1981). Les habitats de plaines sont établis aux berges du fleuve Logone près des reliefs résiduels qui constituent autant de fortification. Il est semi-regroupé et se situe près des échancres qui lui servent de refuges. Zone amphibienne, la galaxie des constructions se fait parfois sur des bourrelets exondés pour mieux être paré aux crues saisonnières.



Photo 1 : Vue aérienne d'un paysage domestique Massa



©Sakafoulsou Danga Andre le Roi, Mayda 2022,

En pays massa, les composantes de base du paysage architecturale domestique sont constitué des cases, d'une cuisine, du grenier, des enclos et d'une muraille. La morphologie d'ensemble présente une assise circulaire constituée, des cases d'habitation au centre duquel se dresse un grenier familial. La case ronde du chef de famille et celle des garçons pubères se situent à l'entrée de la concession. Tout au fond, se trouve la case des femmes et celle des enfants. La cuisine et l'enclos servant de refuge pour animaux domestiques sont non loin de celles des femmes. La technique de construction parait le simple, mais nécessite un génie dont les acteurs anonymes sont de véritables architectes et maîtres de la terre battue. (Seignobos, 1972) la case est érigée sur des boudins de colombin supplanté d'un toit de chaume en forme de coupole. Si par le passé, cette architecture était entièrement faite en argile crue en forme d'obus (Case Teleuk), abondant de ce style vers le début du XX siècle aura tout de même permis de conserver l'originalité de l'exploitation de l'espace. On distingue donc principalement quatre domaines. Celle des épouses et des enfants, celui de l'homme et des fils pubères.

Le lieu d'habitation est tout aussi soumis aux mêmes interdits. Bien qu'il soit la propriété de l'homme, le paysage L'habitat domestique est intimement lié à la cosmogonie locale. Ces derniers sont quant à eux astreints aux obligation sacrificiel, purifications ou d'abandon lorsque l'équilibre viendrait à être rompu à la suite d'un décès, d'un meurtre, d'un vol, d'une bagarre. De ce qui précède, le paysage domestique est un refuge, mais aussi un sanctuaire régi par des codes. Les formes spatiales et la configuration du paysage expriment une organisation sociale savamment élaborée. (Chesneau, Roncayolo, 2011).



Conclusion

Le paysage de la vallée du Logone offre une pluralité de configuration. Cependant, l'opposition fait entre le paysage rural ancien et le paysage urbain actuel est la résultante des bouleversements induits par l'envahissement islamo-peul et plus tard la colonisation. Le paysage rural traditionnel garde tout de même les vestiges de longues constructions culturelles des peuples qui se sont succédé sur les sols de cette vallée. Il est intimement lié aux croyances et les normes écologiques d'une cohabitation harmonieuse codifiées par des interdits coutumiers. Il est la preuve d'une longue tradition africaine de conservation de la biodiversité, de la mémoire et des identités locales. Pour mieux l'appréhender, il est nécessaire d'adopter une démarche transdisciplinaire qui prendrait en compte la perception contextuelle à travers la linguistique, histoire, l'anthropologie, la toponymie, l'onomastique, l'ethnologie, l'archéologie. Cependant, la menace d'une rapide et brutale disparition du paysage rural de la vallée du Logone se trouve principalement dans l'industrialisation galopante et le prétexte de la modernisation qui ne prend pas en compte les identités locales. Le projet de la SEMRY ; agriculture moderne et celui de la digue route en sont une parfaite illustration des grandes enjambées de cette irréversible perte de valeurs patrimoniales séculaires. En outre, l'avancée incontrôlée de la ville menace lourdement cet équilibre. Témoin de cette relation fructueuse, le paysage de la vallée du Logone est un terreau fertile à la patrimonialisation endogène, car il est la preuve singulière d'une parfaite insertion, d'une exploitation réussie et d'une conception originale de l'histoire de l'humanité. Il est plus qu'urgent de penser à une archéologie du paysage qui implique dans sa démarche la sauvegarde des paysage visibles, invisibles et de la mémoire. Ainsi, c'est le lieu de proposer des mécanismes systémiques qui dans un premier ressort, consisteront à proposer des curricula de formation de haut niveau universitaire, puis vers une professionnalisation du secteur par l'entremise des cabinets d'expertises et/ou, des centres spécialisés d'archéologie préventive et de la prise de conscience globale sur la nécessité d'atténuer un génocide éco-culturel.



Références bibliographiques

- Alain Testart, *Avant l'histoire : l'évolution des sociétés de Lascaux à Carnae*, Paris, NRF, Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines, 2002a
- Alexandra Chavarria, Andrew Reynold (eds), *Detecting and understanding historic Landscapes*, 2015
- Arjun Appadurai, *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, coll. « Petite Bibliothèque Payot », 2015, 336 p., Traducteur : Françoise Bouillot; Préfacier : Marc Abélès ; Nouvelle édition
- Bernard Alain, « Impact de la riziculture et d'une opération de mise en place d'organisations paysannes sur la société masa du Nord-Cameroun », Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Tours, 1989
- Bernard Lassus, *The Landscape Approach 1947-1981. Essai traduit par Michel Zéraffa*. Orléans: Éditions HYX, 2014
- Cardoso de Matos Ana, (dirs) Fontana Giovanni Luigi; Garçon, Anne-Françoise et al *L'ingénieur et le patrimoine : Savoirs techniques, aménagement du territoire et mutation du paysage*, UTBM, 2016.
- Chevallier Raymond. « Le paysage palimpseste de l'histoire : pour une archéologie du paysage ». In: *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 12, 1976. pp. 503-510.
- Hélène Roche, in Guilaine Jean (dir), « La préhistoire d'un continent », Paris, Hachette, 1989, p 43-45.
- Holl A. F. C. (2004), *Holocene Saharans : An Anthropological Perspective*, Londres et New York, Continuum Publishers.
- Humboldt, *Cosmos : Essai d'une description physique du Monde*, Paris Utz, Vol 2, 2000.
- Lebeuf Jean Paul , « Populations anciennes du sud du lac Tchad » in Essomba Joseph-Marie (éd.), *l'Archéologie au Cameroun*, Khartala, Paris, 1992, p. 91-99.
- Nizésété Bienvenu Denis, *Apport de l'Archéologie à l'histoire du Cameroun. Le sol pour mémoire*, Paris, Harmattan, 2013.
- Thierno Bah Mouctar , *Architecture militaire traditionnelle et poliorcétique dans le Soudan occidental du XVIIe à la fin du XIXe siècle*. Ed Clé, 2004.



4 Les céramiques des sites Sao du Logone et Chari (Nord Cameroun) : Acteurs, Enjeux et Méthodes

Emmanuel Baba Tinting²⁹

(Université de Ngaoundéré)

✉ batintingemmanuel@gmail.com

Résumé

La civilisation préhistorique du Nord Cameroun montre l'usage et la maîtrise de la céramique par les ancêtres Sao. Ils ont utilisé leur ingéniosité pour bâtir l'une des plus vieilles sociétés de l'Afrique sub-saharienne. Cette étude est un essai : archéologique, historique et patrimonial qui permet de retracer le passé des peuples abords du Lac-Tchad en général et celui du Logone et Chari en particulier. Les recherches sur cette aire géographique ont commencé avant les indépendances par Jean Paul Lebeuf. Lors des différentes missions, il a présenté les legs de ces hommes. Il a mis à jour des urnes funéraires et de conservation, des lithiques, des métaux et des matériels laissés par ceux. Pour mieux comprendre celle-ci, les études se sont multipliées afin de donner une analyse globale de la question de recherche.

Mots clés : *Archéologie, céramique, sao, acteurs, enjeux et méthodes.*

²⁹ Baba tinting Emmanuel est un chercheur en archéologie et patrimoine à l'école doctorale de société et économie à l'université de Ngaoundere. Il aborde dans cette contribution, une thématique portant sur "La céramique des sites Sao dans le département du Logone et Chari au Cameroun : acteurs, enjeux et méthodes ". Il est coauteur de l'ouvrage : archéologie au Cameroun en 2020. Il est auteur de l'article : les menaces des sites archéologiques du Logone et Chari : le cas de Logone-Birni, 2017.



Abstract

The prehistoric civilization of North Cameroon shows the use and mastery of ceramics by the Sao ancestors. They used their ingenuity to build one of the oldest societies in sub-Saharan Africa. This study is an essay: archeological, historical and patrimonial which makes it possible to retrace the past of the peoples of the surroundings of lake-Chad in general and that of Logone and Chari in particular. Research on this geographical area began before independence by Jean Paul Lebeuf. During the various missions, he presented the legacies of these men. He uncovered funerary and conservation urns, lithics, metals and materials left by them. To better understand this, studies have multiplied to provide a global analysis of the research question.

Key words : *archeology, ceramics, Sao, actors, issues and methods.*



Introduction

Le débat sur la civilisation Sao a suscité des multiples interrogations sur leur existence. Un groupe de chercheur s'est constitué : d'un côté les pessimistes qui pensent qu'aucune civilisation n'a perduré dans cette espace géographique et l'autre côté les optimistes qui pensent que les Sao ont véritablement existé. Le premier groupe base son argumentaire à partir des données orales et écrites. Pour eux, les témoignages sur la vie de ces hommes du passé ne répondent à aucune logique. Pour le second groupe fonde ses argumentaires sur les sources archéologiques et la transmission de bouche à oreille. Partant de ces approches, les interrogations sur l'historiographie des peuples des abords du Lac-Tchad et surtout ceux de l'Extrême-Nord Cameroun attirent l'attention. Les premiers témoins trouvés sur le terrain commencé avant dans les années 1940 jusqu'à dans les années 1980. Les résultats de terrain a permis de mettre à jour le lithique, le métallique, les débris organiques et les tessons de céramiques. Ces fragments des jarres sont de plus en plus visibles sur les différents sites. Les sondages et les fouilles ont permis d'investiguer en profondeur puis confirmer les données existantes dans le sous-sol. Une fois rassuré de la trace des êtres humains, une analyse des matériels est faite pour confronter les différentes sources sur la thématique. Cet article se propose de donner une analyse générale de la question Sao. Il permet d'une part de présenter les outils de recherches et la méthodologie appliquée et d'autre part, structurée autour de trois axes : d'abord de donner les méthodes de recherches sur le terrain, ensuite les acteurs qui ont influencé le passé de cette partie et enfin les intérêts cachés liés à la connaissance des anciens peuples de cette partie du pays.

1. Matériel et méthodologie de recherches

1.1 Matériels du terrain

La réalisation de cette communication respecte un principe de la discipline archéologique. Il est question de montrer d'une part, le matériel utilisé sur le terrain pour mener cette et d'autre part, la méthode utilisée sur le terrain.

Sans tenir compte de leur exhaustivité, de présenter quelques-uns qui ont aidé à reproduire ce travail. Dans cette partie, certains tels que des chaussures, de casque et des gants que doit arborer nécessairement tout chercheur moins encore l'archéologue. Cependant d'autres matériels qu'il doit obligatoirement disposer pour ces recherches. Ces matériels sont multiples et peuvent être constitués des stylos à bille, des cahiers, de l'appareil photo, du Global Program System (GPS), des mètres, des grattoirs, des pinces, des pelles, d'une pioche et des gilets. Alors, il est question de donner chaque matériel avec son apport pour la discipline.

1.1.1. L'appareil photo

Cet outil permet de montrer les vestiges qu'un site peut en avoir. Pour certains auteurs tels que Dion D et Ladwein R (2005, p.2) pensent que la photographie est au centre de recherche plus précisément dans les sciences humaines. Alors, ce matériel permet de photographier les vestiges pour plus d'investigation. Un site archéologique non photographier ne donne pas de valeur au terrain. Il reste déconnecter de son contenu. Donc ce matériel a servi à plus d'un titre. Cet appareil nous a permis de faire bonne photographie des vestiges et souvent nous avons enregistré des vidéos pour appuyer les informations. Les différentes vidéos et les images sont sauvegardées dans les bases des données de recherche. L'image permet de faire le distinguo entre tel ou tel site.

1.1.2 Le GPS

Il est un outil qui aide l'archéologue en lui permettant de prendre les coordonnées des sites explorés. De ce fait, partout sur les sites cet appareil de mesure a permis de situer les zones. Les coordonnées ont été prises afin de laisser des indications aux chercheurs qui s'intéresseraient dans l'avenir au même terrain. Ceci pourrait montrer davantage la démarche, la clarté de la recherche afin de limiter les doutes par rapport à la fiabilité des données recueillies sur le terrain. A. Livingstone Smith (2017, p.81), pense que « la localisation peut être enregistrée au moyen soit d'un récepteur GPS, soit d'une carte et de relevés au compas. [...] ». Cet appareil a permis d'identifier les coordonnées géographiques des sites de l'arrondissement de Logone-Birni, de Kousseri et de Goulfey.



1.1.3 Le mètre

d'après Bordas (1970, p.2225), « c'est une unité de base du système métrique décimal, servant à la mesure des longueurs ». C'est un matériel qui permet de mesurer d'une part les espaces à sonder et d'autre part, à déterminer la dimension d'un vestige découvert sur le site. Ainsi, cet instrument de calcul partout où il ya eu une investigation des sites. Dans ce sens, plusieurs types de mètres étaient utilisés notamment le mètre ruban de couturière, le mètre ruban à enroulage manuel, mètre ruban avec boîtier à enroulage automatique, mètre plat.

1.1.4 Le grattoir

Selon Bordas (1970, p.1564), « est un instrument pour gratter. C'est un canif à lame ovale large destinée à effacer l'écriture en grattant [...] ». Les grattoirs sont des appareils qui aident les archéologues en leur permettant de décapiter le sol pour découvrir les vestiges. Il est important parce qu'il était très capital pour toutes les fois qu'il ya eut une prospection et un sondage. Pour ce fait, il ya eu l'utilisation plusieurs types de grattoirs tels que le grattoir à bout triangulaire (chien dent), le grattoir à bout plat (le couteau) et la truelle simple. Tous ces matériels ont joué un rôle important dans la réalisation de ce travail.

1.1.5 Le pinceau

Il permet de traiter les vestiges avec une certaine délicatesse afin de garder leurs dispositions. En effet, si un vestige n'est pas traité avec délicatesse, il peut faucher les données. Lors des travaux, les archéologues utilisent dont les pinceaux pour plus de précautions et de vigilance sur les artefacts.

1.1.6. La pioche

L'approche faite par Bordas (1970, p.2727), défini la pioche comme « c'est un outil à manche de bois portant un fer pointu d'un bout et large de l'autre, et qui sert à creuser, défoncer, remuer la pioche permet à l'archéologue de remuer la terre ». Elle est utile sur les sites, quand la terre est dure ce matériel permet de décapiter avec le grattoir. La pioche vient donner une ouverture au sondage. Cet appareil est un outil que les archéologues ne se séparent jamais. Il vient remplacer les grands engins lors des grands travaux de fouille. Pour une fouille archéologique à vocation de produire un travail de terrain, elle consiste à utiliser ce genre de matériel.

1.1.7. La pelle

D'après Bordas (1970, p.2650), la pelle est un « instrument formé d'une manche plus ou moins longue à laquelle est fixée une palette de métal plane ou incurvée, servant à manier de la terre, du sable, du charbon, etc ». Une fois creusés le sol, les archéologues utilisent la pelle pour enlever la couverture de la terre. Elle permet de déplacer les terres creusées afin de fouiller en profondeur. Dans cette recherche, elle était de deux types il s'agit de la pelle à main et la pelle à bêche. La pelle à main permet de ramasser les terres avec une certaine délicatesse à côté d'un vestige alors que la pelle à manche permet de ramasser les terres en quantité pour libérer le carré de fouille. Pendant cette phase, l'utilisation des piquets et de la ficelle est nécessaire.

1.1.8 Les piquets et la ficelle

Ce sont des éléments de base pour délimiter l'endroit à fouiller. Le piquet est appréhendé par Bordas (1970, p.2728), que « c'est un petit pieu qu'on fiche en terre. Piquer c'est entamer légèrement, percer avec une pointe ». Une fois délimiter le site, il faut placer ces piquets et la ficelle pour limiter la pénétration dans l'espace à fouiller. Les piquets sont placés dans les angles des carrés et encerclés par les fils. Ainsi, ces outils servent de procéder avec certitude lors des fouilles.

1.1.9 Les gilets :

Ce sont des outils qui prouvent qu'il y a une activité à mener dans telle ou telle localité. L'utilisation de ces matériels servent indiquer davantage à la population qu'il y a une recherche à entreprendre sur le site délimité. De ce fait, toute l'équipe était munie des gilets. Ce matériel vient encore donner de la valeur au cheminement sur le terrain de recherche. Le gilet en lui-même ne symbolise rien mais il devient important quand on lui accorde de la valeur lorsqu'il y a une intervention sur le terrain. D'après le dictionnaire « c'est un vêtement court et sans manches porté sur la chemise et sous le veston. C'est un sous vêtement de laine, flanelle ou coton, avec ou sans manches, se portant sur la peau. » Bordas (1970, p.1508).



1.2. Méthodologie de recherches


La méthodologie sur le terrain tient compte de la démarche scientifique de l'archéologie. Elle se résume sur la prospection, le sondage, la fouille, analyse et interprétation.

1.2.1 la prospection

Le contexte de la recherche dans le Logone et Chari, a permis de pratiquer un type de prospection. Il s'agit de celle communément appelée en archéologie pedestre. Elle se fait une fois lorsqu'on est en contact avec le site. Celle-ci se fait lorsqu'on est en présence du terrain. Dans le Logone et Chari, ce type de prospection s'est fait sur 16 sites répartis dans trois arrondissements (Logone-Birni, Kousseri et Goulfey). Les différents sites ont renseigné sur la civilisation sao et celle de leurs descendants. Sur le terrain, plusieurs techniques sont utilisées pour renseigner les sites. Quelques-unes de cette démarche consiste à procéder à un enregistrement des données des enquêtes et des vestiges en place à travers des prises des notes et la photographie. Cette phase demeure aussi déterminante pour une analyse complète des données de recherche. Dans ce sens, J. Paul pense que si un site découvert qui n'a pas subi aucun dispositif d'enregistrement est un gaspillage (2017, p79). En fait cette étape de recherche est considérée comme l'identité de chaque type d'échantillon. Il faut, une clarté dans la collecte des informations en donnant des indications pour une vérification quelconque. L'enregistrement entre dans la description de la zone d'étude. Pour matérialiser le potentiel de ces anciennes habitations, des photos et des vidéos. Décrire un site fait partir des tâches des archéologues sur le terrain. La description du site, permet de faire parler les sites à travers les données recueillies. Cette phase est considérée comme la fiche d'identité d'un patrimoine. Dans son explication, Alfred Jean Marie Ndanga (2017, p56) rapporte que :

La découverte d'un artefact solitaire ou de pièces en stratigraphie affleurante permet l'ouverture d'une fiche de prospection. Cette fiche documentée recueille des informations en rapport avec le nom du site, les coordonnées GPS, la photographie numérique, les mensurations (dans le cas de structures), la désignation des artefacts et aussi la première classification typologique. L'estimation de la superficie apparente du site se fait après une prospection plus intense dans la zone de la découverte et une bonne lecture du sol...

La démarche archéologique sur le terrain consiste également à présenter le site découvert. Dans le cas d'espèce, il s'agit de donner une identité à chaque site prospecté



des peuples de cette partie du Cameroun. Cette dernière regroupe la collecte des informations matérielles et immatérielles, sa position géographique, sa photographie, sa superficie, l'état du site et bien d'autres.

1.2.2 le sondage

Le sondage est une ouverture réduite d'un site archéologique pour connaître la potentialité de chaque terrain. Il permet de tester les différents vestiges que possède un terrain d'étude. Cette démarche archéologique a été respectée sur le terrain du Logone et Chari. Dans cette partie, il est question d'étudier d'une part les méthodes du sondage appliquées sur les sites et d'autre part, les résultats des différents sondages. La démarche archéologique sur le site archéologique du Logone et Chari permet d'identifier trois méthodes de sondage. Il s'agit d'abord de celle aléatoire ensuite par itinéraire et enfin par quotas. De même, le sondage aléatoire est appelé également probabiliste ou encore empirique. Ce type de sondage permet de prendre un bon nombre des échantillons lors des incursions sur le terrain. Dans le cadre de l'étude de l'histoire des Sao et leurs descendants, cette étude a permis de diversifier les informations par rapport à certaines controverses. L'exemple le plus frappant à cet effet, est la question de la civilisation et sa disparition. La polémique autour de l'histoire de ces hommes a divisé tant des auteurs que les différents peuples sur le terrain. D'une part, un groupe soutient que les Sao n'ont jamais existé. Pour eux, un peuple ne peut disparaître complètement. Quant aux différents vestiges des sites, ils les assimilent aux nouveaux peuples au temps moins ouvert au moderniste qu'à celui du XX et XXIe siècle. D'autre part, une autre opinion soutient que l'histoire des Sao est réelle à travers le contexte d'existence. Ce groupe pense que ces hommes ont disparu à cause de dégradation des conditions de vie. Pour parvenir à une analyse globale de la situation, il était question de procéder à la véracité des informations à travers des multiples ouvertures du sol pour les sondages et fouilles.

La méthode de sondage itinéraire ou qualitative a fait l'objet d'une observation sur le terrain. Avant de descendre sur un site, un travail des pré-enquêtes pour sélectionner des sites a été fait. Il s'agit des sites qui ont un lien avec l'histoire des Sao. Cette démarche est la plus observée sur le terrain. Elle a permis non seulement d'éviter la distraction mais aussi à la fiabilité des vestiges des ancêtres. Une fois fini avec toutes ces informations, il était question de soumettre les informations à une examination afin de sélectionner des types des sites. Cette sélection a tenu compte de l'authenticité et de la véracité des informations qui rapproche les hommes de leur milieu. Il convient de s'attarder sur les caractéristiques de différenciation. Dans sa thèse Melchisedek Chetima (2015, p.7) ajoute




que l'échantillonnage prend la qualité de l'information donnée. Le sondage fait sur un site tient compte de plusieurs principes notamment la nature du site, la qualité des vestiges en place et l'état de conservation des vestiges. Cette méthode est la plus observée lorsqu'un site présente des témoignages qui prêtent de confusion. Un travail de synthèse est fait pour identifier les données. D'une manière globale, parmi les trois arrondissements d'étude, les nombres de sondage effectué vont au-delà des sites investigués.

1.2.3 les fouilles

La fouille sur les sites archéologiques du Logone et Chari a servi de témoin pour l'analyse des anciennes civilisations. Pour y parvenir, la démarche du travail consiste à tenir compte des prédispositions préliminaires, le choix des sites fouillés, les méthodes appliquées et les résultats mis à jour. Ainsi, la prédisposition de la recherche archéologique tient lieu du respect de la discipline. Elle se rapproche de celle des sciences sociales. Dans une certaine mesure, elle est proche de celle dite rationnelle. Dans ses analyses parlant de la méthode, Depelteau (1998, p.392) pense que la démarche en science humaine n'est pas différente de science rationnelle. Il trouve que les deux sciences suivent chacune un principe qui conduit à l'objectivité des faits. Dans cette partie, il convient de montrer comment la démarche a été procédée pour mener à bon la fouille.

Dans le but de prévenir les obstacles qui peuvent limiter la réalisation de ce travail, une procédure administrative a été respecté. Pour ce fait, il y a eu l'obtention d'une autorisation auprès de l'administration afin de faciliter le travail sur le terrain. La première recommandation a été donnée par notre faculté d'attache (FALSH Université de Ngaoundéré). Cette lettre vise à la fois de reconnaître notre appartenance à l'institution mais surtout l'intérêt que le travail apporte pour la communauté scientifique. Ainsi, une demande a été introduite dans le service de la Préfecture du département de la zone d'étude afin de faciliter le déroulement des travaux. Une fois introduite, l'autorité a donné son accord malgré l'insécurité que traverse la région. Cette demande a été accordée le 21 février 2018. C'est donc cette demande, qui a donné l'accès facile chez les personnes ressources et sur les sites à fouiller. Dans un but de respecter l'autorité des uns et des autres, une présentation est faite partout où il y a nécessité. Une présentation s'est faite chez les Sous-préfets, chez les Sultans, chez les Lawang et les Blâma.

Après avoir mené successivement la prospection et le sondage, il est question de tirer des analyses par rapport à l'état de chaque site avec les différents artefacts. Sur le terrain du Logone et Chari, les recherches ont commencé depuis 1937 avec Jean Paul Lebeuf qui a parlé de la civilisation sao. Une fois confronter les anciennes données et celles



récentes, l'informateur averti est fixé sur la potentialité de chaque site et surtout une partialité de l'organisation ancestrale. Pour parvenir à une incursion du site, quelques raisons permettent de relever par rapport au choix de site de fouille. L'on peut citer principalement l'incertitude des informations issues des différentes sources. Les sites des ancêtres ont souvent des liens avec l'histoire des descendants sur le terrain. Le site investigué semble apporter des réponses contradictoires par rapport aux anciens et aux nouveaux hommes. Il est important de continuer les travaux de sondage en l'approfondissant à travers des fouilles.

1.2.4 Analyse des données

L'une de démarche archéologique sur le terrain, consiste à faire parler les vestiges découverts. Pour y parvenir, il est question de s'intéresser sur l'étude des données mise à jour puis procéder à une explication des différents sens cachés dans la communauté locale. L'analyse complète des vestiges des différents sites du Logone et Chari donne l'idée d'une civilisation bien organisée. Elle permet d'une part de parler des patrimoines naturels notamment des pierres naturelles (roches sédimentaires, roches volcaniques, roches plutoniques et les roches métamorphiques) et les fossiles (empreint des débris des plantes ou des animaux de l'époque antérieure). Ces données font partie des objets patrimoniaux d'une région A. Boucksom (2009, 103-104). Ces types de matériel ont été retrouvés partout sur le terrain. L'arrondissement de Waza a informé sur les outils lithiques qui ont subi plus ou moins de l'influence de la nature. Alors que sur l'ensemble des buttes de la zone d'étude, les fossiles sont les plus en plus remarquables. Il s'agit des vestiges qui n'ont pas été impactés par l'action humaine. Les objets archéologiques sont des vestiges issus du rôle de l'homme dans la société. Ils sont les plus souvent composés des pierres taillées, des céramiques, des perles, des métaux et des ossements humains A Boucksom (2009, 105-107). Ces outils sont des vestiges qui caractérisent le passage de l'homme dans une région. D'une manière générale, les sites du département du Logone et Chari témoignent la diversité de ces données. Pour mieux situer cette situation dans son contexte, les données collectées sur le terrain, permettent de synthétiser le travail en quatre (04) types des matériels des ancêtres et des nouveaux descendants. Ces données sont composées des objets en organique, en mobilier céramique, en artefact lithique et en matériel métallique. Compte de son importance pour la thématique, nous allons nous attarder uniquement sur la céramique.

Dans le Logone et Chari, la civilisation Sao et celle de leurs descendants est représentée par des vestiges en céramique. Les outils utilisés sur les sites sont composés des jarres funéraires, des tessons de céramique, des ustensiles (verre, plateau, marmites, gourdes,



pots et des figurines. Ils sont cuits et éparpillés dans la zone d'étude. Les matériels des ancêtres sont de plus en plus anciens que ceux des nouveaux descendants sur le terrain. Les jarres funéraires issus des sites sont des grandes tailles. L'étude de celles-ci permet de diviser ces patrimoines en trois catégories. Il y a d'abord les vases de grande taille ayant une dimension comprise entre 1,30m à 1,60m de long et d'un diamètre de 70cm à 1m de large. Ensuite, des urnes de taille moyenne mesurant de 90cm à 1,30m de longueur et d'une largeur qui varie entre 40cm à 80cm. Enfin, une typologie des jarres de petite dimension. Cette dernière catégorie dispose d'une taille comprise entre 1cm à 90 cm de longueur et 1 cm à 40 cm de large. Ils sont représentés d'une part comme un outil de fossilisation et d'autre part comme des ustensiles. Les ancêtres et les descendants de ceux-ci ont utilisé ce mobilier comme des matériels usages habituels. L'analyse synchronique permet d'établir les liens qui existent entre les différentes époques de vie. Pour y parvenir, les données du terrain ont permis de comprendre que certes les peuples ont évolué dans deux contextes de chronologie mais ils ont une même histoire. Les nécropoles laissées par les Sao sont remplacées par les cimetières modernes. Au lieu de s'attarder à clôturer toute une ville ou un village, les nouveaux peuples se contentent de s'occuper chacun de sa concession. Pour plus de rapprochement, les nouveaux peuples ont gardé la technique de conservation des biens à travers l'utilisation de la poterie. La céramique des ancêtres n'est pas très différente avec celle des nouveaux descendants dans le Logone et Chari. Ces vestiges sont tous cuits et portant des couleurs similaires telles que le rouge et le noir mais aussi des diverses impressions. D'une manière générale, la couleur la plus utilisée sur les vestiges est le rouge. Alors que les impressions des ancêtres ont des motifs avec plusieurs types de décoration notamment en fibre plate nouée simple et en scoubidou, en fibre pliée, en cannelure imbriquée en relief, en chevron oblique et chevron à la roulette, en roulette incisé à coup de poinçon. Ces différentes techniques font appel aux différentes locales par les peuples de cette zone d'étude. Les jarres des sites archéologiques du Logone et Chari font appel à la technique d'inhumation chez les Sao. Pour mieux comprendre cette partie, il est question de s'intéresser sur son étude en abordant sa distribution sur les différents sites, sa morphologie, son contenu, son état de conservation et ses significations.

1.2.5 Interprétation des jarres funéraires

L'histoire de civilisation présente une technique d'inhumation diverse et varié. La dite pratique funéraire attire l'attention par rapport au sens spirituel qu'elle porte. Les morts sont conservés dans ces artéfacts pour montrer la considération qu'ils avaient pour leurs semblables. En fait, si toutes les religions ont pour commun la croyance à l'existence d'une vie après la mort, chez les ancêtres des peuples du Logone et Chari, ils les matérialisent par toutes les mesures d'accompagnement. Les urnes cuites de couleurs rouges et surtout les colis de ce dernier sont révélateurs à cet égard. Le fait que ces hommes ont tous disparu permet de croire qu'ils seront arrivés dans ce monde invisible longtemps espéré par leurs précurseurs. Les vestiges de la civilisation représentent tout ce qui tourne autour de la société. Ils sont les plus souvent utilisés pour symboliser le sens spirituel de ce qui fait le quotidien de l'homme. Chaque masque a un sens particulier. Par exemple le totem de l'eau, de la chasse, de compagnie, de sacrifice et de jumeaux. Tous ces matériels servent de relais entre le monde naturel et le surnaturel. Dans la suite logique de ce travail, il est question de s'attarder sur les constructions de la région qui jouent de rôle important dans le patrimoine local.

2. Résultats et discussion

2.1. Acteurs de l'histoire de céramique

Les acteurs de l'histoire de la céramique au Cameroun, correspond à celle des Sao à l'Extrême-Nord. Ces peuples ont matérialisé leur existence à travers les legs qu'ils ont laissés dans les abords du Lac-Tchad. L'origine de ces hommes suscite tant d'hypothèses. Alors, nous dirons avec G. Bachelard (1986, p.16), que « l'homme scientifique désire sans doute savoir, mais c'est aussitôt pour mieux interroger ». Ainsi, plusieurs auteurs ont évoqué ce vocable Sao dans leurs travaux : H. Tourneux (2006, p.29-36), aborde l'origine des Sao ainsi que l'étymologie de leur nom. Dans cet article, l'auteur précise l'origine de ces peuples ainsi que leurs descendants. Il ajoute que les Kotoko sont les descendants les plus proches des Sao. C'est une réalité qui est constatée sur le terrain parce que les Kotoko sont toujours sur les sites des Sao. En outre, E. Mveng, (1983, p.41-45 ; p.94-98), quand à lui dresse dans sa revue l'histoire du Cameroun en commençant par les longues périodes. Ces périodes vont de la préhistoire jusqu'au 20^{ème} siècle. Parlant des anciens peuples, il situe les Sao du Cameroun entre 500-1500 de notre ère. Allant toujours dans le but de reconstruire l'histoire du Cameroun, il aborde les Kotoko et particulièrement ceux de Logone-Birni comme descendants de ces ancêtres. Plus loin encore, parlant de leur description, H. Tourneux, (2006, p.29), pense que :



[...] Les Sao étaient si hauts de taille que leurs bois d'arc étaient faits de palmiers entiers, que leurs gobelets, grands comme des jarres funéraires, pouvaient contenir deux hommes assis. Ils pêchaient sans filet en barrant de leurs mains les rivières. Ils prenaient à la main les hippopotames et les dévoraient comme des poulets. Ils annonçaient en criant d'une cité à l'autre leur tour de pêche et leur voix roulait jusqu'au Tchad comme un tonnerre, faisant fuir tous les oiseaux des arbres. Leurs ongles étaient si épais qu'ils ont résisté à la pourriture et qu'on en déterrerait aujourd'hui dans les buttes [...]. Dans leur chevelure, on trouvait des nids de rapaces.

Dans son ouvrage, A. Marliac, (1973, p1-18), fait le bilan de plusieurs recherches effectuées au Cameroun. Il montre les pistes aux nouveaux chercheurs afin de retrouver les indices mais également de reconstituer l'histoire de celle-ci. Pour cet auteur, si le site a perdu ses valeurs ou les objets sont disparus, il est classé dans les différentes périodes du paléolithique. L'apport de cet ouvrage par rapport à cette thématique nous a permis d'avoir une idée sur les différents sites de recherches en archéologie dans cette partie du pays alors pour lui les Sao seraient existés entre le paléolithique et le néolithique. Mieux encore, J. M. Essomba, (1992, p9-34), aborde l'histoire culturelle et surtout les brillantes civilisations anciennes de la partie septentrionale du Cameroun longtemps mal connue du monde scientifique. L'auteur dans son ouvrage, montre que c'est à partir des recherches archéologiques entreprises dans cette partie que beaucoup des chercheurs venus d'ailleurs et du Cameroun ont confirmé la présence des Sao et bien d'autres peuples encore. Pendant plusieurs jours, les résultats de la recherche ont confirmé que le Cameroun reste une des voies fondamentales permettant la reconstitution du passé lointain des peuples de l'Afrique centrale. Pour lui, l'archéologie vient peu à peu résoudre le problème des inquiétudes par rapport à l'histoire de ses hommes. Nous comprenons donc la place des Sao par rapport à l'histoire antique des abords du Lac-Tchad. Pour B. D. Nizésété et D. Zeitlyn, (2008, p42), dans leur article ainsi que la contribution de L. Iseult-Paradis, (1979, p.5-33), la compréhension de l'histoire, à travers ses sources écrites et orales ne permet pas la connaissance d'une civilisation avec exactitude. L'archéologie est cette science capable de retracer l'histoire de l'Afrique. D'après ces auteurs, l'histoire seule est limitée pour étudier les événements passés. Car elle s'intéresse beaucoup plus sur les derniers millénaires tandis que l'archéologie va au-delà de cette ère. Le choix de ce document c'est que l'archéologie nous a permis de tracer davantage les anciennes périodes à travers les objets sur le terrain.

Nonobstant, malgré les approches archéologiques abordées par les différents auteurs ci-dessus sur ces peuples, une autre contradiction est faite. Dans le cadre des rapports des activités dans le Logone et Chari, Plan International, (2017, p.15), apporte une approche étymologique par rapport à ce vocable nom Sao. Pour le compte de ce rapport, il en ressort de l'étymologie que :

Le nom de « Sao » ne serait donc pas la désignation d'un groupe ethnique particulier. En effet, il est difficile de raccorder de façon cohérente tous les récits historico-mythiques qui citent les « Sao » comme ancêtres de populations contemporaines. En revanche, si l'on prend le terme comme une métonymie désignant un mode d'habitat en cités fortifiées, originellement protégées par des défenses végétales en épineux¹³, on a plus de chances d'approcher de la vérité historique. Ainsi, les [Suwa] (/ soewa /) que plusieurs peuples des monts Mandara¹⁴ citent parmi leurs composantes claniques, les identifiant complaisamment aux Arabes Shuwa, seraient en fait issus des groupes « Sao-Tatala » refoulés de leur habitat lors des attaques du sultan Idris Alawma au XVI^e siècle. Pour finir, on suggérera que le « kotoko » sahwoe est probablement apparenté à l'arabe šawk, les deux mots provenant sans doute d'une racine afro-asiatique.

Pour eux donc, les Sao auraient une origine asiatique et les nouveaux descendants seraient les peuples descendants. Nous comprenons dans cette démarche que les Sao auraient des descendants qui sont entre autres les Kotoko et les Arabe ChoaA. Marlic, (1978, p368-374). Alors que beaucoup des chercheurs pensent que les Kotoko, les Mousgoum, les MassaF.Dumas, Champion, (1983,p.22-23), et les Kanuri(Haoussa) seraient les peuples les plus proches des Sao O. Langlois, (2000, p.40-48).

2.2. Les enjeux actuels liés à la promotion des sites Sao

Les enjeux de la connaissance de l'histoire des Sao c'est la brillante civilisation en terre cuite. Ils ont dû représenter leur vie en société sur les buttes qu'ils ont montés. Ces peuples qui autrefois vivaient de la chasse, la pêche et de la cueillette, ont matérialisé leur passé en laissant des poteries qui ont plusieurs rôles. Lors des descentes sur le terrain et pendant des fouilles et des sondages, nous avons découvert deux usages de la céramique des sites Sao. Il s'agit du rôle d'inhumation mais aussi celui de conservation des biens.



2.2.1. Inhumation des Sao

La civilisation des Sao étant considérée comme celle de la terre cuite. Tous les vestiges que nous avons découverts dans les urnes étaient en terre cuite. Force est de constater que leur culture est orientée vers l'inhumation dans les urnes. Ainsi donc, les Sao dans leur civilisation enterrent les morts dans les urnes funéraires.

Pour E. Baba Tinting(2016, p.102), ces peuples ont décidé d'utiliser les jarres, c'est parce qu'ils symbolisent à la fois la victoire de la vie sur la mort et un signe de solidarité. Pour eux, le fait d'enterrer les morts dans les urnes et surtout dans une urne de couleur rouge, signifierait lui donner du sang pour revivre dans le monde invisible. Ainsi, ils se disent que lorsqu'une personne meurt, son sang s'arrête de circuler. Il faut lui mettre quand une urne funéraire de couleur rouge. Cette couleur joue le rôle du sang qui continuerait encore à circuler dans le monde de l'au-delà. Il convient alors de relever que l'idée de l'existence d'une vie après la mort s'était chez les Sao. Ce qui justifierait l'ancienneté des religions africaines. Le mort est enterré sous forme accroupie ou allongée. Pour ce fait, les urnes sont disposées de façon super positionnelle pour ensevelir le cadre. Alors, nous comprenons que le mort était bien traité. Donc, nous comprenons que les urnes des Sao sont fabriquées pour accompagner le mort dans sa dernière demeure. L'image ci-dessous montre une technique de l'enterrement chez les Sao.

Photo1 : technique d'enterrement chez les Sao à Houlouf



©BABA TINTING Emmanuel, juin 2019



L'image ci-dessus, présente la civilisation ancestrale des Sao. Il s'agit des vestiges découverts lors d'une campagne de fouille. Les résultats de cette recherche ont donné des urnes funéraires et de conservation. Cette butte est un exemple parmi tant des sites. Les vestiges sont de plus en plus exposés par les acteurs naturels et anthropiques au milieu.

2.2.2. Conservation et valorisation des vestiges

Dans l'organisation antique des peuples du Logone et Chari, une technique de conservation des biens est faite. A côté du défunt, se trouvent des colis pouvant accompagner le mort. Les vestiges sont mis dans une urne à part, soit à l'intérieur de celle du défunt soit à côté de celle-ci. En plus des biens qui accompagnent le mort, nous pouvons aussi ajouter les différents usages des céramiques des Sao. Il y a des urnes qui servent des ustensiles, de conservation des biens précieux. Alors, nous comprenons que les Sao ont utilisé les urnes soit pour garder leurs richesses soit pour des utilisations courantes.

Lors d'une étude guidée par Pr Nizésété en collaboration avec l'équipe de Cameroon Radiotélévision (C.R.T.V) pour une émission en perspective, les vestiges découverts ont été au musée Sao-Kotoko de Kousseri. Les vestiges exhumés viennent renforcer les fouilles entrepris par Jean Paul Lebeuf (1941, p189-235). Les Sao auraient utilisé les céramiques d'une part pour les usuelles quotidiennes et d'autre part pour accompagner leurs morts dans l'au-delà.

2.2.3 : la promotion des activités touristiques

La mise en valeur des patrimoines est une voie que l'on fraye pour le développement. Pour parvenir aux objectifs assignés, la promotion du tourisme prend en compte plusieurs acteurs. Mahamat Abba Ousman (2014 ; p87-90) dans son article, propose trois acteurs pour la reconfiguration de la politique culturelle. Il suggère l'implication de la collectivité locale, le pouvoir public et les investisseurs nationaux et internationaux. La collectivité locale est un moyen par excellence pour le développement. Mahamat Abba Ousman (2017 ; p446-453) souligne que seule la valorisation des acquis artisanaux, permet de donner une retouche particulière aux biens culturels. Etant donné qu'il n'y a pas de main d'œuvre locale, l'implication d'une collectivité décentralisée sert à former des personnes qualifiées pour revivre les patrimoines à travers les valeurs de la localité. Le rôle du pouvoir public consiste à mettre à la disponibilité des collectivités culturelles des accompagnements. En plus de formation des acteurs pour la valorisation des biens patrimoniaux, il faut également des accompagnements. L'implication des investisseurs nationaux et internationaux est un enjeu capital pour le développement. Plusieurs organismes travaillent pour la promotion, la sauvegarde et valorisation des patrimoines.



2.2.4. Méthode de fabrication

La méthode utilisée par les Sao pour fabriquer les poteries ne seraient pas très loin de celle utilisée par les nouveaux descendants. Les nouveaux descendants utilisent la terre, les pissés, les excréments des animaux, les os des animaux. D'après les études menées dans le cadre de réalisation de ce travail, les nouveaux peuples disent qu'ils auraient hérité la technique de fabrication de ces poteries chez les ancêtres. Il convient dans cette partie de faire une étude analytique allant des vestiges utiles, de la technique de fabrication des urnes jusqu'aux différentes couleurs à cet égard. Ainsi, parler de la technique de la fabrication de céramique des sites Sao du Logone et Chari, nous amène à décrire les urnes. Cette description tient lieu des éléments de composition de ces céramiques. Alors, nous disons à cet effet que compte tenu de la disparition de ces ancêtres, nous nous sommes servis des analyses et interprétations que nous avons faites sur le terrain ainsi que de l'apport des nouveaux descendants des Sao sur le terrain.

Nous avons étudié les éléments de fabrication de ces vestiges. Alors, cette étude se rapproche de celle faite par certains descendants de ces derniers, qui pensent que les Sao auraient utilisé la terre, les os et les excréments d'animaux pour fabriquer les céramiques. Ces peuples sont allés des constats qu'ils ont faits sur les tessons de céramique. Compte tenu de leur (céramique) solidification, souvent les nouvelles potières utilisent les tessons des Sao pour mélanger avec le reste de terre afin d'obtenir des vestiges assez bons. La technique de la fabrication des vestiges des Sao serait celle à terre odomb Mahamat Abba Ousman, (2012, p1.52), elle pourrait être l'un des éléments de base pour la fabrication des poteries.

En plus de l'analyse faite par les nouveaux descendants sur le terrain, nous avons mené une étude description des éléments de composition de céramique. En outre, les résultats de recherches tendent vers l'approche faite par les peuples descendants des Sao. La différence que nous avons fait, c'est au niveau de l'absence des débris d'animaux. Nous n'avons pas découvert ces débris de façon claire. Nous pensons que ces débris seraient mélangés avec la terre et ne pouvaient pas être découverts. Car, les nouveaux descendants sur le terrain font usage des débris d'animaux pour fabriquer des nouveaux vestiges. Cette technique serait en aval de celle utilisée par les ancêtres.

Conclusion

L'analyse de la thématique nous a permis de présenter d'une manière générale le rôle de la céramique dans l'histoire des peuples des abords du Lac Tchad en général et celui du Logone et Chari au Nord Cameroun. Tout compte fait, cette présentation nous a permis d'aborder certaines inquiétudes sur la question Sao. Les données renseignées ont donné une analyse de la place de la céramique. Non seulement qu'elle serve de premier témoignage sur le terrain lors de prospection mais la preuve de l'effectivité d'une civilisation ancestrale. Pour conduire à bon port cette recherche, une liste des matériels ont été utilisés lors des différentes interventions sur le terrain. A cet effet, ce travail a respecté le canevas de la discipline qui consiste à la prospection, sondage, fouille, analyse et interprétation des données recueillies. Ainsi, Les acteurs de l'histoire de la céramique dans le Logone et Chari évoque les hommes qui ont impacté leur passé. Il s'agit des Sao. Les différents matériels découverts dans les urnes funéraires démontrent l'organisation d'une société. Ils ont fabriqué des héritages sur le terrain. La mise en valeur de ces biens sera un canal de développement de la région. Non seulement que les céramiques sont fabriquées pour usages habituelles mais aussi comme une machine de conserve. Sa valorisation met en scène trois acteurs : les collectivités locales, le pouvoir public et les organisations. La céramique de ces hommes étant placé sur les buttes archéologiques, il est nécessaire de bâtir ces richesses avec l'implication de toutes les parties prenantes. Tel que les ancêtres ont utilisé les matériels locaux pour promouvoir leur civilisation, il est impératif de reprendre les mêmes matériels pour garder son authenticité.



Références bibliographiques

- Baba Tinting Emmanuel, 2020, regard sur les sites archéologiques en perdition dans le Logone et Chari à l'Extrême-Nord Cameroun, Edition de Midi, Cameroun.
- Baba Tinting Emmanuel, 2017, Les menaces sur les sites archéologiques du Logone et Chari : le cas de Logone-Birni a l'Extrême - Nord du Cameroun. JSTM ;
- Bachelard G, 1986, la formation de l'esprit scientifique, Vrin ;
- Collin R., 1941, message social du savant. A. Michel ;
- Dion, Delphine et Ladwein, Richard, 2005, « La photographie comme matériel de recherche », Journées de Recherche en Marketing de Bourgogne ;
- Marliac Alain, 1973, l'état des connaissances sur le paléolithique et le néolithique du Cameroun, paris, CNRS ;
- Marlic Alain, 1978, industrie de la haute terrasse de Mayo-Loutti : note préliminaire sur l site de Morkovond au Cameroun septentrional, Paris, ORSTOM ;
- Mveng Engelbert, 1983, Histoire du Cameroun, Yaoundé, C.E.P.E.R. ;
- Dumas F, Champion, 1983, les Massa du Tchad, Cambridge University CNPS, London ;
- Tourneux Henry, 2006, le nom des Sao : approche étymologie, Paris, CNRS ;
- Tourneux Henry, 2006, Le nom des Sao : approche étymologique, Bulletin Méga Tchad, CNRS ;
- Boucksom, A, 2009, arts « touristiques » en Afrique et consommateurs Occidentaux le cas de l'artisanat d'art au Niger, thèse de doctorat, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne.
- Essomba Joseph Marie, 1992, archéologie au Cameroun, Paris, Karthala ;
- Iseult-Paradis L, 1979, « L'archéologie, pourquoi, comment ? » in J, M, Tremblam, (ed.), perspectives anthropologiques, un collectif d'anthropologues Québécois, Montréal, Renouveau Pédagogique ; Langlois Olivier, 2000, Afrique archéologie et arts, Paris I, CNRS ;
- Lebeuf J.-P., Nouvelles africanistes, Journal de la Société des Africanistes. 1941, tome 11 ;
- Mahamat Abba Ousman, 2013, le patrimoine culturel Kotoko au XXesiècle : source de l'histoire, produit économique et instrument idéologique, thèse doctorat, FALSH Université de Ngaoundéré ;

- 
- Mahamat Abba Ousman, 2014, le complexe culturel de Goulfey : un exemple des ressources touristiques en pays Kotoko, revue des hautes terres ;
 - Mahamat Abba Ousman, 2017, les industries culturelles à l'ère de la décentralisation dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun : défis et enjeux, African Humanities, volume II et III.
 - Nizésété Bienvenu Denis et D. Zeitlyn, 2008, sites d'occupation ancienne à Somié, un village Mambila du Cameroun : étude archéologique, université de Ngaoundéré, Vol. X ISSN ;
 - Ndanga Alfred Jean-Paul, 2017, la prospection archéologique en contexte urbain africain : le cas de Bangui en république centrafricaine, Manuel de terrain en Archéologie africaine, Musée Royal d'Afrique Centrale p56.
 - Livingstone Smith, A., 2017, « Manuel de terrain en Archéologie africaine, Musée royal de l'Afrique centrale Tervuren », ISBN : 978-9-4922-4428-4.



5 Impacts de la dégradation des ensembles funéraires : cas des sites de Dolu Koptu et Dolu Tibinta dans le village de Ngoutchoumi dans la région du Nord Cameroun

OLIVIER HAMANA SOUMAI³⁰

(Université de Ngaoundéré/Cameroun)

✉ soumaihamana@gmail.com

Résumé

Au Cameroun les différents vestiges auxquels s'interrogent les archéologues n'ont pas connu le même intérêt d'étude archéologique. Si l'attention de la recherche et les publications se sont faites de plus en plus dans la connaissance du mobilier céramique, de l'outil lithique, du matériel métallique et parfois dans l'étude des sites d'occupations anciennes avec accent sur leur mise en valeur et protection des menaces ; tel n'est pas le cas pour le domaine de l'archéologie de la mort et de son objet d'étude qu'est la sépulture. Pourtant la mort est une réalité biologique incontournable qui pose à peu près le même problème à toutes les sociétés humaines : Que faire du corps quand il n'y a plus de vie ? Les réponses varient énormément d'une société à l'autre et selon les périodes considérées, traduisant ainsi les multiples facettes de réalités sociologiques. Ce sont les mêmes réponses face à la réalité de la mort que l'on observe dans les villages Fali de la région du Nord Cameroun, qui se traduisent par des traditions d'inhumations aux aires funéraires spécialisées en jarres-cercueils. Leur étude est une des éventualités laissant des témoins matériels à la portée de l'analyse archéologique afin de connaître les traditions funéraires et de construire les identités socio-anthropologiques. Mais en l'absence des actions concrètes de protection, ces ensembles funéraires sont exposés aux processus naturels et anthropiques, lesquels menacent leur intégrité. Quels sont les facteurs de dégradation en présence ? Quel impact cette dégradation influe sur la connaissance des traditions funéraires et sur la détermination des identités des sujets inhumés ? Quelles sont les actions à entreprendre pour réduire les menaces sur ces patrimoines funéraires ? C'est à partir de l'exploitation des sources écrites antérieures, d'un diagnostic exhaustif basé sur nos propres observations sur le terrain, de nos enquêtes orales auprès des riverains et de la pratique de méthode archéologique de prospection sur les sites que se proposent de répondre aux questionnements ci-dessus posées ce corpus..

Mots clés : *ensembles funéraires, Fali, sépulture, dégradation, archéologie.*

³⁰ Hamana Soumai Olivier est doctorant en 2ème année au Département d'Histoire de l'Université de Ngaoundéré, option Histoire des Civilisations et Archéologie. Il est titulaire d'un master en archéologie ; travail effectué en pays Fali sur les anciens sites de recherche de l'ethnologue français J.G. Gauthier, région du nord Cameroun. Il mène actuellement une thèse dans la même région, avec la découverte des nouveaux sites aux fonctions funéraires où il traite de l'évolution des pratiques funéraires des sociétés protohistoriques : cas d'étude des traditions sépulcrales en jarres-cercueils en pays Fali dans la région du Nord Cameroun. Il est auteur d'un article publié dans un ouvrage collectif sous la direction scientifique du Pr. Nizésété Bienvenu Denis. Il est par ailleurs enseignant de Géographie, Histoire au Lycée de Sabongari Ngaoundéré.

Abstract

In Cameroon, the various remains that archaeologists examine have not experienced the same interest in archaeological study. If the attention of the research and the publications have been made more and more in the knowledge of the ceramic furniture, the lithic tool, the metallic material and sometimes in the study of the sites of ancient occupations of with emphasis on their setting value and threat protection; such is not the case for field of the archaeology of death and its object of study, the burial. Yet death is an inescapable biological reality which poses roughly the same problem to all human societies: What to do with the body when there is no longer life? The answers enormously from one society to another and according to the periods considered, thus reflecting the multiple facets of sociological realities. They are the same responses of the reality of death that we observe in the Fali villages of the North Cameroon region, which translate in to traditions of burials in specialized funerary areas in jar-coffins. Their study is one of the possibilities leaving material witnesses within the reach of archaeological analysis in order to know funerary traditions and to construct socio-anthropological identities. But in the absence of concrete protection actions, these funerary complexes are exposed to natural and anthropogenic processes which threaten their integrity. What are the degradation factors present? What impact does this degradation have on the knowledge of funerary traditions and on the determination of the identities of the buried bodies? What actions should be taken to reduce the threats to these funerary heritages? It is the exploitation of previous written sources, an exhaustive diagnosis based on our own observations in the field, our surveys of local residents and the practice of the archaeological method of surveys on the sites that propose to answer these questions this corpus.

Key words : *Funeral sets, Fali, burial, degradation, archeology.*

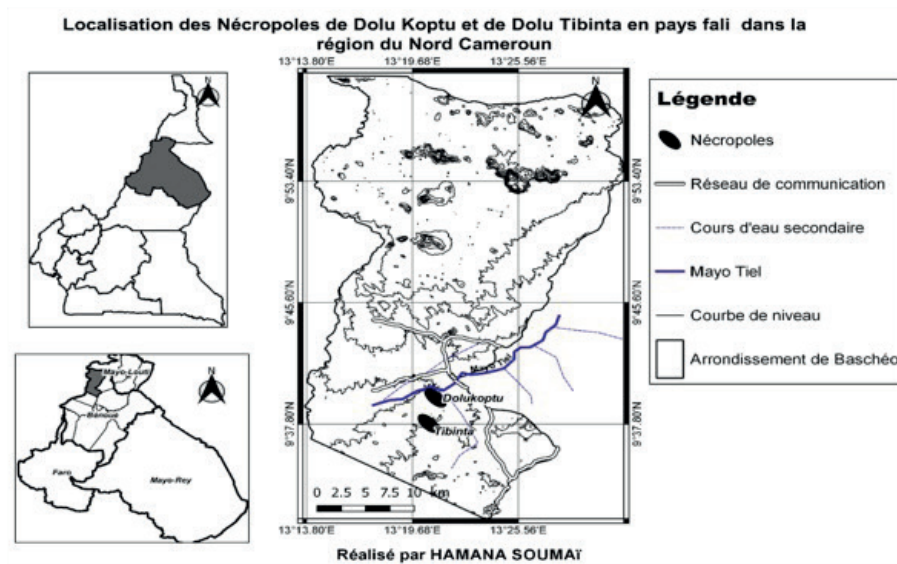


Introduction

Support de la mémoire et de la commémoration orchestrées par la communauté, les ensembles funéraires désignent un groupe de sépulture délimité dans l'espace, quels que soient sa taille et son recrutement (sélection des personnes ayant accès au cimetière). C'est une organisation spatiale des morts qui peut en effet accueillir des familles (ensembles communautaires larges) ou bien des individus choisis en fonction de leur catégorie sociale. Dans le paysage actuel, occupé par les Fali, géographiquement ceux de la région du Nord Cameroun, on trouve dissimuler sous le couvert des promontoires de terre ou des monticules et parfois aux pieds des montagnes des ensembles funéraires organisés autour des sépultures en jarres-cercueil. Leur emplacement souvent sorti des souvenirs des occupants actuels ; mais les découvertes sont faites de manière fortuite, soit lors des travaux de labours, soit lors des renouvellements des routes saisonnières, ou soit des activités naturelles liées à l'action de l'érosion. Les premières découvertes archéologiques de ces sites funéraires sont celles de Jean-Gabriel Gauthier sur les sites de : Dolu Koptu, Dolu Tibinta, Nassaraou, Guébaké, Bibémi et Barki (1979 : 98). L'auteur décrit dans ces travaux de fouille une organisation groupée des sépultures en jarres-cercueil avec cadavre en position fœtale, donc les caractéristiques et le modèle des inhumations sont de style Sao de la région péri-tchadienne (J. G. Gauthier 1995 : 49). Du point de vue de la recherche archéologique, l'interprétation de tels ensembles funéraires avec des méthodes pluridisciplinaires et de différents paradigmes sociologiques, permet à partir du mobilier sépulcral et des restes osseux des sépultures d'appréhender la place des morts, leur identité, le traitement de la mort, les faits et gestes funéraires associées dans les sociétés passées (J. P. Demoule 1982 : 369). Ces faits et gestes décrivent les activités autour de la mort que l'archéologue doit appréhender : ce sont pour ainsi dire des pratiques funéraires révélatrices de ces sociétés anciennes, de son organisation, de ses croyances, de tous aspects spirituels, donc la tombe se présente comme un microscope représentatif au monde des vivants, et le respect accordé à ces lieux, comme leur enfouissement, leur confère en outre un bon état de conservation. Pour les raisons de conservation de ces ensembles funéraires, nous interrogeons dans cet article les facteurs de dégradations des sites, les impacts de cette dégradation sur l'étude des populations archéologiques et proposons les solutions à envisager pour contrecarrer les menaces.

1. Présentation de la zone d'étude

Sur le plan administratif, les sites en étude se trouvent dans le village de Ngoutchoumi, situé à 35 kilomètres au Nord-Est de la ville de Garoua, chef-lieu de la région du Nord. C'est l'un des villages du groupement Fali de Tinguelin qui constitue l'arrondissement de Baschéo, département de la Benoué. Le faciès du milieu naturel dans l'ensemble, décrit une multitude de petites unités géomorphiques : montagnes, plateaux tabulaires, vallées, piémonts, pénéplaines. Ces aspects environnementaux n'ont pas manqué d'offrir des sites convenant à l'implantation des populations pour leur sécurité, leur condition de vie et leur ressource particulière (faune flore) malgré la formation des sols pauvres en matières organiques, et toujours sous érosion intense provoquée par les pluies en saison humide.



Les habitants sur les sites actuels, connus comme les plus anciens sont les Fali dont l'impact culturel se fait encore ressentir. Il est encore bien difficile de préciser l'origine de l'ensemble Fali. Ils sont d'abord nommés par l'explorateur Barth qui les situe entre le cours supérieur de la Benoué et le Baguirmi. En 1874, Rolhfss fait état de leur présence au Sud-Ouest de Kano, dans la vallée de Kongola. Après Passarge et Rathjens, Lebeuf admet que la fraction la plus importante vient du Mayo Kebbi d'où elle aurait été chassée à la fin du XV^{ème} siècle ou au début du XVI^{ème} siècle, en passant par les monts Mandara qu'elle quitta au XVIII^{ème} siècle (1961 :25). Ainsi, il n'est guère douteux que lors de la destruction des derniers royaumes Sao, certains éléments de ces peuples



se soient repliés dans la région intéressée, ce qui est attestée par la tradition orale confirmée par les découvertes archéologiques récentes (J. G. Gauthier, 1979 :77). Les différences observées dans les quatre groupements Fali, du Tinguelin, du Kangou, du Peské Bori et du Bossoum sont souvent dues aux influences des éléments étrangers qui se sont agrégés puis métissés avec la population la plus anciennement en place.


2. Les facteurs de dégradation des ensembles funéraires

Divers processus naturels et anthropiques sont à l'origine de dégradations des sites archéologiques et des mobiliers qu'ils regorgent. Ces actions de dégradation ne restent pas sans conséquences sur les études archéologiques ultérieures. Nous parlerons ici des agents naturels d'une part et des agents anthropiques d'autre part dont les actions résulteraient principalement de processus climato-édaphique (climat, sol), de l'eau (courante, de percolation ou de ruissellement), d'agents biologiques non humains (végétaux, animaux) ou de l'Homme.

2.1. Les agents naturels

Pour les agents naturels de dégradation des ensembles funéraires, citons par exemple : l'acidité du sol, l'érosion, le colluvionnement ou la destruction par les animaux fouisseurs. Le sol est le lieu par excellence d'enfouissement des mobiliers archéologiques. Par les processus de sédimentation, les artefacts peuvent être préservés dans les strates édaphiques. Or, la nature, la structure et les propriétés physico-chimiques du sol dans lequel ont été découverts les ossements vont influencer sur leur état de conservation. C'est ainsi que les processus de conservation des ossements humains dans les milieux tropicaux comme les nôtres sont lacunaires. Les sols de ces milieux sont acides à cause du taux bas en PH. Sous l'effet de certaines contraintes, les sédiments s'infiltrèrent à l'intérieur des jarres sépulcrales et les comblent de leur vide de départ au moment du dépôt cadavérique. Ces sols acides deviennent donc défavorables au processus de fossilisation des ossements humains. Dans le site de Dolu Koptu par exemple, après avoir retiré à l'issu d'une fouille, les sédiments qui comblaient une jarre sépulcrale, les ossements se présentaient en miettes et en état poudreux (O. Hamana Soumai, 2020 :214).

L'action de l'érosion provoquée par l'eau est un des phénomènes observés également dans la destruction et l'altération des sites funéraires prospectés. En effet, à cause de leur emplacement sur certaines pentes des collines, les eaux de ruissellements, de percolation, de transport de longue durée, de courant fort ou que des sédiments



contenus dans l'eau sont particulièrement agressifs sur les urnes funéraires et certains ossements sont déplacés de leur contexte initial. Les espèces végétales également peuvent produire notamment de l'acide carbonique et de l'acide citrique qui entraînent la dissolution partielle des os avec lesquels elles sont en contacts. Les empreintes des racelles ont un effet négatif dans le stockage des carbonés, nécessaires pour les datations absolues.

Les sépultures ou les ensembles funéraires constituent un lieu par excellence de prolifération de la microfaune. Comme l'indique P. Charlier et M. Durigon, le processus de modification post-mortem est déterminante dans la reconstitution d'une unité écologique allant de la survenue des escouades d'arthropodes, nécrophages sur les cadavres à l'apparition de la faune nécrophile (2008 :56). A cet effet, les sépultures sont le lieu idéal pour abriter et nourrir la microfaune. A titre d'exemple, la prolifération des rongeurs, qui creusent leur terrier, jonchent les feuilles à l'intérieur des urnes funéraires, déplacent les mobiliers funéraires, dispersent les ossements et les rongent, soit pour prélever les éléments nutritifs (sels minéraux), soit pour user leurs incisives qui sont en croissance continue d'après Patou-Mathis (2008 :85).

2.2. Les agents anthropiques

L'homme est le principal agent de destruction des nécropoles en pays Fali. En quête du bien-être et de la satisfaction des besoins quotidiens, il pratique des activités qui portent de plus en plus atteinte à l'intégrité des sites et artéfacts (B. D. Nizésété 2013 :170). Ces activités sont aujourd'hui liées à l'extension et à la quête continue des espaces cultivables, d'habitation et de pâturage. En effet, depuis l'introduction de la culture du coton comme culture de rente, les paysans pour des maigres gains et récoltes, se livrent frénétiquement à une redoutable désacralisation des espaces funéraires. C'est ainsi que, les vestiges se trouvent sous les coups des matériels de labours profonds et des terrassements, mis à nu et écrasés, dévaluant de ce fait leur valeur scientifique. Ces menaces liées aux activités agricoles vont de pair avec la pratique de l'élevage du gros bétail. Ici, des espaces choisis intentionnellement par le passé comme lieu d'inhumation en raison de la nature non arable des sols de ces espaces funéraires, constituent aujourd'hui des parcs aux gros bétails et à la fertilisation des sols par les bouses. D'où le massacre par le piétinement. L'anthropisation est aussi manifeste à travers les travaux d'aménagement des routes où les dents d'un godet de pelle mécanique détruisent les sites. D'autres pratiques agricoles comme l'utilisation des feux de brousse annuels fragilisent les vestiges exposés en surface.



Photos 1 et 2 deux exemples des urnes funéraires vandalisées



©Hamana, 2018


3. Impacts sur l'étude des populations archéologiques

En l'absence de traces écrites des sociétés aujourd'hui disparues, l'archéologue ne dispose que de leurs vestiges matériels pour reconstituer le passé lointain. Dans le cas des pratiques mortuaires par exemple, certaines sociétés se sont alors préoccupées de protéger leurs morts, par des constructions monumentales (pyramide de Chéops), d'abord par souci de conservation, puis sans doute pour pouvoir retrouver l'emplacement de la tombe, marquer le territoire et manifester la richesse ou la puissance ou la renommée de son ou ses occupants.

Photo 3 : Vue aérienne du site funéraire de Pouri sous menace d'exploitation de carrière de sable



©Sakafoulsou, 2022



Par ailleurs, les sépultures constituent des ensembles clos qui attirent la curiosité scientifique des archéologues à cause des aspects culturels et biologiques qu'elles revêtent des sociétés anciennes (E. Crubézy 2007 : 8). Pour Bruno Agostino et Alain Schnapp : « les dispositifs funéraires se prêtent à l'enquête sociale, non seulement parce qu'ils sont plus riches que les habitats, mais surtout parce qu'ils sont le résultat d'actes intentionnels de conduite réfléchies qui ont pour fonction de signifier » (1982 : 19). Or les mauvaises conditions de conservation des sites funéraires limitent les potentiels d'informations des vestiges qui sont susceptibles de restituer les traditions funéraires et de déterminer les identités des populations archéologiques.

3.1. Impacts sur la reconstitution des traditions funéraires

Il est sans doute que le souci de traitement de nos morts il y'a de cela 100000 ans environ a été considéré comme un moment de révolution dans la mentalité, le comportement et la nature de nos ancêtres. Certes, toutes les sciences de l'homme qui se sont intéressées à l'origine de la rupture entre l'homme et l'animal admettent que, c'est à l'outil (homo faber), au cerveau (homo sapiens) et au langage (homo loquax) qu'ont eu lieu cette rupture et ont conduit le passage de l'état de « nature » à l'état d'homme ou d'humanité. Mais il est un autre passage sentimental qui contient une révélation émouvante : la sépulture, c'est-à-dire le souci des morts, c'est-à-dire le souci de la mort comme le précise Egard Morin (1970 :30). C'est probablement la réponse à cet impératif d'ordre universel qu'Éric Volant a pu dire que la « sépulture crée la culture » (2001 :623). Et, c'est comme l'a justement formulé Patrick Baudry, « la mort provoque la culture » (2004 :895), ou que Marcel Mauss a pu affirmer que c'est la mort qui a appris aux hommes à parler. C'est ce que Michel Hulin, rappelle ainsi :

Aucune évidence n'est plus écrasante que la mort. [...] au point que la pratique de l'inhumation, la seule à laisser des traces durables, passe aux yeux de beaucoup – plus que l'outil et le langage, dont il existe des ébauches animales – pour le signe même de l'avènement de la condition humaine en tant que telle. [...] Reste à comprendre comment cette protestation symbolique initiale, apparence vaine et même dérisoire, a pu se prolonger et s'amplifier à travers les millénaires, entraînant dans son sillage la naissance des religions et des civilisations elles-mêmes, pour déboucher finalement sur le rapport problématique, fait de déni et de fascination hébétée, qu'entretient avec la mort l'homme d'aujourd'hui. [...] C'est sans doute cette double absurdité de l'inconcevable et de l'inadmissible que s'est heurté le premier hominidé qui, rompant avec l'indifférence animale



en face des cadavres, s'est demandé ou se trouvait désormais cet être cher qui venait d'expirer dans ses bras. Qu'est ce qui lui a alors permis de surmonter son accablement et de poser, en un défi lancé à la mort, les premiers soubassements de ce qui deviendrait au fil des siècles le majestueux édifices des rites funéraires et des mythes eschatologiques ? (2004 : 57).

Ainsi tout laisse à croire que contre l'angoisse de la mort, les ruses de la pensée c'est à dire les rites, le sacré, les mythes, le langage et la religion, tout une attitude aux fonctions symboliques afin d'appivoiser la mort. L'étude des sépultures en archéologie peut comporter des pratiques matérielles que nous appellerons traditions funéraires. Si l'archéologue ne peut pas reconstituer les rites funéraires dans toute leur complexité pour des raisons évidentes, il a tout de même la possibilité d'étudier la partie concernant l'inhumation. C'est l'étude de cette partie concernant l'inhumation que l'anthropologue français Henri Duday a mis en place, à partir de la moitié des années 1980, un enseignement d'anthropologie de terrain à l'université de Bordeaux et a organisé des stages destinés aux personnels d'archéologie préventive. Cette discipline permet, par l'examen des éléments conservés dans la tombe (ossements humains, dépôts alimentaires, bijoux, accessoires vestimentaires), par leur organisation relative, par l'observation des modes de comblement de la fosse, d'identifier les traces indirectes des matériaux périssables. Elle propose une reconstitution de la sépulture, de son organisation et de son architecture au moment de la mise en terre ainsi que des hypothèses sur son évolution au fil du temps (H. Duday 1987 :91). Or la dégradation des sépultures, ou mieux des ensembles funéraires influent sur l'identification des contextes de dépôts humains c'est à dire de la partie concernant l'inhumation. A cet effet, la dégradation limite nos connaissances archéologiques qui s'attachent, entre autres, à identifier, décrire et expliquer les comportements, l'organisation et le traitement des morts des sociétés du passé. Suite à la dégradation, les ensembles funéraires sont perturbés de leur contexte initial, et par conséquent la valeur informative consacrée aux sources archéologiques sera biaisée et parfois faussée. A cause des divers processus naturels et anthropiques, qui sont à l'origine de cette conservation différentielle, l'archéologue est confronté à la nature purement matérielle de ces sources ; mais sa démarche est également biaisée par leur caractère lacunaire. Eu égard de l'importance à accorder à la préservation des ensembles funéraires ; il est truisme de le rappeler que l'écriture de l'histoire lointaine avec évidence, la connaissance sur les identités et les civilisations de certains peuples sans sources écrites, ni iconographiques ont été mieux connues et établies à partir des interprétations du concept de flou « culture matérielle ».

Evolution des types de sépultures en pays Fali selon Jean-Gabriel Gauthier

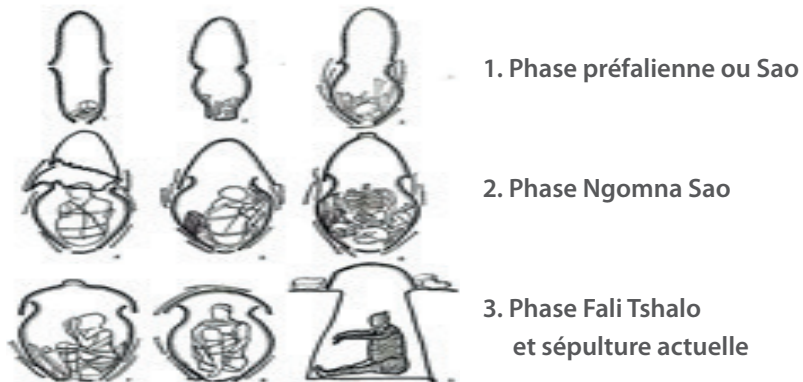


Photo 4 : Site en dégradation de Dolukoptu,



Photo 5 :Site en dégradation de Dolu Tibinta,



©Hamana, 2018



3.2. Impacts sur l'étude des restes osseux ou anthropologique

L'étude de l'architecture sépulcrale et de ses mobiliers, le mort lui-même est un témoin objectif (L. Bonnabel 2012 :118). Ces restes osseux apportent des informations très suggestives, toujours indispensables, aux archéologues. En effet, sous l'impulsion de l'anthropologie physique qui s'est imbriquée sur les chantiers de fouille, le cadavre est désormais replacé au centre de l'appareil funéraire. A cet effet, Henri Duday pense que : « depuis Broca et Bertillon, que de progrès accomplis dans les méthodes et techniques d'investigation pour ressusciter l'homme à partir de son seul squelette ! Et depuis une quarantaine d'années, que de progrès accomplis pour ressusciter le comportement humain à partir de sa seule activité » (1981 :90). Ainsi une bonne conservation des restes osseux permet d'estimer en théorie le sexe, l'âge au décès, le patrimoine génétique et même la paléopathologie (A. Guerre et P. Charlier 2008 :115). Mais le corps est également modelé par la société : posture, activité physique, mode alimentaire, etc. Après la disparition de l'essentiel du corps, l'os, élément plastique, enregistre les empreintes et apporte son témoignage à l'anthropologie biologique, qui par ces méthodes permet de déchiffrer les identités des sujets inhumés.

Cependant, en cas de perturbation naturelle ou anthropique, il serait difficile d'identifier les gestes funéraires liés aux connexions anatomiques (sépulture primaire individuelle, les sépultures secondaires, les sépultures plurielles à dépôt simultané et les sépultures plurielles à dépôt successifs) et ainsi que l'observation des processus taphonomiques (H. Duday 2009 :209). Les conditions de conservation des ossements sont des paramètres fondamentaux qu'il faut prendre en compte dans la détermination des identités. Si les os sont dégradés, la détermination du sexe, de l'âge au décès par exemple deviendra quasi impossible. La mauvaise conservation peut aussi poser des difficultés pour les datations au carbone 14 sur les ossements, sur l'évolution génétique ainsi que sur la recherche de l'ADN contenu.

Photos 6 et 7 : Restes osseux délabrés d'une urne funéraire



©Hamana, 2022

4. Les actions à entreprendre pour la préservation du patrimoine funéraire

Le patrimoine funéraire fait partie intégrante du bien culturel physique, fragile et non renouvelable. C'est une ressource contenue dans l'environnement. La loi No96/12 du 5 août 1996 portant la loi-cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun, stipule en son Article 2, alinéa 2 que la protection et la gestion rationnelle de l'environnement au Cameroun et des ressources qu'il offre à la vie humaine sont d'intérêt général. A cet effet, il est de bon sens de les protéger de la dégradation en faisant un inventaire des sites potentiels ou de mener des opérations de fouille préventive et de sauvetage en cas des travaux d'aménagement.

4.1. Les inventaires des sites funéraires

L'inventaire est l'une stratégie de mesure de protection. Il s'agit d'identifier et de répertorier les différents sites qui regorgent des potentialités archéologiques. L'inventaire se propose donc de recenser l'ensemble des vestiges identifiés sur les sites, de définir la nature du site, d'évaluer sa superficie et son antériorité. Cette étape primordiale est recommandée par la Charte pour la protection du patrimoine archéologique en ces termes :



En même temps, les inventaires constituent une banque de données fournissant les sources primaires en vue de l'étude et de la recherche scientifique. L'établissement des inventaires doit donc être considéré comme un processus dynamique permanent. Il en résulte aussi que les inventaires doivent intégrer l'information à divers niveaux de précision et fiabilité, puisque des connaissances même superficielles peuvent fournir un point de départ pour les mesures de protection (Charte pour la protection du patrimoine archéologique, 1988).

Par des moyens très technique de planification et de gestion de l'espace ; l'inventaire permet d'inscrire les potentiels sites archéologiques sur les cartes. Cela impose dans la géographie de l'aménagement du territoire les lieux d'intervention des archéologues. Sur ce sujet, les autorités locales chargées des collectivités territoriales décentralisées sont donc interpellées à intégrer dans leur agenda politique le secteur du patrimoine archéologique. Des cas exemples comme l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives) en France doivent inspirer. « Dans une volonté de promouvoir un aménagement du territoire raisonné, la connaissance et la préservation du patrimoine archéologique doivent s'inscrire dans une stratégie durable de développement des territoires » (INRAP).

4.2. L'archéologie préventive et de sauvetage

Dans le cadre des grands projets d'infrastructures : axes routiers ou de renouvellement des routes saisonnières, centrales thermiques, barrages, chemin de fer, concessions minières, sur des grandes superficies d'excavations du sol, les opérations de fouille préventive et de sauvetage sont nécessaires pour réduire les impacts archéologiques. En effet, la loi n-° 2013/003 du 18 avril 2013 régissant le patrimoine culturel au Cameroun et le décret n-° 2020/4601/PM du 21 septembre 2020 fixant les modalités d'application de certaines dispositions de ce texte dans son Chapitre VIII, Article 43, stipule : « tous les travaux d'aménagement, d'extraction, d'exploitation ou de construction dans le cadre de grands chantiers ou de projets structurants doivent préalablement faire l'objet de diagnostic, de prospection et de sondages archéologiques ». Les données issues des fouilles peuvent faire l'objet de collections muséales. Ainsi les opérations des fouilles au-delà de ses dimensions de gestion du patrimoine culturel, apportent une masse sans précédent des données archéologiques pour la connaissance de l'histoire. Allant dans le même sens Mbida Mbinzié évoque l'idée selon laquelle : « les opérations d'archéologie préventive constituent une opportunité de découverte de nouveaux sites » (2017 :85).



Conclusion

En dernière analyse, il convient de rappeler que la mort est universelle à toutes les sociétés humaines. Le devenir des corps et des restes est envisagé de multiples façons. On peut les inhumer, les brûler, les dépecer, les décharner, les faire sécher au vent à la fumée, les embaumer, les manger, les exposer ou les abandonner. Tous ces différents traitements sont des pratiques mortuaires pour apprivoiser et faire face aux angoisses que suscitent la mort au sein de la communauté. Dans l'aire géographique qui fait l'objet de cette étude, la sépulture en jarre-cercueil est un cas d'exemple atypique qui témoigne d'une tradition funéraire dans le traitement du devenir des cadavres. Ces pratiques funéraires nécessitent d'être étudiées pour appréhender la culture matérielle et déterminer les identités des sujets inhumés. Avec l'impulsion ces trente dernières années de l'anthropologie de terrain ou de l'archéothanatologie au côté de l'archéologie funéraire, le défunt est placé au centre de l'appareil funéraire. L'étude des squelettes et du mobilier associé apportent une meilleure connaissance sur les sociétés passées, sur leur comportement, leur organisation, leur croyance, leur alimentation, les pathologies dont elles souffraient, et de même de construire les identités à l'échelle individuelle, sociale et ethnique. D'où l'intérêt de préserver ces ensembles funéraires anciens de la dégradation pour les études scientifiques ultérieures.



Références bibliographiques

- BAUDRY Patrick, 2004, « Paradoxes contemporains. Nouveaux rapports anthropologiques à la mort. », in (dir) Frédéric Lenoir et Jean Philippe de Tonnac, *La mort et l'immortalité. Encyclopédie de la mort et des croyances*, Paris, Bayard, pp. 895-913 ;
- BONNABEL Lola, 2012, « Le corps, un témoignage objectif », in (dir) Lola Bonnabel, *Archéologie de la mort en France*, édition La Découverte, pp. 119-136 ;
- BUSSIERES Luc, 2009, « Evolution des rites funéraires et du rapport à la mort dans la perspective des sciences humaines et sociales », Thèse de doctorat en sciences humaines, université Laurentienne Sudbury, Ontario ;
- CHARLIER Philippe et DURIGON M., 2008, « L'apport de la médecine légale à la paléopathologie », in (dir) Philippe Chalier, *Ostéo-archéologie et techniques médico-légales tendances et perspectives. Pour un « Manuel pratique de paléopathologie humaine »*, édition de BOCCARD, Paris, pp. 55-69 ;
- Charte internationale pour la protection du patrimoine archéologique, ICOMOS/ ICAHM/ Lausanne 1990 ;
- CHARLIER Philippe et GUERRE A., 2008, « L'apport de l'endoscopie à la paléopathologie (tête et cou) », in (dir) Philippe Chalier, *Ostéo-archéologie et techniques médico-légales tendances et perspectives. Pour un « Manuel pratique de paléopathologie humaine »*, édition de BOCCARD, Paris, pp. 113-149 ;
- CRUBEZY Éric, 2007, « L'étude des sépultures, ou du monde des morts au monde des vivants. Anthropobiologie, archéologie funéraire et anthropologie de terrain », in Éric Crubézy, Claude Masset, Elisabeth Lorans, Franck Perrin, Laurence Tranoy, *Archéologie funéraire*, édition errance, pp. 8-60 ;
- DEMOULE Jean-Paul, 1982, « L'analyse archéologiques des cimetières et l'exemple des nécropoles celtiques », in G. Gnoli/ J. P. Vernant (éd.), *La mort, les morts dans les sociétés anciennes*, Cambridge, pp. 319-327 ;
- DUDAY Henri, 1987, « Organisation et fonctionnement d'une sépulture collective néolithique. L'Aven de la boucle à Corconne (GARD) », in (dir) Henri Duday et Claude Masset, *Anthropologie Physique et archéologie : méthodes d'étude des sépultures*, Edition CNRS, pp. 90-105 ;
- DUDAY Henri, 2009, *The archaeology of death: lectures Archaeoethanatology*, Oxbow books;

- GAUTHIER Jean-Gabriel, 1979, *Archéologie du pays Fali*, Paris, éd. CNRS :
- GAUTHIER Jean-Gabriel, 1995, « Tombes et rites en pays Fali », in Barreteau Daniel, *Mort et rites funéraires dans le Bassin du lac Tchad*, Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer, pp. 47-62 ;
- HAMANA SOUMAI Olivier, 2020, « Les sites archéologiques de Ngoutchoumi en pays Fali au Nord-Cameroun : état des lieux et étude de quelques vestiges matériels », in (dir) Nizésété Bienvenu Denis, *Archéologie du Cameroun. Des strates du sol aux pages d'histoire*, Edition de Midi, Yaoundé, pp. 212-222 ;
- HULIN Michel, 2004, « L'homme et son double », in (dir) Frédéric Lenoir et Jean Philippe de Tonnac, *La mort et l'immortalité. Encyclopédie de la mort et des croyances*, Paris, Bayard, pp. 55-71 ;
- LEBEUF Jean-Paul, 1961, *L'Habitat des Fali montagnards du Cameroun Septentrional : technologie, sociologie, mythologie, symbolisme*, Paris Hachette.
- Loi n-°2013/003 du 18 avril régissant le patrimoine culturel au Cameroun et Décret n-°2020/4601/PM du 21 septembre 2020 fixant les modalités d'application de certaines dispositions de ce texte ;
- MASSET Claude, 2007, « La mort aux périodes préhistoriques et protohistoriques (1000000 à -750) », in Eric Crubézy, Claude Masset, Elisabeth Lorans, Franck Perrin, Laurence Tranoy, *Archéologie funéraire*, édition errance, pp. 61-92 ;
- NIZESETE Bienvenu Denis (dir), 2013, *Apports de l'archéologie à l'histoire du Cameroun. Le sol pour mémoire*, édition, Paris L'Harmattan ;
- PATOU-MATHIS M, 2008, « Les altérations taphonomiques et les pseudo-pathologies », in (dir) Philippe Chalier, *Ostéo-archéologie et techniques médico-légales tendances et perspectives. Pour un « Manuel pratique de paléopathologie humaine »*, édition de BOCCARD, Paris, pp. 81-89 ;
- SCHNAPP Alain et AGOSTINO B. D, 1982, « Les morts entre objet et l'image », in G. Gnoli/ J. P. Vernant (éd.), *La mort, les morts dans les sociétés anciennes*, Cambridge.





Deuxième partie : Musées et gestion de collections



6 Les musées Kotoko des abords sud lac Tchad : des institutions culturelles au service de la promotion du patrimoine culturel Sao-Kotoko et du développement local

Pr Mahamat Abba Ousman³¹
(ICESCO)

✉ mabbaousman@unesco.org

Résumé

Les autorités traditionnelles, l'élite politique et administratives et les vaillantes populations locales ont construit des musées communautaires dans leurs cités à partir de 1990 à la faveur du pluralisme politique marqué par les replis identitaires dans les abords sud du lac Tchad. Ces maisons de la culture sont de véritables vitrines d'exposition de la culture Sao et Kotoko. Celles-ci nécessitent de moyens importants pour l'entretien des bâtiments, construits à base de l'argile et les frais liés la conservation et la restauration des collections d'où l'urgence de mettre en place un mécanisme de prise en charge de ces travaux et surtout de créer l'emploi pour lutter contre la pauvreté et de contrôler l'exode rural. Pour atteindre cet objectif, nous estimons que le tourisme culturel et les industries culturelles peuvent apporter des solutions à court terme. C'est ainsi que cette communication se propose de faire une présentation générale des structures muséales de l'aire culturelle kotoko et les stratégies d'exploitation du patrimoine culturel. Nous sommes donc au cœur d'une démarche qui met la culture au centre du développement en pays kotoko.

Mots clés : *musée, développement, promotion, culture, tourisme.*

³¹ Maître de Conférences à l'Université de Maroua et ancien Directeur par Intérim du Musée National du Cameroun, Pr Mahamat abba ousman est actuellement Expert Patrimoine Culturel/Musées à Direction de la Culture et Communication de l'ICESCO. Il est auteur d'un ouvrage et d'une vingtaine d'articles publiés dans les revues scientifiques sur le patrimoine culturel, les musées, les sites et monuments et l'histoire des techniques. Il est membre de plusieurs sociétés savantes et Consultant dans plusieurs projets culturels

Abstract

The traditional authorities, political and administrative elites as well as the vibrant local populations have built community museums in their areas since 1990, thanks to political pluralism marked by identity-based folds in the southern shores of Lake Chad. These cultural houses of are areas that showcases the Sao and Kotoko culture. They require significant resources for the maintenance of the buildings, constructed with clay, and expenses related to the conservation and restoration of the collections, hence the urgent need to put in place a mechanism to take charge of this work and above all to create jobs to fight against poverty and to control rural exodus. To achieve this objective, we believe that cultural tourism and cultural industries can provide short-term solutions. Thus, this paper proposes to make a general presentation of the museum structures of the Kotoko cultural area and the strategies of exploitation of cultural heritage. We are therefore at the heart of an approach that places culture at the center of development in the land of the Kotoko.

Key words : *museum, development, promotion, culture, tourism.*



Introduction

La décennie de 1990 marque une prise de conscience en matière de promotion, de conservation, de protection et de valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel en pays kotoko, situé dans les abords sud du Lac Tchad, et appartenant à trois pays souverains notamment le Tchad, le Nigéria et le Cameroun. Cette volonté manifeste s'est traduite à travers la création de musées communautaires pour la préservation de biens culturels, la valorisation et la sauvegarde d'éléments culturels à travers l'organisation des festivals et rencontres culturelles de grande envergure. Ce regain en faveur de la promotion de la culture kotoko s'est développé dans un contexte marqué par la « démocratisation » des Etats de l'Afrique subsaharienne avec des programmes politiques fondés en partie sur le repli identitaire des leaders politiques. Ainsi, l'adhésion dans les partis politiques s'est préoccupée moins des programmes ou idéologies des précurseurs, mais davantage sur l'affinité communautaire, voire ethnique. Ainsi, la variable ethnique est devenue un moyen de promotion et l'élite locale utilise, dans une certaine mesure, la culture comme un instrument de positionnement dans les instances gouvernementales. Cependant, certaines actions ou initiatives se sont inscrites, de manière consciente ou non, dans une logique de conservation et de sécurisation des biens culturels, notamment des vestiges archéologiques liés à la présence des Sao qui étaient au cœur des trafics illicites dans certaines cités kotoko. C'est ainsi qu'on assiste à la création du musée kotoko de Gaoui en 1992. Cette initiative a suscité une émulation dans l'aire culturelle kotoko de manière générale. Puis, Musée des arts et de la tradition Sao-kotoko de Goulfey est inauguré le 21 février 1998 et le musée historique et archéologique Sao-kotoko de Kousseri en 2006. D'autres institutions muséales ont vu le jour sous l'impulsion de l'association Culturelle Sao-Kotoko notamment le Musée d'Art kotoko de Makari en avril 2008, le Musée Abraham Hannibal de Logone Birni en juin 2010 et le Musée d'Art d'Afade en mai 2013 à la faveur des festivals culturels qui sont des véritables « messes » culturelles au cours desquelles les kotoko s'interrogent sur de leur identité culturelle et réfléchissent sur des questions liées la conservation et la promotion de leur patrimoine culturel matériel et immatériel. C'est aussi des plates-formes d'expression de musiques et danses patrimoniales, des expositions artistiques et gastronomiques et des espaces de promotion des valeurs morales, éthiques et religieuses. Ainsi, nous avons pour ambition de présenter tous les musées kotoko dans l'ordre chronologique de leur ouverture et d'indiquer le contexte de mise en place de ces maisons de la culture et les objectifs visés par les initiateurs de ces projets. Après la présentation de ces institutions muséales et leur impact au sein de cette communauté, nous nous proposons de mettre en exergue les défis majeurs liées à la préservation de ce patrimoine culturel et des stratégies de mise valeur du tourisme culturel comme levier de développement socio-culturel de cette partie de l'Afrique.

1. Présentation des structures muséales du pays kotoko

Les structures culturelles communautaires dans les abords sud du lac ont vu le jour à partir des années 1990 avec le concours de l'élite locale. Dans la présentation de ces musées, nous allons insister sur les bâtiments qui abritent ces institutions : « Au-delà des collections, le bâtiment qui porte le nom de musée subit à son tour les contrecoups d'une actualité à la recherche de l'événement lorsqu'il s'agit d'un bâtiment neuf, créé selon un programme muséographique spécifique » (Moulin Jean, 1994 : 39).

1.1. Musée de Gaoui : première institution culturelle communautaire des abords du Lac Tchad

La principauté kotoko de Gaoui est située à dix (10) kilomètres à l'Est de Ndjamena, capitale de la république tchadienne. Elle est établie sur une butte Sao située dans une zone inondable pendant la saison de pluies et constitue aujourd'hui une préoccupation majeure de des pouvoirs publics du Tchad en matière de protection du patrimoine culturel Sao-kotoko. Plusieurs raisons expliquent cette détermination des autorités tchadiennes. Il s'agit des multiples vestiges archéologiques exhumés autour de cette cité, de sa proximité avec la capitale tchadienne où sont installés les chercheurs nationaux et expatriés, et le laboratoire archéologique de l'université de Ndjamena. C'est ainsi qu'au regard des enjeux scientifiques de l'ère, un projet visant à instituer un rayon d'environ un kilomètre (1 km) de protection de cette cité est en cours à cause de l'urbanisation galopante de la ville de Ndjamena³². C'est à partir de cité de Gaoui que l'élite locale à stimuler la volonté de construire les musées pour conserver les vestiges Sao et la culture matérielle kotoko.

En effet, le musée de Gaoui fut créé en 1992 par les populations de cette cité avec l'appui de l'élite ressortissante de cette cité qui réside à Ndjamena pour l'essentiel. Il occupe une position stratégique parce qu'il se trouve pratiquement au centre de cette cité, en face de la principale route venant de N'Djamena.

³² Entretien avec Gérard Leclair, responsable de la fondation Graficulture à Ndjamena le 12 mai 2007.

Photo n°1 : Vue de face du bâtiment central du Musée de Gaoui



© Gérard Leclaire, 2007

Cette institution muséale est bâtie sur les ruines de l'ancien palais qui est constitué de plusieurs compartiments au centre duquel se trouve la résidence principale du sultan qui fait office de musée. Le choix de ce site donne un cachet particulier à cette maison de la culture locale. Ce site lui confère une dimension historique et symbolique importante dans la mesure où le palais en pays kotoko est perçu comme une propriété commune à toute la cité. Ainsi, chacun se sent concerné par le projet et toutes les couches sociales sont motivées pour participer à l'édification du musée. Celui-ci appartient à la collectivité et constitue une fierté de la communauté toute entière. Cette démarche a permis aux populations de garder, non seulement, l'authenticité architecturale de l'ancien palais, mais aussi de préserver ce lieu de mémoire, plein de souvenirs et de nostalgie.

Par ailleurs, ce bâtiment à étages est construit en pisé, principale technique architecturale de la plaine du Logone. Il comprend deux demeures circulaires et une cour au niveau supérieur. Cette cour servait de lieu des rencontres privées du sultan et les deux cases rondes constituent ses chambres personnelles. Le rez-de chaussée est constitué de trois vastes cases rondes indépendantes avec une superficie d'environ 72 m² chacune. Celles-ci faisaient office de lieu de rencontre des notables et autres visiteurs de marque. Les grandes décisions y sont prises lors de ces rencontres mémorables rythmées parfois

par des séquences de louanges, des éloges, des mélodies et des danses patrimoniales. En plus du bâtiment principal occupé par le sultan, les populations ont récupéré une case ronde appelée « la case de la grande mère » et trois chambres rectangulaires qui couvrent une superficie de 45,5m². Ces cases étaient occupées par les enfants du sultan et autres membres de la cour au service du sultan³³. Elles sont devenues des salles d'exposition des objets au musée de Gaoui. Les collections sont constituées des objets archéologiques en terre cuite, des bracelets en cuivre, des outils de pêche et de chasse, des urnes funéraires Sao, et des ustensiles de cuisine.

1.2. Musée des arts et de la tradition Sao-kotoko de Goufey

Ce musée est construit en adobe (terre battue) et a une forme octogonale avec une superficie de 14,65 m². Deux portes donnent accès au musée. La première est située à l'entrée du musée et la seconde permet aux visiteurs d'entrer dans le complexe culturel. De manière générale, il existe trois plans de construction d'un musée à savoir le type linéaire, le type circulaire et le type labyrinthe. Il a ouvert ses portes le 21 février 1998.

Photo no2 : Vue de dessus du Musées des arts et de la tradition Sao-kotoko de Goufey



© Mahamat Abba Ousman, 2018

33 Entretien avec Abakar Gueime, Conservateur du Musée de Gaoui, 2007



Il faut noter que les collections du musée de Goulfey sont constituées des objets Sao et des objets fabriqués en terre cuite par les potières, des ustensiles de cuisine en bois, en calebasse, en vannerie, les instruments de chasse et de pêche, notamment plusieurs Zemi miniaturisés qui sont exposés dans la salle 4. Il y a aussi une importante collection vestimentaire et les photos de quatre souverains de cette cité qui se sont succédé depuis 1900 (Mahamat Abba Ousman, 2006 : 22).

1.3. Musée historique et archéologique Sao-kotoko de Kouseri

Située en face de la mosquée centrale et à l'extrême gauche à l'entrée du palais du sultan de Kouseri, cette institution muséale est mise en service en 2006. Créé à l'initiative du feu sultan Mahamat Moussa, ce musée est constitué de plusieurs compartiments notamment une salle d'exposition temporaire, bibliothèque une chambre d'hôte. Ses collections sont constituées d'objets d'arts, photographies des souverains, d'objets usuels des ménages et de vestiges d'archéologiques attribués à la civilisation de leurs ascendants qui ont été recueilli en grande partie lors des travaux d'aménagement de la digue. Cette institution muséale dispose d'une association de jeunes de la cité qui s'occupent de l'animation et de la médiation depuis années. Après son intronisation, le sultan Mahamat abba organise la commémoration de la journée internationale des musées.

Photo no3 : bâtiment centrale musée historique et archéologique Sao-kotoko de Kouseri



© Ali Abamé Abakar, 2015

1.4. Musée d'art Kotoko de Makari

La cité kotoko de Makari, située sur la frontière du Bornou, était le point stratégique à partir duquel l'empire de Bornou contrôlait l'ensemble des cités kotoko. Cette suzeraineté a commencé depuis la fin du XVIème siècle et a pris fin avec la capture de Rabah en avril 1900(Mahamat Abba Ousman, 2013 :289). Cette vitrine culturelle fut inaugurée avril 2008 à la faveur du festival culturel de l'AC-SAO. C'est un grand ensemble constitué des structures architecturales représentant l'essentiel de styles d'habitation dans lesquels sont exposés les collections du musée, un atelier des artisans et une représentation de la principale technique d'irrigation et de production des vivres dans la région du Serbewel où les cours tarissent pendant la saison sèche. A regarder de près, il semble que cette structure muséale est davantage un complexe culturel qu'un musée stricto-sensu compte tenu de la diversité d'éléments culturels qui y sont représentés. Mieux organisé et bien structuré, ce musée en plein air va constituer un véritable centre de recherche historique et une source de revenus pour les artisans et entrepreneurs culturels de cette localité.

Photo no4 : vue panoramique du Musée d'art Kotoko de Makari



© Mahamat abba Ousman, 2008



Ce joyau architectural est situé au centre de la cité de Makari à l'ouest du palais du sultan. Il est construit en pisé par les architectes locaux avec le concours des populations locales qui ont fourni la main d'œuvre bénévolement³⁴. Ce musée couvre une superficie d'environ 80m². Les collections du musée de Makari sont exposées dans les cases rondes et les maisons à étage qui constituent le musée. Il s'agit véritablement d'une demeure palatiale bien équipée qui regroupe l'ensemble des modèles architecturaux de l'aire culturelle kotoko. Un grand portail en bois donne accès au musée de Makari. Ce portail est réalisé sur la base des troncs d'arbres taillés localement faisant office des planches et reliés par des ficelles en peau de bœuf. Il fait aussi l'objet d'une curiosité et se présente comme une collection originale qui sert « d'entrée en matière » pour les visiteurs avertis.

1.5. Musée Abraham Hannibal de Logone Birni

La cité de Logone Birni a organisé le festival des arts et de la culture kotoko en juin 2010. L'organisation de cette grande rencontre culturelle des ressortissants du pays kotoko du Cameroun avait pour objectif de fêter le rayonnement de la culture kotoko sur la scène internationale grâce aux travaux scientifiques de Dieudonné Gnamankou³⁵. De même, un musée fut créé avec une architecture exceptionnelle. Le bâtiment qui abrite le musée a la forme d'un poisson. Le choix de ce modèle architectural traduit la volonté de la population de Logone Birni d'indiquer aux visiteurs que la culture kotoko est en partie centrée sur l'activité de pêche et les collections de ce musée sont constituées des objets archéologiques, les ustensiles de cuisine, des vêtements traditionnels et des outils de la pêche.

³⁴ Entretien avec Mahamat Alifa à Maroua, mars 2010

³⁵ Dieudonné Gnamankou est un chercheur béninois qui a montré l'origine kotoko d'Abraham Hannibal, l'aïeul noir de Pouchkine.

Photo no5 : vue de face du Musée Abraham Hannibal de Logone Birni



© Mahamat Abba Ousman, 2010

1.6. Musée d'Art d'Afadé

Inauguré le 05 mai 2013 à l'occasion de la célébration du 5ème festival des arts et de la culture kotoko (FESTAT) initié par l'Association Culturelle Sao (AC-SAO), cette institution muséale est construite selon un parcours muséographique qui permet aux visiteurs de mieux apprécier certaines collections exposées en plein-air. Il s'agit des instruments de pêches, un stand des fléchettes et arcs géré par les guerriers de la cité et des espaces de jeux patrimoniaux. De même, il faut indiquer l'entrée principale du musée a été conçue à l'image du filet du Zemi, un instrument de pêche développé par cette communauté (Mahamat abba ousman, 2018).

Vue de face du Musée d'Art d'Afadé



© Said Madam 2013

Au total, nous avons présenté l'ensemble des structures muséales en pays kotoko et la volonté de ce peuple de pérenniser l'héritage pour la génération future. Ces maisons de la culture ont vu le jour grâce à l'initiative des autorités traditionnelles avec le concours de l'élite intellectuelle, administrative, politique et les paysans kotoko. Ce sont des musées ethnographiques qui visent de présenter une préséance culturelle locale aux yeux des visiteurs et à légitimer leur autochtonie par rapport aux groupes ethniques en présence dans un contexte d'hostilité permanent³⁶. Cette catégorie de musée est considérée par Jean Polet comme «les musées miroirs où se reflète non pas la société réelle, mais l'image qu'elle se donne d'elle-même et qu'elle veut perpétuer.»(Hellène,J 1999). Ainsi, à partir des informations indiquées sur les pancartes et plaques telles que « Musée des arts et de la tradition Sao-kotoko de Goulfey », « Musée d'art kotoko de Makari » et « Musée Sao-kotoko de Logone Birni», on a le sentiment que la communauté kotoko veut démontrer sa prééminence sur les autres communautés en présence. Nous pensons que la création de ces musées en pays kotoko est motivée par la nostalgie du passé. Ces musées constituent un pont entre un passé jugé glorieux et un présent difficile qui pourrait justifier ce repli culturel.

36 Il s'agit des Arabes Choa, les Mousgoum, les Kanuri, Les Sara

2. plaider pour une nouvelle économie culturelle locale

La présentation du paysage culturel ci-dessus témoigne de l'existence d'une matière importante et dense pour la mise en place des circuits touristiques fondés sur les ressources culturelles en pays kotoko. Ce travail a pour objectif de susciter un développement économique capable de donner des outils pour lutter contre la pauvreté. En réalité, le tourisme est un secteur d'activités pourvoyeur d'emplois. Le Conseil mondial des voyages et du tourisme estime que l'activité touristique représente environ 10 % du produit intérieur brut mondial et emploie quelques 215 millions de personnes. L'Organisation Mondiale du Tourisme a indiqué qu'en 2004, le nombre de touristes internationaux a dépassé le chiffre de 760 millions. (Dansa Bitchibali, et al, 2004). C'est le lieu d'indiquer que le Cameroun a atteint 600000 touristes en 2011³⁷. Pourtant, les pays africains disposent d'un potentiel culturel, naturel et humain suffisamment important pour exploiter ce secteur de l'économie. Dès lors, quelle est la place du pays kotoko dans les activités touristiques au Cameroun et dans la sous-région de manière générale ? Quelles sont les stratégies et les moyens à développer pour faire de cette aire culturelle une attraction touristique de qualité ? Pour répondre à ces questions, nous nous proposons de montrer, dans un premier temps, les politiques muséologiques et muséographiques à entreprendre pour rendre les structures muséales kotoko crédibles et attrayantes. Dans un deuxième temps, nous allons nous focaliser à la création d'un circuit touristique fiable en pays kotoko et des recommandations à l'égard des pouvoirs publics et les associations.

2.1. Musées communautaires et développement dans le bassin tchadien

Pour maximiser l'exploitation des musées kotoko dans une logique du développement économique, ces structures culturelles gagneraient à obéir aux critères muséologiques et muséographiques acceptables, et les pouvoirs publics pourraient les accompagner dans cette démarche onéreuse pour rentabiliser le secteur de l'artisanat.

En effet, l'exposition des collections dans les musées communautaires kotoko relève de l'amateurisme. Le pays kotoko est aussi reconnu pour ses insectes lignicoles et des termites qui sont réputés très nuisibles en raison de leur capacité à détruire rapidement tout ce qui renferme de la cellulose à savoir les charpentes de la toiture et les meubles. C'est ainsi que pour éviter certains désagréments, les promoteurs des musées kotoko pourraient construire des vitrines pour mettre ces objets fragiles à


³⁷ Chiffres donnés lors du conseil national du tourisme qui s'est tenu le 6 janvier 2012



l'abri de ces destructrices opportunistes. Ces cages transparentes peuvent les protéger également contre la chaleur qui altère la qualité des objets et la poussière qui dénature l'éclat des collections. Pour les réaliser, l'avis d'un expert en menuiserie métallique et d'un muséologue sont nécessaires afin de créer une harmonie entre la conservation des collections et leur mise en exposition dans les musées. A ce jour, seul le musée de Gaoui dispose de quelques vitrines³⁸. Encore que là aussi, certaines collections sont exposées au sol, sur quelques étagères en planche ou des armoires laissant ces objets d'arts à la merci de la poussière comme dans l'ensemble des musées kotoko au Cameroun. C'est ainsi que les promoteurs pourraient concilier l'architecture de terre et les fenêtres vitrées pour éviter les méfaits du vent pendant la longue saison sèche et instaurer un service de nettoyage hebdomadaire. L'électrification du pays kotoko facilitera l'usage des outils modernes de nettoyage pour améliorer la qualité des services de propreté. L'utilisation des rideaux peut aussi aider les promoteurs à maîtriser les rayons solaires qui détériorent les collections vestimentaires et photographiques. Le recrutement d'un personnel qualifié pour assurer, non seulement la fonction de conservateur ou de restaurateur des objets détériorés en respectant les canons scientifiques, mais aussi de mettre en place un système de surveillance pour éviter le vol d'objets pendant les visites guidées ou des expositions temporaires. La sécurisation du patrimoine culturel reste une préoccupation majeure pour ces musées ethnographiques, car les gestionnaires ne sont pas bien rémunérés et ils sont souvent tentés de brader certaines collections aux antiquaires. À ce sujet, Onomo Etaba indique « Les pays économiquement faibles souffrent de la perte irréversible de leur patrimoine culturel. L'Afrique sub-saharienne est au cœur de ce désastre avec des centaines, voire des milliers d'objets d'art pillés. Le Congo, comme d'autres pays de la sous- région de l'Afrique centrale connaît la disparition des objets dans les musées, dus au vol et au pillage » (R.B. Onomo Etaba, 2005 : 32).

En outre, ces professionnels en muséologie pourraient reconstituer l'histoire du musée, celle des collections et expliquer la fonction de cette institution culturelle aux populations locales afin qu'elles s'approprient les démarches de ces projets culturels. Ils pourraient aussi participer à la collecte des objets archéologiques. Ils s'occupent de la conservation, du classement, de faire régulièrement un inventaire des collections et de la mise en exposition des collections selon les règles de l'art. Il est également en charge de communication, de l'animation permanente de la structure. Ils pourraient fidéliser le public en mettant en place des stratégies fiables qui répondent aux canons scientifiques. Cette fidélisation passe par la médiation culturelle qui assure l'interface entre le musée et le public, notamment celui issu de la communauté locale qui est la première cible. Ils gèrent ainsi les services publics pour faire la promotion de ces structures

³⁸ Ce sont des Observations que nous avons faites sur le terrain.



De plus, il est évident que ces exigences scientifiques nécessitent un financement conséquent pour répondre à la demande du public. Il s'agit précisément des politiques d'acquisition des collections par prêt ou par achat, la promotion et la communication pour la valorisation à travers la publicité numérique, les autocollants, les panneaux publicitaires, des dépliants, la formation des professionnels et l'entretien des structures architecturales qui abritent ces institutions muséales. Ces conditions optimales sont onéreuses et il revient aux autorités en charge de ces structures de chercher des financements.

Puis, les ministères en charge de la culture, du tourisme, de la formation professionnelle et de l'emploi, de l'enseignement supérieur et de la jeunesse peuvent être sollicités en fonction des différents programmes de financement qu'ils offrent aux populations. Cette synergie gouvernementale pourrait non seulement, susciter l'engouement de la jeunesse à s'impliquer dans le processus de la conservation et de promotion du patrimoine culturel africain, mais aussi de créer l'emploi pour résorber le chômage et de lutter contre l'oisiveté grandissante en milieu rural. De même, les collectivités locales décentralisées pourraient élaborer des politiques locales de conservation du patrimoine culturel. Pour être plus efficaces, les responsables de l'administration territoriale peuvent instruire les magistrats municipaux à promouvoir les initiatives culturelles et à exploiter les ressources culturelles dans les communes. Les financements et appui techniques pourraient aider les structures culturelles à se prendre en charge avec des revenus que celles-ci peuvent générer à travers en organisant des expositions temporaires et des festivals culturels annuels pour susciter l'attraction des touristes. L'organisation des concerts des musiques et des danses traditionnelles, et la vente des produits dérivés constituent non seulement, des techniques d'animation des musées, mais des moyens pour rentabiliser ces structures culturelles.


Enfin, l'organisation des visites guidées et commentées pour instruire la jeunesse sur l'histoire locale, la création des espaces pour encourager l'enseignement et la pratique des jeux patrimoniaux, l'organisation des conférences et des débats sur les thématiques culturelles peuvent rendre ces structures dynamiques et vivants, car les musées locaux sont davantage perçus comme des espaces clos, réservés aux initiés, aux touristes ou aux intellectuels de passage dans la région.



2.2. Le tourisme culturel, les industries culturelles et production de biens et services

Le tourisme est un ensemble des activités liées au déplacement des personnes sur une certaine distance, pour au moins une nuitée, dans le cadre d'une activité de loisir, de découverte d'espaces nouveaux et d'échange avec des Hommes (P. Coudret, et al 2007 : 56). Le tourisme culturel est une forme d'activité touristique centrée sur la culture, l'environnement culturel (incluant les paysages de la destination), les valeurs et les styles de vie, le patrimoine local, les arts plastiques et du spectacle, les industries culturelles, les traditions et les ressources de loisirs de la communauté d'accueil (UNESCO, 2004). Il inclut la participation à des manifestations culturelles, des visites de musées, des monuments historiques et les populations locales. C'est donc une activité génératrice de revenus à travers l'achat des objets artisanaux comme souvenirs de voyage, la mise en place des structures hôtelières et de restauration qui ont des retombées évidentes. D'autres activités lucratives tel le transport, la communication téléphonique, l'aménagement des infrastructures routières et de l'amélioration de l'enveloppe fiscale pour les collectivités locales décentralisées sont liées au tourisme. De plus, les activités touristiques s'accompagnent toujours des entreprises culturelles dont les ressources sont essentiellement fondées sur le patrimoine culturel et l'organisation des artisans tels les potières, les brodeurs, les sculpteurs, les décorateurs dealebasses, les récupérateurs et transformateurs des objets. L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture définit les industries culturelles comme « un secteur qui s'accorde à conjurer la création, la production et la commercialisation des biens et des services dont la particularité réside dans l'intangibilité de leurs contenus à caractère culturel ». C'est donc « un mariage » qui lié ces deux éléments qui sont au cœur de la promotion et la valorisation de la culture de manière générale.

Pour rendre l'activité touristique rentable et dynamique dans cette région, cette étude propose un circuit touristique intégrant l'ensemble des musées ethnographiques en pays kotoko. Ainsi pour rendre les structures muséales vivantes et plus attrayantes, les promoteurs culturels doivent organiser les artisans dans les associations ou groupements d'initiative commune autour ces musées. Ces derniers vont exercer leurs activités en temps plein et participer au développement économique local. Pour y parvenir, il convient de répertorier certains métiers liés au patrimoine culturel kotoko et de définir des cadres juridiques pour qu'ils puissent bénéficier des financements des pouvoirs publics notamment les projets du ministère de petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et de l'économie sociale, le ministère de la jeunesse et de



l'éducation civique avec les projets tels PIFMAS et PAJERU³⁹ et le ministère de l'emploi et de formation professionnelle avec le PIAASI⁴⁰ et le Fonds national de l'emploi. Ce travail se focalise ainsi sur la création de l'emploi permanent. Les populations vont ainsi participer de manière indirecte à la conservation des éléments patrimoniaux et pérenniser plusieurs savoir-faire menacés de disparition. Ainsi, il revient de cibler quelques activités artisanales majeures des femmes kotoko et de proposer des stratégies viables et rentables pour faire de la culture, une source de revenus des populations locales.

2.3. Ateliers des femmes autour des musées locaux

A travers la technique de la terre cuite, les femmes kotoko occupent une place de choix dans la vie de la communauté au regard de son implication dans l'histoire culturelle de ce groupe ethnique. Cet élément du patrimoine culturel immatériel transmis de génération en génération et les objets issus de cette technologie deviennent des outils idéologiques utilisés à tort ou à raison par l'élite kotoko dans leurs bureaux et salons privés. Ainsi, nous pensons que ces objets en terre cuite constituent un produit économique pour les artisans qui s'adonnent à cette activité. Les femmes kotoko de Gaoui s'y intéressent véritablement et ravitaillent le marché de Ndjamena en canaris⁴¹. Ces récipients sont très prisés dans cette capitale pour la qualité de l'eau fraîche qu'ils procurent dans un environnement sahélien caractérisé par la chaleur. D'autres objets en terre cuite attirent les touristes et les populations locales. Il s'agit des tabourets en terre cuite qui ont une forme circulaire et les encensoirs. Les premiers sont généralement utilisés par des femmes dans la cuisine et les hommes s'en servent pour faire des ablutions dans la cour. De nos jours, les tabourets circulaires sont utilisés par l'élite pour orner les salons. Il est appelé localement kraou. Les secondes permettent de brûler le doukhan, qui provient des plantes aromatisées que les femmes utilisent pour faire leur toilette intime. Ces plantes disposent des vertus thérapeutiques qui permettent de protéger le milieu vaginal contre les microbes, atténuer les odeurs vaginales et conserver un bon parfum sur le corps de la femme⁴². Ces plantes appelées

39 PIFMAS : Projet d'insertion des jeunes à travers la fabrication du matériel sportif et PAJERU : Projet d'appui à la jeunesse rurale et urbaine

40 PIAASI : Projet intégré et d'appui au secteur informel

41 Entretien avec Fatimé Abakar, potière à Gaoui, mai 2007

42 Entretien collectif avec un groupe de femmes âgées devant le palais du sultan de Gouffey. Il s'agit d'Hadja Semba, Hadja maama iyamma Alifa



doukhan sont importés d'Asie et sont chèrement vendues aux marchés de Kousseri et de Ndjamena⁴³. Ces trois exemples indiquent que la demande des produits en terre cuite est importante dans la région. Le regroupement de tous ceux qui font dans la fabrication et la vente des objets en terre cuite autour des musées kotoko permettent de réorganiser ce secteur, améliorer les techniques de fabrication et harmoniser la vente. De même, les femmes kotoko peuvent faire dans la broderie des draps, des coussins et la confection des tenues princières traditionnelles dans les ateliers autour des musées. Ces objets patrimoniaux, sur lesquels sont réalisés des dessins des animaux et des fleurs, ont disparu dans les demeures des femmes kotoko. Des draps modernes importés du Nigeria et de l'orient se sont substitués aux anciens modèles. De plus, le patrimoine culinaire kotoko peut être valorisé dans les restaurants, qui pourraient proposer à manger aux touristes. Les populations locales pourront se ravitailler régulièrement. Les mets kotoko tels que le kyssar et le bli-yani seront des plats privilégiés en termes d'étude diététique, d'analyse des symboles et de valorisation commerciale. D'autres activités féminines telles que la broderie des draps, la confection des éventails et les objets de parure pourraient intégrer progressivement l'atelier des femmes des musées kotoko. De cette façon, les femmes kotoko seront occupées et la transmission du savoir-faire sera assurée en créant l'emploi.

Au total, le poids économique du patrimoine culturel kotoko est encore ignoré par les entrepreneurs locaux et nous pensons qu'il est temps de prendre conscience de l'apport de la culture dans le développement économique local. Les produits culturels sont exploitables grâce au tourisme culturel et les industries culturelles à travers le regroupement des artisans dans les associations autour des musées. De même, des politiques de financement de ce secteur d'activité sont disponibles dans les micros finances et dans les projets gouvernementaux. Les politiques de développement économique par le biais des industries culturelles rythment de facto avec la valorisation et la conservation du patrimoine culturel qui est menacé de disparition en pays kotoko

43 Entretien avec Moustapha Kassissi à N'djamena, mai 2008.

Conclusion

Au terme de notre réflexion sur les musées ethnographiques et leur apport à l'économie locale dans un contexte marqué par l'absence des pluies pour les activités agraires et de ressources halieutiques qui étaient les principales activités des populations du pays kotoko. Ainsi, la présentation de quatre structures muséales montre clairement la détermination des autorités traditionnelles, de l'élite locale et des populations à conserver leur patrimoine culturel et de perpétuer cet héritage pour le bien être des générations futures. Ainsi, au regard des investissements colossaux dans la construction des musées, de l'acquisition des collections et l'entretien continu de ces infrastructures, il revient aux autorités municipales de prendre le relais et de rentabiliser ces maisons de la culture. Le processus de décentralisation engagé depuis 2004 au Cameroun leur confère cette tâche. Pour y parvenir, nous avons indiqué plus haut que seul le tourisme culturel et les industries culturelles se présentent comme des moyens de valorisation de ces structures à moyens terme. Il revient aux autorités municipales et des entrepreneurs culturels de mettre en place des stratégies de promotion de ces musées et d'attraction des touristes dans cette région. Cette activité permettra aux artisans locaux de concevoir et de vendre des produits locaux. Plusieurs Etats en Afrique de l'ouest ont capitalisé ces ressources pour générer l'emploi, lutter contre la pauvreté et maîtriser l'exode rural car les grands centres urbains sont submergés par les ressortissants de zones périphériques.



Références bibliographiques

- Dansa Bitchibali, Arlindo Semedo Tavares Rodrigues, Edward Eglen komla, Diadie Yacouba Dagnoko, Baba Ahmed Sanady et Elimane hamidine, 2004 « Tourisme, culture et développement en Afrique de l'ouest » pour un tourisme culturel au service du développement durable, organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture, Paris ;
- G. Niculescu le tourisme culturel, modèle de développement économique, Constantin Brancusi University, Faculty of Economics, Romania, Volume 2
- Hellène, J 1999 , « La constitution de l'identité nationale nigériane en yoruba », Cahiers d'Études Africaines n°155-156,
- J. Moulin, 1994, « Quel avenir pour quel musée ? » Droit au musée, droit des musées, Mayenne
- J. Polet cité par J. Hellène, 1999, « La constitution de l'identité nationale nigériane en yoruba », Cahiers d'Études Africaines n°155-156, Paris
- Mahamat Abba Ousman, 2006, « Le musée de Goulfey : inventaire des collections et contribution à l'histoire locale », mémoire de maîtrise d'histoire, université de Ngaoundéré;
- Mahamat, Abba Ousman, 2007, « le patrimoine culturel kotoko des abords sud du lac Tchad (XIX-XXI siècles) », projet de thèse d'histoire, université de Ngaoundéré ;
- Mahamat Abba Ousman, 2013, « « Patrimoine culturel Kotoko (XX-XXIème siècles) : Source de l'histoire, Produit économique et Instrument idéologique », Université de Ngaoundéré;
- MAHAMAT ABBA Ousman, 2018, « La technique de pêche au Zemi : un savoir-faire en voie de disparition dans les abords sud du Lac Tchad », revue d'histoire et des technologies, VI-2 2017 |2018, <http://journals.openedition.org/ephaistos/3407><http://journals.openedition.org/ephaistos/3407> ;
- P. Coudret, et al 2007, Le tourisme : enjeux et perspectives, Éditions ESKA ;
- R.B. Onomo Etaba, 2005, « Stratégies des bouquets culturels » et politique de mise en tourisme durable du patrimoine culturel au Cameroun méridional (Centre, Sud et Est),» espaces, patrimoines et politiques touristiques en Afrique Centrale, Enjeux no25 ;
- UNESCO, 2004 « tourisme, culture et développement en Afrique de l'ouest » pour un tourisme culturel au service du développement durable axes stratégiques et propositions de projets.



7 Les musées de la région de l'extrême nord du Cameroun : plaidoyer pour une gestion saine des collections

Bernard Sidoine BAYEGLE⁴⁴
(Ecole d'arts et de culture (EAC) Paris)
✉ bernardbayegle@mail.com

Résumé

Les institutions muséales nichés dans les territoires des abords sud du Lac Tchad disposent d'une variété de collections exceptionnelles qui sont les témoins des civilisations, parfois prestigieuses qui se sont succédé sur cette partie du continent africain. L'absence d'une véritable saine gestion et d'une valorisation de ces collections de certains de ces musées impacte sur la transmission de ce patrimoine aux générations futures en aussi bon état de conservation que possible eu égard aux conditions actuelles des connaissances et de ressources. Ainsi, la prise en charge par une conservation préventive d'objets, de spécimens par les professionnels de musées constitue un élément important dans la bonne gestion et la pérennisation de ces patrimoines dans les institutions donc ils ont la charge. Dès lors, cet article propose des pistes d'amélioration de la saine gestion des collections muséales au profit d'une promotion durable. Il s'agit en effet d'articuler notre démonstration autour de trois points essentiels à la saine gestion des collections : l'aménagement et le rôle des réserves, la documentation des collections ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de politique liée à la gestion des collections.

Mots clés : *Collection, gestion, Musée, promotion, valorisation.*

⁴⁴ Bernard Sidoine BAYEGLE est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en muséologie/muséographie à l'Ecole Supérieure National Polytechnique de l'université de Maroua et d'un mastère 2 en anthropologie sociale, culturelle et du développement de la même université. J'ai également un master 2 en médiation et management des projets culturels à l'Ecole d'Arts et de Culture (EAC) de Paris où je suis domicilié. 02 productions scientifiques à mon actif, Je suis actuellement médiateur culturel au Château de Troussay et membre permanent d'ICOM France.

Abstract

The museum institutions nestled in the territories around the southern shores of Lake Chad have a variety of exceptional collections that bear witness to the sometimes-prestigious civilizations that have succeeded one another in this part of the African continent. The absence of a real sound management and valorization of these collections in some of these museums has an impact on the transmission of this heritage to future generations in as good a state of conservation as possible given the current conditions of knowledge and resources. Thus, the preventive conservation of objects and specimens by museum professionals is an important element in the proper management and perpetuation of this heritage in the institutions for which they are responsible. This article therefore proposes ways of improving the sound management of museum collections for the benefit of sustainable promotion. Our demonstration is based on three essential points for the sound management of collections: the development and role of reserves, the documentation of collections, and the development and implementation of policies related to the management of collections.

Key words : *Collection, management, museum, promotion, valorisation.*




Introduction

Les musées des abords sud du Lac Tchad doivent résolument s'engager à ce jour dans une véritable gestion de leurs collections muséales. Cette tâche s'articule essentiellement autour de la saine gestion des collections, l'aménagement de réserves, la documentation des collections et la mise en œuvre des politiques liées à la gestion des collections. Cependant, les équipes managériales de certaines de ces institutions muséales et certains professionnels, n'accordent pas toujours une importance au processus de gestion de collections en le reléguant au second rang. Pourtant, il ne suffit pas d'ouvrir au public les portes d'une collection privée pour la transformer en musée (God, A. Drouguet, N. 2014) mais au contraire, remplir les fonctions du musée parmi lesquelles la conservation à travers une saine gestion des collections. Le Conseil International des Musées (ICOM) interpelle les musées en ce sens :

La gestion des collections recouvre les méthodes pratiques, techniques, déontologique et juridiques qui permettent d'assembler, organiser, étudier, interpréter et préserver les collections muséographiques. Elle permet de veiller à leur état de conservation et à leur pérennité. La gestion des collections s'intéresse à la préservation, à l'usage des collections et à la conservation des données, ainsi, qu'à la manière dont les collections soutiennent la mission et les objectifs du musée. Elle sert aussi à décrire les activités spécifiques qui s'inscrivent dans le processus de gestion⁴⁵.

Il s'agit là d'une véritable démarche de gestion des collections que doivent mettre en application les institutions muséales. D'où l'opportunité de construire une réflexion scientifique sur la saine gestion des collections au profit d'une promotion durable afin de transmettre et de faire découvrir au plus grand nombre ce riche patrimoine que regorge les musées du Lac Tchad. Ainsi, il y a encore des années aujourd'hui, la question de la gestion des collections n'était pas encore posée dans ces musées. Les professionnels de ces institutions n'accordaient pas une importance à cette exigence qui au fil des années est aux centres des pratiques de conservation des collections. Ces institutions muséales ont longtemps été des lieux d'entreposage des objets à exposés et non exposer. Sandrine Beaujard-Vallet nous rappelle que ces lieux étaient ainsi assimilés à une cave ou à un grenier aux conditions de conservation douteuses (Sandrine Beaujard-Vallet, 2011). Elle estime que les musées n'entreposaient pas seulement les collections, mais qu'il n'était pas aussi rare d'y stoker ce dont on ne

⁴⁵ ICOM, comment gérer un musée : manuel pratique, 2006, p. 17. (<http://unesco.org/images/0014/001478/147854f.pdf>)



savait que faire, tel le mobilier muséographique au rebut. Puis, dans son article intitulé « Musées et développement : réflexion sur les enjeux et défis des musées camerounais pour la valorisation du patrimoine culturel » Bienvenu Denis Nizésété précise que les musées au Cameroun traduisent très imparfaitement la densité et la diversité de son patrimoine culturel. Il estime que les musées sont mal entretenus et c'est ainsi des pans entiers du patrimoine culturel matériel qui se dégradent sous l'effet des mauvaises conditions et du vol (Nizésété, 2007). Ces propos invitent alors les musées à relever de nombreux défis afin de s'ériger en plates-formes de dialogue et jouer en conséquence un rôle central dans la vie culturel, politique, économique et sociale.

Ainsi, depuis plusieurs années, les institutions muséales se sont révolutionnées passant de simple lieu de stockage des collections à des institutions constitués de plusieurs pôles parmi lesquels le pôle conservation du patrimoine. Ce nouveau visage des musées marque une rupture avec le passé et présage de bonne augure une évolution tant au niveau de la conservation des objets, de leur présentation, de la politique d'acquisition et des métiers du patrimoine. Seulement, cette nouvelle image du musée n'est pas toujours visible dans de nombreuses institutions muséales du Lac Tchad. Pour mener à bien cette réflexion, nous nous proposons de présenter les musées des abords sud du lac Tchad avant d'exposer le rôle que doivent jouer les réserves muséales, le processus de documentations des collections et la mise en œuvre d'une politique de gestion des collections.




Introduction

Les musées des abords sud du Lac Tchad doivent résolument s'engager à ce jour dans une véritable gestion de leurs collections muséales. Cette tâche s'articule essentiellement autour de la saine gestion des collections, l'aménagement de réserves, la documentation des collections et la mise en œuvre des politiques liées à la gestion des collections. Cependant, les équipes managériales de certaines de ces institutions muséales et certains professionnels, n'accordent pas toujours une importance au processus de gestion de collections en le reléguant au second rang. Pourtant, il ne suffit pas d'ouvrir au public les portes d'une collection privée pour la transformer en musée (God, A. Drouguet, N. 2014) mais au contraire, remplir les fonctions du musée parmi lesquelles la conservation à travers une saine gestion des collections. Le Conseil International des Musées (ICOM) interpelle les musées en ce sens :

La gestion des collections recouvre les méthodes pratiques, techniques, déontologique et juridiques qui permettent d'assembler, organiser, étudier, interpréter et préserver les collections muséographiques. Elle permet de veiller à leur état de conservation et à leur pérennité. La gestion des collections s'intéresse à la préservation, à l'usage des collections et à la conservation des données, ainsi, qu'à la manière dont les collections soutiennent la mission et les objectifs du musée. Elle sert aussi à décrire les activités spécifiques qui s'inscrivent dans le processus de gestion⁴⁵.

Il s'agit là d'une véritable démarche de gestion des collections que doivent mettre en application les institutions muséales. D'où l'opportunité de construire une réflexion scientifique sur la saine gestion des collections au profit d'une promotion durable afin de transmettre et de faire découvrir au plus grand nombre ce riche patrimoine que regorge les musées du Lac Tchad. Ainsi, il y a encore des années aujourd'hui, la question de la gestion des collections n'était pas encore posée dans ces musées. Les professionnels de ces institutions n'accordaient pas une importance à cette exigence qui au fil des années est aux centres des pratiques de conservation des collections. Ces institutions muséales ont longtemps été des lieux d'entreposage des objets à exposés et non exposer. Sandrine Beaujard-Vallet nous rappelle que ces lieux étaient ainsi assimilés à une cave ou à un grenier aux conditions de conservation douteuses (Sandrine Beaujard-Vallet, 2011). Elle estime que les musées n'entreposaient pas seulement les collections, mais qu'il n'était pas aussi rare d'y stoker ce dont on ne

⁴⁵ ICOM, comment gérer un musée : manuel pratique, 2006, p. 17. (<http://unesco.org/images/0014/001478/147854f.pdf>)



savait que faire, tel le mobilier muséographique au rebut. Puis, dans son article intitulé « Musées et développement : réflexion sur les enjeux et défis des musées camerounais pour la valorisation du patrimoine culturel » Bienvenu Denis Nizésété précise que les musées au Cameroun traduisent très imparfaitement la densité et la diversité de son patrimoine culturel. Il estime que les musées sont mal entretenus et c'est ainsi des pans entiers du patrimoine culturel matériel qui se dégradent sous l'effet des mauvaises conditions et du vol (Nizésété, 2007). Ces propos invitent alors les musées à relever de nombreux défis afin de s'ériger en plates-formes de dialogue et jouer en conséquence un rôle central dans la vie culturel, politique, économique et sociale.

Ainsi, depuis plusieurs années, les institutions muséales se sont révolutionnées passant de simple lieu de stockage des collections à des institutions constitués de plusieurs pôles parmi lesquels le pôle conservation du patrimoine. Ce nouveau visage des musées marque une rupture avec le passé et présage de bonne augure une évolution tant au niveau de la conservation des objets, de leur présentation, de la politique d'acquisition et des métiers du patrimoine. Seulement, cette nouvelle image du musée n'est pas toujours visible dans de nombreuses institutions muséales du Lac Tchad. Pour mener à bien cette réflexion, nous nous proposons de présenter les musées des abords sud du lac Tchad avant d'exposer le rôle que doivent jouer les réserves muséales, le processus de documentations des collections et la mise en œuvre d'une politique de gestion des collections.



1- Présentation des musées des abords sud du lac Tchad

Les abords sud du lac Tchad disposent d'un réseau de musées exceptionnels. Ces musées ont pour mission de rendre accessible au plus grand nombre les œuvres culturelles. A ce titre, ils conduisent une politique de sauvegarde, de protection et de mise en valeur du patrimoine culturel. C'est ainsi qu'il est convenable de présenter le centre culturel et le musée de la Vallée du Logone, le musée d'arts et traditions de Goulfey, le musée d'art local de Maroua et le musée royal du lamidat de 1^{er} degré de Mokolo.

1.1. Le musée d'arts local de Maroua


Considérés pendant la période coloniale comme des centres de recherche qui dépendaient de l'IFAN⁴⁶, c'est à partir de ces centres que vont être créés les musées de l'Afrique Occidentale Française qui seront ouverts au public pour présenter les collections (Gauche, 1999). D'où les propos de Monod : « Le musée africain est plus que tout autre indispensable au cœur d'un continent où choses et gens se métamorphosent avec une rapidité prodigieuse sous le choc des influences extérieures [...] l'Afrique africaine tout entière est de fond en comble menacée, s'effrite sans cesse, et, est peu à peu s'écroule par pans entiers comme une falaise sapée par le flot » (Monod, 1943). C'est dans cette mouvance que l'administration française va trouver nécessaire de créer le musée d'arts local de Maroua en 1955 par l'initiative de Mesle conservateur en chef des Musées et directeur de l'IFAN.

Photo 4 : Vue de droit du musée d'arts local de Maroua



© Wassouni François, 2014

46 Institut Fondamental d'Afrique Noir



Par ailleurs, c'est en 1960 à l'indépendance du Cameroun français que le « jeune Etat du Cameroun » va hériter ce musée et le baptiser « musée d'arts local de Maroua » en 1990. Au carrefour des contingences historiques et des complexités culturelles, cette institution muséale fait partie intégrante du centre artisanale de Maroua et recèle à travers les objets des témoignages réels du génie artistique et la production artisanale indiscutable et irréfutable. Le musée d'arts local de Maroua invite le visiteur à la découverte de toute la diversité de ses cultures, ethnies, langues. Ainsi, la muséographie privilégie un dialogue entre œuvres et des objets appartenant à des domaines rarement mis en regard : Arts et artisanat, ethnographie, ustensiles, outils de guerre, instruments de musiques traditionnelle, outils de pêches et des cases patrimoniales miniaturisées des groupes ethniques. Ce parcours dans une salle du bâtiment est un exemple de très beaux mélanges et d'interactions de cultures.

1.2. Musée des arts et tradition Sao-kotoko de Goulfey

Niché dans le complexe culturel de Goulfey en pays Kotoko dans le Logone et Chari à l'extrême-nord Cameroun, le musée de Goulfey ouvre ses portes le 21 février 1998 lors de la commémoration des cinquante années de règne du Sultan Ali Mahamat, au trône depuis 1947. Ce joyau architectural présente un bâtiment construit en terre cuite (abobe) par les Kotoko à travers des techniques de construction ancestrale de brique en terre du Ve siècle légué par la légendaire civilisation Sao. D'une forme octogonale et d'une superficie de 79,87m². Adjit Magra explique que « la configuration du musée des arts et traditions de Goulfey obéit à la logique architecturale en pays Kotoko caractérisée par de nombreuses labyrinthes »(Mahamat Abba Ousman, 2006)



Photo 2 : vue de face du musée de Goulfey



© Mahamat Abba Ousman, 2011.

Cette institution muséale a pour vocation première de conserver le patrimoine Sao-Kotoko dans un aussi bon état afin de le transmettre aux générations futures. Cette vocation va en droite ligne avec la vision de André Gob (2014) quand il présente le musée comme « un lieu de rassemblement qui a pour vocation première de conserver le patrimoine en s'assurant de la protection de ses collections contre le vol et contre les dégradations dues aux agents de toute nature qui peuvent altérer l'intégrité ou le bon état des objets ». Ce lieu atypique est construit pour accueillir les œuvres et les visiteurs dans un lieu lumineux, aéré et organisé. La scénographie et la muséographie de l'exposition permanente de ce lieu atypique laisse voir une variété d'objets disposés par thème et de manière chronologique. L'exposition met à l'honneur les collections Sao-kotoko constitués d'objets en terre héritée, des ustensiles de cuisines en bois, enalebasse, en vannerie, des instruments de chasse et de pêche. Faisant le lien entre les générations ainsi que le temps ancien et le temps moderne, (Mahamat abba ousman, 2006), souligne qu'il existe également une collection sur le textile qui tient compte de l'évolution vestimentaire de cette cité et des photos de quatre souverains de cette cité qui se sont succédé depuis 1900.

1.3. Le Centre Culturel et le Musée de la Vallée du Logone

Fondé⁴⁷ par un consortium dont les membres fondateurs sont : Globalmon⁴⁸, Sana Logone⁴⁹, Africadegna⁵⁰, Mairie de Yagoua et le Diocèse de Yagoua, Le centre culturel et le musée de la Vallée du Logone ont pour objectif de préserver et faire connaître les cultures de toutes les populations de la Vallée du Logone, de promouvoir et encourager toute activité de production culturelle à partir d'un centre de référence. Située dans la ville de Yagoua à l'extrême nord-Cameroun, cette structure se positionne comme un point de rencontre pour l'ensemble de la société. Marqué par L'oubli des origines qui traduit un affaiblissement de l'identité culturelle qui limite les énergies et les possibilités de la société de pouvoir affronter un futur avec succès, ce centre répond au fait d'une perte de valorisation des traditions culturelles de la région de la Vallée du Logone de la part de ses habitants.

Photo 3 : Vue de face du centre culturel et le musée de la Vallée du Logone



© musée de la Vallée du Logone

Pour le Directeur du musée Dr Antonio Melis, La finalité de ce projet est « d'aider les nouvelles générations à garder et valoriser leurs racines culturelles sans renoncer à leurs origines, qu'elles apprennent à vivre dans un monde globalisé, en assumant leur

47 Loi No 90/53 du 19/12/1990 relative à la liberté d'association obéissant au régime d'association

48 Organisation de développement non gouvernemental (ONG) basée à Gandia en Espagne. Elle mène des actions de coopération internationale dans les pays les plus défavorisés en Afrique subsaharienne.

49 ONG camerounaise.

50 Association à but non lucrative formée par un groupe d'amis dans le but de se rencontrer, de se connaître et travailler pour l'Afrique.



spécificité et richesse culturelle » (Dr Antonino Melis, 2019). Ainsi, cette institution muséale est non seulement un lieu de dialogue et de rencontre intercommunautaire, mais aussi un lieu dans lequel on dépasse les particularités ethniques pour laisser place au vivre ensemble.

Par ailleurs, les collections qui constituent l'exposition permanente ont eu le concours de plusieurs apports notamment : les collections tchadiennes et camerounaise du Dr. Melis, les collections musey⁵¹ de Marco Bertoni⁵² et les collections préhistoriques de Sakafoulsou André⁵³. Cette exposition porte un regard sur l'ensemble de la vie quotidienne des populations des abords sud de la vallée du Logone. Elle présente un parcours rétrospectif qui comprend une sélection resserrée d'environ sept cents œuvres. On peut apercevoir une grande diversité des supports, la richesse des innovations techniques et la panoplie d'outils utilisés qui retrace la préhistoire et l'histoire de la vallée du Logone, la symbolique et les croyances en rapport avec l'eau, la diversité des groupes ethnique de la vallée du Logone représenté par un objet exposé de chaque groupe ethnique, l'architecture, les activités des femmes dans la société et les rites par le biais des croyances et des divinités. Une autre attraction de ce musée est son exposition temporaire qui est au cœur de la fonte et le métal. La particularité de cette exposition temporaire comme le précise Sakafoulsou « est dû au fait que celle-ci présente les outils utilisés, le processus de transformation, l'origine des techniques et les produits finis »⁵⁴.

1.4. Musée Royal du Lamidat de Mokolo

Le musée royal du lamidat du 1^{er} degré de Mokolo est situé dans le magnifique cadre du lamidat du 1^{er} degré au cœur de la ville de Mokolo dans le Mayo Tsanaga à l'extrême nord Cameroun. Ce musée à caractère ethnologique a pour mission d'assurer la conservation, la valorisation et la promotion du patrimoine culturel des peuples Mafa et Peul.

51 Langue Tchadienne du groupe massa parlée au Tchad et au Cameroun

52 Missionnaire xavérien d'origine italienne qui a travaillé de 1989 à 2007 entre Gaya et Tagal.

53 Doctorant chercheur en archéologie et préhistoire africaine sur le néolithique céramo de la vallée du Logone

54 Entretien entre Martin Nke et André Le Roi Sakafoulsou, 2019.

Photo 4 : Vue panoramique du Musée Royal du Lamidat de Mokolo



© Musée Royal du Lamidat de Mokolo, 2021

En effet, ses collections du musée sont exposées dans deux (2) salles réparties sur 60m² au rez-de-chaussée et au premier niveau un panorama de savoir-faire de la population locale et d'ailleurs. Peinture, sculpture, objets d'arts, monnaies, produits et objets issus de l'artisanat, de la forge, de la pharmacopée et l'agro-alimentaire, le musée offre un parcours exceptionnel à travers l'artisanat, l'art et l'histoire à travers des chefs-d'œuvre. Ainsi, cette institution muséale compte aujourd'hui parmi les musées de la région de l'extrême-nord de renom grâce à la richesse de ces collections et du rayonnement de son exposition. A cet effet, l'exposition permanente qui a pour thème « arts et traditions » documente l'origine et l'évolution du lamidat de 1^{er} degré de Mokolo à travers les portraits des différents lamibés⁵⁵ de 1830 à 2021 (Azebaze L., 2021). Elle dédie également une section à la cavalerie et la conquête dans le grand nord, les armes et les instruments de musiques traditionnels, la poterie, l'architecture traditionnelles, les parures et les objets de forge. Ce musée possède également des fonds exceptionnels d'archives et de photographies relatifs à la vie quotidienne du lamidat.

55 Pluriel de lamido, appellation des chefs traditionnels dans le Grand Nord Cameroun.



Il s'agit d'une présentation des institutions muséales de la région de l'extrême-nord à titre indicatif sachant qu'il en existe plusieurs musées privés et communautaires selon le tableau ci-après.

Institutions muséales	Année de création	Département
Musée historique et archéologique Sao-kotoko de Kousseri	2006	Logone et chari
Musée d'Arts kotoko de Makarl	2008	Logone et chari
Musée Abraham Hannibal de Logone Birni	2010	Logone et chari
Musée d'Arts d'Afade	2013	Logone et chari
Musée du Sultanat de Wandala de Mora	2020	Mayo Sava
Musée Baba Simon de Tokombéré	2020	Mayo Sava
Musee Toupouri de Guego	2021	Mayo kani

Au regard du nombre de musées fonctionnels et de musées en cours de création dans cette unité administrative, il apparaît clairement que les communautés sont suffisamment sensibilisées sur la nécessité de mettre en place les structures de conservation de ces biens culturels. Il est temps de s'inscrire dans une nouvelle perspective de mise en valeur de ces collections selon les normes muséographiques conventionnelles notamment la nécessité de créer et faire fonctionner les réserves.

2- Etat de conservation des collections dans les musées fonctionnels

Les problèmes de manque d'espace et de qualité d'infrastructures dans les réserves se sont multipliés en contexte muséal, réussir à conserver les collections dans de bonnes conditions demande beaucoup de rigueur et une excellente organisation.

2.1. Evolution des méthodes de conservation et de mise en valeur des collections muséales

Au début du XXème siècle, Il s'est dessiné une importance accrue des espaces destinés à abriter des collections qui ne seront plus directement mises à la disposition du grand public mais pourront être étudiées par des spécialistes ou présentées en alternance, prêtées lors d'expositions temporaires. Ainsi, la question des réserves est devenue, dès la fin de cette période un problème de premier ordre. Celui-ci a été généralement résolu par la construction non seulement d'extension des musées ou par la création des réserves autonomes. Mieux encore, par des constructions communes, le développement des technologies, autant que celui des professions de régisseur et de conservateur ont donné lieu à une modernisation considérable de la manière de penser les réserves. Spécialement en ce qui concerne les matériaux utilisés, le maintien du climat hygrométrique, la sécurité générale et la gestion des accès au réserves, la gestion informatique des objets, etc. Cette manière de penser a donné lieu à de véritable pôle de conservation du patrimoine.

2.2. La réserve comme espace de conservation du patrimoine

Le dictionnaire encyclopédique de muséologie présente la réserve comme un « espace rattaché à un ou plusieurs musées destinés à entreposer les objets des collections lorsqu'ils ne sont pas exposés » (Desvallées, A., Mairesse, F. 2011). Souvent, les visiteurs n'ont pas conscience que ne sont exposée qu'une infime partie des collections muséales. Ce sont parfois 90% de ces collections qui « dorment » dans les réserves. De ce fait, La fonction de ce lieu dépasse celle de la simple zone de stockage. La réserve muséale ou les réserves participent à la gestion des collections, elles gardent en sécurité, conservent et sont aussi un lieu d'étude (Cato, et al., 2003).



Photo 5 : réserve du musée de Mokolo (Extrême-Nord Cameroun)



© Bernard Sidoine Bayegle, 2017.

En effet, pour remplir ses missions, les réserves doivent disposer de moyens technologiques et humains tout en procédant à des contrôles des matériaux qu'ils constituent. Notamment le climat, la sécurité, les accès. Le conseil international des Musées (ICOM), en 2002 dans son Code de Déontologie a définie la place des réserves. « L'autorité de tutelle d'un musée a le devoir éthique de maintenir et de veiller à ce que toutes les collections qui lui sont confiées soient abritées, conservées et documentées de façon appropriée »⁵⁶. Ainsi, l'une des obligations déontologiques essentielles de chaque professionnel de musée est d'assurer une protection et une conservation satisfaisantes des collections et des objets individuels dont l'institution employeuse est responsable. Le but doit être d'assurer, dans la mesure du possible, eu égard des conditions actuelles des connaissances et ressources. (...) Tous les professionnels de musée qui ont la charge d'objets et de spécimens se doivent de créer et d'entretenir un environnement protecteur pour les collections, qu'elles soient en réserves, en exposition ou en cours de transport. Cette conservation préventive constitue un élément important dans la gestion des risques d'un musée

La destination des réserves est bien sûre d'être des lieux de conservations des collections qui ne sont pas exposées, mais elles accueillent également d'autres fonctions qui visent à répondre aux exigences de conservation.

⁵⁶ Conseil International des Musées, code de déontologie de l'ICOM, 2002.

3- Stratégies de gestion des collections muséales

Les musées des abords sud du Lac Tchad doivent indispensablement adopter une démarche de bonne pratique pour la gestion et la conservation de leurs collections. Cette approche adéquate de gestion normalisée exige à cet effet rigueur et minutie. Initiative qui favorise la saine gestion des collections et facilite l'accès aux collections et à leur utilisation.

3.1. La documentation responsable des collections muséales

L'utilisation d'outils méthodologiques est l'une des stratégies essentielles pour les musées du Lac Tchad quant à la documentions adéquate de leurs collections. Cette pratique exige l'identification, la gestion et la préservation des collections. Chaque musée doit entreprendre un projet de documentation des collections en déterminant la méthode la plus approprier : L'inventaire ou le catalogage. Chacune de ces méthodes à son but et ces exigences propres. L'inventaire est la preuve juridique de l'existence, de l'origine, des modalités d'acquisition et de la date d'entrée d'un objet dans une collection⁵⁷. Nombreux sont les musées du Lac Tchad qui ne dispose pas d'un inventaire de leurs collections. Cette pratique est pourtant un moyen de préciser les rapports de propriété et la localisation de l'objet dans le musée, dans la mesure où il est non seulement capital lors de la recherche sur la provenance de l'objet en indiquant combien d'élément il y a, mais il mentionne aussi où se trouve chacun des éléments. Les institutions muséales doivent avoir un inventaire de leurs collections afin de remplir leurs mandats en matière de gestion de collection public⁵⁸.

57 Association des musées Suisses, (2015), Inventorier les collections : principes fondamentaux, AMS et Office fédéral de la culture OFC | ISBN 978-3-906007-14-4

58 <https://collectionstrust.org.uk/wp-content/uploads/2019/09/FR-05-Cataloguing.pdf>

Photo 6 : collection de bracelets




© musée de la Vallée du Logone

En outre, ces informations susmentionnées sont souvent très limitées pour assurer la compréhension et la promotion adéquate des collections. Au-delà des informations fournies par l'inventaire, ces musées devront ajouter une documentation supplémentaire sur les collections. Il s'agit du catalogage. Il est la gestion de l'information qui donne du sens aux collections, ce qui ne constitue pas une fin en soi, mais bien qui sert à consigner et à extraire l'information connue sur les objets. Ainsi, certaines informations fournies par le catalogage sont intrinsèques ce qui signifie les caractéristiques physiques de l'objet et d'autres informations sont extrinsèques, ce qui renvoie au contexte et l'historique de l'objet. De ce fait, l'information physique ou intrinsèque doit être relevé en examinant l'objet afin de comprendre les matériaux qui composent l'objet et les techniques de fabrication, les dimensions de l'objet, les motifs décoratifs de l'objet, les inscriptions sur l'objet ou l'état de l'objet.

3.2. La documentation adéquate des collections

En plus de la documentation responsable des collections, les musées du Lac Tchad doivent interpréter et mettre en valeur leur collections. Ce défi majeur pour ces musées permettra l'accès à l'information et aux objets des collections. Ainsi, le processus de documentation adéquat de l'information intrinsèque fournira des descriptions physiques plus détaillée de l'objet qui permet de bien connaître les collections⁵⁹, de prévoir leur besoin d'entreposage, de préservation avec plus de précision et d'obtenir

⁵⁹ <https://www.musees.qc.ca/fr/professionnel/guidesel/doccoll/fr/index.htm>



des photographies des objets. L'information contextuelle ou extrinsèque quant à elle sera dérivés des enquêtes et des recherches (Lafaille, M., 2001). Ces musées pourront répondre et comprendre l'historique de l'objet en répondant aux questions suivantes : qui était le propriétaire ? Comment a-t-il été utilisé ? Que lui est-il arrivé après avoir été acquis par le musée ? Où et quand a-t-il été créé ou fabriqué ? Qui l'a créé ? Quel était le contexte culturel dans lequel l'objet a été utilisé ou crée ? Il serait donc avantageux pour les musées du Lac Tchad de cataloguer parce qu'elle fournit des informations beaucoup plus détaillées sur les collections et favorise une gestion efficace et une connaissance approfondie des collections. Ce type de catalogage exige un investissement considérable de temps et de ressources.

3.3. Mise en œuvre de politiques en gestion des collections

La mise en œuvre de politiques en gestion des collections muséales a été élaboré en 2008 par la Direction du Patrimoine et de la Muséologie à travers le guide pratique « Elaborer une politique de gestion des collections » qui est un service de soutien aux institutions muséales. La politique de gestion des collections « doit être comprise comme un ouvrage qui contient l'ensemble des principes généraux qui sous-tendent les lignes de conduite à adopter en ce qui touche au développement, à la documentation, aux mouvements, au contrôle, à l'accès et à la conservation des collections »⁶⁰. Dans les musées étudiés force est de constater une absence de politiques en matière de gestion de collections pour certains. Pour ceux qui en ont, de sérieuses lacunes ont pu être observées. Il est donc aujourd'hui question pour ces musées de faire usage des principes fondamentaux inhérents à l'élaboration et à l'application des politiques de gestion de leurs collections. De façon générale, ils doivent élaborer un contenu de politique de gestion des collections en plusieurs sections traitant des énoncés de mission et de collectionnement du musée, de l'acquisition, du prêt, de l'emprunt, de l'aliénation, des mouvements, de la documentation, du contrôle et de l'accès ainsi que de la préservation des collections⁶¹. Dès lors, cette démarche permettra d'amener les professionnels de ces musées à maîtriser les différents paramètres de politiques efficaces pour une saine gestion de leurs collections muséales.

60 Direction du Patrimoine et de la Muséologie, (2008), Elaborer une politique de gestion des collections, Société des musées québécois. ISBN : 9782550514114

61 Direction du Patrimoine et de la Muséologie, (2008), Elaborer une politique de gestion des collections, Société des musées québécois. ISBN : 9782550514114



Conclusion

Nous avons présenté les grands défis de la gestion des collections muséales au profit d'une promotion durable des institutions muséales des abords sud du Lac Tchad. Il s'agit entre autres du rôle que doivent jouer les réserves des musées dans la conservation du patrimoine, la documentation responsable des collections, la documentation adéquate des collections et la mise en œuvre de politiques de gestion des collections. Des enjeux qui marquent une rupture avec le passé pour donner la voie à une évolution à des véritables stratégies de conservation et de valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel. L'interdisciplinarité de cette réflexion scientifique convoque à la fois l'histoire, la muséographie, la muséologie, la sociologie, l'anthropologie et l'informatique. Dès lors, dans un contexte où le devenir du patrimoine africain est devenu si inquiétant dans la mesure où il est tout d'abord majoritaire représenté en dehors des frontières africaines parce que acquis de manière parfois douteuse par les musées occidentaux et systématiquement pillé depuis la colonisation. Ensuite, très mal conservés dans certaines institutions muséales, les musées du Lac Tchad doivent aujourd'hui faire preuves de haute implication dans la gestion responsable des collections donc ils ont la responsabilité en mettant en œuvre des actions qui permettent de prévenir et limiter la dégradation des œuvres afin de conserver de la manière la plus durable ce patrimoine restant.

Références bibliographie

- AZEBAZE, L., (2021), Musée Royal du Lamidat du 1er degré de Mokolo : trait d'union entre tradition et modernité, ICOM, France. Disponible sur <https://icom.museum/fr/news/musee-royal-du-lamidat-mokolo/>;
- André Gob et al, (2014), « Des musées pour qui ? les publics des musées. » in Armand Colin, La muséologie : histoire, développement, enjeux actuels, Paris, France, Cairn, p70 ;
- Association des musées Suisses, (2015), Inventorier les collections : principes fondamentaux, AMS et Office fédéral de la culture OFC | ISBN 978-3-906007-14-4 ;
- Cato, P. S., MacLaren, S. B. et Golden, J. (dir) (2003). Museum wise. Washington D.C.: SPNHC;
- Conseil International des Musées, code de déontologie de l'ICOM, 2002 ;
- Conseil International des musées, (2006), comment gérer un musée : manuel pratique, UNESCO, Paris, France ;
- Desvallées, A et Mairesse, F. (dir.) (2011). Dictionnaire encyclopédique de muséologie. Paris : Armand Colin ;
- Département conservation préventive (2006). «Glossaire». In Vade-mecum de la conservation préventive. Paris : C2RMF ;
- Direction du Patrimoine et de la Muséologie, (2008), Elaborer une politique de gestion des collections, Société des musées québécois. ISBN : 9782550514114 ;
- DMF (2004). Muséofiche « La réserve, mode d'emploi ». Paris : ministère de la Culture et de la communication ;
- Gob, A., Drouguet, N. (2014)., La muséologie : Histoire, développements, enjeux actuels. Paris : Armand Colin ;
- Hanos Culture. 2020. «L'ICOM Cameroun effectue des travaux d'aménagement au musée du Mokolo», Hanos Culture. Disponible sur : <http://www.hanoscultures.com/index.php/patrimoine/par-ici-les-musees/359-l-icom-cameroun-effectue-des-travaux-d-amenagement-du-musee-de-mokolo> ;
- ICOM. 2020. « ICOM et ALIPH unissent leurs forces pour soutenir les musées d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale menacés par la pandémie de la Covid-19 », ICOM. Disponible sur : <https://icom.museum/fr/news/icom-aliph-covid19/>



- ICOM. 2020. « MISE A JOUR DU PROJET : soutenir les musées d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale face à la pandémie de Covid-19 », ICOM. Disponible sur : <https://icom.museum/fr/news/soutenir-musees-afrique-covid-19/>;
- Lafaille, M., (2001), Comment gérer vos collections ? le guide du Réseau Info-Muse, Société des musées québécois, Québec ;
- Mahamat A. O. (2006), Le musée de Goulfey : inventaire des collections et contribution à l'histoire locale, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Ngaoundéré ;
- Mahamat Abba Ousman, (2014) « Le Complexe Culturel de Goulfey : Un exemple des ressources touristiques en pays kotoko » pratiques et réalités du tourisme et de l'écotourisme au Cameroun : ressources, acteurs, et défis, sous la coordination de Pierre KAMDEM et Mesmin TCHINDJANG, Revue Haute terre/ IRESMA, Université de Dschang/Cameroun) No3 Vol1 ;
- Nizésété B. D., (2007), « Musées et Développement : réflexion sur les enjeux et défis des Musées camerounais pour la valorisation du patrimoine culturel », Annales de Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de N'Gaoundéré ;
- Sandrine Beaujard-Vallet, « L'évolution du rôle des réserves muséales : les réserves délocalisées du musée de l'Armée », La Lettre de l'OCIM, 138 | 2011, 11-15 ;
- Waresquiel, E. (de) (2001). Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959. Paris : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) ; Paris : Larousse ;
- https://collectionstrust.org.uk/wp-content/uploads/2019/09/FR-05_Cataloguing.pdf (Consulté le 04.12. 2021)
- <https://collectionstrust.org.uk/wp-content/uploads/2019/09/FR-05-Cataloguing.pdf> (Consulté le 06.12.2021)
- Loi No 90/53 du 19/12/1990 relative à la liberté d'association obéissant au régime d'association
- Melis, 2019, Le musée de la Vallée du Logone est désormais opérationnel, YouTube <https://www.youtube.com/watch?v=Hd5oKVjCeYs> (Consulté le 10/03/2022).





Troisième partie :
Architecture, tourisme
et industries culturel



8 Dynamique architecturale des communautés Mofu et Tupuri (nord- Cameroun)

DZIEUSSEUTEU Gabin⁶²

(Université de Ngaoundéré/Cameroun)

✉ dzieugabin@yahoo.fr

Résumé

Les arts camerounais sont caractérisés par une très grande diversité de styles liée à son histoire et sa géographie qui lui offre des opportunités plurielles. Cette diversité culturelle permet le développement d'une grande créativité artistique. S'il y'a un art qui frappe parmi les arts développés dans le Sahel Camerounais, c'est précisément l'architecture traditionnelle que cette partie du pays nous présente quand on la parcourt. Architecture toujours plus expressive d'un groupe ethnique à l'autre car en étroite harmonie avec son environnement. Le patrimoine culturel camerounais est aujourd'hui en péril face à l'uniformisation diffusée par la mondialisation. L'unité la plus menacée est cet art architectural qui a pourtant été depuis longtemps, un des éléments distinctifs des sociétés du Cameroun qualifié à juste titre d'Afrique en miniature. Ce travail se propose de ressortir les mutations qui affectent l'habitat des peuples Mofu et Tupuri à partir de l'analyse de documents et surtout sur des enquêtes orales collectées lors des descentes sur le terrain associé à l'observation participante chez ces deux peuples. Ainsi, ce travail ressort le lien fort qui existe entre l'architecture et l'environnement et les causes liées aux mutations architecturales chez les Tupuri et Mofu qui peuplent respectivement les plaines et les hauteurs.

Mots clés : *Environnement, architecture, Tupuri, Mofu, évolution.*

62 M. DZIEUSSEUTEU Gabin est ingénieur de conception en archéologie et gestion du patrimoine. Ses travaux de recherche sont tournés vers le patrimoine archéologique et culturel notamment les habitudes funéraires entre autres. Son dernier article se focalisait sur le patrimoine archéologique funéraire de Kossi dans la région du Nord-Cameroun. Actuellement, Il est inscrit en thèse à l'Université de Ngaoundéré avec un sujet centré sur le lithique de la région du Nord-Cameroun

Abstract

The Cameroonian arts are characterized by a great diversity of styles linked to its history and geography that offers it plural opportunities. This cultural diversity allows the development of great creativity. If there is one art that attracts the most when you are in the Cameroonian Sahel it is the beauty of the architectures that this part of the country has to show its visitors. Architecture ever more beautiful from one ethnic group to another and always in harmony with its environment. Cameroonian cultural heritage is now at risk in the face of the uniformity spread by globalization. The most threatened unit is its architecture, which has long been one of the distinctive elements of Cameroon's societies, which is rightly qualified from Africa in miniature. This work aims to highlight the mutations that affect the habitat of the Mofu and Tupuri peoples based on the analysis of documents and especially on oral surveys collected during the descents in the field associated with the participating observation in these two peoples. Thus, this work first shows the strong link between architecture and the environment. Next, we reveal the causes of the habitat mutations in the Tupuri and the Mofu that inhabit the plains and heights respectively.

Key words : *Environment, architecture, Tupuri, Mofu, evolution.*



Introduction

Des éléments qui composent la culture africaine, ses architectures occupent une place importante pour marquer son originalité parmi les arts du patrimoine mondial. D'ailleurs, l'une des productions culturelles frappante du continent africain est sans doute l'art de bâtir produit par les populations de l'Égypte ancienne en passant par l'Afrique des grands empires jusqu'aux groupes humains actuels. Le Cameroun avec ses différentes aires culturelles qui sont spécifiques les unes des autres regorge plusieurs éléments patrimoniaux qui sont de parfaits objets d'étude pour le scientifique en général et l'historien en particulier. Nous nous focaliserons pour le cas de cette étude sur l'architecture des peuples, un important marqueur culturel qui peuvent au même titre que les sources écrites et orales, apporter des réponses aux questions des scientifiques. Ceci, met aux oubliettes les idées d'antan qui considéraient les écrits comme l'unique et véritable source pour l'écriture de l'histoire culturelle et technique des peuples producteurs de ces chefs d'œuvres millénaires. Cette démarche a conduit des chercheurs européens à qualifier à tort l'Afrique de continent sans histoire. Or, les sources pour l'histoire africaine peuvent se retrouver tant dans l'oralité que dans ses œuvres artistiques comme le souligne Engelbert Mveng quand il affirme :

L'histoire négro-africaine est écrite en œuvre d'art. Le déchiffrement de cette histoire ouvre une page d'épigraphie singulière et inédite. Il n'est plus vrai de dire que l'histoire négro-africaine manque de documents écrits ; ce qui est vrai c'est que, trop souvent, nous sommes analphabètes devant son écriture. (1980 : 152)

Les réflexions sur l'architecture sont depuis longtemps partagées par plusieurs disciplines aux champs multiples : L'architecture et l'urbanisme important pour la conception du logement et de la ville, les sciences de la nature à travers l'approche écologique, puis les sciences humaines. Ces dernières perçoivent souvent le logement comme un microcosme, une version miniature de la société. En outre, l'architecture a toujours été pensée en relation avec les modes de vie correspondant ; au point de représenter une époque voire un groupe social donné à partir de cet art. Car les milieux de vie et l'environnement ont une influence importante sur les conceptions et réalisation des cases. Il faut relever que l'architecture a intéressée plusieurs chercheurs dans l'aire soudano sahélienne, précisément dans la région de l'extrême-nord où se retrouvent les Mofu et les Tupuri au centre de cette étude. Nous avons entre autres, Christian Seignobos (1977) qui présente de manière succincte l'habitat traditionnel de quelques groupes des régions du Nord et de l'Extrême-nord Cameroun. Quant à Chétima Melchisedek (2010), il se focalise sur un groupe, les Podokwo, où il se proposait



de ressortir les manières avec lesquelles les Podokwo employaient les matériaux locaux pour construire leurs maisons. Inscrit dans leur sillage, le présent travail qui a pour objet d'étude l'architecture, le premier art traditionnel d'après la classification des arts, veut ressortir la dynamique visible sur l'art de construire des habitations chez deux peuples de l'extrême-nord à savoir les Mofu et les Tupuri tous deux présents dans l'aire soudano sahélienne. En fait, le paysage de ces deux groupes ethniques est aujourd'hui marqué par la présence de constructions nouvelles. Ces changements sont des conséquences de la rencontre et du brassage des cultures qui ont des répercussions habitudes architecturales. Les anciennes bâtisses tendent à disparaître au fil du temps. Il se pose alors le problème de la dévalorisation des cultures architecturales Mofu et Tupuri. Dès lors, l'expression « Dis-moi comment tu bâtis, je te dirai qui tu es » peut-elle être appliquée aux peuples Mofu et Tupuri aujourd'hui ? Quels sont les éléments qui font l'originalité de leur architecture ? Quelles sont les causes des mutations de ces architectures ? Quelles sont les changements visibles aujourd'hui sur cet art ? Telles sont les questions auxquelles veut répondre cet article. Pour répondre à ces questions susmentionnées, nous procéderons en trois étapes. Nous localisons et présentons d'abord ces différents peuples avec les atouts environnementaux qui leur permettent de construire leurs différents abris. Ensuite, nous ressortons les techniques architecturales de ces deux peuples. Enfin, nous mettons en exergue les changements perceptibles dans l'architecture de ces peuples sans oublier les causes qui ont conduit à ces mutations.

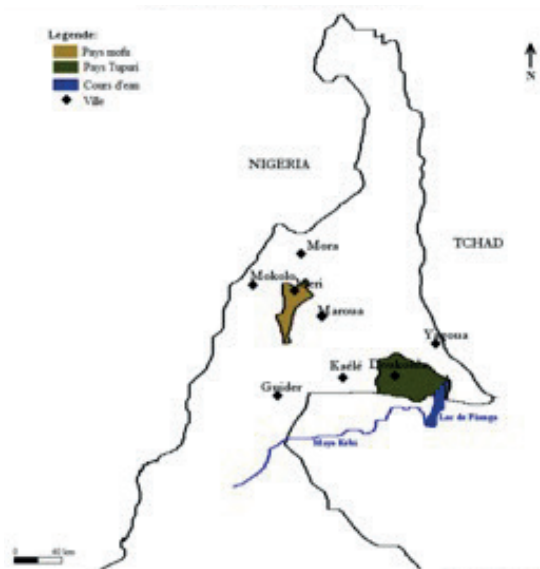


1. Cadre géographique des Mofu et Tupuri

1.1. Localisation des Mofu et Tupuri

Ces deux communautés sont localisées dans deux départements distincts de la région de l'Extrême-nord. Les Mofu représentent un groupe établi principalement sur la chaîne de massifs séparant le Nord du département du Diamaré de l'Arrondissement de Mokolo, dans l'Arrondissement de Meri, d'autres personnes réparties dans différents villages des Arrondissements de Maroua et de Mokolo ; le centre de gravité de ce peuplement se situant dans la partie Nord du village de Mokong (Goudour-Gouloua). (Podlewski, 1967 : 189) Par conte, les Tupuri occupent tout l'espace situé entre le désert de Torok et l'axe du lac Fianga ; il s'agit des villages de Doukoula, Tchatabali, Touloum, Bizili et Golonguini ; ils débordent ces villages et gagnent peu à peu sur les villages voisins, en particulier les lamibe peulhs de Kalfou et Guidiguï. (Boutrais, 1984 : 124) Le peuplement Tupuri va au-delà des frontières camerounaises pour se retrouver dans un des pays voisins au Cameroun, le Tchad.

Carte : Localisation des pays mofu et Tupuri



©Dzieusseuteu Gabin⁶³,

63 Fond de carte : Podlewski, A. M., 1966, la dynamique des principales populations du nord-Cameroun (entre Bénoué et Lac Tchad), ORSTOM, p. 12.

1.2. Disposition naturelle et implications sur l'architecture

Le milieu naturel est le système complexe dont se sert l'homme pour se lancer dans ses entreprises. Il est indispensable de le maîtriser pour comprendre l'architecture de l'habitat qui sera issu de cet environnement.

1.2.1. Les sols

La propriété des sols fournie par la pédologie conditionne la pratique de l'agriculture et peut impacter sur les constructions. Les sols du Cameroun ont été étudiés par les pédologues de l'ORSTOM ; on se basera sur leur résultat pour produire notre corpus.

Chez le Mofu comme en pays Tupuri, on est en présence des sols minéraux bruts. Ils contiennent des traces de matière organique et sont constitués de quelques centimètres de débris de roche désagrégée.

Les sols peu évolués ; ceux-ci sont très variés. Ils peuvent provenir de sols bruts en étant plus altérés, plus riches en matière organique avec début de formation d'argile. Les sols des bourrelets ont une texture très sableuse ; ils sont faciles à travailler, mais acides, pauvres en humus et en réserves minérales. Ceux des dépressions, plus riches en éléments fins du fait du lessivage oblique, sont argilo-sableux ou argileux, mais ils sont, comme les précédents, acides et pauvres en réserves minérales. En position intermédiaire, en bordure des dépressions, on trouve des sols légèrement hydromorphes assez bien pourvus en matière organique, ou des sols halomorphes (sols à alcali sur sable), peu fertiles. (Hallaire, 1984 : 389)

Ces sols seront indispensables car constitueront un élément incontournable chez ces deux peuples pour leur habitat.

1.2.2. Le relief et le réseau hydrographique

Le relief, irrégularité de la surface de la croûte terrestre engendrée par des mouvements structuraux et érosifs. En pays Mofu on est dans les montagnes et en pays Tupuri on est en plaine.

Les Mofu sont répartis sur onze (11) massifs, parmi lesquels on peut distinguer trois ensembles liés par un même cycle de fêtes religieuses et ne partageant pas la même langue. Il s'agit :

- Des massifs de Zougo, Gemzek, Meri et Mbokou ;
- Des massifs de Molkwo, Tchéré, Mikiri et Dougwor ;
- Des massifs de Douvangar, Douroum et Wazan.



Ce relief accidenté avec ses fortes pentes s'impose déjà aux cultivateurs ainsi qu'aux architectes Mofu.

Le pays Tupuri s'étale dans les plaines argileuses et sableuses. La partie occupée au Cameroun par les Tupuri est entièrement recouverte d'alluvions fluviales et éoliennes. Le relief est plat, larges bourrelets sableux, anciennes dunes orientées duquel s'étendent des dépressions argilo-sableuses en partie inondées en saison des pluies. Ainsi, le pays Tupuri contrairement au pays mofu est caractérisé par un relief plat. La faible pente est par endroits, quasi-nulle, fait en sorte qu'on assiste à un mauvais drainage et que les sols restent engorgés d'eau une partie de l'année. Cette nature est par ses conséquences hydrologiques le facteur déterminant de l'occupation du sol.

En pays mofu on a la rivière de Zoloum, le Mayo Yemsua ; à ces sources d'eau qui se situent plus au piémont, on a la source présente au niveau des montagnes. Chez les Tupuri, on a beaucoup plus de mares, aussi on a le Mayo Boula et le lac Fianga. C'est sûrement cette présence d'eau en faible quantité chez les Mofu qui imposera un habitat qui consommera moins d'eau chez ce peuple.


1.2.3. Le climat et la végétation

Le climat constitue un facteur dominant de la mise en place des paysages. Les pays mofu et Tupuri se plongent dans une région où règne un climat de type soudano-sahélien caractérisé par deux saisons par an fortement contrastées, dont une courte saison des pluies de 3 à 5 mois et une pluviosité annuelle moyenne d'environ 800 mm.

Le paysage végétal comprend les cultures, les jachères récentes et les friches anciennes plus ou moins pâturées. Dans les cultures, on remarque la présence d'arbres isolés appartenant surtout au domaine soudanien : *Acacia Albida*, *Balanites aegyptiaca*, *Ficus platyphylla*, *Khaya senegalensis*, *Tamarindus indica*.

Les jachères et friches voisines des cultures sont souvent couvertes d'épineux, surtout dans les sols à caractères argileux. On y trouve *Acacia ataxacantha*, *Acacia hockii*, *Acacia seyal*, *Albizia chevalieri*, *Bauhinia refuscens*, *Combretum aculeatum*, *Dichrostachys*, *Strycnos spinosa*, *Ximenia americana* etc. La végétation herbacée est dominée par : *Setaria punilla*, *Pennisetum pedicellatum*, *Loudetia togoensis*. (Letouzey, 1985, cité par Donfack : 321)

L'*Acacia albida* est considéré par les montagnards mofu comme une essence à part. Les jeunes ne peuvent l'abattre, ni même le tailler, les femmes doivent s'en tenir éloignées.



Ce climat et cette végétation pousseront les Mofu et les Tupuri à s'acclimater en mettant sur pied un habitat qui repose sur ces deux éléments naturels notamment la conception des toits et des clôtures pour ne citer que ceux-ci. Le rôle des clôtures en végétaux sert des populations possédant un élevage bovin qu'il faut canaliser à travers le terroir afin de protéger les champs. Christian Seignobos (1980 :182) affirme que : « le choix des essences pour les clôtures s'effectue le plus souvent parmi un ensemble d'Euphorbiacées : Euphorbia unispina (ce dernier est combiné aux pierres chez les Mofu), Euphorbia desmondi, Euphorbia kamerunica. »

2. Architecture originel des habitats Mofu et Tupuri

L'habitat peut se présenter comme un élément de distinction des groupes. Les peuples Tupuri et Mofu nous proposent des habitats originaux qu'on présentera ici. On s'efforcera de remonter à leur implantation dans leur environnement actuel (plaine et montagne) pour proposer leur habitat originel. Ceci passe par les connaissances des matériaux utilisés et de la disposition des compartiments de l'habitat.

2.1. Les matériaux de construction

Dans ces deux cultures, construire une maison traduit une adaptation à son environnement proche. Parce qu'elle trouve ses matériaux dans le milieu où elle s'implante, la case s'identifie donc à un environnement, un groupe voire un pays et varie d'aspect comme ce dernier. Parlant de l'habitat mésopotamien, Adujaili dit :

Les bâtiments mésopotamiens n'utilisaient pas systématiquement les mêmes matériaux de construction, parce que chaque région disposait des matériaux traditionnels, employés pour édifier des constructions aux fonctions diverses (palais, temples et maisons). En Mésopotamie, la brique séchée au soleil, le bois des palmiers et les roseaux étaient les principaux matériaux employés pour la construction des habitats. L'utilisation de la pierre était au contraire très rare. Les maisons sont construites avec des matériaux offerts par l'environnement. Leur présence et importance dans la construction et dépend de leur disponibilité naturelle et de leur valorisation par les habitants. (2012 :122)

Les types d'habitats traditionnels qu'offrent les Tupuri et les Mofus sont très particuliers et différent selon les matériaux utilisés pour la construction. Les architectures Mofu et Tupuri attestent d'une grande maîtrise technique et d'une parfaite adaptation



à l'environnement. Les matériaux de construction utilisés sont prélevés dans l'environnement ; il s'agit de : la terre, le bois, l'argile, fibre végétale et la paille chez ces deux peuples, l'utilisation de la pierre étant une spécialité chez les Mofu.

2.1.1. L'argile

S'il y'a un matériau qu'on retrouve tant en hauteur qu'en plaine, c'est la terre qui sera utilisée par les Mofu et Tupuri. C'est d'ailleurs le matériau le plus largement disponible pour la construction en pays Tupuri. Le terme employé par les Mofu pour désigner la maison est ay. Ce même mot renvoie à un ensemble de cases rondes formant un hameau, qu'il soit petit ou grand. « L'élévation des murs se fait avec de l'argile crue mélangée aux dégraissants végétaux constitués du *Combretum aculeatum* et *Andropogon pseudapricus*. » (Gormo & Nizésété, 2013)

Si tous les éléments de la concession sont faits en terre chez les Tupuri. Chez les Mofu, l'argile est utilisée suivant l'usage des pièces ; elle était principalement utilisée pour les greniers. L'argile est un autre élément caractéristique de l'architecture traditionnelle Tupuri. Étant à la disposition de tous, la terre est le plus ancien des matériaux de construction et reste très présente dans le monde et surtout en Afrique. Parmi les réalisations en terre, on peut citer les cases-obus des Musgum à l'Extrême-Nord du Cameroun, les lamidats peuls du Nord-Cameroun, villes Djenné, Tombouctou et Gao (Mali). Au Moyen Orient et au Maghreb, on peut citer les médinas et les architectures islamiques. En Europe également l'architecture de terre était présente. C'est le cas des bourrines vendéennes et de nombreuses fermes et habitations en Espagne, au Portugal et en Italie. (Melchisedek Chétima, 2009)

La terre est un apport de masse thermique. En fait, la terre crue est un matériau à forte inertie thermique, qui permet de stocker de la chaleur et de réguler les changements de températures entre jour et nuit. Ainsi, elle permet donc une bonne régulation hygrométrique. Le confort d'une pièce dépend étroitement du taux d'humidité dans l'air. Or, les parois en terre crue peuvent absorber une quantité d'humidité plus importante que la plupart des autres matériaux de construction. En absorbant l'humidité quand elle est en excès puis en la restituant quand elle manque, la terre crue permet d'améliorer le confort intérieur et d'empêcher le développement de moisissures. Comme elle n'est pas cuite mais seulement malaxée avant d'être mise en œuvre, la terre crue nécessite peu d'énergie pour sa transformation. On utilise une terre disponible localement, parfois prise sur le site même de la construction, ce qui limite les besoins en énergie pour le transport.



Photo 1 : Case Tupuri



© Dzieusseuteu, 2018.

La terre reste comme matériau de prédilection à cause de ses caractéristiques naturelles. Comme la poterie qui rafraîchi l'eau qu'on y met, la case en terre se comporte comme un « climatiseur naturel ».

2.1.2. La pierre

Les massifs montagneux ont permis la mise en place d'un style architectural quasiment monté en pierres. Dans les massifs où se trouvent les Mofu, la pierre est le matériau facile à trouver, les fondations, les maisons et les murs étaient souvent faits de pierre. Les murs de pierres, faits de blocs jointoyés d'éclats sont remarquables et le doivent aussi à la nature du granite de leurs massifs. Chez les Mofu, la pierre est utilisée pour la clôture. Ainsi, des pierres taillées ou éclatées (en utilisant que des blocs de mêmes tailles) pour les pièces abritant les greniers, les chambres communes et les étables. Le choix de la pierre s'est certainement imposé à ce peuple vivant en hauteur devant la rareté de l'argile et surtout la faiblesse de l'eau dans ces localités. Surtout que les constructions se font en saison sèche.



Photo 2 : Mur en pierre chez les Mofu



© Dzieusseuteu, 2018.

Les grands blocs rocheux sont débités par des spécialistes appelés darao afin d'obtenir les pierres bien taillées pour la construction. Le communautarisme se manifeste grandement avec la confection des futurs habitats alors, la construction des cases en pierres constituait un travail communautaire et de socialisation⁶⁴. En fait, c'est l'occasion pour les individus du village de se rencontrer avec les autres habitants du village, de prodiguer des conseils aux jeunes, de régler les différends entre les membres de la communauté, de manger ensemble et de renforcer les liens de solidarité⁶⁵. La pierre sera utilisée pour les murs, certaines cases et le grenier reposera sur des pierres parfaitement taillées de sorte qu'en temps de pluie, les eaux qui ruissellent puisse passer en dessous du grenier sans toucher celui-ci.

2.1.3. Le bois

« En dépit d'un environnement faiblement boisé, fréquemment pris d'assaut par les feux de brousse et par les défrichements, ces populations [de l'extrême-nord] ont su tirer le meilleur profit des différentes potentialités de la flore régionale. » (Gormo & Nizésété, 2013, p. 588) La vie en pays Mofu comme en pays Tupuri est étroitement liée à la plante, d'où la place de choix qu'elle occupe dans ces sociétés. L'alimentation,

⁶⁴ Dans les sociétés africaines en général, la construction d'habitat constituait un travail communautaire comme les travaux champêtre.

⁶⁵ Ceci est vrai pour les Tupuri

parure, remède, outils agricoles et mobiliers intérieurs sont issus du couvert végétal. Dans l'habitat, les bois servent à confectionner les charpentes, hangars et entrent dans la fabrication des mobiliers intérieurs des cases (siège, lit en bois, mortier...). Certaines qualités peuvent justifier le choix d'une essence au lieu de l'autre ; la qualité première est la résistance du bois.

L'instrument de test pour la sélection des bois d'œuvre architecturale est la hache. En effet, lors de l'abattage, le bois qui cède facilement à l'action du bûcheron n'est pas sélectionné pour les besoins de constructions car sa longévité pourrait être réduite sous l'action néfaste des insectes xylophages et de l'humidité. En revanche, le bois qui ne cède que difficilement est doté d'une ténacité qui lui permet de résister longtemps aux piqûres de certains insectes. Ce sont ces arbres qui sont sélectionnés pour les bois de la charpente et pour les perches de soutènement. Ainsi, quoiqu'étant le plus abondant dans la région, le *Ziziphus mauritania* n'était pas l'arbre de prédilection pour les besoins de construction. Les montagnards lui préfèrent le *Terminalia brownii* à cause de son caractère résistant. (Melchisedek Chétima, 2009)

La charpente est un ouvrage composé de pièces de bois assemblées entre elles pour constituer l'ossature de la construction. Le *Terminalia Brownii* est préféré pour la charpente chez les Mofu et *Terminalia macroptera*, *Anogeissus leiocarpus*, *Gardenia embescens*, *Combretum aculeatum*, *Balanites aegyptiaca*. Cette charpente portera le toit tant chez les Tupuri que chez les Mofu.

Photo 3 : charpente



© Tizi, 2018.



2.1.4. La tige de mil et la paille

Outre les éléments de construction cités ci-dessus, on peut également ajouter les tiges de mil et la paille qui seront respectivement déposées sur la charpente les unes après les autres.

Le choix entre mil et chaume pour la couverture semble dicté pour les premiers par un manque de paille sur des massifs aux fortes densités et ne disposant pas de Piémont accessible, mais lorsque le matériau est homologué par la « coutume », il devient signifiant : « le Mafa construit ainsi », le « Mofou autrement ». Et sur certaines marges où un choix était envisageable, il n'a pas été effectué. Le choix technique s'efface devant le choix culturel. (Seignobos, 1984 : 84)

La paille est appelée laye chez les Tupuri et goudjet chez les Mofu. Les tiges de mil sont minutieusement tissées et déposées sur la charpente pour renforcer le toit. Ensuite, on la recouvre avec du paille solidement tissé avec beaucoup de précision car la paille doit avoir la même taille, la beauté du toit en dépend.

En fin, la paille et les tiges posées, on attache l'ensemble (charpente, tiges et paille) avec une corde (fibre végétale). A ce niveau le toit est déjà bon chez les Mofus or chez les Tupuri, situé en plaine où souffle de fort vent, on attachera encore le toit (de la charpente jusqu'à la paille du sommet à la base).

Photo 4 : Fibre utilisée pour attacher la charpente



Photo 5 : Fibre tissée servant de corde



© Dzieusseuteu, 2018.

Photo 6: Tissage de la paille



© Tizi, 2018.

Chez les Tupuri, les tiges de mil outre leur place dans la construction des toits, portent autre fonction : celle de matériau pour la construction d'enclos, à côté de cela s'ajoute comme autre matériau les branches d'arbres. Ces enclos protègent les jardins des bovins ; il sert aussi à protéger le bétail.

2.2. L'organisation de l'espace

Les cases et greniers, composantes de l'habitation, sont multipliés avec la polygamie, la présence des femmes et des fils pubères et du stockage individuel des récoltes.

2.2.1. Maison du mari, femmes et fils

Pour construire sa demeure et celle de sa famille, le Mofu n'a en sa possession que très peu de terre, très peu d'eau, du bois médiocre de faibles dimensions, des pierres et des cannes de mil. Avec de tels matériaux, couvrir une case circulaire de quatre à cinq mètres de diamètre est un maximum. Les maisons (ay) mofu s'inscrivent dans le système de défense du massif qui réserve au chef de famille la situation la plus élevée. Comme pour le chef, la case du maître de la concession est à plus d'un titre l'élément dominant de l'habitation : c'est la case-entrée. D'abord marquant par sa localisation qui offre la possibilité d'avoir le regard sur la plupart des dépendances puis par son rôle symbolique au sein de l'habitation. La case-dortoir des femmes, les cuisines et celles des fils pubères jouxtent celui du maître de la concession.

Comme chez les Mofu, l'habitat Tupuri respecte certains critères en ce qui concerne l'occupation de l'espace. Il obéit lui aussi à la logique de sécuriser les femmes, les enfants, les récoltes et le bétail. La case du père est toujours située à l'entrée de la concession pour lui permettre de jouer son rôle de vigile. Il est toujours muni de ses matériels de guerre qu'il utilise pour se défendre des agressions extérieures si le besoin se fait ressentir « L'habitat Tupuri est un habitat dispersé. Le terme "tin" désigne l'enclos et la case ronde. L'enclos regroupe le chef de famille, sa ou ses femmes et leurs enfants. Un fils marié dispose de son propre enclos sur les terres "appartenant" à son lignage. » (Ruelland, 1988).

Photo 7 : une cuisine chez Tupuri⁶⁶




© Doba janvier, 2015

Les cases rondes en argile sont recouvertes de toits coniques en paille et sont disposées autour d'une cour centrale dans laquelle se dressent les greniers en argile appartenant à chaque adulte de la famille. Les cases des différentes femmes sont construites au fur et à mesure de leur arrivée dans la famille, située alternativement à gauche et à droite de l'axe central de l'enclos qui mène la case du mari. A gauche se trouve la meule pour moudre le mil. En outre, au fond de la meule se trouve le lit des enfants à côté du mur. Au fond entre le lit des enfants et celui de la femme se trouve le Glan⁶⁷. Il est d'usage

⁶⁶ Cette architecture en sekko s'est maintenue pour les cuisines et pour l'habitat de la première femme du chef de terre rappelait Seignobos & Tourneux en 2001.

⁶⁷ Enclos pour les chèvres, moutons et poulets construit dans la case, notamment celle de la femme.



que les enfants quittent le domicile paternel à leur mariage. Seul, le plus jeune fils continue d'habiter avec son père si l'entente se maintient. Les autres construisent leur nouvelle demeure à proximité. On passe ainsi de l'agglomération familiale au village, par simple développement de la cellule familiale.

2.2.2. Cuisines, greniers et espaces pour le bétail

La cuisine ou « gedjek » qui désigne également le groupe « femme et ses enfants » est le domaine propre de la femme. La salle des greniers sur laquelle s'ouvre la cuisine de chaque épouse est au centre de la concession chez les Mofu. Les greniers au Nord-Cameroun : astucieux mélange de terre, de bois et de paille. Les Mofu et Tupuri sont de bons cultivateurs de céréales, principalement le mil et sorgho qui constituent la base de leur alimentation (couscous et vin). Alors, il devenait indispensable d'avoir une structure pour la conservation de leurs récoltes : le grenier. Ce grenier est conçu de sorte que les insectes et rongeurs ne puisse pas l'attaquer avec succès car la survie de la communauté en dépend. Selon un proverbe local, "un chef de famille dont le grenier est rempli de mil peut gronder dans sa famille " et en cas de disette, il pourrait bien prendre d'autres femmes en échange du mil et agrandir par conséquent ses champs, sa descendance et ses greniers. (Gormo & Nizésété, 2013, p. 592)

Le grenier Mofu, cylindre voûté à sa partie supérieure, troué d'un unique orifice, est construit avec la même terre et selon la même technique que la cuisine, dont la porte est percée après le montage des parois. Le pied du grenier est bâti sur des plaques de pierres, puis le corps est monté et ensuite l'étage de bois et de terre où est ménagée une trappe. Le nombre de grenier est dépendant du nombre de femme⁶⁸. Ainsi on peut ajouter des greniers à l'arrivée d'une nouvelle épouse.

La place du bétail dans la concession est pensée à l'avance. Les moutons et les chèvres sont placés au centre non loin des greniers alors que les bœufs sont placés vers l'entrée non loin de la case du mari et des fils. Ceci permet d'assurer leur protection en ayant toujours un œil sur eux.

En pays Tupuri, chaque femme a sa case, sa cuisine et son grenier (bolé). Un grand grenier pour toute la famille est à la commande du mari qui a la charge de renflouer le grenier des femmes quand le besoin se fait ressentir. Ce grenier est subdivisé en trois compartiments⁶⁹.

68 Entretien avec Tazguema Tegling, né vers 1960, Meri, avril 2018.

69 Entretien avec Fawa Joseph, chef du district de Dargala, dargala



Photo 8 : Deux greniers à l'intérieur de la salle de greniers Mofu



Photo 9 : Grenier chez les tupuri



© Dzieusseuteu, 2018.

Le grenier des Tupuri a l'allure d'une petite case sur pilotis. Il est recouvert en partie de chaume et coiffé de paille à base d'*Andropogon tectorum* et le tout reposant sur des branches. Les branches sur lesquelles repose le grenier sont *Prosopis africana* et *Terminalia macroptera*. Ces bois sont choisis pour leur durabilité c'est-à-dire qu'ils doivent être capable de résister aux insectes et aux variations de température (qui constitue la faiblesse des objets en bois)⁷⁰. « Ces caractères sont d'ailleurs nécessaires dans la mesure où les piliers fourchus sont directement exposés à la nature potentiellement agressive. » (Gormo et Nizésété, 2013, p. 592)

⁷⁰ Entretien avec Tchobyang Birwé, 73 ans, Doukoula

3. Les mutations architecturales

Plusieurs éléments sont à l'origine des mutations dans l'habitat en pays Tupuri et Mofu.

3.1. Les causes de changement de l'habitat Mofu et Tupuri

Ces causes concernent entre autres la réduction des ressources utilisées dans les constructions, du contact avec les autres peuples et le changement partiel de l'environnement habituel où certains matériaux ne s'offraient aisément à eux.

3.1.1. La baisse des ressources

La nature est depuis toujours utilisée par l'homme pour ses besoins multiformes ce qui peut engendrer des disettes qui amèneront les Mofu et Tupuri à trouver des matériaux de substitutions. Cependant, on peut chercher à énumérer les différentes causes de ces pénuries. Aussi, faut-il rappeler que l'eau occupe une place prépondérante dans le choix des sites d'occupation des hommes. Sa présence à proximité des habitats facilite la vie des populations ; sa quantité peut influencer les habitudes. On peut comprendre aisément pourquoi, dans les sociétés Mofu, et Tupuri tous situés dans le sahel, l'eau peut être d'un enjeu dans la gestion des ressources. L'eau lutte contre le feu. L'eau transforme les terres arides, lors de la germination des graines dans le sol. L'eau est universellement source de vie et de santé. L'homme qui boit de l'eau ou se baigne répare les forces que le soleil ou l'effort lui ont prises.

En effet en pays mofou [et Tupuri] comme dans l'ensemble du Sahel, caractérisés par des pluies irrégulières, les hommes, les animaux et les plantes recherchent sans cesse de l'eau pour apporter des solutions à leurs problèmes vitaux : maintien de la vie, irrigation des champs, breuvage des animaux. Sans eau, il est impossible de cultiver des céréales ou d'élever du bétail. Pas d'eau, pas de nourriture ; pas de nourriture, pas de vie. [...] L'eau se présente donc comme un bien vital, incontournable et irremplaçable dans l'existence des hommes sans exception aucune. (Nizésété, 2001, p. 83)

La grande demande en ressource végétale pour les besoins variés va entraîner la raréfaction de certaines essences ce qui va pousser les populations Mofu comme Tupuri à se tourner vers de nouveaux matériaux et de nouvelles essences pour la conception de leurs toitures.

La rareté des essences pousse les paysans à faire de nouveaux choix. Ainsi, le *Mitragyna inernis* et le *Vitex doniana* qui, en dépit de leurs caractères tendres, légers et de leur mauvaise durabilité naturelle, sont actuellement sollicités pour la charpente. Le *Ziziphus*



(jubar) peut aussi être choisi dans la mesure où le *Terminalia Brownii* soit devenu rare. Depuis le lancement des projets de reboisement et de régénération du couvert végétal en 1961, les espèces telles que *Neem*, *Khaya senegalensis* et *Cassia siamea* ont été vulgarisées dans la région. (Gormo & Nizésété, 2013, p. 588) Actuellement le neem est utilisé pour la construction des charpentes. Cette essence est aussi sollicitée pour les hangars malgré sa mauvaise durabilité.


3.1.2. Les contacts avec l'extérieur

Pendant que les Mofus ont fait de leur environnement, leur havre de paix, les Tupuri ont dû affronter les peuls afin de ne pas croquer sur la domination de ces derniers qui s'imposaient déjà chez leur voisin. Ainsi, le contact avec les peuls et les colons sont l'une des principales causes des métamorphoses de l'habitat. En effet, la présence peule au XIXe siècle et l'implantation de l'administration coloniale au début du XXe ont eu une influence certaine dans le changement de goût des populations locales.

3.1.3. La migration vers la plaine

Depuis l'établissement de l'administration française sur les monts Mandara, après la Première Guerre Mondiale, la descente des montagnards aux piémonts et en plaine va se faire et aura des répercussions sur leur habitat car les matériaux qu'offrait la montagne se voient concurrencer par les matériaux nouveaux dont nous observons aujourd'hui l'aboutissement dans les paysages. Cependant, les Français se heurtent à l'absence d'organisation politique sur laquelle s'appuyer chez les Mofu. Ces populations, isolées sur leurs massifs, hostiles à toute forme de domination d'où qu'elle vienne, échappaient complètement à l'autorité coloniale. Néanmoins, faire descendre un bon nombre de cette population restera l'objectif de l'administration coloniale. La pauvreté qui règne en montagne contribuera à cette descente.

C'est l'avis de Podlewski qui fait un tableau sombre du pays mofu : « De nos jours, le pays mofu est sans doute un des plus pauvres que l'on puisse rencontrer... Des départs très nombreux se sont faits spontanément du seul fait de l'insuffisance des subsistances dans certains massifs. » (Podlewski, 1966, cité par Boutrais, 1973, : 41). Jean Boutrais ajoute : « La famine de 1931 jette hors des massifs des hordes faméliques de montagnards, partis mendier leur nourriture dans la plaine. » Cette descente contrainte sera lancée en 1963 comme nous le rappelle Jean Boutrais :



Pour tous les massifs qui dépendent de l'arrondissement de Mora au nord de la chaîne montagneuse, on assiste en 1963 à une véritable opération autoritaire de descente des montagnards en plaine. Sur 45 000 montagnards installés en plaine, 29 000 le sont sur l'ordre de l'administration. Un arrêté sous-préfectoral rend en effet la descente obligatoire pour tous les massifs, sauf à Podokwo-sud où d'autres intérêts liés à la piste dite « centre-massifs » maintiennent une réserve touristique de montagnards. [...] L'action est menée d'une manière tout aussi énergique sur les massifs Mofu de l'arrondissement de Mokolo, puisque 7000 montagnards sont contraints de s'installer en plaine en 1963. (1973 :59)

3.2. Apparition d'éléments nouveaux dans les constructions et transformation des formes

L'acculturation représentée par les emprunts frappera l'habitat traditionnel des peuples de l'extrême-nord camerounais donc les Mofu et les Tupuri.

3.2.1. Les briques, portes et fenêtres

Il faut signaler que le traditionnel est aujourd'hui associé à celui qui n'a pas assez de moyens financiers pour se construire une maison « moderne ». De plus en plus, les Tupuri et Mofu se tournent vers les constructions dites modernes dès que leurs moyens financiers le permettent car ceci est devenu un signe visible de bien-être. Ce changement va avoir pour catalyseur l'apparition de nouvelles élites (les serviteurs des colons et plus tard des fonctionnaires) qui, avec leurs moyens financiers voudrions désormais tourner le dos à l'architecture traditionnelle pour se retrouver dans les habitats dits moderne. Ainsi, à défaut d'avoir une maison « moderne », les matériaux traditionnels sont aujourd'hui associés aux matériaux nouveaux qui font naître des habitats hybrides (inspiré de l'habitat originel mais utilisant les éléments nouveaux).

Tout ceci se fait avec l'entrée de nouveaux matériaux comme le ciment. Si on peut remarquer que la maison traditionnelle est résistante, force est de constater qu'elle ne l'est pas autant qu'une maison « moderne » construite avec du ciment qui est associé au sable pour former le mortier qui sera utilisé comme joint afin d'assurer l'inébranabilité. Ce mortier est aussi utilisé pour les finitions comme lisser le mur avant le dépôt de la peinture. Le ciment est d'ailleurs fortement utilisé aujourd'hui par les chefs Tupuri comme Mofu pour monter leur habitat. Rappelons que le ciment est un matériau de construction, composé de calcaire se présentant sous forme de poudre très fine, qui

durcit au contact de l'eau et est ainsi utilisé comme liant. Le ciment est également appelé liant hydraulique. Cette capacité de prise est recherchée en construction, par exemple pour préparer mortier qui servira de joint quand on utilise les briques.

Photo 10 : Fenêtre avec protection sur une case Tupuri



Photo 11 : Case d'entrée du chef du village de Meri



© Dzieusseuteu, 2018

Dans les générations plus récentes qui sont à la recherche d'innovation, la mutation se fait principalement au niveau du matériau utilisé notamment la tôle. Ainsi on voit les toitures avec deux ou quatre pentes et les formes coniques disparaissent. Aujourd'hui, la paille ne satisfait plus à cause de sa durée de vie devant la tôle. La toiture de paille dure trop peu et présente des dangers d'incendie tandis que la tôle, qui rompt le charme du pittoresque, apparaît comme une providence dans la vie pratique : le transport et la pose en sont faciles, la durée satisfaisante.

Les fils de fer font partir des nouveaux invités dans la construction des habitats chez les Tupuri et les Mofu. Ils viennent se substituer aux fibres végétales alors utilisées pour attacher les branches qui sont rassemblées pour constituer la charpente ; il permet aussi d'attacher la paille à la charpente.

3.2.2. Du cercle au quadrilatère et disparition des greniers

La forme des habitations va connaître de profondes modifications qui se matérialiseront avec la naissance de nouvelle forme. La ville coloniale, en se superposant à la cité traditionnelle, va imposer le damier des rues qui remodelera les cases en favorisant les formes quadrangulaires du plan de la ville aux unités d'habitation. Ainsi, traditionnellement rondes, les cases deviennent de rectangulaires ou carrées. Ce mouvement sera renforcé par l'adoption massive de la tôle d'aluminium. On passera donc des cases rondes aux cases quadrilatérales.

Le grenier perd de plus en plus sa place ; la vedette lui a été volée par les sacs plastiques. Les récoltes ne sont plus absolument gardées dans les greniers. Elles sont actuellement conservées dans les sacs surtout au niveau des centres administratifs. On y lit de ce fait, une supplantation progressive des greniers par les sacs. Pour une facilité dans le mode d'emploi, pour un souci de mesure, les sacs deviennent usuels. C'est pourquoi certains paysans considèrent le grenier comme dévalorisant dans un contexte de modernité. Pour eux : « une belle maison ne devrait pas être salie par un grenier ». (Gormo & Nizésété, 2013 : 601)



Conclusion

Tout au long de ce travail nous avons ressorti les permanences et les changements observés dans l'architecture des peuples Mofu et Tupuri. Nous avons montré que l'architecture de ces deux peuples est restée fortement marquée par leur environnement respectif validant ainsi le fait que l'architecture reste un art solidaire au milieu où il s'insère. Relevons aussi que les mutations observées dans les cases aujourd'hui sont dues entre autres à la baisse des ressources indispensable aux constructions et les contacts avec l'extérieur précisément avec les français entre autres. Le caractère éphémère des matériaux locaux par rapport à ceux dits modernes sont aussi à l'origine de l'abandon des habitats traditionnels. L'utilisation du bois, des tiges de mil et de la paille nécessite un travail de réfection triennale ou quinquennale alors qu'une construction qui utilise les matériaux modernes comme les tôles s'avère durable et ne nécessite pas d'entretien permanent. Aussi, certaines matières premières locales telle que la pierre qu'utilise les Mofu demandent un travail épuisant et une parfaite connaissance de cette pratique sinon on peut se blesser lors de la taille. Les montages des briques et parpaings avec les joints en ciment sont par contre plus simples et moins épuisants bien que ce matériau n'assure pas une température douce à l'intérieur des habitats en période de grande chaleur. L'art de bâtir se présente comme une source non-négligeable pour l'historien. Alors, « il faut pleurer toute case qui disparaît. Car ce n'est pas un abri qui s'en va. C'est un souvenir. C'est une histoire. C'est une manière de prendre la vie et d'organiser ce que l'on sait du monde ». (Chamoiseau, cité par Christophe Denise, 2004) Cette pensée est complétée par Engelbert Mveng (1980) qui mentionnait que l'art représente des documents qui peuvent aider à reconstituer le passé africain. Il faut donc les préserver car après tout, la culture est la seule chose qui nous reste quand on a tout perdu. Ce travail tire la sonnette d'alarme. Les habitats Mofu et Tupuri ne sont pas les seuls menacés de disparition dans l'extrême-nord Cameroun. Ceci est aussi perceptible sur l'habitat traditionnel du peuple musgum qui est reconnu par ses cases-obus. Ceci a poussé le PSF (Patrimoine sans frontières) à s'engager auprès de la communauté locale pendant de nombreuses années afin d'assurer la sauvegarde d'un patrimoine unique au monde. Le projet de Patrimoine sans frontières à propos de la culture Musgum portait sur la sauvegarde du patrimoine architectural de cette ethnie qui peut aujourd'hui être appliqué aux peuples Mofu et Tupuri. S'il y'a de l'espoir pour la protection de ce patrimoine, ce sera le fait que les jeunes Mofu et Tupuri soient toujours associés pour la construction d'habitat. Cette implication des jeunes permet de transmettre certaines connaissances pour assurer le maintien et la survie d'une richesse culturelle qui fait aujourd'hui face à l'engloutissement de la mondialisation. La sauvegarde de ce patrimoine est un défi où les enjeux se retrouvent à plusieurs niveaux : culturel, historique, écologique, économique et touristique.

Références bibliographiques

- AL-DUJAÏLÌ AMMAR, 2012, « Les marais mésopotamiens et la question de l'habitat à venir Pour une évolution durable. » (Thèse de doctorat en Urbanisme mention Architecture). Université de Grenoble ;
- Boutrais, Boulet et Beauvillain (éds), 1984, Le Nord du Cameroun : des hommes une région. Paris, ORSTOM, Collection Mémoires n°102 ;
- CHRÏSTOPHE Denise, 2004, « Une histoire évolutive de l'habitat martiniquais », In Situ [En ligne] URL : <http://journals.openedition.org/insitu/2381>
- DZIEUSSEUTEU Gabin & TIZI SAMAKA Herman, 2018, « Environnement et habitat chez les Mofu et les Tupuri (extrême-nord, Cameroun) : permanences et mutations », (mémoire de DIPES II), Université de Maroua ;
- GORMO Jean. et NÏZESETE Bienvenu Denis, 2013, « Des végétaux et leurs usages chez les peuples du Nord-Cameroun: sélection et mode d'emploi du XIXe au XXe siècle ». in História, Ciências, Saúde – Manguinhos, Rio de Janeiro. Vol. 20, N°2, avril – juin. Pp. 587-607 ;
- HALLAÏRE, 1984, « Systèmes agraires et histoire dans les monts Mandara ». In BARRETEAU, D. Et TOURNEUX, H. (Dir.) Le milieu et les hommes recherches comparatives et historiques dans le bassin du lac Tchad, Actes du 28e colloque Méga-Tchad ORSTOM BONDY, le 3 et 4 octobre 1985, Paris, ORSTOM. Pp. 215 – 220 ;
- BOUTRAÏS Jean, 1973, La colonisation des plaines par les montagnards au nord du Cameroun (monts Mandara), Paris, O.R.S.T.O.M;
- KANA DONFACK, 2009, « Evolution de l'habitat traditionnel en Afrique : Exemple de la province de l'Ouest au Cameroun. » (Thèse de doctorat en architecture). Université Technique de Berlin : institut d'architecture ;
- CHÉTÏMA MELCHÏSEDEK, 2010, « Pierre, argile et bois dans l'habitat des Podokwo (Monts Mandara) : Etude de l'influence des variables environnementales sur le choix des matériaux de construction » ;
- MVENG Engelbert, 1980, L'art et l'artisanat africain, Yaoundé, éditions Clé ;
- NÏZESETE Bienvenu Denis, 2001, « Symbolisme de l'eau dans des sociétés traditionnelles du Nord-Cameroun ». PALABRES. Entre le boubou, la vache et la savane, écrire le pays: Littérature du Nord-Cameroun, Actes du Premier Colloque des Ecrivains du Nord-Cameroun. Volume Spécial 2001. N'Gaoundéré : éditions KA'ARANG. Pp. 83 – 103 ;



- PODLEWSKI, 1967, La dynamique des principales populations du nord-Cameroun (entre Bénoué et Lac Tchad), ORSTOM ;
- RUELLAND, 1999, « L'homme et l'animal en pays tupuri ». In L'homme et l'animal dans le bassin du lac Tchad, pp. 373 – 382 ;
- SEIGNOBOS, 1984, « Chapitre 5 : L'habitat ». In Boutrais Boulet et Beauvillain (éds). (1984). Le Nord du Cameroun : des hommes une région. Paris : ORSTOM, Collection Mémoires n°102, pp. 181-200;
- SEIGNOBOS, 1977, L'habitat traditionnel au Nord-Cameroun. Unesco.



9 Identité architecturale contemporaine de la ville de NDJAMENA face aux mutations liées au développement durable

Sileimana Ahmed, Danwe Raidandi⁷¹

(L'Université de Maroua)

✉ archingsileimana@gmail.com

Résumé

Une promenade architecturale à travers nos contrées rurales du monde permet de nous mettre à l'évidence des expressions singulières de nos patrimoines bâtis, de l'identité culturelle à travers nos constructions, nos aménagements spatiaux, et nos décorations, qui ont du mal s'imposer en zone urbaine, le Tchad ne fait pas l'exception. Des auteurs proposent leur approche de valorisations des identités locales. En ce qui concerne le Tchad, l'architecte-Urbaniste Senoussi Ahmat Senoussi encadre les femmes de Gaoui pour l'amélioration de techniques de décoration en terre. Aussi l'architecte ROGER Boriata a eu à effectuer quelques travaux pour la valorisation des habitats traditionnels. Cependant aucune étude n'est réalisée pour l'élaboration des théories, de doctrines et la création d'un style pour l'identité de l'architecture contemporaine Tchadienne. Cet article présente l'étude sur l'identité de l'architecture contemporaine tchadienne face aux mutations des habitats et de développement durable : cas de N'Djamena. Notre étude montre une variété d'architecture et d'influence d'habitat individuel : une forte proportion des maisons dite style Autre ou sans style (40-50%). Nous notons une régression de manifestations d'identité d'architecture traditionnelle en zone urbaine : un rejet du traditionnel (0%) dans l'équipement administratifs, commerciaux et culturels ; les styles d'architecture des administrations à N'Djamena sont des héritages coloniaux (40%) avec une immersion de style moderne (30%) les équipements commerciaux ont pour la majorité le style arabo-mauresque (40%) et une partie en style colonial (40%) ; la majorité des équipements culturels à N'Djamena n'ont aucun style traditionnel (0%) et le style en vogue est le modernisme (50%). Cette étude est nécessaire et constitue la matrice de documentation de l'Habitat traditionnelle tchadien en vue de sa théorisation pour l'identité l'architecture contemporaine urbaine Tchadienne tenant en comptes de la biodiversité sociétale.

Mots clés : *identité, architecture contemporaine tchadienne, mutations des habitats, développement durable, N'Djamena.*

⁷¹ SILEIMANA AHMED, Ingénieur Civil- Architecte de Nationalité Tchadienne ; Doctorant en Architecture/laboratoire de Génie Civil et Architecture de l'ENSPM/ UMA ; Enseignant d'architecture vacataire à Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Maroua / Cameroun. Son sujet de thèse porte sur : théorisation des cultures constructives traditionnelles pour l'identité d'architecture contemporaine urbaine africaine : cas de Ndjamen (Tchad). Un article en cours de publication qui porte sur « Etudes typologiques et des cultures constructives de l'Habitat au Tchad et Participation au colloque Kawtal sciences des ingénieurs 2021 à Maroua Sous le thème « Théorisation des méthodes constructives traditionnelles pour l'identité d'architecture urbaine africaine : application à Ndjamen/Tchad »

Abstract

An architectural walk through our rural regions of the world allows us to highlight the singular expressions of our built heritage, of cultural identity through our constructions, our spatial arrangements, and our decorations, which have difficulty imposing themselves in urban areas; Chad is no exception. Authors offer their approach to promoting local identities. As far as Chad is concerned, the architect-urban planner Senoussi Ahmat Senoussi supervises the women of Gaoui for the improvement of earthen decoration techniques. Also, the architect ROGER Boriata had to carry out some work for the enhancement of traditional habitats. However, no study is carried out for the development of theories, doctrines and the creation of a style for the identity of contemporary Chadian architecture. This article presents the study on the identity of contemporary Chadian architecture in the face of changes in habitats and sustainable development: the case of N'Djamena. Our study shows a variety of architecture and influence of individual housing: a high proportion of houses called other style or without style (40-50%). We note a regression of manifestations of traditional architectural identity in urban areas: a rejection of the traditional (0%) in administrative, commercial and cultural facilities; the styles of architecture of the administrations in N'Djamena are colonial heritage (40%) with an immersion in modern style (30%) the commercial facilities have for the majority the Arabo-Moorish style (40%) and a part in style settler (40%); This study is necessary and constitutes the matrix of documentation of the traditional Chadian habitat with a view to its theorization for the identical contemporary urban Chadian architecture taking into account societal biodiversity.

Key words : *Identity, contemporary Chadian architecture, mutations habitats, sustainable development, N'djamena.*



Introduction

Nos constructions d'aujourd'hui ne prennent plus en compte nos patrimoines bâtis, ceci est un danger pour notre identité architecturale, pour notre savoir construire prenant en compte notre culture et notre environnement. Nos anciens bâtis et bâtiment hérités regorgent d'énormes richesses aussi bien à l'organisation spéciale qu'aux cultures constructives respectueuse de l'environnement et donc de développement durable. La Disparition des anciennes constructions de Ndjama, le manque de valorisation des architectures traditionnelles accélèrent l'invisibilité de notre culture sur nos bâtis, constitue un rejet de notre identité architecturale et «une société qui renie son héritage est une société amnésique» (N. Baumeister, S. SHAS, Conférence de Presse, Alliance Patrimoine, 2013). Aussi « la mort d'une société, la décadence d'une civilisation est inscrit dans la dégénérescence de son cadre Bâtit, à savoir son architecture, son urbanisme, ainsi que sa culture» (Ngodi Nya Tamia, Valorisation du patrimoine architectural Tchadien, Editions Universitaires Européennes, P97). Ainsi, le recours aux matériaux de constructions modernes pour nos constructions porte atteinte à notre développement durable (l'équilibre entre la société, l'environnement et l'économie). Il faut relever que des études comparatives de plusieurs civilisations ont permis à Edward T. Hall (1914-2009) jeter une lumière neuve sur la connaissance que nous pouvons avoir d'autrui et sur le danger que nous courions, dans nos cités modernes, à ignorer cette dimension cachée : peut-être est-ce moins le surpeuplement qui nous menace que la perte de notre identité. D'ici 2050, on estime que les trois quarts de la population mondiale vivront dans une ville, ce qui fait d'elle une échelle prioritaire d'intervention. De la conférence de Rio de Janeiro en 1992 et la formulation de l'Agenda 21, on appréhende toute l'importance qu'on devrait porter sur la ville et l'urbanisme, en vue de la concrétisation d'un développement durable » (Mohamed Alamine Manet, Travail de Fin d'Études réalisé en vue de l'obtention du grade de Master Ingénieur Civil Architecte « architecture durable dans les pays en voie de développement.). Cette situation en ce qui concerne l'architecture a amené les auteurs à penser sur l'architecture moderne qui est loin d'une certaine mesure d'atteindre les objectifs d'architecture durable, d'architecture contemporaine⁷². Le recours à l'architecture traditionnelle est indéniable et inéluctable. Ainsi des réactions se font contre l'architecture moderne et créent l'esprit postmoderniste conduisant à la redécouverte de la construction et

72 Selon Wikipédia, L'architecture contemporaine est par définition l'architecture produite maintenant, et cette qualification est donnée aux courants architecturaux de ces dernières décennies appartenant à l'histoire immédiate. Mais d'une façon encore plus générale le XXe siècle est l'époque contemporaine définissant pour son architecture alors son caractère « contemporain »



de l'ornement, l'instrument d'une nouvelle composition architecturale se référant à la tradition plus ancienne (celle de l'histoire) et récente (moderne). A cet effet, plusieurs architectes se sont prononcés sur le sujet et se revendiquent d'une architecture liant la culture, la modernité et la tradition. Aussi, Kenzo Tange architecte de nationalité japonaise, dans ses œuvres utilise le matériau, le lexique et les relations traditionnelles japonaises lorsqu'il élabore une œuvre contemporaine. Dans ses œuvres, Kenzo Tange est profondément japonais. Cette caractéristique qui a largement contribué à lui forger une réputation internationale ; et se conçoit en régionalisme sur le reste du monde. Une des plus importantes contradictions existant dans le monde est l'opposition entre le régionalisme et l'internationalisme. Kenzo Tange la dépasse en élevant à la fois le passé et l'avenir. L'architecture de Tange est à la fois très vieille (car elle s'enracine dans la tradition séculaire du Japon) et très nouvelle (sans cesse novatrice par l'apport de la technologie et des concepts esthétiques internationaux) (Tchoudi B. (1992), « la tradition dans l'œuvre architecturale de Kenzo Tange : quelques points de convergence avec la linguistique ». Hassan Fathy, architecte Egyptien Quant à lui, publie un livre dont l'objet est son expérience d'architecte et d'urbaniste en haute Egypte où il réalise dans les années 1940 le village de Gournah, près de Louqsor (Fathy H. (1970), (1996), "Construire avec le peuple, Histoire d'un village d'Egypte). Il contribue ainsi à la réhabilitation de la valeur de la tradition.

En ce qui concerne le Tchad, l'architecte-Urbaniste Senoussi Ahmat Senoussi encadre les femmes de Gaoui pour l'amélioration de techniques de décoration en terre. Aussi l'architecte ROGER Boriata a eu à effectuer quelques travaux pour la valorisation des habitats traditionnels. Cependant aucune étude n'est réalisée pour l'élaboration des théories, de doctrines et la création d'un style pour l'identité de l'architecture contemporaine Tchadienne. Des Tchad, berceau de l'humanité eu égard à ses merveilles et ses histoires se voit ainsi se vider de son âme, sa culture constructive. Les architectures traditionnelles authentiques tchadiennes se métamorphosent pour ne pas dire disparaissent sous le regard impuissant de la population. Les habitats de N'Djamena sont les illustrations parfaites de cette triste réalité de la déprivation d'identité des architectures tchadiennes.



1. Typologie d'habitat à Ndjamena

1.1. Equipement Administratifs

Les équipements Administratifs contemporains de N'Djamena sont en général de style d'architecture moderne (Photo 1) miroitant le niveau de déracinement architecturale de Ndjamena et les choix de l'État qui dans les faits sont loin de faire la valorisation de l'identité architecturale Tchadienne. La composition est l'axe principal de conception avec l'utilisation d'ensembles des formes primaires. L'ambiance extérieure des bâtiments est marquée par des façades symétrique et asymétrique, de fenêtre en longueur, de pilotis dans certains cas servant de parking. Les couleurs beige et jaune Crémé sont courants ; les bâtiments sont souvent en moyenne à 6 niveaux ; Les matériaux utilisés sont : le Ciment, le fer, le verre etc. Les bâtiments contemporains sont ainsi loin de s'implanter le contexte et environnement Tchadien.

**Photo no 1 : siège de la Caisse Nationale de prévoyance sociale
à (CNPS) à Ndjamena**



© Sileimana Ahmed 2020

1.2. Infrastructure à caractère culturel : le Musée National du Tchad

La plupart des équipements culturels contemporains de N'Djamena sont des œuvres ne reflétant pas l'identité (Photo 2) du patrimoine culturel immobilière bâtis. Le cubisme est visible sur la majorité de ces bâtiments, à cela s'ajoute la symétrie dans l'ambiance extérieure. Cette dernière est enveloppée par les couleurs beige, jaune Crémé et des textures en matériau de revêtement moderne ; les bâtiments sont souvent en moyenne à 2 niveaux avec des fenêtres en longueur ; Les matériaux utilisés sont : le Ciment, le fer, le verre etc. Les bâtiments contemporains sont ainsi loin de s'implanter dans le contexte d'environnement Tchadien.

Photo no 2. Musée Nationale du Tchad



© archives non classées du Musée National, 2021



2. Equipements commerciaux

Les équipements Commerciaux contemporains de N'Djamena sont en général de d'architecture moderne (Photo 3) sans aucune trace de style traditionnel. La conception des ouvrages sont axés soit sur la composition soit la décomposition avec une forte utilisation des forme linéaire et symétrie de trame. L'ambiance extérieur des bâtiments sont dominés par les couleurs beige, ocre et jaune Créme ; les bâtiments sont souvent en moyenne à 6 niveaux avec des fenêtres en longueur ; Les matériaux Utilisées sont : le Ciment, le fer et le verre. Les bâtiments contemporains de sont ainsi loin de s'implanter le contexte et environnement Tchadien.

Photo no 3 : Maquette Hôtel Toumaï



© Sileimana Ahmed 2020

3. Le style architectural utilisé par les communautés

Les habitations individuelles à Ndjamena ont une forte proportion de maisons sans style pour « pauvres » et modernisme pour les nantis. Pour les familles de classe moyenne, les maisons sont construites en module (Figure 1) d'une (1) Pièce, deux (2) pièces ou trois (3) pièces essentiellement pour les besoins de repos et de séjour (à la terrasse pour les étrangers et Salon pour la famille) ; les cuisines et douches sont externes. Les familles plus aisées s'offrent des Villas, duplexes. Les matériaux Utilisées sont : la terre, le Ciment, le fer, le verre etc. Les couleurs dominantes des bâtiments sont « terre », ocre, le beige et le jaune Crémé ; les maisons sont souvent en pavillon ou en étage en moyenne à 2 niveaux ; asymétrie irrégulière et déséquilibré des façades en général. Malgré l'existence des architectures traditionnelles remarquables (photo no 4) pouvant inspirer les concepteurs mais le manque de théorie de conception ne favorise pas.

Photo no 4: Habitat patrimonial en terre crue à Ndjamena



© Learn More 2013



4. Bâtiments de type Moderne

Les équipements de style moderne à N'Djamena sont en général les œuvres d'héritage colonial (Photo 5). A cela s'ajoute des infrastructures contemporaines, nous notons l'illustration des façades libres, forte communication de l'extérieur avec intérieur. Les matériaux Utilisées sont : le Ciment, le fer, le verre etc. L'ambiance extérieure des bâtiments est marquée par symétrie des façades en général avec domination de couleurs beige, blanc et le jaune Crémé ; les bâtiments sont souvent en moyenne à 6 niveaux ; Les bâtiments contemporains de N'Djamena sont ainsi loin de s'implanter le contexte et environnement Tchadien.

Photo no 5 : Bâtiment de temps d'architecture modern



© Sileimana Ahmed 2020

5. Les causes mutations architecturales à N'Djamena

• Appropriation socio-culturelle des espaces

N'Djamena est une ville multiculturelle, on rencontre des autochtones et des étrangers. Le niveau de vie sociale se lit sur les bâtis : les riches sont en centre-ville, la classe moyenne dans la zone péri-urbaine et les pauvres dans les bidonvilles. L'organisation spatiale est ainsi influencée par des comportements culturels d'origine et religieux. Les quartiers du Nord sont en majorité musulmans et nordiste. Le Sud-Ouest est en Majorité d'origine Sudiste et Chrétienne Le quartier Ouest est mixte avec une forte ségrégation spatiale ; l'Est à une situation mitigé le Nord-Est est peuplé en grande partie par la classe moyenne nordiste et le Sud-Est mixte avec majorité de sudiste. Ces différentes couches sociales et groupement culturel ont de goûts différents des styles d'architectures entre les styles : arabo-mauresque, coloniale, moderne, traditionnelle ou vernaculaire, mixte.

• Influence d'architecture arabo-Mauresque

Les quartiers Nordistes ont une architecture influencée par le style arabo-Mauresque et caractérisées par :

- Utilisation massive des colonnes (ordres) simples et complexes ;
- Utilisation des arcades simples et complexes ;
- Ségrégation spatiale ;
- Utilisation des terrasses pour les bâtiments commerciaux.

• Influence d'architecture coloniale

Les quartiers du centre-ville composé essentiellement des administrations sont encore influence par les héritages d'architecture type colonial remarquable par :

- Utilisation des murs massifs ;
- Utilisations des pierres
- Utilisation des arcades simples
- Utilisation des formes linéaires
- Utilisation des toitures en tôles
- Utilisation des plancher en terre



• Influence d'architecture moderne

Le centre-ville en plus d'être prisonnier du colonialisme note une forte apparition d'architecture type moderne :

- Utilisation massive des matériaux conventionnels ;
- Utilisation des formes cubiques ;
- Utilisation des Symétrie des façades ;
- Utilisation des fenêtres et portes en aluminium.

6. Résultats et discussion

6.1. identification des styles des habitats à n'djamena

D'après les résultats de nos enquêtes (diagramme 1) nous remarquons dans notre zone d'étude :

- Une forte proportion des maisons dite style Autre ou sans style (40-50%) : Bololo, Paris-congo, Walia et Djougoulier ;
- Style Colonial (10-20%) dans les anciens quartiers : Farcha, Bololo, Gardolé Sabangali, Blabine, Repos, Moursal, Farcha, Goudji, Gassi, Ndjari, Diguel, Hillé Houdja ;
- Style Moderne (30-40%) dans les nouveaux quartiers : Goudji Sabangali Moursal Gassi Ndjari ;
- Style Traditionnel (15-25%) dans les anciens quartiers : Gardolé, Gaoui et Blabine ;
- Style Mixte (25-35%) dans les anciens et nouveaux quartiers : Toukra, Ndjari, Gassi, Dembé, Ridina, Blabine, Dembé Sabangali et Djougoulier.



Résultats études typologiques d'habitat individuel à ndjamena :

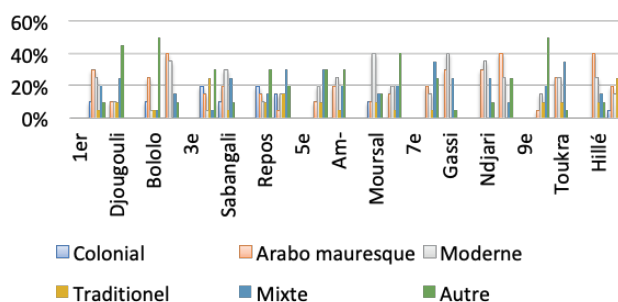


Diagramme 1 : études typologiques d'habitat individuel à ndjamena

Ces résultats (diagramme 1) confirment que « Les ressources naturelles, le climat, la végétation, les sols, l'économie, la densité de population ne sont que quelques des nombreuses influences extérieures ayant une incidence sur la conception des bâtiments » (<https://voirenvrai.nantes.archi.fr/?p=3370>). En d'autres termes les pauvres n'ont pas de choix dans le style de leur mais est le reflet de leur vie

6.2. Identification des styles des administrations

Les styles d'architecture des administrations (diagramme 2) à N'Djamena sont des héritages coloniaux (40%) avec une immersion de style moderne (30%) et un rejet du traditionnel (0%).

Résultats d'études typologiques équipements administratif à N'Djamena :

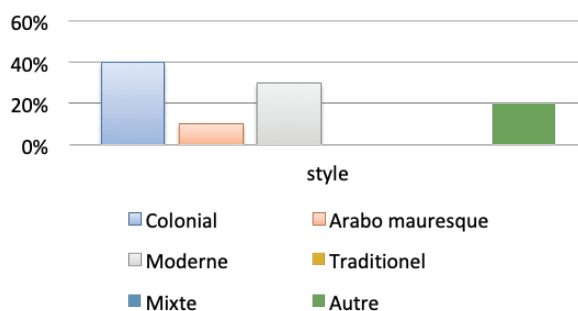


Diagramme 2 : d'études typologiques équipements administratif à N'Djamena



Les résultats montrent l'évidence de la dévalorisation des architectures traditionnelles, les bâtis sont soit en style colonial ou soit en style moderne.

6.3 . Identification des styles des commerces

Les équipements commerciaux (diagramme 3) ont pour la majorité le style colonial (40%) et une partie en style moderne (40%).

Résultats études typologiques équipements commerciaux à N'Djamena :

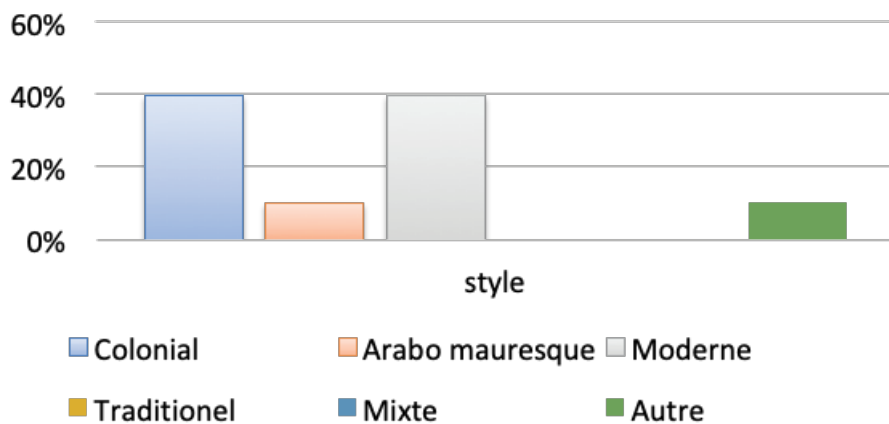


Diagramme 3 : études typologiques équipements commerciaux à N'Djamena

Les résultats montrent, la dominance de style colonial (40%) et moderne (40%) dans les bâtiments commerciaux au détriment du traditionnel depuis le temps de colonisation et des années des indépendances des pays africains.

6.4. Identification des styles d'équipements culturels

La majorité des équipements culturels (diagramme 4) à N'Djamena n'ont aucun style traditionnel (0%) et le style en vogue est le modernisme (50%).

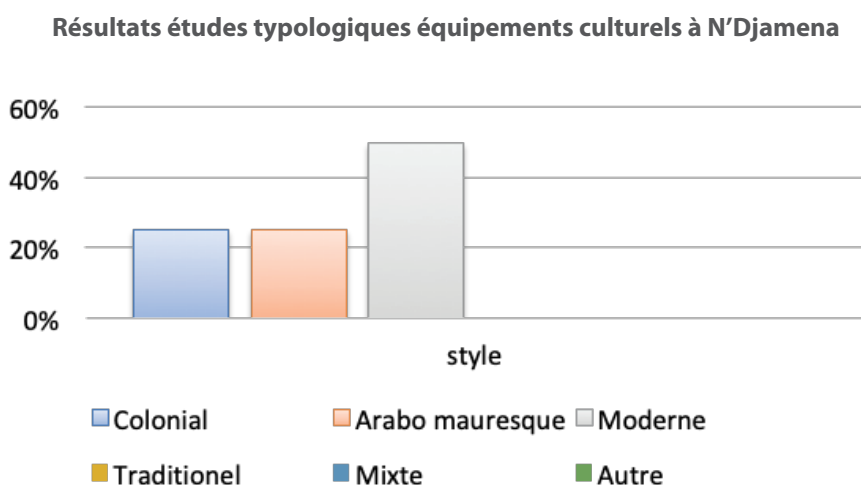


Diagramme 4 : études typologiques équipements culturels à N'Djamena

Nos résultats montrant le niveau croissant à la modernisation de Ndjamen nous rapprochent d'Ahmat Dallah (<https://voirenvrai.nantes.archi.fr/?p=3370>) qui pense que « N'Djaména semble jeter aux oubliettes son passé. Elle se fait d'une peau neuve, n'hésitant pas effacer ce qui pourrait faire une tache dans le centre-ville, qui t'a sacrifié des lieux des monuments et même des quartiers entiers, les remplaçant par des architectures et espaces publics. ». Le traditionnel semble s'effacer pour laisser une grande place à la modernité et la conservation du colonial et arabo mauresque dans nos constructions actuelles. Cette avancé de la modernité « occidentale » posse assez de problèmes anthropologie à notre société, Tania DOUMBE FINES (2021) dit que :

L'utilisation de conceptions et de matériaux occidentaux s'est avérée inappropriée pour les environnements urbains africains. Le modernisme européen est en soi antilocal. Il est assez contradictoire de s'en inspirer lorsqu'il a été utilisé pour coloniser l'Afrique en premier lieu. Un exemple de cette dichotomie est le Centre International de conférence Kenyatta (Nairobi, Kenya). Conçu par l'architecte norvégien Karl Henrik Nøstvik, ce gratte-ciel vitré de 32 étages, structure la plus haute d'Afrique de l'Est jusqu'aux années 90, est mal équipé pour supporter le soleil équatorial. Des îlots de chaleur sont créés et occasionnent des espaces tributaires de l'air conditionné



7. Anthropologie de l'espace habité.

• Les représentations Socio-culturelles de l'espace

Le tableau 1 montre que les représentations socio-culturelles des différents groupes ont une nette similitude.

Tableau 1 : les représentations Socio-culturelles de l'espace

	Groupe Nordiste	Groupe Sudiste
Habitat	Repos	Repos
Nature	Alimentation	Alimentation et croyance
Cimetière	Sacré	Sacré

• Dimension symbolique.

Le tableau 2 montre que les habitants de N'Djamena donnent une grande importance à la spiritualité dans leur quotidien. Ainsi les Eglises et Mosquées sont des espaces sacrés faisant parti intégrale des espaces des vies des différents groupes sociaux.

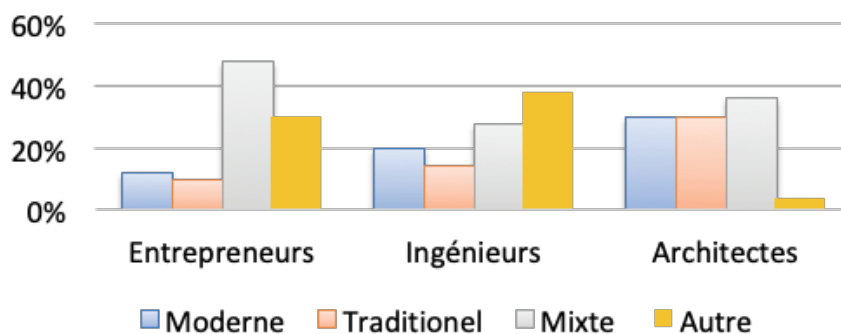
Tableau 2 : Dimension symbolique

	Groupe Nordiste	Groupe Sudiste
Espace Sacré	Mosquée, Eglise	Eglise, Mosquée
Espace profane	Terrain du sport	Terrain des fêtes

8. Architecture et développement durable.

En tenant en compte rien que des avis des architectes (diagramme 5) en ce qui concerne la question de savoir qu'elle est le style architectural répondant au mieux au concept de développement durable, l'architecture traditionnelle et mixité apparaissent les mieux indiqués.

Diagramme 5 : Opinion des professionnels sur Architecture et développement Durable



Résultats d'Opinion des professionnels sur Architecture et développement durable

Ces résultats montrent le retour de l'architecture traditionnelle au sein de notre société malgré la colonisation du modernise à travers nos cités. Habitat traditionnelle doit à jamais être la base de nos projets de constructions : En Afrique, on construit aujourd'hui encore des huttes en torchis, structure simple endurable faite d'argile et de paille, qui non seulement fournit un refroidissement passif, mais est aussi rapide à construire, bon marché et recyclable. Il en est de même de la maison traditionnelle en roseaux des Maadan (Arabes des marais), dans les marécages du sud de l'Iraq, dont la conception et la structure originales fournissent aussi protection et meilleure circulation d'air. (UNESCO, 2019-). Ainsi pour lier la modernité et l'architecture traditionnelle, la mixité s'avère être l'ébauche de solution pour valoriser les patrimoines et donc d'une architecture néo-traditionnelle durable.



Conclusion

Il était question d'étudier l'identité de l'architecture contemporaine tchadienne face aux mutations des habitats et de développement durable : cas de N'Djamena. Cette étude est nécessaire et constitue la matrice de documentation du patrimoine habitat traditionnelle tchadien en vue de sa théorisation pour l'identifier l'architecture contemporaine urbaine tchadienne tenant en comptes de la biodiversité sociétale. Notre étude note une variété d'architecture et d'influence d'habitat individuel à N'Djamena : une forte proportion des maisons dite style Autre ou sans style (Bololo, Paris-congo, Walia et Djougoulier) ; Un taux faible Style Colonial dans les anciens quartiers (Farcha Bololo Repos Gardolé Sabangali Blabine et Repos ; Moursal Arabo-Mauresque Farcha Goudji Gassi Ndjari Diguel Hillé Houdja) ; Emergence du Style Moderne dans les nouveaux quartiers (Goudji Sabangali Moursal Gassi Ndjari) ; Résilience du Style Traditionnel dans les anciens quartiers (Gardolé, Gaoui et Blabine) ; Apparition du Style Mixte dans les anciens et nouveaux quartiers (Toukra, Ndjari, Gassi, Dembé, Ridina, Blabine, Dembé Sabangali et Djougoulier). Ainsi, à travers nos recherches nous avons pu confirmer la tendance du recul de manifestations d'identité d'architecture traditionnelle en zone urbaine : un rejet du traditionnel dans l'équipement administratifs, commerciaux et culturels. En effet, les styles d'architecture des administrations à N'Djamena sont des héritages coloniaux avec une immersion de style moderne les équipements commerciaux ont pour la majorité le style arabo-mauresque et une partie en style colonial la majorité des équipements culturels à N'Djamena n'ont aucun style traditionnel et le style en vogue est le modernisme. En tenant en compte rien que des avis des architectes en ce qui concerne la question de savoir qu'elle est le style architectural répondant au mieux au concept de développement durable l'architecture traditionnelle et mixité apparaissent les mieux indiqués. De ce fait, les architectures traditionnelles et mixtes apparaissent les mieux indiqués pour la création d'identité d'architecture contemporaine Africaine urbaine notamment tchadienne. Ainsi il est urgent de les documenter et les théoriser.

Références bibliographiques

- Ahmat DALLAH, Ndjamena une ville qui se modernise mais comment ? – Voir en Vrai (<https://voirenvrai.nantes.archi.fr/?p=3370>);
- Bouziane Semmoud, Appropriations et usages des espaces urbains en Algérie du Nord, Cahiers de géographie du Québec, Volume 53, numéro 148, avril 2009 (<https://id.erudit.org/iderudit/038144ar>);
- Fathy H. (1970), (1996), "Construire avec le peuple, Histoire d'un village d'Égypte :
- Hall Edward T(1971), "La dimension cachée", éd. du seuil, Paris.
- <https://fr.unesco.org/courier/2019-4/larchitecture-traditionnelle-source-dinspiration-lhabitat-demain>
- ICOMOS (octobre 1987), charte nationale pour la sauvegarde des villes historiques,
- Mohamed Alamine Manet, Travail de Fin d'Études réalisé en vue de l'obtention du grade de Master Ingénieur Civil Architecte « architecture durable dans les pays en voie de développement » université de Liège 2015 ;
- Ngodi Nya Tamia, Valorisation du patrimoine architectural Tchadien, Editions Universitaires EUROPEENNES ;
- N. Baumeister, S. SHAS, Conférence de Presse, Alliance Patrimoine, 2013 ;
- Tchoudi B. (1992), la tradition dans l'œuvre architecturale de Kenzo Tange : quelques points de convergence avec la linguistique, Doctorat en sciences du langage, Université de Nancy II ;
- TANIA DOUMBE FINES, Architecture africaine : une histoire d'identités, d'espaces et de relations, Orb spécial mois de l'histoire des noirs 2021
- Xavier Durang, L'espace domestique dans la ville africaine. L'exemple du quartier musulman de Yaoundé Paris IV- IRD (https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/b_fdi_59-60/010026219.pdf)



10 Promotion des activités touristiques post crise sécuritaire Boko 10 (extrême-Nord- Cameroun) : stratégies et démarches

Jean BELLO⁷³

(Ministère du Tourisme et des Loisirs/Cameroun)

✉ jeankadabello2003@yahoo.fr

Résumé

La Région de l'Extrême-Nord Cameroun, destination touristique par excellence a aussi la particularité de se distinguer par le foisonnement des comités de développement local. Ils traduisent la volonté des populations concernées à prendre elles-mêmes en charge leur destin du fait de la lenteur des pouvoirs publics à donner des réponses appropriées à leurs besoins urgents. L'essor du tourisme offre aujourd'hui, de nouvelles opportunités de développement économique et socio culturel. Les touristes ont une nouvelle demande de voyager autrement. Ils veulent être utiles d'où le désir de découverte, de rencontre et d'échanges avec les communautés qui les anime. Dans les Départements du Mayo Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari, des communautés entières ont été démobilisées du fait des exactions perpétrées par la secte terroristes Boko Haram. Leur retour volontaire sur leurs terres et leur capacité d'adaptation et de résilience offrent la possibilité de mettre en place des politiques de développement local et de valorisation de leur patrimoine identitaire, inspirées des expériences partagées. L'implémentation des comités de développement local au sein de ces déplacés d'hier en quête de stabilisation constituent des cadres appropriés pour l'accompagnement des pouvoirs publics, le soutien des partenaires internationaux et l'assistance multiforme des touristes qui, de plus en plus veulent contribuer et participer activement au développement durable des territoires qu'ils visitent.

Mots clés : *tourisme durable et solidaire, Boko Haram, comité de développement local, valorisation du patrimoine.*

73 M. BELLO JEAN est PLEG Hors Echelle (Histoire) et titulaire d'un diplôme d'Ingénieur de Conception en Sciences du patrimoine obtenu à l'Insitut Supérieur du Sahel de l'Université de Maroua. Il cumule 23 années d'expériences professionnelles, 17 années de responsabilité dans la coordination et le travail d'équipe, d'appui-conseil aux collectivités territoriales décentralisées sur les volets tourisme, valorisation du patrimoine et marketing territoriale.

Il est Délégué départemental du Ministère du Tourisme et des Loisirs dans le Département du Mayo-Sava, Région de l'Extrême-Nord, Cameroun



Abstract

The Far North Region of Cameroon, a tourist destination par excellence, also has the particularity of being distinguished by the proliferation of local development committees. They reflect the will of the populations concerned to take charge of their own destiny because of the slowness of the public authorities to give appropriate responses to their urgent needs. The rise of tourism today offers new opportunities for economic and socio-cultural development. Tourists have a new demand to travel differently. They want to be useful, reason why they are driven by the desire for discovery, meeting and exchanges with the communities. In the Mayo-Tsanaga, Mayo-Sava and Logone and Chari Divisions, entire communities have migrated as a result of abuses perpetrated by the Boko Haram terrorist sect. Their voluntary return to their lands and their capacity for adaptation and resilience offer the opportunity to implement local development policies and the enhancement of their identity heritage, inspired by shared experiences. The implementation of local development committees among these displaced people of yesterday in search of stabilization constitute appropriate frameworks for the accompaniment of the public authorities, the support of international partners and the multifaceted assistance of tourists who, more and more want to contribute and actively participate in the sustainable development of the territories they visit.


Key words : *sustainable and solidarity tourism, Boko Haram, local development committee, enhancement of heritage.*



Introduction

La Région de l'Extrême-Nord Cameroun était jusqu'à l'avènement du phénomène Boko Haram, l'une des destinations privilégiées des touristes qui arrivent au Cameroun. Les guides touristiques camerounais abondent de détails sur certaines attractions phares du tourisme de cette Région à l'instar du Parc national de Waza, le riche patrimoine culturel de la grande vallée inondée du Logone, l'espace géographique des Monts Mandara avec la fameuse localité de Rhumsiki, le Parc national de Mozogo-Goroko, le village éco touristique d'Oudjila et ses curiosités, entre autres. Cette Région a aussi la particularité de se distinguer par le foisonnement des comités villageois de développement local, une expression des populations à prendre elles-mêmes en charge leur destin, les pouvoirs publics étant souvent lents à donner des réponses appropriées à leurs besoins urgents. Cependant, depuis 2013, les communautés de certains Département⁷⁴ de cette partie du territoire national camerounais subissent les exactions meurtrières de la secte terroriste Boko Haram avec des conséquences désastreuses ; des villages entiers détruits ou complètement rasés, des communautés déstabilisées, l'économie locale désagrégée. Aujourd'hui, on observe un retour progressif de la paix, fruit des efforts conjugués des pouvoirs publics et ses partenaires ainsi que l'implication héroïque des populations elles-mêmes. Les communautés démobilisées rejoignent progressivement leurs terres qui les ont vus naître et les efforts sont engagés pour la reconstruction des zones durement affectées. Il est question de reconstituer le tissu socioéconomique des zones touchées pour répondre aux besoins de stabilisation et de sécurité communautaires à travers des plans d'actions concertées. La conservation, la protection et la valorisation du patrimoine culturel de ces communautés constitue un volet de ces plans d'actions. Dans cette optique, la contribution du tourisme peut être d'un apport inestimable dans la mesure où, dans ses pratiques, le tourisme contribue au développement et à la promotion de la paix, au rapprochement et à la solidarité entre les peuples, à la cohésion sociale et à la valorisation du patrimoine. D'où la réflexion que nous proposons sur la promotion du tourisme durable et solidaire comme stratégie pour la conservation, la protection et la valorisation du patrimoine au sein des communautés déstabilisées par les exactions de la secte terroriste Boko Haram au Cameroun. Autrement dit, quelles stratégies développer pour l'accompagnement de ces communautés en quête de stabilisation pour la sauvegarde et la valorisation de leur identité culturelle menacée ? Quelles

74 Le Département est une unité administrative dans la Région. Un département compte au moins trois arrondissements.



contributions attendre des pouvoirs publics, des collectivités territoriales décentralisées et des partenaires pour atteindre cet objectif ? Pour répondre à ces questions, la revue de la littérature sur les particularités et les potentialités touristiques des zones affectées par la crise sécuritaire perpétrée par la secte Boko Haram à l'Extrême-Nord Cameroun a été nécessaire. Les informations sur les stratégies de conservation, de valorisation et de promotion du patrimoine culturel des communautés à travers des initiatives locales de promotion du tourisme durable et solidaire ont été aussi exploitées. Enfin, l'apport des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et des partenaires pour atteindre cet objectif est suggéré.



1. Aperçu du potentiel touristique et particularités de la zone d'étude

Les communautés déstabilisées par les exactions de la secte terroriste Boko Haram au Cameroun sont principalement issues des Départements du Logone et Chari, du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga. Ces trois Départements qui partagent tous, les frontières avec le Nigéria intègrent la vaste Région de l'Extrême-Nord Cameroun, considérée comme « La plus belle des Régions » (Bihina et Lamère, 2004). Ce label est lié à la diversité des paysages naturels pittoresques qui caractérise cette Région et charme tout visiteur. Ce sont ses savanes herbeuses entrecoupées de montagnes et de massifs aux formes tourmentées, ses aiguilles rocheuses au milieu d'un plateau quelque peu lunaire (Chétima M. 2007), ses plaines sahéliennes semi désertiques et ses espaces inondés de la grande vallée du Logone. Avant le phénomène Boko Haram, ces trois Départements étaient des destinations privilégiées des touristes qui arrivent au Cameroun et dans la Région de l'Extrême-Nord⁷⁵. Les populations étaient pour ainsi dire habituées aux visites touristiques. De fait, aux côtés de l'agriculture et de l'élevage, le tourisme apparaît comme l'une des activités économiques florissantes de la zone au regard du développement de ses infrastructures (hôtels, restaurants, agences de voyage) et du nombre sans cesse croissant des fréquentations observées. A partir des données statistiques examinées, le développement du tourisme est un fait constant, si on s'en tient par exemple à la période allant de 2005 à 2013 (Gonne B. 2014). Outre les paysages naturels, les mobiles d'attraction des touristes concernent également les parcs animaliers (Waza, Kalamaloué, Mozogo-Gokoro), les riches diversités culturelles authentiques des communautés notamment l'architecture vernaculaire, les traditions vestimentaires, les arts culinaires, les musiques et les danses patrimoniales, les pratiques artisanales⁷⁶ et le style de vie communautaire empreint d'hospitalité, de solidarité, de convivialité, d'esprit du vivre ensemble et de confiance. Les mobiles d'attraction des touristes concernent également les monuments historiques, les lieux de mémoire ainsi que les traces marquantes de certains évènements historiques : apogée, rivalités et déclin des Royaumes du Kanem Bornou et du Wandala, les razzias esclavagistes, les guerres d'occupation coloniales, l'histoire récente des coupeurs de route... C'est donc un patrimoine naturel et culturel riches et variés que possède cette région où traditions, histoire et modernité se mélangent pour lui donner ses spécificités et son originalité. Et ce n'est pas à tort que les touristes venus d'horizons lointains s'y rendent (Wassouni, 2017). Quelques spécificités en termes d'attraits touristiques sont cependant à mettre en exergue pour chacune des trois unités administratives affectées par la crise Boko Haram.

75 Les statistiques sur les arrivées, les nuitées et les séjours des touristes montrent une concentration des mouvements touristiques dans ces trois départements.

76 Les pratiques artisanales : culture sur terrasse, pêche artisanale, chasse communautaire, modes de déplacement à cheval, sur dos d'ânes, de chameaux, de boeufs, à pirogue, à vélo ou à moto...

77 André Gide, explorateur et romancier français

1-1 Les sites touristiques du département du Mayo-Tsanaga

Situé au Nord-Ouest de la Région de l'Extrême-Nord, le Département du Mayo-Tsanaga se distingue par la particularité de son paysage considéré comme le plus spectaculaire et parmi les « plus nobles du monde. » De très grande renommée dans le paysage touristique camerounais, les Pics de Rhumsiki ont l'aspect des champignons sur un plateau. L'histoire et la culture des peuples riverains sont liées à ces pics. La richesse du paysage est telle que l'un des pics majeurs de Rhumsiki est apparu sur les coupures des billets de banque et figure sur le nouveau passeport biométrique actuellement en vigueur au Cameroun. A cela s'ajoutent la montagne de Ziver, le plateau de Diméo et le col de Koza, une falaise spectaculaire, très beau par son relief bien accidenté dont les cases traditionnelles des montagnards se confondent aux terrasses des cultures et rochers (<http://sacrevoyage.com>). Ci-dessous illustrés par cette planche photographique, les villages Rhumsiki et Mogodé.

Photo1 : Pics de Rhumsiki



© Délégation régionale du Ministère du Tourisme et des loisirs
de l'Extrême-Nord, 2018

Le marché bigarré de Tourou, la diversité des cultures et des traditions, les styles vestimentaires des populations ainsi que les rites initiatiques ou funéraires comme le Maray ou fête du taureau chez les Mafa et les Mofou complètent ce tableau des attraits touristiques de la zone.




1-2 les curiosités touristiques du département du Mayo-Sava

Le patrimoine touristique naturel du Mayo-Sava est le paysage d'ensemble des Monts Mandara. Ce relief montagneux fait de plateaux et massifs granitiques et volcaniques présente un intérêt touristique important au regard de la relation intime et séculaire qui le lie aux populations riveraines. En effet, les Monts Mandara revêtent une importance stratégique pour les populations, car ayant servi pour leur défense contre les razzias esclavagistes des grands royaumes musulmans du bassin tchadien. Non seulement l'altitude leur permettait de contrôler les mouvements des cavaliers musulmans en plaine grâce à un dispositif de sentinelles, mais elle abrite aussi des grottes dissimulant hommes et biens en cas d'incursions dans les montagnes (Chetima 2007). Quant au patrimoine culturel, les plus impressionnants, sont l'architecture vernaculaire faite de pierres, les caractéristiques de l'habitat semblables au système kabyle et les techniques culturelles faites de terrasses qui montrent à quel point les montagnards ont su imprimer leur marque dans un environnement rude et hostile. A ce patrimoine culturel s'ajoutent les rites funéraires, les rites de mariage, de naissance, d'initiation, des jumeaux et d'intronisation qui donnent lieu à des prestations ludiques et magiques impressionnantes. Ils constituent des éléments qui intéressent fortement les touristes. Les marchés périodiques et transfrontaliers comme à Mayo-plata, Amchidé, Kérawa, Kolofata ou encore Tolkomari, les savoir-faire locaux à l'instar de l'artisanat du cuir, des textiles, de la pyrogravure, les pratiques religieuses traditionnelles sont d'une originalité qu'on ne trouve nulle part ailleurs (Wassouni, 2017). Le Mayo-Sava se distingue aussi dans le travail du fer. Dans leurs stratégies d'autodéfense contre la secte terroriste Boko Haram par exemple, les artisans ont su doter les membres des comités de vigilance en matériels de défense appropriés qui traduisent le génie artistique local des populations.

Photo2 : vue panoramique du paysage architectural des Monts Madara



© Délégation départementale du Ministère du Tourisme et des Loisirs du Mayo-Sava. 2018



La Chefferie d'Oudjila, de Mémé et le Sultanat du Wandala, hauts lieux d'attrait des touristes sont les principaux foyers de conservation du patrimoine culturel des peuples montagnards, les « Kirdi » et résumant les caractéristiques culturelles spécifiques et pratiquement singulières des peuples Podoko et Mandara. S'agissant spécifiquement du Sultanat du Wandala fondé en 900⁷⁸, son musée regorge des objets anciens et précieux, dont des récipients qui datent du 18^e siècle et des armes à feu, héritage colonial allemand.

1-3 les ressources touristiques du département du Logone et Chari.

Le potentiel touristique du Département du Logone et Chari est constitué de l'ensemble des ressources autour du lac Tchad : le paysage d'ensemble de la grande vallée inondée du Logone, l'eau, les îles, les plages, les espaces lacustres, les oiseaux, les reptiles et la plupart des espèces de la faune sauvage qu'on retrouve dans les parcs de Waza et de Kalamaloué. Le Logone et Chari, c'est aussi le règne des Chefferies et Sultanats sur de vastes espaces. Le palais du Sultan de Kousseri, du Logone Birni, de Goulfey, de Makary, d'Afadé et de Voulki sont des Sultanats liés à la très puissante civilisation Sao. Il a été démontré par Etienne Y. (2010) que le Sultanat du Logone Birni serait le berceau d'Hannibal Abraham, ancêtre de Poutine, actuel Président de la Russie moderne. Outre leurs styles de vie, les communautés dans le Logone et Chari se particularisent dans l'art culinaire, les habitudes alimentaires, la pêche artisanale, la culture artisanale du riz, le nomadisme pastoral, les modes de déplacement (en pirogue, à cheval, sur dos d'âne, de chameau, de bœuf, à vélo ou à moto), la chasse communautaire, la broderie, le tissage, la poterie, la peinture et les échanges commerciaux. C'est aussi dans le Logone et Chari qu'on retrouve le musée de la civilisation Sao et les traces de certains grands événements historiques matérialisés par la présence des monuments dits « oubliés » (Mahamat Abba Ousman., 2018) notamment les monuments du Commandant Lamy et Rabah à Kousseri et le monument du Dr JAMOT à Logone Birni.

78 Information inscrite à l'entrée du Sultanat du Wandala.

Photo 3 : productions d'objets usuels en terre cuite



© Délégation départementale du Tourisme et des Loisirs du Logone et Chari, 2021

Ainsi donc, au regard de leur position géographique limitrophe au Nigéria, les Départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari sont un véritable carrefour de routes commerciales et de cultures. En plus du Commerce, leur économie est structurée autour de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, du tourisme, du transport des marchandises, de l'artisanat et de la chasse. Tous les peuples de cette partie du pays ont suffisamment bien conservé leur culture qui se matérialise à travers l'architecture qu'on y trouve, les œuvres artistiques, l'artisanat, les cultures et le folklore (Gonne B. 2014).

L'avènement de la crise perpétrée par la secte terroriste Boko Haram a désorganisé les équilibres séculaires fondés sur la coexistence pacifique, la diffusion des savoir-faire, les échanges multiformes avec la communauté des voisins en même temps qu'il a perturbé significativement l'accompagnement communautaire des structures d'appui et d'aide au développement. Ses modes opératoires si violents et troublants ont perturbé toute la dynamique socio-économique de l'Extrême-Nord et ont produit des effets dévastateurs sur le plan infrastructurel, économique et socio culturel dans les communautés.

2. Les impacts de la crise sécuritaire Boko Haram

La crise sécuritaire perpétrée par la secte terroriste Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord a laissé de graves séquelles. Les domaines les plus impactés sont d'ordre infrastructurel, économique et socio culturel auxquels s'ajoute le bouleversement sinon la suppression des interventions des structures d'appui et d'encadrement financées par des bailleurs de fonds étrangers (Gonne B. 2014).

2-1 répercussions sur les infrastructures et la vie économique

La guerre asymétrique contre Boko Haram à partir de 2014 a occasionné des pillages et des destructions massives des biens, des maisons, des écoles, des marchés, des routes, des centres de santé, des forages, des réseaux de distribution d'électricité, des pylônes de communication, etc..... Des communautés entières ont été déstabilisées, abandonnant sur place, leurs biens acquis pendant tout une vie : maisons, bétails, boutiques et autres capacités de production des biens et services (moulins, engins de labour, hôtels, restaurants, bars, champs...), produits agricoles. D'après International Crisis Group, au moins 40 000 habitations ont été détruites depuis 2014 et la valeur totale des destructions est estimée à 240 milliards de FCFA⁷⁹. Cette crise sécuritaire a aussi affaibli sinon détruit le tissu économique des communautés en présence. La fermeture des frontières avec le Nigéria a mis au chômage des milliers de commerçants qui dépendaient des échanges commerciaux avec ce pays voisin. L'agriculture, le transport, la pêche et l'élevage qui employaient également des centaines de milliers de personnes ont été touchés, les mouvements des personnes pour ces occupations étant pratiquement suspendus. Par ailleurs, non seulement les zones frontalières avec le Nigéria sont inaccessibles, mais les cultures de plantes hautes comme le mil et le maïs sont interdites par l'armée pour des raisons de sécurité. D'où la baisse considérable de la production agricole et la cherté des prix des denrées sur le marché. Le tourisme est probablement le secteur qui a le plus souffert de ce conflit. Les destinations privilégiées des touristes comme Rhumsiki, Mogodé, Oudjila, Amchidé, Waza, Kalamaloué ou Kousseri sont abandonnées des touristes, forçant à l'arrêt l'ensemble de la chaîne des activités touristiques : services de transport, d'hébergement, de restauration, de guidage et de l'industrie du souvenir. A Amchidé par exemple, l'ensemble des équipements touristiques a été détruit et les structures d'accueil des touristes de Waza, Rhumsiki et Oudjila sont à l'abandon et dans un état de dégradation avancée faute d'entretien et de maintenance des équipements⁸⁰.

79 Briefing N° 133/Africa octobre 2017

80 Source de la Délégation régionale du Tourisme et des Loisirs de l'Extrême-Nord.



2-2 Impacts socioculturels

Avant le phénomène Boko Haram et ses exactions cruelles, les communautés vivaient dans la tranquillité et dans une parfaite harmonie. Les mouvements des personnes et des biens se passaient sans risque majeur. Cette tranquillité faisait partie intégrante des modes de vie et du quotidien des populations où fraternité, rencontres et échanges divers étaient au rendez-vous. Débits de boisson, marchés, fêtes rituels, mariage, réjouissance à l'occasion des funérailles, des fêtes des récoltes, des baptêmes, la fréquentation des églises et des mosquées étaient des créneaux de promotion du « vivre ensemble » et de consolidation de la paix. Ces habitudes ont été bouleversées parce que contraintes à des restrictions voire à la disparition, d'autant plus que Boko Haram à travers ses opérations Kamikazes cible surtout les lieux de forte concentration des personnes. Les populations se trouvent ainsi obligées de se cacher et de vivre en alerte à chaque instant. L'abandon des sites séculaires par les populations à cause des exactions de Boko Haram ont entraîné la désorganisation sociale des communautés. Cependant, la lutte pour la survie a développé chez ces populations, des capacités d'adaptation et de résilience intéressantes. C'est ce que souligne International Crisis Group dans son Briefing du 25 octobre 2017 en ces termes :

La lutte contre Boko Haram n'a fait qu'empirer la situation économique déjà précaire des quatre millions d'habitants... Néanmoins, les populations ont démontré une grande capacité d'adaptation et de résilience qui offre au gouvernement camerounais et aux partenaires internationaux, la possibilité de mettre en place des politiques de développement intégrant la diversité et la fluidité des traditions économiques de cette Région

D'après cette organisation, les différentes communautés ethniques étaient, avant la crise, spécialisées dans des activités économiques précises, le plus souvent en fonction de la géographie, du climat et des traditions. En revanche, la crise a poussé les communautés à se déplacer, à diffuser leur savoir-faire et à diversifier leurs activités économiques. Ainsi, les Kotoko jadis pêcheurs pratiquent la riziculture, les Arabes Choa, traditionnellement éleveurs nomades se sédentarisent et s'adonnent à l'agriculture et à l'élevage. En outre, la crise a fait naître une solidarité entre les déplacés et les communautés hôtes qui leur louent des terres. Il s'agit là, des prédispositions qui rendent propice l'implémentation au sein de ces populations en crise, des stratégies de développement local en vue de leur stabilisation et de la promotion de leur identité à travers le tourisme solidaire adossé sur les comités de développement local. Plus globalement, la fin de la guerre contre la secte terroriste Boko Haram impose aux Etats touchés du bassin du lac Tchad, la reconstruction des zones affectées. Les initiatives communautaires pour le développement local apparaissent à cet effet comme des instruments d'aide à cette reconstruction pour la stabilisation des communautés.

3- Les stratégies de relance du tourisme pour la reconstruction et la stabilisation des communautés affectées par les exactions de Boko Haram

La reconstruction des zones touchées par la guerre contre la secte terroriste Boko Haram est un devoir régalien des États et leurs partenaires en même temps qu'elle donne la possibilité d'intervention à d'autres acteurs. Au Cameroun, les zones touchées par Boko Haram offrent des ressources touristiques impressionnantes et « d'une beauté à couper le souffle »⁸¹. D'ailleurs, avant la crise, elles constituaient des destinations privilégiées des touristes qui arrivent au Cameroun et plus spécifiquement dans la Région de l'Extrême-Nord. Cependant, la relance du tourisme dans ce contexte post-crise Boko Haram chez ces communautés en quête de stabilisation devrait s'appuyer sur les recommandations de l'Agenda 21, les résolutions de la Charte du tourisme durable et tenir compte des nouvelles aspirations des touristes qui mettent les communautés visitées au centre de leurs préoccupations en vue d'un développement solidaire et durable.

3-1 Tourisme durable et nouvelles aspirations des touristes

La conférence mondiale sur le tourisme de Lanzarote en Avril 1995 a débouché sur la rédaction de la Charte du tourisme durable qui, s'inspirant des principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et des recommandations de l'Agenda 21, pose dans ses principes, le devoir d'une solidarité à la fois entre générations, entre pays industrialisés et pays pauvres et l'élimination de la pauvreté comme condition indispensable au développement durable. Par ailleurs, lors du 29^e congrès de l'African Travel Association (ATA) tenue à Douala au Cameroun en 2006, il a été souligné « l'ampleur et le rôle importants de l'activité touristique comme instrument concret de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la qualité de vie de tous les peuples, la contribution qu'elle peut apporter au développement économique et social des pays du sud et sa montée en puissance comme élément essentiel en faveur de l'entente internationale, de la paix et de la prospérité »⁸².

A l'observation, l'essor du tourisme offre donc aujourd'hui, de nouvelles opportunités de développement économique et socio culturel dans de nombreux pays du Sud, ce d'autant plus que les touristes eux-mêmes ont une nouvelle demande de voyager autrement. Ils veulent être utiles c'est-à-dire participer activement ou financièrement

81 Témoignage d'Henri le Nazara, touriste en visite dans le Mayo-Tsanaga, Ext-Nord Cameroun en 2006.

82 Extrait de l'intervention d'Antonio de la Marena (2006), Directeur exécutif des membres affiliés de l'OMT.



au développement local, car, voyageant au plus près des villages, ils ne veulent pas être de simples voyeurs (Mallon P., 2006). En s'appuyant sur cette vision du « nouveau tourisme », les projets touristiques adossés aux principes de durabilité et de solidarité présentent un intérêt tout particulier pour les communautés rurales ou montagneuses vulnérables de l'Extrême-Nord où le tourisme est une des rares possibilités de développement en raison du déclin de leurs activités économiques traditionnelles. Le tourisme étant un instrument de facilitation d'accès à la culture, aux traditions et coutumes d'autres peuples, minorités comprises, il est un facteur irremplaçable de valorisation du patrimoine culturel, d'auto apprentissage, de tolérance mutuelle et de découvertes des différences légitimes⁸³. Les voyages pour des motifs de religion, d'études et d'échanges culturels ou linguistiques sont des formes particulièrement bénéfiques de tourisme qui méritent d'être encouragées dans des communautés victimes de l'extrémisme violent comme celles identifiées dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun. Ainsi, des initiatives communautaires participatives à la base sont nécessaires pour des interventions efficaces en termes d'appuis dans l'encadrement, la recherche des partenariats, le suivi et le dialogue permanents avec les populations concernées. D'où l'idée de la mise sur pied préalable des comités de développement local dans les communautés affectées par la crise et en quête de stabilisation.


3-2 - Les comités de développement locaux : une stratégie pour l'implémentation du tourisme durable et solidaire.

Il convient de montrer au préalable l'importance de ces initiatives communautaires de développement participatif, ses objectifs et son mode de fonctionnement.

3-2-1 Importance des comités de développement local

Pour souligner l'importance des comités de développement local au Cameroun, il faut remonter à sa genèse. Les premiers comités de développement local ont fait leur apparition dans la Région de l'Ouest pendant les années 1960 (<http://WWW.zenu.org>). D'après cette source, la bataille entre la coalition des forces armées française et camerounaise contre les nationalistes de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) a causé des destructions des villages et désorganisée les structures villageoises. Les premiers comités étaient constitués autour des chefs de villages pour reconstruire les chefferies et ouvrir les routes. Dans les régions septentrionales, la prolifération de

⁸³ Extrait de l'intervention d'Antonio de la Marena (2006), Directeur exécutif des membres affiliés de l'OMT



ces organisations villageoises de développement local est la conséquence de la loi N° 90/053 du 19 décembre 1990 relative à la liberté d'association au Cameroun. Le pays étant par ailleurs en pleine crise économique, la rareté des ressources a occasionné le désengagement de l'Etat vis-à-vis de certaines de ses responsabilités. Une mobilisation tous azimuts des élites, des forces vives et des partenaires invite les groupements des villages, ou des quartiers à se prendre eux-mêmes en charge pour faire face à certains de leurs besoins essentiels, l'Etat étant dans l'impossibilité de répondre à toutes les sollicitations de plus en plus croissantes et diversifiées. Il est apparu très vite que le développement local, pour être efficace doit s'appuyer sur les citoyens, considérés comme moteurs des dynamiques territoriales. Parce qu'ils y vivent et y travaillent, ils connaissent mieux les besoins et les caractéristiques de leurs territoires. Les comités de développement local permettent donc aux acteurs locaux de coconstruire des réponses adaptées aux enjeux de leurs quartiers, leurs villages, leurs communautés. Ils favorisent l'émergence d'idées innovantes collectives qui ont le potentiel d'améliorer la vie quotidienne, de créer du lien et de faire naître de nouvelles formes de solidarité et de coopération entre les habitants. L'importance des comités de développement local amène à s'intéresser aussi à ses objectifs et son mode de fonctionnement.

3-2-2 Objectifs et mode de fonctionnement

Les comités de développement des villages naissent de la volonté des populations en présence de prendre en charge leur destin. Ils ont la mission de promouvoir le développement d'un espace donné en utilisant toutes les ressources et les opportunités susceptibles d'atteindre cet objectif. Il s'agit des ressources humaines résultant de la mobilisation de ses forces vives, des potentialités naturelles et culturelles (parcs ou réserves dont ils sont périphériques, plages, montagnes, savoir-faire culturels, arts culinaires, danses patrimoniales...), des réseaux de partenariat avec pour corollaire, le partage d'expériences. Seulement, toutes ces opportunités ne sont pas toujours exploitées, soit par ignorance, soit à cause de la méfiance des acteurs impliqués, soit encore par manque d'ouverture ou d'encadrement par des structures appropriées et véritablement engagées.

S'agissant de leur fonctionnement, rappelons que les comités de développement local sont une approche villageoise pour trouver des solutions aux difficultés auxquelles les populations concernées sont confrontées au quotidien : eau potable, électrification rurale, encadrement scolaire des enfants, lutte contre la désertification, construction des radiers, amélioration de la production agricole et des revenus des ménages, promotion



des savoir-faire locaux et valorisation du patrimoine, etc. Au cours d'une assemblée générale, les villageois et toutes les autres forces vives que sont les élites intérieures et extérieures identifient les besoins majeurs de la communauté et s'engagent à y apporter des solutions. Un bureau élu est mis sur pied pour conduire les destinées de la communauté vers le mieux-être auquel elle aspire. En principe, dans leur fonctionnement, les comités de développement local doivent œuvrer de manière à susciter l'adhésion, à fédérer l'ensemble des acteurs autour d'une vision partagée et d'une ambition commune. Ils se doivent d'engager les activités d'amélioration des conditions de vie des populations en usant de toutes les possibilités et opportunités existantes.

Dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun, destination touristique par excellence, on note une prolifération des comités de développement des villages qui traduisent à priori, les belles intentions des pères fondateurs. Ces regroupements à la base autour d'objectifs communs constituent un atout majeur pour des projets locaux de développement durable concerté et participatif. Quelques ajustements sont cependant à prendre en compte pour plus d'efficacité. Ils concernent entre autres : la constitution d'une banque de données des besoins clairement exprimés par la communauté et l'élaboration d'un programme d'action (annuel, biennuel ou triennal) adossé sur un plan afin d'éviter la navigation à vue ; des levés de fonds à périodicité raisonnable auprès de tous les acteurs de développement de la localité dans laquelle ils s'inscrivent (ménages, hommes, femmes, vieux, jeunes, handicapés, pauvres, riches...), chacun en fonction de ses moyens et de ses possibilités sans oublier les réseaux de relations personnelles et les associations à vocation humanitaire ; l'appel à des partenaires stratégiques c'est-à-dire capables de donner des réponses précises à une sollicitation clairement exprimée sur un domaine d'intervention précis ; la recherche des jumelages qui débouchent sur le partage effectif de connaissances, d'expériences voire d'expertise ; l'exploration des subventions ; des concertations permanentes entre les membres de la communauté pour la circulation verticale et horizontale des informations.

4- Les stratégies de développement du tourisme durable adossées aux comités villageois de développement local

Il est question dans cette sous-partie de proposer des stratégies susceptibles de développer le tourisme durable et solidaire chez les communautés déstabilisées, stratégies inspirées des expériences de certaines localités de la Région de l'Extrême-Nord. Elles portent entre autres sur l'organisation coordonnée des activités culturelles en prélude aux assises des comités de développement des villages, la promotion des activités d'intérêt communautaire par les populations elles-mêmes et une campagne médiatique et communicationnelle adéquates en direction des organismes ou associations soucieuses de faire du tourisme, un instrument d'aide au développement durable et solidaire des communautés.

4-1. L'organisation coordonnée et concertée des assises des comités de développement local et des activités culturelles

Le tourisme solidaire introduit une relation de solidarité entre le touriste et les populations d'accueil. A Boboyo, village situé dans l'arrondissement de Kaélé, Département du Mayo-Kani, Région de l'Extrême-Nord Cameroun, cette forme de tourisme se traduit par le soutien des touristes aux projets de développement du village et même leur participation à un fonds d'entraide pour la communauté. Sur la base d'un partenariat avec une ONG dénommée IDENT-AFRICA, basé en Belgique, ce village bénéficie depuis près de 10 ans de l'expertise et du soutien des bonnes volontés belges en faveur des projets sociaux profitant directement aux populations locales : expérimentation de l'utilisation d'outils informatiques alimentés par les plaques solaires au lycée de Boboyo, encadrement vétérinaire des petits ruminants, formation professionnelle des jeunes filles désœuvrées et dons en matériels et équipements de couture, construction d'une école maternelle équipée de panneaux solaires, etc... En 2014, cet ONG a versé en espèce, la somme de huit millions de FCFA (environ 13 000 euros) dans la caisse du comité en appui à leur projet de développement. En outre, elle a pris en charge pour toute l'année scolaire 2013-2014, le paiement des salaires de 09 enseignants vacataires officiant dans les établissements scolaires du canton de Boboyo. Pendant tout leur séjour qui dure entre une semaine et un mois, les membres et sympathisants de l'ONG, constitués pour la plupart des étudiants, d'enseignants, de vétérinaires, d'ingénieurs en activité ou retraités, restent au village et partagent le quotidien des villageois de Boboyo. Ils vont au champ et au puits, partent faire le marché, préparent et mangent le couscous de mil, prennent part aux soirées autour




du feu, boivent la bière locale, effectuent des randonnées en montagne et au lac aux crocodiles de Boboyo, etc... En raison de la fréquentation régulière de ce village par ces touristes humanitaires, les pouvoirs publics camerounais à travers le ministère du Tourisme et des Loisirs ont dû se résoudre à aménager le lac aux crocodiles de Boboyo par l'ouverture d'une voie d'accès, la construction des bancs publics autour du lac, d'une structure d'accueil et d'un restaurant-bar entièrement équipés sur le site. Certains villageois ont quant à eux, pris des initiatives pour promouvoir l'hébergement chez l'habitant avec des services de restauration constitués essentiellement des menus locaux et de vente des boissons hygiéniques et locales.

De même, dans les années 1980, le comité de développement du village Djidoma a pu drainer sur son sol, des associations et organisations humanitaires qui, grâce à leurs apports en médicaments et équipements de santé, en livres, et en matériels agricoles ont aidé à la création d'un centre de santé communautaire, d'une bibliothèque, d'un puits et d'un jardin maraîcher. Les villages Dardo, Tiguéra, Dramé, Berkédé et Piwa gardent encore vivant, le souvenir élogieux des ONG humanitaires « Enfants de la Terre », « Pharmaciens Sans Frontière » et « l'Association Générale des Intervenants Retraités » (AGIR) venus d'Europe.

A partir de ces deux exemples, il est possible de mettre en place des comités de développement local chez les communautés déstabilisées de l'Extrême-Nord qui doivent pour autant développer entre eux, des partenariats efficaces afin d'élargir leurs réseaux de relations, partager leurs expériences, coordonner leurs interventions... L'élaboration et la signature d'une charte par les parties est à cet effet nécessaire pour que chaque comité de développement local respecte ses engagements.

Dans la plupart des villages, les assemblées générales sont précédées par des manifestations culturelles. Il faut alors enrichir et diversifier le contenu de ces évènements culturels qui doivent contribuer à animer les villages et donc à drainer des visiteurs ressortissants des villages ou se réclamant comme tels. Entre autres activités, il y a l'organisation de tournois de football et de handball inter quartiers voire inter villages soutenus par les élites, des tours cyclistes reliant les quartiers d'un même village, des tables rondes autour des problématiques de développement des villages, des ballets et prestations des groupes de danse traditionnelle du terroir, contes et légendes, le tout clôturé par une soirée dansante : le « Bal » pour jeunes ou pour vétérans. Pour éviter la monotonie, chaque nouvelle année doit apporter son lot d'innovations culturelles avec des thématiques comme par exemple la « Nuit de la Tradition », les « Journées Portes ouvertes dans les chefferies », la lutte traditionnelle,



l'élection Miss rurale, les foires culturelles, les salons de l'artisanat, les courses hippiques, autant d'initiatives pour encourager l'entrepreneuriat, célébrer les talents, susciter l'admiration, mais aussi attirer les visiteurs occidentaux dont l'engouement pour le tourisme culturel est attesté par l'UNESCO (Mahalia L., 2008).

4-2 La promotion des activités d'intérêt communautaire en prélude aux assises des comités de développement des villages

Les questions relatives à la coupe anarchique des bois de chauffe, à la sécheresse et à l'avancée du désert préoccupent les jeunes de la plupart des villages de la Région de l'Extrême-nord. C'est pourquoi, les jeunes intègrent toujours le reboisement des principaux axes routiers et des espaces libres comme leur contribution majeure dans le processus de développement de leurs villages. L'importance de cette activité pour les jeunes est telle qu'ils la callent toujours pendant les grandes vacances, synonyme de leur disponibilité et en saison des pluies pour faciliter l'acquisition et la mise en terre des jeunes plants. Pareille disposition auprès des jeunes des villages de la Région de l'Extrême-Nord est de nature à susciter l'admiration et le soutien des associations écologistes et des organismes spécialisés des Nations unies, la lutte contre les changements climatiques, la désertification et la dégradation de l'environnement étant une préoccupation d'actualité à l'échelle planétaire. A condition de trouver cependant des canaux appropriés pour faire connaître aux organismes intéressés, ce qu'ils sont en train de faire dans l'intérêt de la communauté et touchant aux questions environnementales.

Dans certains villages du Mayo-Danay, du Mayo-Tsanaga, et du Mayo-kani, les jeunes s'impliquent dans des activités bénévoles à l'occasion des comités de développement de leurs villages afin d'aider à la réalisation des projets communautaires nécessitant la force de leurs bras : fourniture des agrégats pour la construction d'une salle de classe, d'un radier, réparation d'un puits communautaire, etc. D'autres développent des initiatives génératrices de revenus comme la mise sur pied d'un jardin maraîcher communautaire, la fabrication et la vente de briques en terre cuite, la fourniture de la main-d'œuvre pour les services payants, etc., afin d'alimenter leur propre caisse et financer des projets qui les concernent directement : mise sur pied d'une bibliothèque villageoise, aménagement d'un terrain de football, acquisition de ballons, de filets, de sifflets et de maillots, organisation des championnats de vacances...



4-3 Réussir sa campagne du « crowdfunding ».


Rappelons-le, dans la plupart des villages de la Région de l'Extrême-nord, il existe une volonté des populations à promouvoir par elles-mêmes leur développement à travers des organisations dites « comités de développement des villages ». Cependant, leurs initiatives sont peu connues de l'extérieur, les groupes évoluant en vase clos. Faute d'appuis extérieurs en termes de partage d'expériences, d'appui-conseil, d'expertise, de soutien logistique ou même de subventions, les efforts déployés par les groupes ne sont pas rapidement suivis d'effets ou d'impacts sur le mieux-être auquel ils aspirent. Quelques pistes de sortie de l'auberge existent : mettre en scène son projet et mobiliser son cercle de relations.

4-3-1 Mettre en scène le projet, son équipe dirigeante et ses fondateurs

Un évènement, qu'il soit culturel, sportif, humanitaire produit presque toujours, des résultats probants à condition de soigner son organisation en interne et sa promotion vers des cibles préalablement identifiées et desquelles on peut espérer participations et contributions. Le positionnement de l'évènement sera à cet effet défini en fonction du public convoité et un plan de communication global intégrant une stratégie de marketing. Les assemblées générales ou assises des comités de développement des villages sont une combinaison de projets de type culturel, humanitaire, de développement en financement participatif ou de dons avec contreparties. Leurs cibles sont donc nombreuses et diversifiées. Pour les atteindre, il est indispensable de mettre en scène, le projet, son équipe dirigeante et ses fondateurs. C'est une démarche essentielle pour convaincre et séduire ces cibles afin de les amener à investir dans votre projet. L'historique du projet, ses fondateurs et leur vision de départ, le bureau exécutif actuel, ses acquis et ses développements à venir, la justification de l'utilisation des dons reçus et des recettes mobilisées... sont autant d'informations importantes et décisives pour des partenaires qui ont la volonté et le désir d'être utiles aux autres en contribuant à leurs efforts de développement participatif.

4-3-2 Mobiliser son cercle de relations personnelles et proposer aux donateurs des contreparties attractives

La réussite d'un projet de développement communautaire n'a de chance que si les réseaux de relations personnelles le soutiennent. Ce qui ne peut que le crédibiliser et créer un effet d'entraînement pour les autres restés sceptiques ou indécis. Il est



cependant nécessaire de proposer aux donateurs, des contreparties attractives et diversifiées telles que les promenades guidées de découverte à pied, à vélo ou à moto, à cheval, sur l'âne ou sur le chameau (tout dépend des moyens de déplacement usuel des populations locales), des villages et de leurs cultures (danses traditionnelles, rites funéraires, danses initiatiques, habitudes vestimentaires et relationnelles...), la participation aux festivals, le séjour chez l'habitant, la chasse sportive ou communautaire, les visites guidées dans les ateliers d'artisans, de forgerons, les exercices d'apprentissage, la pêche artisanales, des cadeaux souvenirs, etc.

4-4 Les appuis institutionnels.

Il s'agit dans cette partie de mettre en exergue, le rôle prépondérant de l'Office de tourisme en tant qu'instrument de promotion locale d'une destination et celui de l'Etat et ses partenaires.

4-4-1. L'Office de tourisme

La valorisation du riche et impressionnant patrimoine naturel et culturel de la Région de l'Extrême-Nord Cameroun dans son ensemble nécessite la mise en place des instruments de promotion de sa destination adossée sur une politique globale de marketing territorial. Le contexte actuel de la décentralisation avec transfert effectif des compétences et ressources aux collectivités territoriales décentralisées s'y prête bien. De fait, l'Etat accorde aux collectivités territoriales décentralisées, la possibilité de mettre sur pied l'office de tourisme à l'échelle de la commune, dans le cadre de l'intercommunalité ou à l'échelle de la Région⁸⁴ après avis obligatoire du conseil délibérant. Qu'il soit communal ou régional, l'office de tourisme est chargé de la promotion au niveau local de la destination d'un territoire donné et de la valorisation de ses ressources touristiques. Celles-ci englobent le patrimoine culturel et naturel des communautés, les productions artisanales et artistiques locales, les manifestations culturelles, les activités récréatives ou de loisirs, etc. L'office de tourisme en plus de s'occuper de l'accueil et de l'information des visiteurs a aussi pour vocation, la recherche des partenariats voire des jumelages, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de développement touristique notamment dans le domaine de l'élaboration des

⁸⁴ Depuis 2020, la Région de l'Extrême-Nord est devenue effectivement une collectivité territoriale décentralisée avec un conseil régional dont les membres sont élus. Elle est chargée entre autres de promouvoir la démocratie participative, la gouvernance et le développement locaux sur les plans social, éducatif, sanitaire, sportif, culturel, économique, artisanal et touristique.




services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs, de l'organisations des foires, festivals et autres manifestations culturelles, la création et l'animation des événements spécifiques. Il fait vivre le territoire touristique par des visites guidées, animations et festivités. Il valorise et commercialise les productions locales en particulier dans les boutiques de souvenir ou directement auprès des artisans producteurs locaux. Dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun, la conservation, la valorisation et la promotion du patrimoine culturel des communautés affectées par la crise sécuritaire perpétrée par Boko Haram nécessitent la mise sur pied d'Offices communaux ou intercommunaux ou d'un Office régional de tourisme. En plus de ses missions régaliennes connues, ces instruments de promotion des destinations peuvent développer des partenariats avec les organisations soucieuses de promouvoir le bien-être collectif des peuples de la terre⁸⁵ d'une part, et d'autre part, avec les comités de développement local préconisés plus haut pour l'implémentation du tourisme durable et solidaire avec des retombées directes pour les communautés cibles.

4-4-2- L'Etat et ses partenaires

Les communautés touchées par les exactions de la secte terroriste Boko Haram couvrent les Départements du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Sava qui, dans un passé récent constituaient un seul ensemble connu sous la dénomination de « Margui Wandala ». Elles couvrent aussi le Département du Logone et Chari dont le Chef-Lieu Kousseri s'appelait Fort Fourreau. Kousseri connu sous le nom de MSER aurait été fondé en l'an 197 par les Sao avec un territoire allant au-delà du fleuve Chari, incluant Fort Lamy, l'actuel Ndjamena (<https://osidimbea.cm>). De fait, il s'agit des communautés qui ont entre elles des connexions historiques avec les peuples du Nigéria voisin et des épisodes historiques émouvantes couvrant une période de plus de 1000 ans : appartenance au réseau du commerce transsaharien, apogée, rivalités et déclin des royaumes du Kanem Bornou et du Wandala, razzias esclavagistes menées par les grands royaumes musulmans du bassin tchadien, guerres d'occupation coloniale en l'occurrence la mission Fourreau-Lamy, la bataille de Kousseri contre Rabah, la résistance allemande ou la citadelle de Mora, dernier bastion allemand à capituler un an après le départ des Allemands du Cameroun pendant la Première Guerre Mondiale. A cette liste s'ajoute l'histoire récente du phénomène « des coupeurs de route » et celle toujours vivante de la secte terroriste transnationale Boko Haram qui donne l'impression que l'insécurité est inscrite dans le paysage.

⁸⁵ Par exemple : Enfants de la Terre, Association Générale des Intervenants Retraités, Pharmaciens Sans Frontière, Association Pays de la Loire-Cameroun, IDENT-AFRICA en Europe...



Par ailleurs, fort donc de l'histoire « plurielle » de ces communautés et la résilience des populations victimes, l'État peut envisager la réalisation d'une institution muséale instrumentalisée à la fois par une politique urbaine et l'économie touristique dans la région. Autrement dit, ces communautés démobilisées en quête de stabilisation peuvent faire l'objet d'une labellisation basée sur « leurs histoires » passée et récente à matérialiser par l'édification d'un musée, véritable icône territoriale avec une force d'attraction et une capacité à faire image et à communiquer. Il s'agit de construire, non pas un simple lieu de conservation et /ou d'exposition d'objets et de photos-souvenirs mais un espace médiatique de sociabilité, d'éducation, d'innovation, de créativité et outil de développement local parce qu'il doit produire le tourisme. Il se doit d'être un équipement capable de donner une identité aux communautés visées et capable de répondre aux besoins de contacts, d'échanges, d'évasion, de détente, de loisirs, de repos voire d'apprentissage. Le musée BOUBOU HAMA au Niger peut servir d'inspiration pour la réalisation d'un tel projet, la Région de l'Extrême-Nord et le Niger partageant des similitudes culturelles. Dans le cadre de la promotion du tourisme durable et solidaire chez les communautés affectées par les exactions de la secte terroriste Boko Haram, ce projet, grâce aux messages qu'il va développer et diffuser est un produit d'appel approprié et adapté pour servir de point d'appui de la circulation touristique dans les régions visées. Pour atteindre pleinement cet objectif, l'État devra mener en amont, un plaidoyer auprès des organisations partenaires notamment le PNUD, l'UNESCO, ICESCO, l'OMT...en vue de concrétiser sur le terrain, les différentes résolutions sur le tourisme durable et solidaire, résolutions issues entre autres, de la Déclaration de Rio et les recommandations de l'Agenda 21, la Charte du tourisme durable de 1995 et le Code Mondial d'Éthique du Tourisme de 1999.



Conclusion

En somme, les communautés déstabilisées par les exactions de la secte terroriste Boko Harm au Cameroun sont principalement issues des départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone et Chari dans la Région de l'Extrême-Nord. Avant le phénomène Boko Haram, elles constituaient les principales destinations des touristes qui arrivent à l'Extrême-Nord en raison des attraits touristiques spectaculaires, nombreux et diversifiés dont elles disposent. Les populations étaient, pour ainsi dire habitués aux visites touristiques. La guerre qui a été imposée à ces communautés a causé des destructions des biens, maisons et services en même temps qu'elle a désorganisé la cohésion sociale des communautés et l'économie locale. Pendant cette période difficile, ces communautés démobilisées ont cependant fait preuve de résilience et ont montré leur capacité d'adaptation. La crise les a poussés à diversifier leurs activités économiques en même temps qu'elle a fait naître entre elles et les communautés d'accueil, une solidarité basée sur l'entraide mutuelle. Le retour volontaire de ces déplacés d'hier sur leurs terres qui les ont vu naître traduit leur volonté de prendre en main leur destin pour rétablir les équilibres séculaires fondés sur la coexistence pacifique, la promotion de leurs valeurs identitaires à travers la reconstitution et la revalorisation de leurs patrimoines identitaires menacés. L'implémentation des comités de développement local chez ces communautés en quête de stabilisation apparaît comme un outil d'aide à leur stabilisation. Mieux encore, au regard des opportunités qu'offre le tourisme aujourd'hui, la promotion du tourisme durable et solidaire chez ces communautés peut contribuer à promouvoir l'identité culturelle de ces communautés dans la mesure où le tourisme facilite l'accès à la culture, aux traditions et coutumes d'autres peuples en même temps qu'il est un facteur irremplaçable de valorisation du patrimoine culturel, d'auto apprentissage et de découvertes des différences. La mise sur pied d'un office de tourisme en charge de la promotion locale des destinations est cependant requise, tout comme l'Etat, aidé par ses partenaires doit pouvoir concevoir un produit d'appel symbolisant l'identité de ces peuples dans leur histoire, leur résilience et leur capacité d'adaptation. Par exemple, une institution muséale capable de produire le tourisme et de servir de point d'appui de la circulation touristique.

Références bibliographiques :

- Berghezan G., 2016, « Boko Haram : évolution de 2012 à aujourd'hui. Fiche documentaire », in Note d'analyse, Grip, Bruxelles ;
- Bihina A.R.ET LamèreE.B., 2004, Bienvenue à l'Extrême-Nord : radioscopie d'une province et de ses personnalités incontournables, Yaoundé, Saagraph ; Cameroon Holiday's, 2011, Le Développement de l'industrie du tourisme au Cameroun. À la découverte de l'Afrique en miniature, Yaoundé, L'Harmattan ;
- Chetima M., 2011, « Patrimoine naturel et culturel des Monts Mandara (Cameroun) : potentialités touristiques et contraintes » ;
- Davidson M. & Picard D., 2006, Tourisme culturel et développement durable, UNESCO, Paris ;
- Decroly J.M. & A., 2006, Tourisme et société : mutations, enjeux et défis. Bruxelles, Presse de l'Université de Bruxelles ;
- Dewally J.M. & Flament E., 1987, Le tourisme, Paris, Presse Universitaire de France ;
- Djanabou Bakary, 2014. « Insécurité transfrontalière, perturbation des échanges et léthargie des marchés », in Saibou Issa (éd.) Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, Kalio, Revue pluridisciplinaire de l'Ecole Normale de l'Université de Maroua /série Lettres et Sciences Humaines, Vol. Spécial ;
- Essono E. F., 2001. Tourisme et culture à l'ère de la mondialisation, Yaoundé Imprimerie Saint-Paul ;
- Gollain V., 2013, Le marketing territorial au service de l'attractivité des territoires, (téléchargement sur www.marketing-territorial.org);
- International Crisis Group, 2017, « Extrême-Nord du Cameroun, le casse-tête de la reconstruction en période de conflit » Briefing N°133/Africa ;
- Gonne B. 2014, « Kidnappings, crise du secteur touristique et ralentissement de l'aide au développement » in Saibou Issa (éd.) Effets économiques et sociaux des attaques de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun, Kalio, Revue pluridisciplinaire de l'Ecole Normale de l'Université de Maroua /série Lettres et Sciences Humaines, Vol. Spécial ;



- Mallon P. (2006), « Quel tourisme en Afrique subsaharienne » ;
- Mesmin (éds.) (2011), Repenser la promotion du tourisme au Cameroun. Approches pour une redynamisation stratégique, Yaoundé/Paris, IRESMA / Karthala ;
- OMT, Tourisme : Horizon 2020, 2001 ;
- Onomo Etaba R. B., 2009, Le tourisme culturel au Cameroun, Paris, Harmattan ;
- Py P., 2002, Le tourisme, un phénomène économique, Paris, la Documentation française ;
- Saucet P., 2013, « 10 idées pour mettre en valeur son territoire ou site touristique » ;
- Saucet P. 2015. « 14 façons de réussir sa campagne de crowdfunding » ;
- Wassouni F. 2015. « Patrimoine, tourisme et problématique de développement dans les régions septentrionales du Cameroun à l'heure de la décentralisation », IFRA Nigeria Working Papers Series, N°54 ;
- Wassouni F. 2017 ; « Boko Haram, perturbation et perversion du patrimoine de l'Extrême-Nord » in Gwoda A. & Wassouni F. (éds.) Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun, les Editions du Schabel ;



11

Développement des industries culturelles dans les abords sud du Lac Tchad : contraintes et stratégies de relance

GADJI WADJIRI Emmanuel⁸⁶

(Université de Maroua)

✉ wadjiriemma@gmail.com

Résumé

Les abords sud du lac Tchad, terre de rencontres et de contacts, se caractérisent par la pluralité de ses expressions sociales et culturelles. Ces multi et interculturalités sont des marqueurs identitaires qui font sa spécificité dans le monde. Cependant, les potentialités naturelles, artistiques et culturelles du bassin du lac Tchad sont peu exploitées, explorées pour des raisons d'ordre sécuritaire, sanitaire, structurel, juridictionnel, technique, financier, spirituel, économique et infrastructurel. Grâce à l'observation participante, les entretiens, l'exploitation de la grille d'analyse, cette recherche qualitative a permis de recenser les freins à l'émergence des industries culturelles dans les abords sud du lac Tchad. Des cadres stratégiques, artistiques et culturelles adaptées ont été proposées dans le sens de l'éclosion des « classes créatives », facteurs idoines de développement local et de la croissance économique..

Mots clés : *Contraintes, développement, industries culturelles.*

86 M. GADJI WADJIRI Emmanuel est Conseiller Principal de la Jeunesse et de l'Animation, par ailleurs Chef du Service des Associations et des Clubs Culturels à l'Université de Maroua. Il a soutenu un Master professionnel d'ingénieur de conception en Beaux-Arts et Sciences du patrimoine sur le thème : " le fonctionnement du théâtre institutionnel : le cas des troupes théâtrales universitaire au Cameroun" et un Master recherche en sciences de l'ingénieur sur le thème " la promotion des activités culturelles et artistiques dans les Université d'État au Cameroun : le Cas de l'Université de Maroua de 2009 à 2018". A ce jour, il prépare une thèse de doctorat en Histoire Culturelle intitulé "Activités artistiques et culturelles et développement des industries culturelles dans les Universités d'État au Cameroun : cas de Maroua et de Ngaoundéré"

Abstract

The southern shores of Lake Chad, a land of encounters and contacts, are characterised by the plurality of its social and cultural expressions. These multi and interculturalities are identity markers that make its specificity in the world. However, these natural, artistic and cultural potentialities of the Lake Chad Basin are little exploited and explored for reasons of security, health, structure, jurisdiction, technique, finance, spirituality, economy and infrastructure. Thanks to participant observation, interviews and the use of the analysis grid, this qualitative research has made it possible to identify the obstacles to the emergence of cultural industries in the southern shores of Lake Chad. Strategic artistic and cultural frameworks were proposed in the sense of the emergence of "creative classes", appropriate factors for local development and economic growth.


Key words : *Constraints, development, cultural industries.*



Introduction

Les abords sud du lac Tchad regroupent « le nord-est du Nigeria, la rive occidentale du lac Tchad, le sud tchadien, le nord-ouest de la RCA, l'extrême-nord du Cameroun et les voies d'accès au marché de Mbaimboum à la frontière entre le Cameroun et la RCA » (SAIBOU ISSA, 2004 :86). Ils ont pour dénominateur commun le Bassin du Lac Tchad qui est un grand carrefour de contacts, de rencontres, constitué d'une kyrielle de références culturelles et linguistiques. Ces marqueurs identitaires singuliers font sa spécificité dans les cadres sous-régional et même mondial. Au côté de sa diversité en ressources naturelles (mares d'eaux, îlots, polders, plantes aquatiques, fleuves, paysages, etc.), cohabitent des attractions touristiques luxuriantes (vestiges archéologiques, objets usuels des peuples Sao, parcs nationaux et réserves, architecture et habitats, édifices historiques, monuments, musées) et événementielles (les fêtes traditionnelles, religieuses, officielles ainsi que les festivals à caractère ethno-communautaire⁸⁷). L'écosystème culturel des abords sud du lac Tchad connaît tout de même une floraison de productions artistiques dans les domaines littéraires, cinématographiques, audiovisuels et de la musique, etc. Ces œuvres font l'objet d'exportation à l'international. Des rendez-vous artistiques et culturels (Festival National des Arts et de la Culture, Salon International de l'Artisanat, Écrans Noirs au Cameroun) organisés aux plans local et national constituent des pôles de compétitivité, de croissance et de brassage. Au regard de ce qui précède, il convient de considérer le bassin du lac du Tchad comme un jardin d'Éden où les amateurs, les artistes, les professionnels et les entrepreneurs culturels peuvent faire la promotion des industries culturelles et artistiques. Celles-ci sont des indicateurs indispensables à la promotion des loisirs culturels, de l'emploi-jeunes, de la croissance économique, du progrès humain et de la stabilité sociopolitique du Bassin du Lac Tchad. Cependant, dans ce contexte marqué par la mondialisation, le développement du numérique et les mouvements migratoires liés à la recherche des ressources naturelles, les activités culturelles, artistiques et patrimoniales des pays en voie de développement clopinent du fait d'un certain nombre de facteurs de changement aux niveaux juridique, structurel, administratif, politique, spirituel, professionnel et économique. Les crises sociales enregistrées de part et d'autre dans le Bassin du Lac Tchad, constituent des freins à la jouissance des droits culturels, à la libre circulation des touristes, des artistes et des œuvres de l'esprit. Cette communication a pour objectif de présenter les entraves à l'émergence des industries culturelles et leur

⁸⁷ Loi No 2013/003 du 18 avril 2013 régissant le Patrimoine culturel au Cameroun.



impact dans l'affirmation de l'identité culturelle des citoyens des abords sud du lac Tchad. La méthodologie de l'enquête se veut qualitative et s'appuie sur l'observation participante, les entretiens avec certains acteurs culturels et l'exploitation de la grille d'analyse. Les entreprises des industries culturelles se présentent comme des outils de création de richesses ; car, elles permettent d'accroître la capacité de créer, de faire circuler le capital intellectuel, économique et symbolique, tout en favorisant l'inclusion sociale, la diversité culturelle et le développement humain (ELONGUÉ C.2019). Face aux atouts artistiques, culturels et patrimoniaux dont disposent cet espace lacustre et de la place de choix qu'ils occupent dans la construction de la conscience collective en période de crises sociales et sanitaires, l'analyse méticuleuse des contraintes va s'appuyer sur des facteurs endogènes et exogènes.



1. Facteurs externes limitant la promotion des industries culturelles


Contrairement aux pays anglo-saxons, les pays d'Afrique francophone ont accusé un grand retard sur le plan culturel du fait de l'impérialisme culturel, des foyers de tension sociale, de la crise économique et financière, de la non-maîtrise du circuit du commerce d'arts à l'ère du numérique et de la mondialisation.

1.1. Le contact du Cameroun avec le monde extérieur

Outre, l'impact négatif de la traite négrière (XV^{ème} – XIX^{ème} siècle) et compte tenu de sa spécificité liée à son abondance en ressources naturelles, les abords sud du lac Tchad ont été l'objet de convoitise des puissances coloniales que sont : le Portugal, l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Cette conquête extérieure a réduit considérablement les forces créatrices et innovatrices sur le plan artistique et culturel dans les communautés traditionnelles, les sultanats. Les œuvres d'arts ont été emportées dans les institutions culturelles occidentales. Au regard de la perte des valeurs identitaires et séculaires dans cette localité, il se dégage aussi la perte de la conscience historique. Ce qui a engendré la stagnation, la régression, la désagrégation et le retour partiel à la barbarie (Kouema Mabila, 2005).

Dans les abords sud du Lac Tchad, l'introduction du Christianisme et de l'Islam ont phagocyté les croyances traditionnelles ancestrales. La scolarisation des jeunes est venue rompre avec les méthodes traditionnelles d'éducation telles que les initiations de masse. C'est dans ce sens que Cheik Hamidou Kane (1961 :58) A Écrit Que « L'école Où Je Pousse Nos Enfants, Tuera En eux ce qu'aujourd'hui nous aimons et conservons avec soin, à juste titre ». Ainsi, les arts et la culture pratiqués dans ces écoles et universités sont à forte coloration occidentale. Selon Doho G. (1989 : 150), « Le théâtre camerounais naît dans la contrainte. Anglais, Allemand, et Français étouffent la culture nationale et exaltent la civilisation occidentale par des représentations dramatiques ». La remise en cause des arts et de la spiritualité africaine a contribué à l'abandon de la technologie traditionnelle, des statuettes, des masques, de certaines festivités dédiées aux divinités. B.D. Nizésète cité par GADJI WADJIRI (2008 : 19) réitère que :

Sous le coup des destructions irraisonnées des objets d'art par des administrateurs coloniaux, des vandales et surtout des illuminés notamment des prosélytes musulmans et chrétiens, les masques ont disparu de la scène politique, économique, religieuse et ludique africaine. Ils ont été réduits au silence et sont tombés en poussière pour la plupart.



La prépondérance culturelle occidentale et asiatique a généré des dérapages socioculturels, des comportements agressifs au sein de la jeunesse scolaire et universitaire de la zone du lac du Tchad durant ce 21^{ème} siècle. Il est à constater une remise en cause des références culturelles locales au profit des logiques des films hollywoodiens, des modes vestimentaires d'ailleurs, etc. Aujourd'hui, les activités sociales, culturelles et patrimoniales ont trépassé dans les campus scolaires et universitaires, dans les communautés locales, au bénéfice des conflits intergénérationnels, de la radicalisation violente, de l'endoctrinement à la culture de la mort et au fondamentalisme religieux pernicieux.

1.2. Contraintes liées aux foyers de tensions sociales

Aujourd'hui, le Bassin du Lac du Tchad fait face à des foyers de crise sociale qui mettent en mal la dynamique des industries artistiques et culturelles au Cameroun, au Nigeria, au Tchad et au Niger. La présence significative du groupe Djihadiste BOKO-HARAM, les conflits inter et intra-communautaires ou inter-ethniques, les incursions des groupes armés ont contribué à la limitation de la libre circulation des objets d'arts, la destruction et la profanation des lieux culturels et spirituels⁸⁸. Ces contraintes d'ordre sécuritaire sont de sérieux freins à la promotion des industries du tourisme, des loisirs artistiques et culturels. Elles paralysent l'organisation des festivals et des séminaires d'échanges d'expériences artistiques, le fonctionnement des marchés et salons des arts aux plans local, national et même sous-régional. La disparition des icônes artistiques telles que l'artiste comédien Tchadien MOUSSA TAI, le saxophoniste camerounais MANU DIBANGO, est l'une des conséquences néfastes des périodes critiques de guerre et des moments de crise sanitaire.

1.3. Contraintes d'ordre sanitaire

Le contexte sanitaire mondial marqué par la propagation accélérée de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) a contribué au fonctionnement chancelant des Institutions culturelles (musées, centres culturels, sites ou monuments historiques, lieux culturels). Elle a annulé la tenue régulière des activités de cohésion sociale : compétitions sportives, festivals communautaires, foires de l'artisanat, festivités nationales et religieuses. Des prestations professionnelles dans le secteur des arts et de la culture ont été interdites. Ce climat sanitaire contraignant a entraîné la précarité économique dans le milieu artistique. Pour faciliter l'accès des citoyens aux activités artistiques, et surtout dans le but de leur garantir une pleine participation à la vie culturelle, le recours à la digitalisation et à la numérisation est indispensable.

⁸⁸ Bibliothèque emblématique de Tombouctou, etc.



1.4. Culture du numérique et développement des industries culturelles

Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) sont des outils adéquats à la promotion des œuvres de l'esprit. En outre, les TIC avec ces multiples supports (ordinateurs, disquettes, clés USB, caméscope, appareils de photographie numérique, vidéo projecteurs, lecteurs/enregistreurs MP3, et autres accessoires numériques) et médias sociaux (Facebook, WhatsApp, Twitter, You Tube, etc.) ont aidé au changement des mentalités des consommateurs des produits culturels. Il est simplement à déplorer la réduction considérable des fréquentations des équipements culturels. Du coup, on passe d'une culture de l'écran à une forme d'individualisation des pratiques culturelles. Cette situation crée un climat d'isolement et d'exclusion socioculturelle (GADJI WADJIRI : 2019). Toutefois, selon l'UNESCO, 46 % de la population mondiale n'a pas accès à l'internet⁸⁹, accélérant davantage la fracture du numérique. Cette réalité extérieure complexe n'a pas aidé à la mise en place d'un véritable environnement artistique, propice au plein épanouissement des acteurs culturels et des organisations culturelles. L'affirmation des industries culturelles, au plan interne, est plombée par les disparités des politiques publiques, fruit de la négligence et de l'amateurisme de certaines forces culturelles.

Compte tenu de cette contrainte, le tourisme dans ses formes plurielles ne peut pas bien prospérer et contribuer au progrès, au bien-être des populations locales.


2. Facteurs internes retardant l'expansion des industries culturelles

Les entorses à l'essor des industries culturelles dans les abords sud du lac Tchad, dans le cadre interne, s'appesantissent sur les points d'ordres politique, juridico-institutionnel, administratif, économique et éducationnel.

2.1. Absence d'une véritable stratégie de promotion des industries culturelles

Les Nations africaines ont commencé à jeter le fondement du cadre stratégique de développement en matière culturelle au lendemain des indépendances. À l'ère de la mondialisation et des technologies numériques, la politique du développement des industries culturelles et créative en Afrique est encore à l'état embryonnaire. À titre

⁸⁹ Banque mondiale, «La place de la culture dans la reprise post-COVID : un atout pour l'économie, la résilience et le bien-être», <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/la-place-de-la-culture-dans-la-reprise-post-covid-un-atout-pour-l-economie>, consulté le 17 septembre 2021 à 22 heures 04 minutes ;



illustratif, l'inadaptabilité des politiques publiques aux réalités culturelles actuelles, selon le Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique « ...est caractérisée par une insuffisance des activités culturelles et de l'offre d'activités de loisirs et de tourisms aux jeunes »⁹⁰ au Cameroun. Cela est également dû à l'insuffisance des équipements culturels et à la quasi-absence d'une éducation artistique et culturelle, caractérisée par une faiblesse dans la promotion des activités culturelles, touristiques et ludiques par les Collectivités Territoriales Décentralisées (MAHAMAT ABBA OUSMAN, 2017). En ce sens, le Document de la Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) n'a pas aussi pris en compte, de façon conséquente, les aspects culturels et statistiques. En revanche, la Stratégie Nationale pour le Développement à l'Horizon 2035 (SND-2035), a accordé une considération particulière à la culture comme étant un vecteur de développement social et économique. Face à cette disparité des politiques publiques sur les questions artistiques et culturelles, il se dégage une rareté des données statistiques sur les effets directs et indirects des industries culturelles.

2.2 Implémentation sur le plan juridico-institutionnel en panne

En se basant sur le modèle Camerounais, il apparaît un arsenal de textes législatifs, des décrets et arrêtés qui visent la structuration et la professionnalisation du secteur des arts et de la culture. Il a aussi ratifié des conventions, des accords et traités internationaux dont l'objectif consiste en la conservation, la protection et la valorisation du patrimoine culturel matériel et immatériel. Toutefois, ces multiples normes juridiques restent méconnues du grand public camerounais. À cela, s'ajoute l'ignorance des acteurs culturels du cadre législatif et structurel. LOEMBET E. (2018) souligne que : « les textes juridiques et administratifs qui encadrent le secteur de la culture au Cameroun existent. Cependant, les artistes sont dans l'ignorance ». Il existe quelques incohérences, parfois même l'inadaptabilité, le déphasage ou l'inadéquation de ces normes juridiques dans certains secteurs culturels camerounais.

Dans le cadre du fonctionnement des services publics de la culture, il se dégage un dirigisme extérieur des missions artistiques. L'administration culturelle souffre d'un manque criard des ressources humaines qualifiées. Les gestionnaires des équipements culturels sont recrutés dans les corps des fonctionnaires (administrateurs civils, professeurs des lycées et collèges, cadres contractuels, etc.). Tous ne disposent pas

90 République du Cameroun, MINJEC CAB 2015, Politique Nationale de la Jeunesse, p. 38, 39. Ce document laisse percevoir les faiblesses dans l'offre artistique, culturelle, touristique et de loisirs, etc.



nécessairement des capacités adéquates pour relever le niveau culturel camerounais. Outre, ce manque de qualification et cet amateurisme, la demande d'autorisation à manifestations publiques, les mesures restrictives et censures administratives instituées, le paiement des taxes et patentes sont des freins à la promotion des manifestations culturelles et artistiques dans les unités administratives décentralisées. Ainsi, l'émergence des industries culturelles au Cameroun est informelle et sa gestion est à forte coloration familiale, voire à forte connotation ethno-communautaire. Les administrateurs culturels ne disposent pas des moyens coercitifs pour veiller sur l'application des dispositions législatives, le suivi et l'évaluation, le contrôle de régularité de ces entreprises et organisations culturelles.

2.3. Crise économique : une entrave au développement culturel

La crise économique des milieux des années 1980, a conduit les institutions de Bretton Wood à imposer aux pays africains et principalement le Cameroun, le Tchad et le Niger, le Programme d'Ajustement Structurel (PAS). Un programme qui a encouragé les États à diminuer leurs dépenses et à ne privilégier que les secteurs névralgiques de la société. Le secteur culturel en a largement subi avec le sous-financement des activités artistiques et culturelles depuis plus d'une décennie. Les allocations budgétaires dans les domaines des arts et de la culture sont disproportionnées et connaissent parfois même des fluctuations. Ceci a conduit les Institutions culturelles des pays du Sud à tendre la main aux puissances européennes ainsi que les Organisations Non Gouvernementales (ONG) pour la réalisation des projets culturels. À titre illustratif, PABOIS M. (2012) indique que « le Ministère des Arts et de la Culture du Cameroun a demandé à la France une assistance technique pour commencer l'inventaire général du patrimoine culturel national ». Cette ouverture externe n'a pas permis au pays de redynamiser ce secteur d'activités, pourtant central à l'épanouissement des populations locales. Ainsi, la crise économique a contribué au bouleversement de la structuration du marché des arts et de la culture. Le circuit de distribution des œuvres de l'esprit est inondé par la piraterie, la contrefaçon et la contrebande, la concurrence déloyale. La fermeture des salles de cinéma et la quasi-absence des équipements culturels de qualité dans les abords sud du lac Tchad ne font pas à bon escient la vulgarisation des industries culturelles.

2.4. Exode rural et le transport des objets d'arts et de l'artisanat

La pauvreté ambiante dans les campagnes a poussé plusieurs jeunes gens à délaisser le village, à la quête d'un eldorado dans les villes métropolitaines. Ce dépeuplement des campagnes a rompu les chaînes d'éducation intergénérationnelle. L'industrie culturelle locale se trouve garrottée du fait de l'absence des ressources humaines jeunes pour soutenir la pérennité des savoirs et savoir-faire ancestraux. Les dépositaires de ces techniques centenaires décèdent sans assurer la transmission aux jeunes générations, victimes des conséquences fâcheuses de l'impérialisme culturel. À côté du point sus-évoqué, le transport aérien des objets d'art constitue un véritable frein au développement des industries culturelles. Certains objets d'art et de l'artisanat d'arts sont interdits de sortir du pays. Cet état de choses diminue la qualité des productions artistiques (sculptures) et ne favorise pas une exportation massive, d'où la nécessité d'une prise de conscience collective.

2.5. Absence d'une éducation artistique et culturelle

La capitalisation des difficultés sus-relevées a pour fondement le « niveau d'éducation artistique et culturelle de la population » (ELONGUE, 2020). Ce dernier affirme que cette éducation est « de plus en plus faible, limitant ainsi leur capacité à décrypter, décoder et apprécier la bonne musique ». Il faut redonner du goût à la population de renouer avec les planches. Cependant, pour « relever le niveau de sensibilité culturelle » de ces populations, le travail doit être fait dans les écoles, collèges et lycées, et les Institutions d'Enseignement Supérieur pour recréer un environnement culturel paisible et attractif dans les abords sud du lac Tchad.

**Photo 1 : acrylique sur toile
(identités)**



**Photo 2 : acrylique sur papier
(famille)**



© MEKOBÉ DJOU, 2021



3. Cadre stratégique de relance des industries culturelles dans les abords sud du lac Tchad

Au regard des entraves internes et externes sus-examinées et pour occulter l'étiquette des « orphelins culturels » ou encore de « désert culturel », il apparaît très important de :

- Créer un cadre d'information, d'éducation, de communication artistique et culturelle afin d'amener la génération présente et future à s'approprier de l'histoire et de l'identité culturelle des peuples des abords sud du lac Tchad. Cette action culturelle basée sur l'héroïsme des peuples SAO est une contribution à la redécouverte des modes de vie, de penser et d'agir de cette communauté à travers le développement des industries de contes, de légendes, des épopées, etc. Cette exploitation de l'industrie traditionnelle participe à la création d'un Lieu de vie et de convivialité, à la mise en place d'une soupape d'apaisement de tensions sociales et de régénération dans le Bassin du Lac Tchad.
- Encourager la mise en place des infrastructures numériques de pointe afin de vendre les richesses naturelles, artistiques, culturelles et patrimoniales des abords sud du Lac Tchad sur les scènes locale, nationale et même internationale ;
- Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques, des projets et de programmes de développement des industries culturelles tout en prenant en compte la préservation, la pérennisation, la protection, la gestion et la promotion des œuvres spirituelles, matérielles et émotionnelles produites dans les territoires du bassin du lac Tchad ;
- Faire des œuvres de l'esprit, des outils de réduction de la pauvreté, de la citoyenneté participative, du changement social et de la croissance économique dans les abords sud du lac Tchad ;
- Mettre sur pied un fonds spécial destiné à l'accompagnement des artistes-musiciens, cinéastes, écrivains, artisans ou encore d'autres catégories des promoteurs culturels afin de soutenir la création culturelle et les innovations artistiques ;
- Développer un cadre convenable de Partenariat ou de Coopération technique intra et inter-régionale pour le renforcement des capacités des acteurs culturels locaux afin de faire de ces unités de productions culturelles locales, des locomotives de développement de l'économie culturelle dans les abords sud du Lac Tchad.

Photo 3 : Troupe de danse patrimoniale à l'Université de Maroua



© Gadji Wadjiri. E, février 2022



Conclusion

Dans le cadre de ce travail scientifique, il a été question d'inventorier les freins à la promotion des industries culturelles dans les abords sud du Lac Tchad. A cet effet, des pesanteurs d'ordre sécuritaire, juridico-structurel, économique, spirituel, le manque des ressources humaines qualifiées et des structures d'encadrement artistique de qualité paralysent le bon fonctionnement des entreprises culturelles dans cette zone lacustre. Le processus de conservation, de protection et de pérennisation du patrimoine culturel matériel et immatériel nécessite une prise de conscience sur les enjeux et les particularités de la diversité des identités culturelles dans le plein épanouissement et l'émancipation des populations locales au sein du bassin du Lac Tchad. Cette action d'élévation spirituelle et culturelle des populations essentiellement jeunes participe à la pacification de cette zone lacustre endoréique, à l'émergence des génies et talents artistiques locaux, à l'attraction des touristes et des investisseurs, à la stabilité des populations, etc. Pour atteindre cet objectif de développement culturel, des mesures d'accompagnement administratif, financier et technique sont d'une importance cardinale pour faire des abords sud du Lac Tchad des véritables lieux culturels en devenir. La reviviscence des industries artistiques et culturelles constitue des pôles de compétitivité et de croissance, un point d'appui indispensable à l'équilibre sociopolitique, à la promotion du « vivre-ensemble harmonieux » et à l'amélioration du Produit Intérieur Brut (PIB) des populations en interaction dans le Bassin du Lac Tchad.

Références bibliographiques

- Cheik Hamidou Kane, 1961, *L'aventure ambiguë*, Paris : Julliard ;
- Christian (E.), Promouvoir les entreprises des industries de la culture au Cameroun, <https://www.info-afrique.com/promouvoir-les-entreprises-des-industries-de-la-culture-au-Cameroun/?amp>, consulté le 20 septembre 2021 à 16 heures 53 minutes ;
- Doho (G.), octobre-décembre 1989, «Théâtre et représentation», *Notre librairie* No 99 ;
- Elongué (C.), De la nécessité de repenser les politiques d'éducation musicale au Cameroun, <https://nkafu-org/de-la-necessite-de-repenser-les-politiques-deduction-musicale-au-cameroun/> consulté le 16 juillet 2021 à 21 heures 58 mn ;
- Elongué (C.), 06 novembre 2019, « Comment surmonter les entraves à l'industrialisation de la culture africaine », <https://lafropolitain.mondoblog.org/surmonter-entraves-industrialisation-culture-africaine-economie/> , consulté le 19 juillet 2021 à 06 heures 45 minutes ;
- Essono (E.F.), 2001, *Tourisme et culture au Cameroun à l'ère de la mondialisation*, 1ere édition, Imprimerie Saint Paul de Yaoundé ;
- Gadji Wadjiri (E.), 2008, « la revalorisation et la promotion de l'artisanat traditionnel : le cas des objets produits par les forgerons Dii de l'arrondissement de Mbé », mémoire de DCPJA, INJS ;
- Gadji Wadjiri (E.), 2016, « le fonctionnement du théâtre institutionnel : le cas des troupes théâtrales des Universités d'Etat du Cameroun », Mémoire ISS-Université de Maroua ;
- GADJI WADJIRI (E.), (2019), « Promotion des activités culturelles et artistiques dans les Universités d'Etat au Cameroun », Mémoire Master Recherche en Science de l'Ingénieur, ENSPM-Université de Maroua ;
- Kouema Mabila (L.), 2005, « la place et le rôle des œuvres d'art dans le développement africain : cas du Congo-Brazaville », Communication à la 11ème Assemblée Générale du CODESRIA, Maputo ;
- Loembet (E), 2018, *L'impact du défaut de qualité sur l'économie de la culture au Cameroun*, halshs-01885599 ;
- Loi No 2013/003 du 18 avril 2013 régissant le Patrimoine culturel au Cameroun.



- Mahamat abba ousman, les industries culturelles à l'ère de la décentralisation dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun : Défis et enjeux, in Africa humanities, Université de Ngaoundéré ;
- NYAHOHO (E.), 2001, Le marché culturel à l'ère de la mondialisation, Presse de l'Université du Québec ;
- Pagniet (G.), 2002, « Industrie de la culture et développement », le Courrier ACP-UE No 194 ;
- Piou (E), DJache Nzefa (S), Taboue Nouaye (F.A), Kamga Fotso (A), 2012, « la Sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel au Cameroun », la Lettre de l'OCIM, 139/30-39 ;
- Raguidissida Emile ZIDA, 2018, « Les industries culturelles des pays francophones d'Afrique subsaharienne : cas du Burkina Faso », Thèse de doctorat, GRENOBLE ALPES ;
- Saibou Issa, 2004, « L'embuscade dans les abords sud du Lac Tchad », Dans politique africaine 2004/2 (No 94) ;
- Pabois (M.), « Cameroun », in situ (en ligne), 3/2003 ; mis en ligne le 23 avril 2012, consulté le 01 octobre 2016.



COMITÉ SCIENTIFIQUE

- Pr Saibou Issa, Université de Maroua, (Cameroun);
- Pr Seignobos Christian, Institut de Recherche pour le Développement (professeur émérite).
- Pr Mohamed Zinelabidine, Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture, Rabat (Maroc)- Pr Kodi Mahamat, Université de Ndjamen, (Tchad) ;
- Pr Mounkaïla Abdo Lawali Serki, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger) ;
- Pr Nizésété Bienvenu Denis, Université de Ngaoundéré, (Cameroun) ;
- Pr Christophe Mbida Minzié, ancien Directeur du Patrimoine Culturel, Université de Yaoundé I, (Cameroun)
- Pr Ibrahim Umara, Université de Maiduguri (Nigeria) - Pr Shettima Umaru Bulkarima, Université de Maiduguri (Nigeria)
- Pr Gormo Jean, Université de Maroua, (Cameroun) ;
- Pr Tchago Bouimon, Université de Ndjamen, (Tchad) ;
- Pr Ali Mahamane, Université de Diffa(Niger)
- Pr Wassouni François, Université de Maroua, (Cameroun) ;
- Pr Sambo Armel, Université de Maroua, (Cameroun) ;
- Pr Ahidjo Paul, Université de Maroua, (Cameroun) ;
- Pr Ousmanou Adama, Université de Maroua, (Cameroun) ;
- Pr Mahamat Abba Ousman, Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture, Rabat (Maroc) ;

SCIENTIFIC COMMITTEE

- Prof. Saibou Issa, Maroua University, (Cameroon);
- Prof. Seignobos Christian, Institute of Research for Development (professor emeritus).
- Prof. Mohamed Zinelabidine, Islamic World Educational, Scientific and Cultural Organization (ICESCO), Rabat (Morocco);
- Prof. Kodi Mahamat, University of N'Djamena, (Chad);
- Prof. Mounkaïla Abdo Lawali Serki, Abdou Moumouni University of Niamey (Niger);
- Prof. Nizésété Bienvenu Denis, University of Ngaoundéré,(Cameroon);
- Prof. Christophe Mbida Minzié, Former Director of Cultural Heritage University of Yaoundé I, (Cameroon);
- Prof. Ibrahim Umara, University of Maiduguri (Nigeria)
- Prof. Shettima Umaru Bulkarima, University of Maiduguri (Nigeria);
- Prof. Gormo Jean, Maroua University, (Cameroon);
- Prof. Tchago Bouimon, University of N'Djamena, (Chad);
- Prof. Ali Mahamane, University of Diffa (Niger)
- Prof. Wassouni François, Maroua University, (Cameroon);
- Prof Sambo armel, Maroua University, (Cameroon);
- Prof Ahidjo Paul, Maroua University, (Cameroon);- Prof. Ousmanou Adama, Maroua University, (Cameroon);

- 
- Pr Abdoulaziz Yaouba, IRIC-Université de Yaoundé II, (Cameroun)
 - Dr Bana Barka, Université de Maroua, (Cameroun) ;
 - Dr Hadiza Kiari Fougou, Université de Diffa, (Niger) ;
 - Dr Zakaria Beine, Université de Ndjamena, (Tchad) ;
 - Dr Army Jomas, Université d'Abéché (Tchad) ;
 - Dr Mahamat Mey, Université de Ndjamena, (Tchad) ;
 - Dr Manga Makrada Maina Coordinateur du Réseau des Professionnels du Patrimoine Africain (REPPAF)
 - Sébastien Moriset, CRAterre-ENSAG, France;
 - Bandiougou Diawara, Responsable de l'Unité de coordination de BIOLPALT à l'UNESCO ;
 - Dodé Houéhounha, Responsable adjoint de programme, Centre du Patrimoine Mondial ;
 - Mme Odette Tangar, ancienne Directrice du Patrimoine Culturel (Tchad) ;
 - Abdoulaye Magé, ancien Directeur du patrimoine culturel (Niger) ;
 - Hamissou Halilou Malam garba, Conseiller Technique, Direction Générale des Eaux et Forêts, Point focal auprès de l'UNESCO (Niger) ;
 - Aliyu L. Abdu, Directeur et point focal pour le Programme du Patrimoine Mondial(Nigéria) ;
 - Mme Alice Biada, Ancienne Sous-Directeur du Patrimoine culturel et Point Focal Patrimoine Mondial (Cameroun) ;
 - Koumndé Mbaitoubam, gestionnaire du patrimoine culturel du lac Tchad (Tchad) ;
 - Prof. Mahamat Abba Ousman, Islamic World Educational, Scientific and Cultural Organization (ICESCO), Rabat (Morocco);
 - Prof. Abdoulaziz Yaouba, (IRIC) - University de Yaoundé II, (Cameroon)
 - Dr. Bana Barka, Maroua University, (Cameroon);
 - Dr. Hadiza Kiari Fougou, University of Diffa (Niger);
 - Dr Zakaria Beine University of N'Djamena, (Chad);
 - Dr. Army Jomas, University of Abéché (Chad);
 - Dr. Mahamat Mey, University of N'Djamena, (Chad);
 - Dr Manga Makrada Maina Coordinator of the Network of African Heritage Professionals(REPPAF)
 - Sébastien Moriset, CRAterre-ENSAG, France;
 - Bandiougou Diawara, Head of the BIOLPALT Coordination Unit at UNESCO ;
 - Dodé Houéhounha, Deputy Program Manager, World Heritage Center ;
 - Mme Odette Tangar, Former Director of Cultural Heritage (Chad) ;
 - Abdoulaye Magé, Former Director of Cultural Heritage (Niger) ;
 - Hamissou Halilou Malam garba, Technical Advisor, Directorate General of Water and Forests, Focal Point at UNESCO (Niger) ;
 - Aliyu L. Abdu, Director and focal person on the Wolrd Heritage Program (Nigeria) ;
 - Mme Alice Biada, Former Deputy Director of Cultural Heritage and World Heritage Focal Point (Cameroon) ;
 - Koumndé Mbaitoubam, Manager of the cultural heritage of Lake Chad (Chad);



INSTITUTIONS PARTENAIRES

1- Les organisations régionales et sous-régionales

- Union Africaine ;
- Fonds du Patrimoine Mondial Africain
- Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale ;
- Cités et Gouvernement Locaux Unis d'Afrique (CGLU Afrique)

2- les universités

- Université de Maiduguri au Nigéria ;
- Université de Maroua au Cameroun ;
- Université de Diffa au Niger ;
- Université de Ndjamena au Tchad ;

3- Les centres de recherche

- Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orale (CELHTO), Niamey, Niger ;
- Centre International de Recherche et de Documentation sur les Traditions et les Langues Africaines (CERDOTOLA), Yaoundé, Cameroun ;
- Le Musée National du Tchad

4- les structures de l'ICESCO

- Centre pédagogique de l'ICESCO pour la langue arabe aux non-arabophones à Ndjamena, au Tchad ;
- Chaire ICESCO : Diversité culturelle, Paix et Coopération internationale à l'Institut des Relations Internationales (IRIC) à l'Université de Yaoundé II, Cameroun

PARTNER INSTITUTIONS

1-Regional and Sub-Regional Organizations

- African Union
- Lake Chad Basin Commission
- Fonds du Patrimoine Mondial Africain
- UNESCO Regional Multisectoral Office for Central Africa
- Cities and Local Government of Africa (UCLG Africa), Rabat, Kingdom of Morocco

2-Universities

- University of Maiduguri, Nigeria;
- University of Maroua, Cameroon;
- University of Diffa, Niger;
- University of N'Djamena, Chad ;

3- Research Centers

- Centre for Linguistic and Historical Studies by Oral Tradition (CELHTO), Niamey, Niger;
- International Centre for Research and Documentation on African Traditions and Languages (CERDOTOLA), Yaoundé, Cameroon;
- National Museum of Chad;

4- ICESCO Structures

- ICESCO Regional Educational Center in N'Djamena, Chad.
- ICESCO Chair on Cultural Diversity, Peace and International Cooperation at the Institute of International Relations (IRIC), University of Yaoundé II, Cameroon.



COMITE DE LECTURE

- Pr Ousmanou Adama, Université
- Pr Assana Brahim, Université de Ngaoundéré,
- Pr Diyé Geremi, Université de Maroua
- Dr Tamibe Patale Suzanne, Université de Maroua
- Dr Hugues Humen Tchana , Université de Maroua,
- Dr Mezop Temgoua-Noumissing Alice Lucie, Université de Yaoundé
- Dr Hassimi Sambo, Université de Yaoundé 1
- Dr Maura David, Université de Maroua
- Dr Jean Marie Datouang Djoussou, Université de Maroua
- Dr Kemegne Simo Lea Lili, Université de Bamenda
- Dr Fanta bring , Université de Yaoundé 1
- Dr Patrick Romuald JIÉ JIÉ, Université de Bertoua
- Dr Fidessou Sylvestre, Université de Bamenda
- M. Terence Bessaka, Musée National de Yaoundé
- M. SAKAFOULSOU DANGA André, Université de Toulouse Jean-Jaurès/France

READING COMMITTEE

- Pr Ousmanou Adama, Maroua University,
- Pr Assana Brahim , University of Ngaoundéré,
- Pr Diyé Geremi , Maroua University,
- Dr Tamibe Patale Suzanne, Maroua University
- Dr Mezop Temgoua-Noumissing Alice Lucie, University of Yaoundé I
- Dr Hugues Humen Tchana, Maroua University
- Dr Hassimi Sambo, University of Yaoundé I
- Dr Maura David ; Maroua University,
- Dr Jean Marie Datouang Djoussou, Maroua University,
- Dr Kemegne Simo Lea Lili, University of Bamenda
- Dr Fanta bring, University of Yaoundé I
- Dr Patrick Romuald JIÉ JIÉ, University of Bertoua
- Dr Fidessou Sylvestre, University of Bamenda
- M. Terence Bessaka, National Museum of Yaounde
- M. SAKAFOULSOU DANGA André, University of Toulouse Jean-Jaures/France



COMITÉ D'ORGANISATION

• **Président :**

- Dr Salim M. AlMalik

• **Membres:**

- Pr Mohamed Zinelabidine
- Dr Barry Koumbou
- Mme Ramata Almamy Mbaye
- Dr Osama Elnahas
- M. Nassim Mohand Amer
- M. Billel Chebbi
- M. Mohamed Al Ansary

• **Secrétariat technique**

- Pr Mahamat abba Ousman
- M. Alioun Ndiaye
- Mme Nadia Jbiri
- El Jinani Souhaila
- Rochdi Amine
- El-Otamani Wafae
- Bougrine Zineb
- Dhaidah Ghizlane
- Altal Ali

ORGANIZING COMMITTEE

• **Chair :**

- Dr. Salim M. AlMalik

• **Members:**

- Prof. Mohamed Zinelabidine
- Dr. Barry Koumbou
- Ms. RamataAlmamy Mbaye
- Dr. Osama ElnahasMr
- Nassim Mohand Amer Mr.
- Bilel Chebbi Mr.
- Mohamed Al Ansary

• **Technical Secretariat**

- Pr. Mahamat Abba Ousman
- Mr. Alioun Ndiaye
- Ms. Nadia Jbiri
- El Jinani Souhaila
- Rochdi Amine
- El-Otamani Wafae
- Bougrine Zineb
- Dhaidah Ghizlane
- Altal Ali

